Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° A : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCES AU MAIRE – DÉLÉGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL

L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) permet au Conseil municipal de déléguer au Maire certaines attributions.

Considérant qu'il y a intérêt, pour faciliter le bon fonctionnement de l'Administration communale, de donner une large délégation au Maire, il est proposé au Conseil municipal de lui confier, par délégation et pour la durée de son mandat, les attributions suivantes :

1 – d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2 – de fixer les tarifs, dans la limite de 20,00 % à la hausse ou à la baisse, des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3 – de procéder, dans la limite maximale annuelle d'un montant de cinq millions d'euros (5 000 000,00 €), pour une durée maximale de vingt (20) ans, avec indexation sur des indices de références exclusivement usités par les marchés financiers français et européens à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget qui seront soit obligataires, classiques à taux fixe ou variable, à barrière sur Euribor et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, de procéder à toutes opérations de réaménagement de dette de la Commune ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4 – de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres encore ainsi que toute décision concernant les avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5 – de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6 – de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

Toutes les délibérations ont été publiées sur le site de la Ville le 17 avril 2026

7 – de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des Services municipaux ;

8 – de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9 – d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10 – de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à quatre mille six cent euros (4 600,00 €) ;

11 – de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12 – de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13 – de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14 – de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15 – d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans la limite d'un million d'euros (1 000 000,00 €) ;

16 – à ester en justice, avec tous pouvoirs, au nom de la Commune, à intenter toutes les actions en justice et à défendre les intérêts de la Commune dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter, tant en première instance qu'en appel et cassation, devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires ou les juridictions spécialisées, pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action. Il pourra se faire assister par l'avocat de son choix et pourra transiger avec les tiers dans la limite de mille euros (1 000,00 €) ;

17 – de régler les conséquences dommageables, des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de vingt-cinq mille euros (25 000,00 €) Hors Taxe par sinistre ;

18 – de donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la Commune préalablement aux opérations menées par un Établissement Public Foncier local ;

19 – de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20 – de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de deux millions d'euros (2 000 000,00 €) ;

21 – d'exercer, au nom de la Commune, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et L. 240-3 du Code de l'Urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit à la Communauté d'Agglomération Thionville Fensch Agglomération, l'Établissement Public Foncier Grand Est et tout concessionnaire d'une opération d'aménagement, en application des mêmes articles ;

22 – de prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

23 – d'autoriser, au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24 – de demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions dans les conditions suivantes :

- subvention d'investissement pour un projet ne dépassant pas cinq millions d'euros (5 000 000,00 €) Hors Taxe ;
- subvention de fonctionnement pour une opération ou un projet ne dépassant pas deux cent cinquante mille euros (250 000,00 €) Hors Taxe ;

25 – de procéder au dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux pour les opérations inscrites au budget ;

26 – d'exercer au nom de la Commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 2015 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

27 – d'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'Environnement ;

28 – d'admettre en non-valeur les titres de recettes présentés par le Comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur ou égal à deux cent euros (200,00 €) ;

29 – d'autoriser les mandats spéciaux que les membres du Conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que les frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du Code Général des Collectivités Locales.

Le Maire devra rendre compte des décisions prises à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ACCORDER** au Maire les délégations proposées conformément à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **AUTORISER** le Maire, dans les vingt-neuf matières, à déléguer sa signature au Directeur Général des Services,
- **PRÉCISER ET AUTORISER** que, sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le Maire aux Adjoints et Conseillers municipaux en application de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (subdélégation en fonction des arrêtés de délégation de fonctions), les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par l'Élu assurant son remplacement en vertu de l'article L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°2 : ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE – DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Vu les articles L. 1311-13 et L. 1311-14 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Vu les articles L. 1212-1 et L. 1212-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (C.G.P.P.P.),

Vu les articles 1369 et suivants du Code Civil,

Vu le décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au Livre Foncier et notamment l'article 33.

Sans préjudice des attributions du Conseil municipal au titre de l'article L. 2541-2 du C.G.C.T., « les Maires des Communes [...] des Départements de la Moselle et de la Collectivité européenne d'Alsace [...], pour les actes soumis à publication dans le département de la Moselle sont habilités à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au Livre Foncier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux passés, en la forme administrative, par ces collectivités et établissements publics ».

Par ailleurs, l'article 33 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 n'exonère pas la Commune d'une inscription au Livre Foncier pour les biens privés.

Les Communes peuvent donc décider de recourir à des actes en la forme administrative dans la mesure où elles sont parties. En application de ces dispositions, le Maire dispose de la faculté de recourir à l'une ou l'autre des procédures (acte notarié ou en la forme administrative) pour procéder à l'acquisition de parcelles dans le cadre d'un projet d'aménagement ou de voirie. Au-delà de l'économie des frais d'honoraires de notaire, l'usage de cette procédure permet d'assurer une régularisation rapide des actes notamment pour des opérations ne présentant pas de complexité juridique.

L'habilitation à recevoir et à authentifier des actes en la forme administrative est un pouvoir propre au Maire, en vue de leur publication au Livre Foncier, qui ne peut être délégué.

Le Maire agissant en tant que tiers à l'opération, le Conseil municipal doit, par conséquent, désigner un Adjoint qui sera chargé de signer tout acte en la forme administrative en même temps que le co-contractant en présence du Maire, seul habilité à l'authentification.

Il est précisé que, quelle que soit la forme de l'acte (notarié ou sous forme administrative), une promesse de vente ne peut être signée que dans la mesure où le Conseil municipal a donné son accord à l'aliénation ou à l'acquisition du bien concerné et au prix de cession envisagé.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ACCORDER** délégation de signature à un Adjoint pour signer tout acte passé en la forme administrative au nom de la Commune,
- **DÉLÉGUER** cette fonction aux autres Adjoints, dans l'ordre du tableau, en cas d'empêchement de cet Adjoint.

Le Maire,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 3 : INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS – FIXATION DES INDEMNITÉS ET DES MAJORATIONS

Les indemnités de fonction des Élus sont régies par les articles L. 2123-20 à L.2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), en fonction de la strate démographique de la Collectivité et en référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

Selon ces dispositions, l'indemnité brute maximale du Maire d'une Commune de 10 000 à 19 999 habitants est fixée à 67,60 % de l'indice brut terminal, l'indemnité brute maximale d'un Adjoint en exercice est fixée à 28,60 % de ce même indice.

Si les dispositions réglementaires garantissent au Maire la perception d'une indemnité maximale sans délibération préalable, Madame Clémence POUGET souhaite y renoncer et demande expressément au Conseil municipal de fixer un taux inférieur au taux maximal.

Les Conseillers municipaux peuvent percevoir, dans le respect de l'enveloppe globale, une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions égale au maximum à 6,00 % de l'indice de référence.

Les Conseillers municipaux auxquels le Maire délègue une partie de ses fonctions en application des articles L. 2122-18 et L. 2122-20 peuvent percevoir des indemnités supérieures, à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être versées au Maire et aux Adjoints ne soit pas dépassé.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ACCEPTER** la demande du Maire de renoncer à l'application légale du taux maximal,
- **DÉCIDER** que les indemnités seront réparties, dans la limite de l'enveloppe globale selon le tableau joint en annexe,
- **DÉCIDER** que les indemnités seront automatiquement ajustées en fonction de l'évolution de l'indice brut terminal de l'échelle de la Fonction Publique ainsi que de celle relative à la valeur du point d'indice.

Par ailleurs, les articles L. 2123-22 et R. 2123-23 du même Code prévoient que des majorations, cumulables entre elles, peuvent être votées par le Conseil municipal lors d'un vote distinct. Elles s'appliquent alors sur la base des indemnités précédemment votées.

La Ville est concernée en sa qualité de siège d'un bureau centralisateur de Canton (+ 15,00 % des indemnités de la strate réelle) et puisqu'elle a été attributaire de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (D.S.U.C.S.) au cours de l'un au moins des trois exercices précédents (indemnité votée dans la limite correspondant à la strate de population immédiatement supérieure).

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPLIQUER** aux indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux délégués la majoration dédiée au siège d'un bureau centralisateur,
- **APPLIQUER** aux indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux délégués la majoration dédiée à la perception de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale,
- **DÉCIDER** que les indemnités majorées seront automatiquement ajustées en fonction de l'évolution de l'indice brut terminal de l'échelle de la Fonction Publique ainsi que de celle relative à la valeur du point d'indice.

Le Maire,



Clémence POUGET

ANNEXE

TABLEAU DES INDEMNITÉS DE FONCTION DES ÉLUS AVEC MAJORATIONS – 10 AVRIL 2026

Fonctions	Élus	Enveloppe globale légale	Répartition de l'enveloppe globale	Pourcentage après majoration D.S.U.C.S	Pourcentage après majoration Bureau Centralisateur
Maire	Clémence POUGET	67,60 %	54,50 %	72,56 %	80,73 %
1er Adjoint	Laurent SCHULTZ	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
2ème Adjoint	Aurore PEXOTO	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
3ème Adjoint	Pierre GRUNEWALD	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
4ème Adjoint	Christelle FERRY	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
5ème Adjoint	Pierre HENRIOT	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
6ème Adjoint	Ouidade BOOG BOOG	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
7ème Adjoint	Guy MÉLÉO	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
8ème Adjoint	Anne MEYER	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
9ème Adjoint	Olivier PERRIN	28,60 %	23,35 %	26,94 %	30,45 %
Conseiller délégué	Manuel MORGNY		21,50 %	24,81%	28,03 %
Conseiller délégué	Christelle FRISCH		3,90 %	4,50 %	5,09 %
Conseiller délégué	Charles MEYER		3,90 %	4,50 %	5,09 %
Conseiller délégué	Christian MERTZ		3,90 %	4,50 %	5,09 %
Conseiller	Isabelle SCHMISSER		1,425 %		
Conseiller	Bénédicte GUERDER		1,425 %		
Conseiller	Sylvie ÉMO		1,425 %		

Fonctions	Élus	Enveloppe globale légale	Répartition de l'enveloppe globale	Pourcentage après majoration D.S.U.C.S	Pourcentage après majoration Bureau Centralisateur
Conseiller	Francis BRACH		1,425 %		
Conseiller	Stéphanie SEPANS		1,425 %		
Conseiller	Abdelkader MAMMAR		1,425 %		
Conseiller	Isabelle HEBTING		1,425 %		
Conseiller	Maxime SANSALONE		1,425 %		
Conseiller	Fabienne FARLOT		1,425 %		
Conseiller	Vincent DROINEAU-EYL		1,425 %		
Conseiller	Pauline LAMBOUR		1,425 %		
Conseiller	Maurice ANNANE		1,425 %		
Conseiller	Marion WEBER		1,425 %		
Conseiller	Laurent SADLER		1,425 %		
Conseiller	Pascal GRIMMER		1,425 %		
Conseiller	Tania FERSTLER		1,425 %		
Conseiller	Gilles GOESS		1,425 %		
Conseiller	Valérie SZCZEPANIAK		1,425 %		
Conseiller	Jonathan WOLF		1,425 %		
TOTAL		**325,00 %**	**324,925 %**		

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 4 : EXERCICE DU MANDAT – RÈGLE DE REMBOURSEMENT DE FRAIS

Aux termes des articles L. 2123-18 à L. 2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Maire, les Adjoints et les Conseillers municipaux ont droit au remboursement de certains frais qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces remboursements de frais concernent limitativement :

- le remboursement des frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission,
- le remboursement de frais de déplacements,
- le remboursement des frais d'aide à la personne,
- le remboursement des frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement.

➢ Remboursement des frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission

Pour obtenir le remboursement des dépenses engagées dans le cadre d'un déplacement ou d'une mission, l'Élu devra agir au titre d'un mandat spécial, c'est-à-dire d'une mission accomplie dans l'intérêt de la Commune et après décision du Maire ou délibération du Conseil municipal qui pourra être postérieure à l'exécution de la mission, en cas d'urgence.

Un ordre de mission devra préalablement être signé par le Maire.

Dans ce cadre, les remboursements définis ci-dessous s'appliqueront.

✓ Les frais de séjour

Ils seront remboursés forfaitairement dans la limite des indemnités journalières allouées aux fonctionnaires de l'État, conformément à l'article R. 2123-22-1 du C.G.C.T..

	France métropolitaine		
	Taux de base	Commune de plus de 200 000 habitants et Communes de la métropole du Grand Paris	Paris
Hébergement*	90,00 €	120,00 €	140,00 €
Repas	20,00 €		

**Incluant le petit-déjeuner*

✓ Les frais de transports

Les frais de transports seront remboursés sur présentation d'un état de frais et la fourniture des justificatifs associés (billets de train, tickets de péage, de parking, de métro, de bus, taxi...).

Les transports ferroviaires seront à privilégier.

En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les Élus seront remboursés sur la base des indemnités kilométriques définies réglementairement selon le barème fiscal en vigueur au jour du déplacement et sur la base du trajet le plus court calculé par un opérateur d'itinéraire internet.

S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (S.M.I.C.).

➢ <u>Remboursement des frais de déplacements</u>

Seuls les frais de transports et de séjour engagés par les Élus pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la Ville hors du territoire communal ouvrent droit à ces remboursements.

Un ordre de mission devra préalablement être signé par le Maire.

La prise en charge de ces frais est assurée dans les mêmes conditions que pour les frais de mission ci-dessus exposés.

Lorsqu'ils sont en situation de handicap, ils peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés ainsi que pour prendre part aux séances du Conseil municipal et aux réunions des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités qui ont lieu sur le territoire de la Commune. La prise en charge de ces frais spécifiques s'effectue toujours sur présentation d'un état de frais et, dans la limite, par mois, du montant de l'indemnité maximale susceptible d'être versée au maire d'une commune de moins de cinq cents (500) habitants.

Lorsqu'ils sont régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur situé hors du territoire de la commune, les membres du Conseil municipal bénéficient, selon les mêmes conditions que pour les frais de mission ci-dessus exposés, du remboursement des frais de déplacement engagés pour se rendre aux séances et réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 du C.G.C.T..

- Remboursement des frais d'aide à la personne

Tous les membres du Conseil municipal bénéficient d'un remboursement par la Commune des frais de garde d'un enfant de moins de seize ans ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 du C.G.C.T..

Ces frais seront remboursés sur présentation d'une fiche de paie du salarié recruté pour la garde ou l'assistante et d'une attestation du même salarié mentionnant les dates et heures d'intervention.

Le remboursement se fera sur la base horaire du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (S.M.I.C.).

- Remboursement des frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement

Les dépenses exceptionnelles d'assistance ou de secours engagées en cas d'urgence par le Maire ou un Adjoint sur leurs deniers personnels pourront être remboursées par la Commune, sur justificatif, après délibération du Conseil municipal.

Pour obtenir ces remboursements, l'ensemble des justificatifs devra parvenir auprès du Service des Ressources Humaines de la Ville au plus tard trois (3) mois après le déplacement.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les règles de remboursement des frais des Élus selon les modalités exposées ci-dessus,
- **APPLIQUER** automatiquement les revalorisations des indemnités journalières, taux horaires ainsi que tous tarifs selon l'évolution de la réglementation,
- **AUTORISER** le Maire à procéder au remboursement des frais des Élus,
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant, à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Maire,

COMMUNE DE AUBAGNE

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 5 : DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS – MODALITÉS D'EXERCICE

L'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) dispose que dans les trois mois suivant son renouvellement, le Conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine notamment les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Chaque Conseiller municipal a le droit de bénéficier d'une formation adaptée à l'exercice de son mandat, dans la limite des crédits votés, sans distinction d'appartenance politique.

➢ Orientations de la politique de formation

Les actions de formation financées par la Commune doivent contribuer à renforcer les compétences nécessaires à l'exercice du mandat municipal.

Elles s'inscrivent notamment dans les axes suivants :

- **Maîtrise du cadre institutionnel et juridique de l'action publique locale** : fonctionnement des Collectivités territoriales, rôle et compétence du Conseil municipal, statut de l'élu local et obligations déontologiques, responsabilité juridique des élus.

- **Compréhension des finances publiques locales et du pilotage budgétaire** : élaboration et exécution du budget communal, analyse financière des collectivités, fiscalité locale, lecture du Compte financier unique.

- **Conduite et évaluation des politiques publiques relevant des compétences de la Commune** : urbanisme et aménagement du territoire, commande publique et marchés publics, transition écologique et politiques environnementales, politiques sociales et services à la population, communication publique et relation avec les administrés.

Une attention particulière sera portée :

- aux élus nouvellement élus ou n'ayant pas encore bénéficié d'actions de formation,
- aux élus titulaires d'une délégation du Maire,
- aux besoins identifiés dans le cadre du débat annuel sur la formation des élus.

➢ Crédits dédiés à la formation

Les crédits ouverts dédiés à la formation des élus sont fixés à huit mille cinq cent euros (8 500,00 €) du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus.

Les crédits non consommés au cours de l'exercice N peuvent être reportés sur l'exercice N+1, dans la limite de la durée du mandat.

➢ Plafond de dépenses par Élu

Afin de garantir une répartition équilibrée des crédits de formation entre les membres du Conseil municipal et d'assurer une gestion maîtrisée des finances communales, un plafond annuel de dépenses de formation est fixé à mille cinq cent euros (1 500,00 €) par Élu et par année civile.

Ce plafond comprend l'ensemble des dépenses liées à la formation (frais pédagogiques, frais de déplacement, frais de séjour et de restauration).

Par décision motivée du Maire, ce plafond peut être exceptionnellement dépassé lorsque la formation présente un intérêt particulier pour l'exercice d'une délégation ou pour la conduite d'un projet structurant pour la collectivité.

➢ Conditions de prise en charge

Seront pris en charge sur le budget communal, dans la limite des crédits votés au budget :

- les frais pédagogiques facturés par l'organisme de formation,
- les frais de déplacement,
- les frais de séjour et de restauration, selon les conditions ci-dessous.

✓ Les frais de séjour

Ils seront remboursés forfaitairement dans la limite des indemnités journalières allouées aux fonctionnaires de l'État, conformément à l'article R. 2123-22-1 du C.G.C.T..

	France métropolitaine		
	Taux de base	Commune de plus de 200 000 habitants et Communes de la métropole du Grand Paris	Paris
Hébergement*	90,00 €	120,00 €	140,00 €
Repas	20,00 €		

**Incluant le petit-déjeuner*

✓ Les frais de transports

Les frais de transports seront remboursés sur présentation d'un état de frais et la fourniture des justificatifs associés (billets de train, tickets de péage, de parking, de métro, de bus, taxi...).

Les transports ferroviaires seront à privilégier.

En cas d'utilisation d'un véhicule personnel, les Élus seront remboursés sur la base des indemnités kilométriques définies réglementairement selon le barème fiscal en vigueur au jour du déplacement et sur la base du trajet le plus court calculé par un opérateur d'itinéraire internet.

Tout déplacement dans le cadre d'une formation doit faire l'objet d'un ordre de mission préalable signé par le Maire ou son représentant.

La prise en charge financière est subordonnée :

- à l'agrément de l'organisme de formation par le ministre chargé des collectivités territoriales,
- à l'adéquation de la formation avec l'exercice du mandat,
- à l'existence de crédits disponibles au budget communal.

➢ Modalités d'instruction des demandes

Tout élu souhaitant suivre une formation doit adresser une demande écrite au Maire précisant :

- l'intitulé et l'objet de la formation,
- l'organisme de formation,
- le coût prévisionnel,
- les dates et la durée,
- le lieu de la formation.

Le Maire statue sur la demande, au regard :

- de l'adéquation de la formation avec l'exercice du mandat,
- des orientations fixées par la présente délibération,
- des crédits disponibles.

➢ Tableau récapitulatif et débat annuel

Un tableau récapitulatif des actions de formation suivies par les élus et financées par la Commune sera établi annuellement, annexé au Compte Financer Unique et soumis à un débat au sein du Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les modalités d'exercice du droit à la formation des élus municipaux selon les dispositions exposées ci-dessus,
- **FIXER** l'enveloppe budgétaire consacrée à la formation des élus dans les conditions prévues par la présente délibération,
- **APPLIQUER** automatiquement les revalorisations des indemnités journalières, taux horaires ainsi que tous tarifs selon l'évolution de la réglementation,
- **AUTORISER** le Maire à engager les dépenses correspondantes dans la limite des crédits inscrits au budget,
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant, à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°6 : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – FIXATION DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS

Aux termes du Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.), notamment les articles L. 123-6, R. 123-8 et R. 123-10, le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de la Commune est présidé par le Maire et géré par un Conseil d'administration composé en nombre égal de membres élus par le Conseil municipal en son sein et de membres nommés par le Maire.

Le Conseil municipal est compétent pour fixer le nombre de membres du Conseil d'administration du C.C.A.S..

Il est proposé de fixer à six (6) le nombre des membres du Conseil d'administration du C.C.A.S..

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- FIXER à six (6) le nombre de représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 7 : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil municipal a fixé à six (6) le nombre d'Administrateurs du Conseil d'administration à élire en son sein.

Conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.), dans ses articles L. 123-6, R. 123-8 et R. 123-10, le Conseil municipal est tenu d'élire en son sein les membres qui siègeront au Conseil d'administration du C.C.A.S., dans un délai maximum de deux mois suivant son renouvellement.

L'élection a lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Chaque Conseiller municipal ou groupe de Conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète. Les sièges sont attribués aux candidats suivant l'ordre de présentation sur chaque liste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, des six (6) Administrateurs du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale.

Le Maire,

COMMUNE DE YUTZ MOSELLE

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 8 : COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES ET DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – MODALITÉS DE DÉPÔT DES LISTES

Les règles relatives à la composition de la Commission de Délégation de Service Public (C.D.S.P.), de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) sont régies par le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Ainsi, les dispositions combinées des articles L. 1411-5 et L. 1414-2 du C.G.C.T. viennent définir les modalités de désignation des membres de la C.A.O. et de la C.D.S.P..

Elles indiquent que pour les communes de trois mille cinq cents (3 500) habitants et plus, la commission est composée, par le Maire ou son représentant, Président, et par cinq (5) membres de l'Assemblée délibérante élus en son sein.

Les membres titulaires et suppléants de ces deux commissions sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Avant de procéder à la constitution de ces commissions par élection de leurs membres, il appartient au Conseil municipal, conformément à l'article D. 1411-5 du C.G.C.T., de fixer les conditions de dépôt des listes.

Il est précisé que, s'agissant d'une même opération électorale, la délibération fixant les modalités de dépôts des listes et celles relatives à l'élection des membres peuvent se dérouler au cours de la même séance.

Il est proposé de les fixer comme suit :

Pour la C.A.O. :

- les listes comprenant au maximum cinq (5) titulaires et cinq (5) suppléants sont déposées auprès du Maire le jour de la séance du Conseil municipal à laquelle est inscrite l'élection des membres de la C.A.O. ;
- les listes peuvent comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, conformément à l'article D. 1411-4 du C.G.C.T. ;
- les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

Pour la C.D.S.P. :

- les listes comprenant au maximum cinq (5) titulaires et cinq (5) suppléants sont déposées auprès du Maire le jour de la séance du Conseil municipal à laquelle est inscrite l'élection des membres de la C.D.S.P. ;
- les listes peuvent comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir, conformément à l'article D. 1411-4 du C.G.C.T. ;
- les listes devront indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- APPROUVER les conditions de dépôt des listes relatives à l'élection des membres des Commissions d'Appel d'Offres et de Délégation de Service Public telles que décrites ci-dessus,
- AUTORISER le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°3 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – ÉLECTION DES MEMBRES

Les règles relatives à la composition de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) sont régies par le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

La C.A.O. est l'instance qui se réunit pour choisir le titulaire des marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens en vigueur au moment du lancement de la consultation.

Les dispositions combinées des articles L. 1411-5 et L. 1414-2 du C.G.C.T. viennent définir les modalités de désignation des membres de la C.A.O..

Elles indiquent que pour les communes de trois mille cinq cents (3 500) habitants et plus, la commission est composée, par le Maire ou son représentant, Président, et par cinq (5) membres de l'Assemblée délibérante élus en son sein.

Selon les dispositions des articles D. 1411-3 et D. 1411-4 du C.G.C.T., les membres titulaires et suppléants de cette commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

L'article R. 2162-24 du Code de la Commande Publique (C.C.P.) précise que pour les concours organisés par les Collectivités territoriales, les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres font partie du Jury.

Il est précisé que, s'agissant d'une même opération électorale, la délibération fixant les modalités de dépôt des listes et celle relative à l'élection des membres peuvent se dérouler au cours de la même séance.

Le Conseil municipal ayant approuvé les modalités de dépôt de listes, il convient désormais de procéder à l'élection.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, de cinq (5) membres titulaires et cinq (5) membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.
- **DÉCIDER** que la Commission d'Appel d'Offres aura un caractère permanent.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 10 : COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – ÉLECTION DES MEMBRES

Les règles relatives à la composition de la Commission de Délégation de Service Public (C.D.S.P.) sont régies par le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

La C.D.S.P. est l'instance qui analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail (C.T.) et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Les dispositions de l'article L. 1411-5 du C.G.C.T. viennent définir les modalités de désignation des membres de la C.D.S.P..

Elles indiquent que pour les communes de trois mille cinq cents (3 500) habitants et plus, la commission est composée, par le Maire ou son représentant, Président, et par cinq (5) membres de l'Assemblée délibérante élus en son sein.

Selon les dispositions des articles D. 1411-3 et D. 1411-4 du C.G.C.T., les membres titulaires et suppléants de cette commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Il est précisé que, s'agissant d'une même opération électorale, la délibération fixant les modalités de dépôt des listes et celle relative à l'élection des membres peuvent se dérouler au cours de la même séance.

Le Conseil municipal ayant approuvé les modalités de dépôt de listes, il convient désormais de procéder à l'élection.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, de cinq (5) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants de la Commission de Délégation de Service Public, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.
- **DÉCIDER** que la Commission de Délégation de Service Public aura un caractère permanent.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 14 : COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – CRÉATION, ÉLECTION ET DÉSIGNATION DES MEMBRES

L'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) prévoit que les Communes de plus de dix mille (10 000) habitants créent une Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière

La C.C.S.P.L. est présidée par le Maire ou son représentant et est composée de membres du Conseil municipal désignés dans le respect du principe de la représentation à la proportionnelle ainsi que de représentants d'usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux nommés par l'Assemblée délibérante. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La loi n'ayant pas fixé le nombre de représentants de cette commission, il est envisagé de fixer comme suit sa composition compte tenu des délégations de services publics confiées par la Ville :

- le Maire ou son représentant, Président ;
- six (6) élus titulaires et six (6) élus suppléants désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle ;
- des représentants d'Associations locales d'usagers désignés par le Conseil municipal.

Concernant les Associations locales, le Maire propose de désigner les membres suivants :

- le Président de YUTZ ACTIF comme association de commerçants,
- le Président de la Confédération de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie (C.L.C.V.) comme association de consommateurs.

En outre, l'article L. 1413-1 du C.G.C.T. permet au Conseil municipal de charger l'exécutif de saisir pour avis la C.C.S.P.L. sur les projets de délégation de service public, de contrats de partenariat ou de création d'une régie dotée de l'autonomie financière.

Si l'Assemblée consent cette délégation, le Maire rendra compte des décisions prises, en premier lieu, à l'occasion des délibérations relatives à l'organisation de ces services et lors du bilan des travaux réalisés par la C.C.S.P.L. au cours de l'année précédente.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **CRÉER** la Commission Consultative des Services Publics Locaux selon les modalités exposées ci-dessus,
- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret et à la représentation proportionnelle, de six (6) élus titulaires et de six (6) élus suppléants sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée,
- **DÉSIGNER** les Présidents des Associations mentionnées ci-dessus,
- **DÉLÉGUER** au Maire la saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 12 : COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS – CRÉATION ET FIXATION DE LA LISTE DES MEMBRES

L'article 1650 du Code Général des Impôts (C.G.I.) prévoit la création d'une Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.) dans chaque Commune.

La C.C.I.D. intervient surtout en matière de fiscalité directe locale et :

- dresse, avec le représentant de l'Administration fiscale, la liste des locaux de référence pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile, détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants ;
- participe à l'évaluation des propriétés bâties ;
- participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties.

Dans les Villes de plus de deux mille (2 000) habitants, la Commission comprend les neuf (9) membres suivants :

- le Maire ou l'Adjoint délégué, Président ;
- huit (8) commissaires titulaires et huit (8) suppléants.

Les commissaires et leurs suppléants sont désignés par le Directeur Départemental des Finances Publiques à partir d'une liste de trente-deux (32) contribuables dressée par le Conseil municipal.

Le mandat des commissaires prend fin avec celui des commissaires choisis lors du renouvellement général du Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- FIXER la liste des trente-deux (32) contribuables, dont la candidature sera proposée au Directeur Départemental des Finances Publiques, en vue de la constitution de la Commission Communale des Impôts Directs.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°13 : COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ – CRÉATION

L'article L. 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) impose aux Communes de plus de cinq mille (5 000) habitants de créer une Commission Communale pour l'Accessibilité (C.C.A.). Cette commission est composée notamment de Représentants de la Commune, d'associations ou d'organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de Représentants des acteurs économiques ainsi que de Représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission :

- dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents (200,00) mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L. 1112-1 du Code des Transports (C.T.),
- établit un rapport annuel présenté en Conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant,
- organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées,
- est destinataire des Projets d'Agendas d'Accessibilité Programmée (A.D.A.P.) et de l'attestation d'achèvement des travaux quand l'A.D.A.P. concerne un Etablissement Recevant du Public (E.R.P.),
- tient à jour, par voie électronique, la liste des E.R.P. situés sur le territoire communal qui a élaboré un A.D.A.P. et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Le rapport de la C.C.A. est présenté au Conseil municipal et est transmis au représentant de l'État dans le département, au Président du Conseil départemental, au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Le Maire préside la Commission et arrête la liste de ses membres.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **CRÉER** la Commission Communale pour l'Accessibilité.

Le Maire,



Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°14 : COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE

L'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (C.G.I.) prévoit la constitution de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (C.L.E.T.C.) entre la Communauté d'Agglomération et les Communes membres.

Cette commission est composée de membres des Conseils municipaux des communes concernées, chaque Conseil municipal disposant d'au moins un représentant.

Pour l'exercice par la C.L.E.T.C. de ses missions et compte tenu de l'installation d'un nouveau Conseil, il est nécessaire de désigner les représentants de la Commune pour siéger au sein de cette commission, soit un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- PROCÉDER à l'élection, au vote à bulletin secret, d'un (1) membre titulaire et d'un (1) membre suppléant au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°15 : COMMISSION INTERCOMMUNALE CONSULTATIVE DE CHASSE – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE

Pour les départements de droit local, le droit de chasse sur les terres et sur les espaces couverts d'eau est administré par la Commune, au nom et pour le compte des propriétaires. Le droit de chasse est loué par la Commune, pour une durée de neuf ans. Les baux en cours ont débuté le 2 février 2024 pour s'achever le 1er février 2033 inclus.

Il est rappelé que le lot de chasse de Yutz est un lot intercommunal comprenant également des parcelles situées sur le ban communal d'Illange.

Dans ce cadre, Il est proposé au Conseil municipal de désigner les membres représentant la Commune au sein de la Commission Intercommunale Consultative de Chasse (C.I.C.C.).

Cette commission est constituée :

- des Maires des communes de Yutz et Illange et de deux Conseillers municipaux de chacune des Communes désignés par leur Conseil municipal,
- du Directeur Départemental des Territoires ou de son représentant,
- du (des) comptable(s) assignataire(s) de la Commune ou le (leurs) représentant(s) désigné(s) par le(s) comptable(s),
- du Président de la Chambre départementale d'agriculture ou son représentant,
- du Président de la Fédération départementale des chasseurs ou son représentant,
- du Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- du Lieutenant de Louveterie territorialement compétent ou un lieutenant de louveterie désigné par lui,
- du Président du Fonds départemental d'indemnisation des dégâts de sangliers ou son représentant,
- du Chef du service départemental de l'office français de la biodiversité ou son représentant,
- d'un représentant de l'Office National des Forêts.

La Commission est placée sous la présidence du Maire de l'une des Communes.

Outre le Maire qui siège d'office au sein de cette commission, il convient de désigner deux (2) Conseillers municipaux titulaires ainsi que deux (2) suppléants.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, de deux (2) membres titulaires et deux (2) membres suppléants pour représenter la Commune à la Commission Intercommunale Consultative de Chasse, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 16 : CONSEILS D'ÉCOLES – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE

Le Conseil d'école est un organe de concertation institutionnelle doté de compétences décisionnelles. Il vote notamment le règlement intérieur, donne des avis sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école.

La composition et les attributions du Conseil d'école sont définies par l'article D. 411-1 du Code de l'Éducation (C.E.). Celui-ci est composé, pour chaque école, du Directeur, Président, du Maire ou de son représentant, d'un Conseiller municipal désigné par le Conseil municipal, des maîtres et maîtres remplaçants de l'école, d'un maître du réseau d'aides spécialisées intervenant dans l'école choisi par le Conseil des maîtres de l'école, des Représentants des parents d'élèves en nombre égal à celui des classes de l'école, du Délégué départemental de l'Éducation Nationale chargé de visiter l'école.

Pour des raisons organisationnelles et de continuité, il est proposé de désigner un suppléant qui ne pourra siéger qu'en cas d'absence du Conseiller municipal titulaire.

La Commune comptant actuellement onze (11) écoles et groupes scolaires, il convient de désigner, pour chacun des onze (11) Conseils d'école, un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant parmi les Conseillers municipaux.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, d'un (1) membre titulaire et d'un (1) membre suppléant pour chacun des Conseils d'école, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Le Maire,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 17 : ORGANISMES DE REGROUPEMENTS INTERCOMMUNAUX – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE

Après chaque renouvellement du Conseil municipal, il y a lieu de procéder à la désignation des délégués de la Commune au sein des différents organismes de regroupements intercommunaux.

Les représentations suivantes sont concernées :

- Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution d'Electricité du Pays des Trois Frontières (S.I.S.C.O.D.I.P.E.) – cinq (5) membres titulaires et cinq (5) membres suppléants.

- Syndicat Mixte Interdépartemental à Vocation Unique de la Fourrière du Joli Bois de Moineville (S.M.I.V.U.) – quatre (4) membres titulaires et quatre (4) membres suppléants.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, de cinq (5) membres titulaires et cinq (5) membres suppléants pour représenter la Commune au Syndicat Intercommunal de Suivi de la Concession de Distribution d'Electricité du Pays des Trois Frontières, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée,
- **PROCÉDER** à l'élection, au vote à bulletin secret, quatre (4) membres titulaires et quatre (4) membres suppléants pour représenter la Commune au Syndicat Mixte Interdépartemental à Vocation Unique de la Fourrière du Joli Bois de Moineville, sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°18 : ORGANISMES EXTÉRIEURS – DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE

Après chaque renouvellement du Conseil municipal, il y a lieu de procéder à la désignation des Représentants de la Commune au sein de différents organismes extérieurs comme le prévoit l'article L. 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Les représentations suivantes sont concernées :

- Conseil d'administration du Collège Jean MERMOZ – un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.
- Conseil d'administration de l'Institut Universitaire de Technologie de Thionville – Yutz (I.U.T.) – un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.
- Association de Gestion du Foyer des Personnes Âgées (A.G.E.F.P.A.) :
  - Comité de Direction – un (1) membre titulaire,
  - Conseil d'administration – dix (10) membres titulaires,
  - Assemblée Générale – neuf (9) membres titulaires.
- Conseil d'administration du Centre social « Ô couleurs du Monde » – deux (2) membres titulaires.
- Assemblée départementale du Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.) – un (1) membre titulaire.
- APSIS Émergence – un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.
- Conseil d'administration de la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) – deux (2) membres titulaires.
- Conseil d'administration du Pôle Santé Moselle – un (1) membre titulaire et un (1) membre suppléant.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- PROCÉDER à l'élection, au vote à bulletin secret, des représentants dans les organismes extérieurs sauf si, à l'unanimité, le Conseil municipal décide de procéder au vote à main levée.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 13 : COMMANDE PUBLIQUE - RETRAITS DE GROUPEMENTS DE COMMANDES

La Ville a adhéré a des groupements de commandes permanents qui sont coordonnés par la Communauté d'Agglomération Thionville Fensch Agglomération (C.A.T.F.A.) et la Ville de Thionville.

Pour la C.A.T.F.A., il s'agit :

- des travaux de toiture, étanchéité, zinguerie, par une délibération du 30 septembre 2020,
- de la protection sociale complémentaire des agents (santé – prévoyance), par une délibération du 30 septembre 2019,

Pour la Ville de Thionville, il s'agit :

- du groupement qualité de l'air intérieur dans les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires, par une délibération du 30 septembre 2020.

Considération prise de la création du nouvel E.P.C.I. par fusion des Communautés d'Agglomération « Portes de France – Thionville » et « Val de Fensch » au 1er janvier 2026 et de l'évolution consécutive des besoins de celui-ci, il est proposé de se retirer à l'expiration des marchés en cours.

Thionville Fensch Agglomération et la Ville de Thionville ont donné leur accord de principe quant aux démutualisations des besoins précités.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- APPROUVER le retrait de la Ville des groupements de commandes suivants :

- travaux de toiture, étanchéité, zinguerie,
- protection sociale complémentaire des agents (santé – prévoyance),
- qualité de l'air intérieur dans les accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires,

- AUTORISER le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Maire,

COMMUNE DE YUTZ

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 20 : COMMANDE PUBLIQUE – CONSTITUTION DE GROUPEMENTS DE COMMANDES COORDONNÉS PAR LA VILLE DE THIONVILLE

L'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique (C.C.P.) permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commandes dans le but d'optimiser des avantages, tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

L'objectif est de maîtriser au mieux l'aspect budgétaire de ces prestations et d'en tirer le meilleur profit, par le regroupement des besoins de ses adhérents et une mise en concurrence optimisée des prestataires.

Aussi, il est proposé la constitution de groupements permanents auxquels pourront participer les Villes de Thionville, de Yutz et le C.C.A.S. de la Ville de Thionville :

- groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation),
- groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de plâtrerie et faux plafonds,
- groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de toiture, étanchéité, zinguerie,
- groupement de commandes solidaire permanent relatif à la protection sociale complémentaire des agents - volet prévoyance,
- groupement de commandes solidaire permanent relatif à la protection sociale complémentaire des agents - volet santé.

Les conditions de fonctionnement de ces groupements sont fixées par les conventions jointes au présent rapport.

La Ville de Thionville assurera les missions de coordonnateur de chaque groupement jusqu'à la signature du marché en résultant. Le coordonnateur recueillera les besoins des membres du groupement et se chargera de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché. Ainsi, la Commission d'Appel d'Offres en charge de l'ouverture des plis et de l'attribution du marché sera celle du coordonnateur.

Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- APPROUVER la constitution des groupements de commandes permanent suivants relatif :

- aux travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation),
- aux travaux de plâtrerie et faux plafonds,
- aux travaux de toiture, étanchéité, zinguerie,
- à la protection sociale complémentaire des agents - volet prévoyance,
- à la protection sociale complémentaire des agents - volet santé,

- ACCEPTER que la Ville de Thionville soit coordonnateur des groupements de commandes,
- AUTORISER le Maire ou son représentant à suivre l'exécution du marché correspondant, avenants et reconductions, pour ses besoins propres,
- AUTORISER le Maire ou son représentant, pour chaque groupement, à signer la convention constitutive de groupement de commandes correspondante ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Maire,

COMMUNE DE THIONVILLE MOSELLE

Clémence POUGET

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES SOLIDAIRE PERMANENT RELATIF AUX TRAVAUX DE PLOMBERIE, SANITAIRE, CHAUFFAGE (REPARATION)

- **ENTRE**

La Ville de Thionville, représentée par ……..., Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……...,

- **ET**

La Ville de Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……...,

- **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville (CCAS), représenté par ……..., Vice-Présidente du Conseil d'Administration ou son représentant, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du ……...,

PROJET

PREAMBULE

L'article L2113-6 du Code de la Commande Publique permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commande dans le but d'optimiser des avantages tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

Aussi, il est prévu la constitution d'un groupement permanent auquel participeront la Ville de Thionville, la Ville de Yutz et le CCAS de la Ville de Thionville, pour l'exécution de travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation).

L'objectif est de faire bénéficier à tous les membres du groupement des mêmes conditions financières pour la réalisation de prestations identiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué un groupement de commandes solidaire permanent, intitulé « Groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation) »

Cette convention a uniquement pour objectif la passation de consultations relatives à l'exécution de travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation).

Le coordonnateur du groupement est chargé de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché.
Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public comme indiqué en article 8.2 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et pour une durée illimitée.

PROJET

ARTICLE 3 : LE COORDONATEUR

3.1 Désignation du coordonnateur

La Ville de Thionville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé à :

Hôtel de Ville
Rue Georges Ditsch
BP 30352
57125 THIONVILLE CEDEX

3.2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur recueille auprès des membres leurs besoins, préalablement à la mise en concurrence des prestataires et élabore le dossier de consultation en fonction des besoins qui ont été définis par les membres.
Il assure et organise l'ensemble des opérations de sélection de l'attributaire, à savoir notamment :

- La définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition des critères de choix du prestataire ;
- L'élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- La publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- L'envoi des dossiers de consultation ;
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres ;

- La transmission des offres ainsi que du projet de rapport d'analyse des offres aux membres du groupement ;
- En lien avec les membres du groupement : l'analyse des candidatures et des offres et l'éventuelle négociation, le cas échéant ;
- L'envoi des lettres de rejets ;
- La signature et la notification du marché pour l'ensemble des membres du groupement ;
- L'exécution de la convention conformément aux documents contractuels pour ses besoins propres ;
- La passation des avenants éventuels ;
- Si besoin, la rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et la transmission du marché au contrôle de légalité,
- La reconduction ou non du marché (après consultation des membres) ;
- La transmission d'une copie du marché notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution ;
- La publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement ;
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution des marchés.

3.3 Missions des membres

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à la rédaction des pièces techniques et administratives sur la base de leurs compétences respectives,
- De transmettre au coordonnateur ses éventuelles observations sur les offres et le projet de rapport d'analyse des offres, au minimum quatre jours ouvrés avant la Commission d'attribution du marché,
- D'exécuter le marché conformément aux documents contractuels,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des éventuels dysfonctionnements liés aux marchés,
- D'assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement,
- Du contentieux de l'exécution du marché les concernant,
- De clôturer le marché dans le respect des règles de la commande publique et de la comptabilité publique,
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'assurer le paiement au(x) titulaire(s).

PROJET

3.4 Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Si nécessaire et conformément à la possibilité ouverte à l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention prévoit que la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est compétente.

3.5 Choix du prestataire

L'ouverture des plis et l'analyse des offres sont confiées au coordonnateur selon ses règles de fonctionnement interne.

Le titulaire est choisi, après décision de la C.A.O. du coordonnateur si nécessaire.

ARTICLE 4 : ADHESION

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.
Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.
Une copie de la délibération présentant le cachet de la préfecture (pour les personnes soumises à l'obligation de transmission) est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective **avant** le lancement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT

Tout membre peut se retirer du groupement au terme du marché relatif aux travaux de plomberie, sanitaire, chauffage (réparation), sous réserve d'en informer le coordonnateur, au plus tôt et en tout état de cause avant la relance du marché.
Le retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante.
Le retrait peut également être acté en cours d'exécution du marché, par avenant d'une part, à la présente convention, d'autre part, au marché en cours, sous réserve de l'accord préalable des membres du groupement quant à la reprise des engagements du membre qui souhaite se retirer.

PROJET

ARTICLE 6 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie de coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant aux présentes sera établi aux fins de désigner un nouveau coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du nouveau coordonnateur désigné.

ARTICLE 7 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés. Il informe et consulte les membres sur ses démarches, la stratégie adoptée et sur l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divisera la charge financière en fonction de la ventilation prévue au marché concernant l'étendue des besoins de chaque membre (en %). Il effectuera l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 Frais de publication

Les frais de publication demeureront à la charge du coordonnateur.

8.2 Paiement du prix des prestations

Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution financière des prestations qui lui sont propres et donc du paiement des factures correspondantes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement et sera actée par avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg sous réserve d'une tentative d'accord amiable préalable.

Fait à Thionville, le

PROJET

Pour la Ville de Thionville (coordonnateur), Le Maire, ……	Pour la Ville de Yutz, Le Maire, ……
Pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville, La Vice-Présidente du Conseil d'Administration, ……	

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES SOLIDAIRE PERMANENT RELATIF AUX TRAVAUX DE PLATRERIE ET FAUX PLAFONDS

- **ENTRE**

La Ville de Thionville, représentée par ……., Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

La Ville de Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville (CCAS), représenté par ……..,, Vice-Présidente du Conseil d'Administration ou son représentant, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

PROJET

PREAMBULE

L'article L2113-6 du Code de la Commande Publique permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commande dans le but d'optimiser des avantages tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

Aussi, il est prévu la constitution d'un groupement permanent auquel participeront la Ville de Thionville, la Ville de Yutz et le CCAS de la Ville de Thionville, pour l'exécution de travaux de plâtrerie et faux plafonds.

L'objectif est de faire bénéficier à tous les membres du groupement des mêmes conditions financières pour la réalisation de prestations identiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué un groupement de commandes solidaire permanent, intitulé « Groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de plâtrerie et faux plafonds.».

Cette convention a uniquement pour objectif la passation de consultations relatives à l'exécution de travaux de plâtrerie et faux plafonds.

Le coordonnateur du groupement est chargé de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché.
Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public comme indiqué en article 8.2 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et pour une durée illimitée.

PROJET

ARTICLE 3 : LE COORDONATEUR

3.1 Désignation du coordonnateur

La Ville de Thionville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé à :

Hôtel de Ville
Rue Georges Ditsch
BP 30352
57125 THIONVILLE CEDEX

3.2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur recueille auprès des membres leurs besoins, préalablement à la mise en concurrence des prestataires et élabore le dossier de consultation en fonction des besoins qui ont été définis par les membres.
Il assure et organise l'ensemble des opérations de sélection de l'attributaire, à savoir notamment :

- La définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition des critères de choix du prestataire ;
- L'élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- La publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- L'envoi des dossiers de consultation ;
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres ;
- La transmission des offres ainsi que du projet de rapport d'analyse des offres aux membres du groupement ;

- En lien avec les membres du groupement : l'analyse des candidatures et des offres et l'éventuelle négociation, le cas échéant ;
- L'envoi des lettres de rejets ;
- La signature et la notification du marché pour l'ensemble des membres du groupement ;
- L'exécution de la convention conformément aux documents contractuels pour ses besoins propres ;
- La passation des avenants éventuels ;
- Si besoin, la rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et la transmission du marché au contrôle de légalité,
- La reconduction ou non du marché (après consultation des membres) ;
- La transmission d'une copie du marché notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution ;
- La publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement ;
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution des marchés.

3.3 Missions des membres

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à la rédaction des pièces techniques et administratives sur la base de leurs compétences respectives,
- De transmettre au coordonnateur ses éventuelles observations sur les offres et le projet de rapport d'analyse des offres, au minimum quatre jours ouvrés avant la Commission d'attribution du marché,
- D'exécuter le marché conformément aux documents contractuels,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des éventuels dysfonctionnements liés aux marchés,
- D'assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement,
- Du contentieux de l'exécution du marché les concernant,
- De clôturer le marché dans le respect des règles de la commande publique et de la comptabilité publique,
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'assurer le paiement au(x) titulaire(s).

PROJET

3.4 Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Si nécessaire et conformément à la possibilité ouverte à l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention prévoit que la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est compétente.

3.5 Choix du prestataire

L'ouverture des plis et l'analyse des offres sont confiées au coordonnateur selon ses règles de fonctionnement interne.

Le titulaire est choisi, après décision de la C.A.O. du coordonnateur si nécessaire.

ARTICLE 4 : ADHESION

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.
Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.
Une copie de la délibération présentant le cachet de la préfecture (pour les personnes soumises à l'obligation de transmission) est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective **avant** le lancement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT

Tout membre peut se retirer du groupement au terme du marché relatif aux travaux de plâtrerie et faux plafonds, sous réserve d'en informer le coordonnateur, au plus tôt et en tout état de cause avant la relance du marché.
Le retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante.
Le retrait peut également être acté en cours d'exécution du marché, par avenant d'une part, à la présente convention, d'autre part, au marché en cours, sous réserve de l'accord préalable des membres du groupement quant à la reprise des engagements du membre qui souhaite se retirer.

PROJET

ARTICLE 6 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie de coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant aux présentes sera établi aux fins de désigner un nouveau coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du nouveau coordonnateur désigné.

ARTICLE 7 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés. Il informe et consulte les membres sur ses démarches, la stratégie adoptée et sur l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divisera la charge financière en fonction de la ventilation prévue au marché concernant l'étendue des besoins de chaque membre (en %). Il effectuera l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 Frais de publication

Les frais de publication demeureront à la charge du coordonnateur.

8.2 Paiement du prix des prestations

Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution financière des prestations qui lui sont propres et donc du paiement des factures correspondantes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement et sera actée par avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg sous réserve d'une tentative d'accord amiable préalable.

Fait à Thionville, le

PROJET

Pour la Ville de Thionville (coordonnateur), Le Maire, ……	Pour la Ville de Yutz, Le Maire, ……
Pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville, La Vice-Présidente du Conseil d'Administration, ……	

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES SOLIDAIRE PERMANENT RELATIF AUX TRAVAUX DE TOITURE, ETANCHEITE, ZINGUERIE

- **ENTRE**

La Ville de Thionville, représentée par ……., Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

La Ville de Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville (CCAS), représenté par ……..,, Vice-Présidente du Conseil d'Administration ou son représentant, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

PROJET

PREAMBULE

L'article L2113-6 du Code de la Commande Publique permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commande dans le but d'optimiser des avantages tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

Aussi, il est prévu la constitution d'un groupement permanent auquel participeront la Ville de Thionville, la Ville de Yutz et le CCAS de la Ville de Thionville, pour l'exécution de travaux de toiture, étanchéité, zinguerie.

L'objectif est de faire bénéficier à tous les membres du groupement des mêmes conditions financières pour la réalisation de prestations identiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué un groupement de commandes solidaire permanent, intitulé « Groupement de commandes solidaire permanent relatif aux travaux de toiture, étanchéité, zinguerie.».

Cette convention a uniquement pour objectif la passation de consultations relatives à l'exécution de travaux de toiture, étanchéité, zinguerie.

Le coordonnateur du groupement est chargé de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché.
Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public comme indiqué en article 8.2 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et pour une durée illimitée.

PROJET

ARTICLE 3 : LE COORDONATEUR

3.1 Désignation du coordonnateur

La Ville de Thionville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé à :

Hôtel de Ville
Rue Georges Ditsch
BP 30352
57125 THIONVILLE CEDEX

3.2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur recueille auprès des membres leurs besoins, préalablement à la mise en concurrence des prestataires et élabore le dossier de consultation en fonction des besoins qui ont été définis par les membres.
Il assure et organise l'ensemble des opérations de sélection de l'attributaire, à savoir notamment :

- La définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition des critères de choix du prestataire ;
- L'élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- La publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- L'envoi des dossiers de consultation ;
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres ;
- La transmission des offres ainsi que du projet de rapport d'analyse des offres aux membres du groupement ;

- En lien avec les membres du groupement : l'analyse des candidatures et des offres et l'éventuelle négociation, le cas échéant ;
- L'envoi des lettres de rejets ;
- La signature et la notification du marché pour l'ensemble des membres du groupement ;
- L'exécution de la convention conformément aux documents contractuels pour ses besoins propres ;
- La passation des avenants éventuels ;
- Si besoin, la rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et la transmission du marché au contrôle de légalité,
- La reconduction ou non du marché (après consultation des membres) ;
- La transmission d'une copie du marché notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution ;
- La publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement ;
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution des marchés.

3.3 Missions des membres

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à la rédaction des pièces techniques et administratives sur la base de leurs compétences respectives,
- De transmettre au coordonnateur ses éventuelles observations sur les offres et le projet de rapport d'analyse des offres, au minimum quatre jours ouvrés avant la Commission d'attribution du marché,
- D'exécuter le marché conformément aux documents contractuels,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des éventuels dysfonctionnements liés aux marchés,
- D'assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement,
- Du contentieux de l'exécution du marché les concernant,
- De clôturer le marché dans le respect des règles de la commande publique et de la comptabilité publique,
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'assurer le paiement au(x) titulaire(s).

PROJET

3.4 Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Si nécessaire et conformément à la possibilité ouverte à l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention prévoit que la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est compétente.

3.5 Choix du prestataire

L'ouverture des plis et l'analyse des offres sont confiées au coordonnateur selon ses règles de fonctionnement interne.

Le titulaire est choisi, après décision de la C.A.O. du coordonnateur si nécessaire.

ARTICLE 4 : ADHESION

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.
Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.
Une copie de la délibération présentant le cachet de la préfecture (pour les personnes soumises à l'obligation de transmission) est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective **avant** le lancement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT

Tout membre peut se retirer du groupement au terme du marché relatif aux travaux de toiture, étanchéité, zinguerie, sous réserve d'en informer le coordonnateur, au plus tôt et en tout état de cause avant la relance du marché.
Le retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante.
Le retrait peut également être acté en cours d'exécution du marché, par avenant d'une part, à la présente convention, d'autre part, au marché en cours, sous réserve de l'accord préalable des membres du groupement quant à la reprise des engagements du membre qui souhaite se retirer.

PROJET

ARTICLE 6 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie de coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant aux présentes sera établi aux fins de désigner un nouveau coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du nouveau coordonnateur désigné.

ARTICLE 7 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés. Il informe et consulte les membres sur ses démarches, la stratégie adoptée et sur l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divisera la charge financière en fonction de la ventilation prévue au marché concernant l'étendue des besoins de chaque membre (en %). Il effectuera l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 Frais de publication

Les frais de publication demeureront à la charge du coordonnateur.

8.2 Paiement du prix des prestations

Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution financière des prestations qui lui sont propres et donc du paiement des factures correspondantes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement et sera actée par avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg sous réserve d'une tentative d'accord amiable préalable.

Fait à Thionville, le

PROJET

Pour la Ville de Thionville (coordonnateur), Le Maire, ……	Pour la Ville de Yutz, Le Maire, ……
Pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville, La Vice-Présidente du Conseil d'Administration, ……	

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES SOLIDAIRE PERMANENT RELATIF A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS – VOLET PREVOYANCE

- **ENTRE**

La Ville de Thionville, représentée par ……., Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

La Ville de Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville (CCAS), représenté par ……..,, Vice-Présidente du Conseil d'Administration ou son représentant, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

PROJET

PREAMBULE

L'article L2113-6 du Code de la Commande Publique permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commande dans le but d'optimiser des avantages tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

Aussi, il est prévu la constitution d'un groupement permanent auquel participeront la Ville de Thionville, la Ville de Yutz et le CCAS de la Ville de Thionville, pour la protection sociale complémentaire des agents - volet prévoyance.

L'objectif est de faire bénéficier à tous les membres du groupement des mêmes conditions financières pour la réalisation de prestations identiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué un groupement de commandes solidaire permanent, intitulé « Groupement de commandes solidaire permanent relatif à la protection sociale complémentaire des agents volet prévoyance ».

Cette convention a uniquement pour objectif la passation de consultations relatives à la protection sociale complémentaire des agents volet prévoyance.

Le coordonnateur du groupement est chargé de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché.
Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public comme indiqué en article 8.2 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et pour une durée illimitée.

PROJET

ARTICLE 3 : LE COORDONATEUR

3.1 Désignation du coordonnateur

La Ville de Thionville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé à :

Hôtel de Ville
Rue Georges Ditsch
BP 30352
57125 THIONVILLE CEDEX

3.2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur recueille auprès des membres leurs besoins, préalablement à la mise en concurrence des prestataires et élabore le dossier de consultation en fonction des besoins qui ont été définis par les membres.
Il assure et organise l'ensemble des opérations de sélection de l'attributaire, à savoir notamment :

- La définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition des critères de choix du prestataire ;
- L'élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- La publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- L'envoi des dossiers de consultation ;
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres ;

- La transmission des offres ainsi que du projet de rapport d'analyse des offres aux membres du groupement ;
- En lien avec les membres du groupement : l'analyse des candidatures et des offres et l'éventuelle négociation, le cas échéant ;
- L'envoi des lettres de rejets ;
- La signature et la notification du marché pour l'ensemble des membres du groupement ;
- L'exécution de la convention conformément aux documents contractuels pour ses besoins propres ;
- La passation des avenants éventuels ;
- Si besoin, la rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et la transmission du marché au contrôle de légalité,
- La reconduction ou non du marché (après consultation des membres) ;
- La transmission d'une copie du marché notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution ;
- La publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement ;
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution des marchés.

3.3 Missions des membres

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à la rédaction des pièces techniques et administratives sur la base de leurs compétences respectives,
- De transmettre au coordonnateur ses éventuelles observations sur les offres et le projet de rapport d'analyse des offres, au minimum quatre jours ouvrés avant la Commission d'attribution du marché,
- D'exécuter le marché conformément aux documents contractuels,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des éventuels dysfonctionnements liés aux marchés,
- D'assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement,
- Du contentieux de l'exécution du marché les concernant,
- De clôturer le marché dans le respect des règles de la commande publique et de la comptabilité publique,
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'assurer le paiement au(x) titulaire(s).

PROJET

3.4 Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Si nécessaire et conformément à la possibilité ouverte à l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention prévoit que la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est compétente.

3.5 Choix du prestataire

L'ouverture des plis et l'analyse des offres sont confiées au coordonnateur selon ses règles de fonctionnement interne.

Le titulaire est choisi, après décision de la C.A.O. du coordonnateur si nécessaire.

ARTICLE 4 : ADHESION

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.
Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.
Une copie de la délibération présentant le cachet de la préfecture (pour les personnes soumises à l'obligation de transmission) est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective **avant** le lancement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT

Tout membre peut se retirer du groupement au terme du marché relatif à la protection sociale complémentaire des agents volet prévoyance, sous réserve d'en informer le coordonnateur, au plus tôt et en tout état de cause avant la relance du marché.
Le retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante.
Le retrait peut également être acté en cours d'exécution du marché, par avenant d'une part, à la présente convention, d'autre part, au marché en cours, sous réserve de l'accord préalable des membres du groupement quant à la reprise des engagements du membre qui souhaite se retirer.

PROJET

ARTICLE 6 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie de coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant aux présentes sera établi aux fins de désigner un nouveau coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du nouveau coordonnateur désigné.

ARTICLE 7 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés. Il informe et consulte les membres sur ses démarches, la stratégie adoptée et sur l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divisera la charge financière en fonction de la ventilation prévue au marché concernant l'étendue des besoins de chaque membre (en %). Il effectuera l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 Frais de publication

Les frais de publication demeureront à la charge du coordonnateur.

8.2 Paiement du prix des prestations

Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution financière des prestations qui lui sont propres et donc du paiement des factures correspondantes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement et sera actée par avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg sous réserve d'une tentative d'accord amiable préalable.

Fait à Thionville, le

PROJET

Pour la Ville de Thionville (coordonnateur), Le Maire, ……	Pour la Ville de Yutz, Le Maire, ……
Pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville, La Vice-Présidente du Conseil d'Administration, ……	

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES SOLIDAIRE PERMANENT RELATIF A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS – VOLET SANTE

- **ENTRE**

La Ville de Thionville, représentée par ……., Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

La Ville de Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, Maire ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du ……..,

- **ET**

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville (CCAS), représenté par ……..,, Vice-Présidente du Conseil d'Administration ou son représentant, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du ……..,

PROJET

PREAMBULE

L'article L2113-6 du Code de la Commande Publique permet à une pluralité de personnes publiques justifiant de besoins communs de s'associer en groupement de commande dans le but d'optimiser des avantages tant au niveau économique qu'au niveau de la qualité des prestations.

Aussi, il est prévu la constitution d'un groupement permanent auquel participeront la Ville de Thionville, la Ville de Yutz et le CCAS de la Ville de Thionville, pour la protection sociale complémentaire des agents - volet santé.

L'objectif est de faire bénéficier à tous les membres du groupement des mêmes conditions financières pour la réalisation de prestations identiques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Il est constitué un groupement de commandes solidaire permanent, intitulé « Groupement de commandes solidaire permanent relatif à la protection sociale complémentaire des agents volet santé ».

Cette convention a uniquement pour objectif la passation de consultations relatives à la protection sociale complémentaire des agents - volet santé.

Le coordonnateur du groupement est chargé de la mise en concurrence et de l'ensemble des procédures liées à l'attribution du marché.
Chaque membre sera ensuite personnellement responsable de la satisfaction de ses besoins propres par le biais du marché conclu. Ainsi, chaque membre devra passer commande et procéder aux règlements y afférents pendant toute l'exécution du marché public comme indiqué en article 8.2 des présentes.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et pour une durée illimitée.

PROJET

ARTICLE 3 : LE COORDONATEUR

3.1 Désignation du coordonnateur

La Ville de Thionville est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

Le siège du coordonnateur est situé à :

Hôtel de Ville
Rue Georges Ditsch
BP 30352
57125 THIONVILLE CEDEX

3.2 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur recueille auprès des membres leurs besoins, préalablement à la mise en concurrence des prestataires et élabore le dossier de consultation en fonction des besoins qui ont été définis par les membres.
Il assure et organise l'ensemble des opérations de sélection de l'attributaire, à savoir notamment :

- La définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- La définition des critères de choix du prestataire ;
- L'élaboration de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises en fonction des besoins définis par les membres ;
- La publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- L'envoi des dossiers de consultation ;
- La gestion de la plateforme permettant la dématérialisation des offres ;

- La transmission des offres ainsi que du projet de rapport d'analyse des offres aux membres du groupement ;
- En lien avec les membres du groupement : l'analyse des candidatures et des offres et l'éventuelle négociation, le cas échéant ;
- L'envoi des lettres de rejets ;
- La signature et la notification du marché pour l'ensemble des membres du groupement ;
- L'exécution de la convention conformément aux documents contractuels pour ses besoins propres ;
- La passation des avenants éventuels ;
- Si besoin, la rédaction du rapport de présentation du pouvoir adjudicateur et la transmission du marché au contrôle de légalité,
- La reconduction ou non du marché (après consultation des membres) ;
- La transmission d'une copie du marché notifié à chaque membre du groupement afin d'en permettre l'exécution ;
- La publication de l'avis d'attribution le cas échéant ;
- La représentation de l'ensemble des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement ;
- L'assistance des membres dans le cadre du contentieux de l'exécution des marchés.

3.3 Missions des membres

Les membres sont chargés :

- De communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- De participer à la rédaction des pièces techniques et administratives sur la base de leurs compétences respectives,
- De transmettre au coordonnateur ses éventuelles observations sur les offres et le projet de rapport d'analyse des offres, au minimum quatre jours ouvrés avant la Commission d'attribution du marché,
- D'exécuter le marché conformément aux documents contractuels,
- D'informer le coordonnateur de la bonne exécution ou des éventuels dysfonctionnements liés aux marchés,
- D'assister le coordonnateur dans les contentieux liés à la passation des marchés du présent groupement,
- Du contentieux de l'exécution du marché les concernant,
- De clôturer le marché dans le respect des règles de la commande publique et de la comptabilité publique,
- D'informer le coordonnateur de cette clôture,
- D'assurer le paiement au(x) titulaire(s).

PROJET

3.4 Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Si nécessaire et conformément à la possibilité ouverte à l'article L.1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente convention prévoit que la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est compétente.

3.5 Choix du prestataire

L'ouverture des plis et l'analyse des offres sont confiées au coordonnateur selon ses règles de fonctionnement interne.

Le titulaire est choisi, après décision de la C.A.O. du coordonnateur si nécessaire.

ARTICLE 4 : ADHESION

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante.
Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.
Une copie de la délibération présentant le cachet de la préfecture (pour les personnes soumises à l'obligation de transmission) est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Toute adhésion devra être effective **avant** le lancement de la consultation.

ARTICLE 5 : RETRAIT

Tout membre peut se retirer du groupement au terme du marché relatif à la protection sociale complémentaire des agents - volet santé, sous réserve d'en informer le coordonnateur, au plus tôt et en tout état de cause avant la relance du marché.
Le retrait est constaté par une délibération de son assemblée délibérante.
Le retrait peut également être acté en cours d'exécution du marché, par avenant d'une part, à la présente convention, d'autre part, au marché en cours, sous réserve de l'accord préalable des membres du groupement quant à la reprise des engagements du membre qui souhaite se retirer.

PROJET

ARTICLE 6 : SUBSTITUTION AU COORDONNATEUR

En cas de sortie de coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant aux présentes sera établi aux fins de désigner un nouveau coordonnateur.

La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du nouveau coordonnateur désigné.

ARTICLE 7 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre de tous les contentieux liés à la passation des marchés. Il informe et consulte les membres sur ses démarches, la stratégie adoptée et sur l'évolution du litige.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divisera la charge financière en fonction de la ventilation prévue au marché concernant l'étendue des besoins de chaque membre (en %). Il effectuera l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 Frais de publication

Les frais de publication demeureront à la charge du coordonnateur.

8.2 Paiement du prix des prestations

Chaque membre du groupement est chargé de l'exécution financière des prestations qui lui sont propres et donc du paiement des factures correspondantes.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DE LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement et sera actée par avenant.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg sous réserve d'une tentative d'accord amiable préalable.

Fait à Thionville, le

PROJET

Pour la Ville de Thionville (coordonnateur), Le Maire, ……	Pour la Ville de Yutz, Le Maire, ……
Pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Thionville, La Vice-Présidente du Conseil d'Administration, ……	

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°21: VÉHICULES COMMUNAUX – REMISAGE À DOMICILE ET ATTRIBUTION D'UN VÉHICULE DE FONCTION – ANNÉE 2026

L'article L. 2123-18-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), dispose que, par une délibération annuelle, le Conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie.

Les véhicules de service sont destinés exclusivement aux déplacements nécessaires à l'exercice des missions de service public. Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune utilisation personnelle. Toutefois, lorsque l'organisation du service le justifie, un véhicule de service peut être remisé au domicile de l'agent ou de l'élu afin de faciliter les déplacements professionnels. Dans ce cas, l'utilisation demeure strictement professionnelle et ne constitue pas un avantage en nature.

Par ailleurs, l'article L. 721-3 du Code Général de la Fonction Publique (C.G.F.P.) dispose qu'un véhicule de fonction peut être attribué à un agent territorial occupant un emploi fonctionnel ou aux collaborateurs de cabinet mentionnés sur une liste fixée par décret par une délibération.

Le véhicule de fonction est mis à disposition permanente d'un agent pour les besoins du service et peut également être utilisé pour des déplacements privés. Il constitue, à ce titre, un avantage en nature soumis aux cotisations sociales et à l'imposition selon les règles en vigueur.

- Véhicules de service avec remisage à domicile

Il est nécessaire de fixer les fonctions et missions pour lesquelles le remisage à domicile est autorisé aux agents et aux élus au vu des contraintes de disponibilité, de présence et d'interventions en dehors des horaires habituels, de déplacements fréquents ou d'exercice des astreintes techniques.

L'autorisation de remisage est accordée à titre individuel par décision du Maire, en fonction des nécessités du service.

La collectivité conserve la faculté de retirer cette autorisation à tout moment.

En cas d'absence prolongée de l'agent ou de l'élu concerné, le véhicule peut être repris par la collectivité pour les besoins du service.

Compte tenu des responsabilités exercées et des contraintes opérationnelles, le remisage à domicile des véhicules de service peut être autorisé pour les fonctions suivantes :

- le Maire,
- le Directeur Général des Services Adjoint,
- les Directeurs de services,
- les Chefs de service des secteurs bâtiment, voirie, environnement et développement durable, moyens techniques et informatique,
- les Responsables des pôles voirie et propreté urbaine, bâtiment et espaces verts du service des moyens techniques et leurs remplaçants en cas d'absence,
- tout agent placé en position d'astreinte pour la durée de celle-ci.

L'utilisation des véhicules communaux est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être titulaire d'un permis de conduire valide correspondant à la catégorie du véhicule utilisé,
- respecter les règles de sécurité et d'utilisation fixées par la Collectivité,
- veiller à la bonne conservation du véhicule et signaler tout incident ou dommage,
- respecter les règles relatives à l'entretien et au suivi du véhicule.

Tout déplacement d'un agent hors du territoire communal et départemental, lorsqu'il n'est pas directement lié aux missions habituelles du service, doit faire l'objet d'un ordre de mission préalable.

➢ Véhicule de fonction

Conformément à la réglementation, cette attribution fait l'objet d'une délibération nominative.

Compte tenu des possibilités réglementaires ouvertes à la fonction de Directeur Général de Services d'une commune de plus de cinq mille (5000) habitants, des responsabilités attachées, des contraintes de représentation, de disponibilité et de déplacement associées, il est proposé d'attribuer un véhicule de fonction à Monsieur Thierry LAPOINTE, titulaire de cet emploi.

Le véhicule de fonction :

- est mis à disposition pour les déplacements professionnels et privés,
- est mis à disposition pour une utilisation sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les pays limitrophes,
- constitue un avantage en nature soumis à cotisations et imposition qui sera évalué au forfait réglementaire en vigueur.

Le Directeur Général des Services prendra en charge sur ses deniers personnels :

- les dépenses de carburant liées aux déplacements privés hors trajets domicile - travail,
- les frais de péage liés aux déplacements privés.

Conformément aux dispositions des articles L. 121-2, L. 121-3 et L. 121-6 du Code de la Route (C.R.), le Maire procède à la désignation du conducteur d'un véhicule communal ayant commis une infraction. Le paiement des contraventions, amendes ou sanctions éventuelles relève de la responsabilité personnelle du conducteur. La Collectivité ne peut en aucun cas se substituer à l'agent ou à l'élu responsable de l'infraction.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2123-18-1-1 du C.G.C.T., la présente délibération est adoptée pour l'année 2026. Elle fera l'objet d'un réexamen annuel par le Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **AUTORISER** la mise à disposition de véhicules communaux avec remisage à domicile pour les fonctions énumérées ci-dessus, au titre de l'année 2026,
- **ATTRIBUER** un véhicule de fonction à Monsieur Thierry LAPOINTE, Directeur Général des Services, dans les conditions précisées ci-dessus,
- **PRÉCISER** qu'il constitue un avantage en nature évalué au forfait conformément à la réglementation en vigueur,
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant, à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document afférent.

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction de l'Administration Générale

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°22 : RECENSEMENT DE LA POPULATION – RÉMUNÉRATION DES AGENTS RECENSEURS

Le Conseil municipal doit fixer la rémunération des agents recenseurs chargés du recensement annuel de la population pour l'année 2026. Les deux demi-journées de formation, la tournée de reconnaissance, les rendez-vous hebdomadaires avec le coordonnateur et les autres imprimés à compléter (carnet de tournée, dossiers d'adresse collective) sont considérés comme intégrés dans la rémunération.

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.) qui verse à la Commune une dotation forfaitaire au titre de l'enquête de recensement à organiser, la dotation forfaitaire pour l'année 2026 s'élève à trois mille deux cent douze euros (3 212,00 €).

Comme précédemment, la rémunération des agents recenseurs se comptabilise par un montant fixé par logement à recenser.

Au vu de l'implication demandée aux agents recenseurs et des opérations de relance de terrain régulière des foyers à recenser, il est proposé au Conseil municipal de fixer la rémunération des agents recenseurs à six euros (6,00 €) par logement.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ACCORDER** au coordonnateur communal une prime de deux cents euros (200,00 €),
- **FIXER** la rémunération des agents recenseurs à six euros (6,00 €) par logement à recenser.

Le Maire,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Clémence POUGET

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°23 : RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER - ADOPTION

Le budget communal de la Ville de Yutz est régi par la nomenclature M57 depuis le 1er janvier 2023. Comme l'exige cette nomenclature, un Règlement Budgétaire et Financier (R.B.F.) a été adopté par délibération le 30 novembre 2022. Pour mémoire, le R.B.F. formalise, au sein d'un document unique, les règles internes à la Collectivité. Elles s'appliquent à l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire et comptable.

Ce R.B.F. doit être à nouveau approuvé avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit le renouvellement de l'assemblée. Le projet de R.B.F. applicable sur la période 2026 - 2032, est annexé au présent rapport. Il est précisé qu'il peut néanmoins être révisé à tout moment au cours de la mandature, par un nouveau vote du Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ADOPTER** le Règlement Budgétaire et Financier, annexé à la présente,
- **AUTORISER** le Maire ou son représentant à signer tous documents et accomplir toutes formalités nécessaires à l'application de la présente délibération.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE YUTZ MOSELLE

Christelle FERRY

Commune de YUTZ

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

PROJET

Conseil municipal du 10 avril 2026

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

1 - LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE 5

1.1 - Définition du budget primitif 5
1.1.1 - Le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) 5
1.1.2 - Le calendrier des actions à mener jusqu'au vote du budget 5
1.1.3 - Le vote du budget primitif 6
1.1.4 - La saisie des inscriptions budgétaires 6

1.2 - Les inscriptions budgétaires 7
1.2.1 - Les inscriptions en section d'investissement 7
1.2.2 - Les inscriptions en section de fonctionnement 7

1.3 - Le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives 7
1.3.1 - Le Budget Supplémentaire (B.S.) 7
1.3.2 - Les Décisions Modificatives (D.M.) 7
1.3.3 - Les Virements de Crédits (V.C.) 8
1.4 - Le Compte Financier Unique (C.F.U.) 8

2 - L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 9

2.1 - Les grandes classes de recettes et de dépenses 9
2.1.1 - Les recettes de fonctionnement 9
2.1.2 - Le pilotage des charges de personnel 10
2.1.3 - Les subventions de fonctionnement accordées 10
2.1.4 - Les autres dépenses de fonctionnement 11
2.1.5 - Les recettes d'investissement 11
2.1.6 - Les dépenses d'investissement 11
2.1.7 - Les subventions d'investissement accordées 11
2.1.8 - L'annuité de la dette 12

2.2 - La comptabilité d'engagement - généralités 12
2.2.1 - Engagements - gestion de la T.V.A. 13
2.2.2 - L'engagement des dépenses 13
2.2.3 - L'engagement des recettes 13
2.2.4 - La gestion des tiers 14

2.3 - Enregistrement des factures 14
2.3.1 - La gestion du "service fait" 15
2.3.2 - La liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement 16
2.3.3 - Le délai global de paiement 16

2.4 - La gestion des recettes 17
2.4.1 - Les recettes tarifaires et leur suivi 18
2.4.2 - Les annulations de recettes 18
2.4.3 - Le suivi des demandes de subvention à percevoir 19

2.5 - La constitution des provisions 19

PROJET

2.6 - Les opérations de fin d'exercice....19
2.6.1 - La journée complémentaire....20
2.6.2 - Le rattachement des charges et des produits....20
2.6.3 - Les reports de crédits d'investissement....20

3 - LA GESTION DU PATRIMOINE....21

3.1 - La tenue de l'inventaire....21
3.2 - L'amortissement....22
3.3 - La cession de biens mobiliers et de biens immeubles....22
3.4 - Concordance Inventaire physique / comptable....23

4 - LA GESTION DES GARANTIES D'EMPRUNT....23

5 - LES RÉGIES....24

5.1 - La création des régies....24
5.2 - La nomination des régisseurs....24
5.3 - Les obligations des régisseurs....25
5.4 - Le suivi et le contrôle des règles....25

6 - INFORMATION DES ÉLUS....26

6.1 - Mise en ligne des documents budgétaires et des rapports de présentation....26
6.2 - Suites données aux rapports d'observations de la C.R.C.....26

7 - GLOSSAIRE....27

PROJET

RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER DE LA COMMUNE DE YUTZ

INTRODUCTION

Le R.B.F. formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001 et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux communes.

Il définit également des règles internes de gestion propres à la Ville dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services. Il rassemble et harmonise des règles jusque-là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes.

Il s'impose à l'ensemble des services municipaux gestionnaires de crédits, et en particulier à la Direction des Finances et renforce la cohérence et l'harmonisation des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes et des processus internes.

Il vise également à vulgariser le budget et la comptabilité, afin de les rendre accessibles aux élus et aux agents non spécialistes, tout en contribuant à développer une culture de gestion partagée.

Le présent règlement ne se substitue pas :

- à la réglementation générale en matière de finances publiques, puisqu'il la précise et l'adapte quand cela est possible,
- Aux manuels de procédures, fiches actions ou référentiels de contrôles internes qui font l'objet d'une diffusion sur le réseau informatique de la Ville,
- au guide interne de la commande publique de la Ville.

Ces documents ont une visée pédagogique et pratique et sont établis en exacte concordance avec le présent règlement avec des renvois aux articles concernés.
Le présent R.B.F. évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion. Il constitue la base de référence du guide des procédures de la Direction des Finances.

PROJET

1. LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

1.1 Définition du Budget Primitif

Le budget est l'acte par lequel le Conseil municipal prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'un exercice :

- En dépenses : les crédits votés sont limitatifs ; de ce fait les engagements ne peuvent être validés que si des crédits ont été mis en place ;
- En recettes : les crédits sont évaluatifs ; de ce fait les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Le budget comporte deux sections, la section de fonctionnement et la section d'investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles ou pluriannuelles se déclinant en Budget Primitif (B.P.), Budget Supplémentaire (B.S.) et Décisions Modificatives (D.M.).

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier de l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

Le budget est présenté par chapitre et article conformément à l'instruction comptable M57 en vigueur à la date du vote. Il contient également des annexes présentant notamment la situation patrimoniale ainsi que divers engagements de la collectivité.

Les documents budgétaires sont édités au moyen d'une application financière en concordance avec les prescriptions de la Direction Générale des Collectivités Locales (D.G.C.L.).

PROJET

1.1.1 Le Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.)

Dans les dix semaines précédant le vote du budget, le Maire doit présenter au Conseil municipal un Rapport d'Orientation Budgétaire (R.O.B.) devant donner lieu à débat.

Il est présenté selon les dispositions établies dans le règlement intérieur du Conseil municipal.

Ce rapport porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice.

1.1.2 Le calendrier des actions à mener jusqu'au vote du budget

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Il peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique (ou jusqu'au 30 avril l'année du renouvellement du Conseil municipal en application du L. 1612-2 du C.G.C.T.). Par dérogation, le délai peut également être repoussé au 30 avril lorsque les informations financières communiquées par l'État parviennent tardivement aux collectivités locales.

La Ville a choisi, depuis le budget de l'exercice 2021, de voter son budget de l'année N en décembre N-1. Le Budget Primitif N n'intègre donc pas le résultat de l'exercice N-1. Il faudra attendre le vote du Budget Supplémentaire N, postérieur au vote du Compte Administratif N-1 pour être en mesure de les inclure.

Par conséquent, le calendrier budgétaire prévisionnel est le suivant :

	Directions opérationnelles	Direction des Finances	Direction Générale et élus	Conseil Municipal
Juillet N-1			Note de cadrage budgétaire	
Septembre N-1	Inscription des propositions budgétaires			
Octobre à Décembre N-1	Production des annexes (état du personnel, engagements donnés et reçus, provisions…)	-Réunions budgétaires -Calcul de l'équilibre budgétaire, rédaction des annexes et des rapports…	-Arbitrages -Rapport d'Orientation Budgétaire	-Débat sur les Orientations Budgétaires -Débat du Rapport d'Orientations Budgétaires
Décembre N-1		Établissement des restes à réaliser N-1		Vote du Budget Primitif N
Mars à Juin N		-Détermination des résultats de N-1 -Intégration des résultats N-1 au B.S. N		-Vote du C.F.U. N-1 -Vote du B.S. N

Le calendrier présenté ci-dessus peut être modifié sous réserve du respect des échéances légales.

La Direction des Finances est garante du respect du calendrier budgétaire. Après accord de la Direction Générale des Services, elle détermine les périodes durant lesquelles les directions opérationnelles lui communiquent leurs propositions budgétaires afin de les saisir ensuite dans l'application financière.

PROJET

1.1.3 Le vote du Budget Primitif

Le Conseil municipal délibère sur un vote du budget par nature ou par fonction. Cette modalité de présentation ne peut être modifiée qu'une seule fois, au plus tard à la fin du premier exercice budgétaire complet suivant le renouvellement du Conseil municipal. À la date de rédaction du présent règlement, la Ville a choisi de voter son budget par nature.

Le budget est complété d'une présentation croisée par fonction. Il contient également des annexes présentant notamment la situation patrimoniale ainsi que divers engagements de la Commune.

Le budget doit être voté en équilibre réel. Les ressources propres définitives doivent impérativement permettre le remboursement de la dette. En vertu de cette règle, la section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif. La Collectivité ne peut pas couvrir ses charges de fonctionnement par les recours à l'emprunt.

Le budget est exécutoire dès publication et transmission au représentant de l'État dans le département, mais uniquement à partir du 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique.

1.1.4 La saisie des inscriptions budgétaires

La saisie des propositions budgétaires, en dépenses comme en recettes, est effectuée par la Direction des Finances après que chaque direction opérationnelle lui ait transmis ses demandes. Les Directeurs des services et leur(s) Élu(s) de référence veillent à ce que chaque montant inscrit puisse être justifié.
La Direction des Finances s'assure de la cohérence entre l'objet des demandes budgétaires et les comptes utilisés.

Elle traite les demandes par des tableaux d'arbitrage qui sont ensuite présentés lors de réunions d'arbitrages :

- techniques avec le Maire, la Direction Générale, la Direction des Finances et les directions concernées accompagnées de leur Élu de référence ;
- et politiques avec les Élus et le Maire.

1.2 Les inscriptions budgétaires

1.2.1 Les inscriptions en section d'investissement

Les inscriptions budgétaires sont faites annuellement en cohérence avec leur projection au sein du plan pluriannuel d'investissement défini par les Élus et les engagements juridiques pris dans le cadre des marchés publics.

Les opérations budgétaires d'investissement ne sont pas actuellement gérées en Autorisation de Programme (A.P.) et Crédits de Paiement (C.P.).

1.2.2 Les inscriptions en section de fonctionnement

Les inscriptions budgétaires de fonctionnement englobent les dépenses obligatoires, les engagements juridiques pris par la collectivité (contrats, conventions pluriannuelles, marchés publics…) ainsi que les dépenses facultatives en corrélation avec le choix des politiques publiques mises en œuvre.

PROJET

1.3 Le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives

1.3.1 Le Budget Supplémentaire (B.S.)

Le B.S. est une décision modificative particulière qui a pour objet d'intégrer les résultats antérieurs reportés ainsi que les reports issus du précédent exercice. Il est rendu nécessaire par le fait que le budget N est voté en décembre N-1. Le B.S. est voté au cours du second trimestre de l'année N. Le montant des reports en dépenses et en recettes doit être conforme aux restes à réaliser constatés au Compte Administratif de l'année N-1.

1.3.2 Les Décisions Modificatives (D.M.)

La D.M. s'impose dès lors que le montant d'un chapitre préalablement voté doit être modifié. Seules les dépenses et les recettes non prévues et non prévisibles au B.P. (principe de sincérité du budget) peuvent être inscrites en D.M.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la M57, il est néanmoins possible de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,50 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Les D.M. concernent également des transferts équilibrés entre chapitres budgétaires.

La Direction des Finances recense les demandes de crédits complémentaires proposées et motivées par les gestionnaires de crédits. Ces demandes nouvelles sont arbitrées en dernier ressort par le Maire et son Adjoint aux finances sur proposition du Directeur Général des Services.

Le vote des D.M. est effectué selon les mêmes modalités que le vote du Budget Primitif.

1.3.3 Les Virements de Crédits (V.C.)

Les V.C. consistent à retirer un montant disponible sur une ligne budgétaire pour l'affecter à une autre ligne budgétaire, à la condition que cette opération se fasse au sein du même chapitre budgétaire globalisé (011 « charges à caractère général », 012 « charges de personnel »…).

Les gestionnaires de crédits font la demande de virement de crédits auprès du Service des Finances. Cette demande est ensuite validée par le Directeur Général des Services.

1.4 Le Compte Financier Unique (C.F.U.)

Le Compte Financier Unique (C.F.U.) est la nouvelle présentation des comptes élaboré par le Comptable et la Ville à partir de l'exercice 2025.
Sa mise en place vise plusieurs objectifs :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière,
- améliorer la qualité des comptes,
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

En mettant davantage en exergue les données comptables à côté des données budgétaires, le C.F.U. permettra de mieux éclairer le Conseil municipal et pourra ainsi contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales.

À terme, le C.F.U. participera à un bloc d'informations financières modernisé et cohérent composé d'un rapport sur le C.F.U., du C.F.U. lui-même et des donnés ouvertes.

La date limite de vote du C.F.U. est fixée au 30 juin et la date limite de transmission en préfecture au 15 juillet.

PROJET

2. L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

2.1 Les grandes classes de recettes et de dépenses

La circulaire NOR/INT/B/O2/00059C du 26 février 2002 rappelle et précise les règles d'imputation des dépenses du secteur public local telles qu'elles sont fixées par les instructions budgétaires et comptables.

Les dépenses ont le caractère d'immobilisations si elles ont pour effet une augmentation de la valeur d'un élément d'actif ou une augmentation notable de sa durée d'utilisation.

Ainsi, les dépenses à inscrire à la section d'investissement comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité : achats de matériels durables, construction ou aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructure (voirie, réseaux divers).

Inversement, sont imputées en fonctionnement les dépenses qui concernent le quotidien de la gestion municipale : fournitures courantes, prestations récurrentes qui n'améliorent pas la valeur des investissements, des biens possédés par la Ville.

La difficulté réside dans l'interprétation de ce que sont les dépenses de gros entretien, d'amélioration ; car dès lors que l'on prolonge la durée de vie d'un bien, qu'on l'améliore, qu'on augmente sa valeur, alors l'imputation en investissement s'impose.

PROJET

2.1.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comprennent, notamment, des prestations facturées sur la base de tarifs définis par délibération, des impôts et taxes, des subventions accordées (délibérations des subventions ou conventions).

Le produit des impositions directes, les reversements de fiscalité, les dotations de l'État ainsi que les subventions reçues sont prévus au budget et saisis dans l'application financière par la Direction des Finances. Les autres recettes (prestations de services et recettes diverses) sont prévues par les directions opérationnelles puis saisies dans l'application financière par la Direction des Finances.

La prévision des recettes est évaluative, l'ordonnancement des recettes peut donc être supérieur aux prévisions. Cependant, dans le cadre des principes de prudence et de sincérité budgétaire, les recettes de fonctionnement ne doivent pas être surévaluées, ni sous-évaluées.

Les recettes issues des tarifs doivent être évaluées au regard des réalisations passées et de leur évolution. Les prévisions relatives aux subventions et autres recettes de fonctionnement doivent être justifiées.

Chaque direction opérationnelle doit veiller à la bonne perception des recettes qui ont été inscrites. Elle vérifie régulièrement l'état des impayés et rappelle les usagers créanciers afin que ces derniers apurent leur dette.

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

2.1.2 Le pilotage des charges de personnel

La prévision budgétaire est assurée par la Direction des Ressources Internes et de l'Innovation en collaboration avec le D.G.S. dans le respect de l'enveloppe globale définie par le cadrage budgétaire, validée par le Maire et fonction d'une stratégie financière définie sur le mandat.

La Direction des Finances intègre ces données dans le logiciel comptable. La saisie des propositions budgétaires doit impérativement être détaillée au niveau le plus fin de la nomenclature par nature.

Les crédits inscrits au Budget Primitif doivent être suffisants pour honorer toutes les dépenses obligatoires (salaires et charges) de l'exercice budgétaire considéré.

Le tableau des effectifs fait partie des annexes obligatoires au budget. Il est également fourni par le Service des R.H., sous un format compatible avec la production des annexes budgétaires (protocole TOTEM). La Direction des Finances assure la consolidation des annexes et prépare les maquettes budgétaires soumises à l'approbation de l'assemblée délibérante.

Le système d'information financier n'a pas vocation à affecter la dépense de personnel par direction et par service. Le suivi analytique des dépenses (et recettes) relatives à la masse salariale est effectué dans l'application propre à la gestion des Ressources Humaines.

Le mandatement et le tirage des écritures relatives à la gestion des Ressources Humaines sont réalisés directement par les agents du Service des R.H..

2.1.3 Les subventions de fonctionnement accordées

Une subvention est un concours financier volontaire versé à une personne physique ou morale, dans un objectif d'intérêt général et local.

L'article 59 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire donne la définition suivante des subventions qui sont « *des contributions de toute nature (…) décidées par les Autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général* ».

Les subventions de fonctionnement correspondent aux prévisions de l'article par nature 6574 « subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé ». Les autres subventions (allouées aux personnes morales de droit public, contributions obligatoires…) sont classées dans la catégorie « dépenses courantes de fonctionnement ».

Les subventions de fonctionnement ne peuvent pas être accordées sans crédits préalablement votés au chapitre concerné.

Les subventions supérieures à 23 000,00 euros doivent obligatoirement faire l'objet d'une délibération distincte du budget et d'une convention définissant les conditions d'octroi.

Toute subvention accordée au cours d'un exercice doit faire l'objet d'un engagement qui ne pourra pas faire l'objet d'un rattachement sur l'exercice suivant.

PROJET

2.1.4 Les autres dépenses de fonctionnement

Les dépenses courantes correspondent aux charges à caractère général (chapitre 011), aux charges de gestion courantes hors subventions (chapitre 65 hors 6574…) et aux atténuations de produits (chapitre 014).

La saisie des propositions budgétaires est effectuée par la Direction des Finances sur proposition des directions opérationnelles. Elle doit impérativement être détaillée au niveau le plus fin de la nomenclature par nature et par fonction.

Toute proposition doit être justifiée en distinguant ce qui relève des charges incompressibles des charges facultatives.

Un arbitrage est effectué selon les termes fixés par la note annuelle de cadrage budgétaire.

Les autres dépenses (charges financières et charges exceptionnelles) sont saisies par la Direction des Finances.

2.1.5 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées des ressources propres définitives (F.C.T.V.A…), des subventions d'équipement, des recettes d'emprunt, des cessions patrimoniales et de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement. Elles sont prévues et saisies par la Direction des Finances.

Les recettes affectées à des opérations sont inscrites au budget, d'une part, au regard d'un engagement juridique (arrêté de notification de subvention, convention…) et d'autre part, au regard des montants inscrits en dépenses.

En vertu du principe de non-affectation, la prévision et/ou l'encaissement des recettes ne peuvent justifier de l'octroi de crédits supplémentaires en dépenses.

L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement pour le financement de la section d'investissement correspond en prévision à la somme du virement de la section de fonctionnement (nature 021/023) et des dotations aux amortissements et des provisions (chapitre 040/042).

Les éventuelles recettes d'emprunt assurent le financement complémentaire de la section d'investissement (à l'exception du remboursement en capital de la dette).

PROJET

2.1.6 Les dépenses d'investissement

Les gestionnaires de crédits prévoient et proposent les crédits afférents à l'exercice concourant, en priorité, aux projets de la mandature.

2.1.7 Les subventions d'investissement accordées

Les subventions d'équipement versées font l'objet d'un chapitre particulier (chapitre 204) de la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Les directions opérationnelles prévoient et proposent les crédits afférents à l'exercice. Les subventions d'équipement ne peuvent pas être accordées sans crédits préalablement votés.

L'individualisation de ces subventions au budget est autorisée au moyen de l'annexe budgétaire idoine pour des subventions inférieures à 23 000,00 euros qui ne comportent pas de conditions d'octroi. Cette individualisation au budget vaut décision. Les subventions comportant des conditions d'octroi doivent faire l'objet d'une délibération distincte du budget et d'une convention quel qu'en soit le montant.

Les subventions supérieures à 23 000,00 euros doivent obligatoirement faire l'objet d'une délibération distincte du budget et d'une convention définissant les conditions d'octroi.

Les règles de versement et caducité des subventions sont définies par convention.

2.1.8 L'annuité de la dette

Si présente, l'annuité de la dette correspond au remboursement des emprunts en capital (chapitre 16) et intérêts (articles 66111 et 66112). L'annuité de la dette est une dépense obligatoire de la Ville.

La prévision annuelle inscrite au Budget Primitif est effectuée par la Direction des Finances. Des ajustements pourront, le cas échéant, être prévus par Décision Modificative. L'état de la dette est présenté au travers de différentes annexes du budget.

2.2 La comptabilité d'engagement – généralités

Sur le plan juridique, un engagement est un acte par lequel la Ville crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge (engagement juridique). Il résulte de la signature d'un contrat, d'une convention, d'un simple bon de commande, d'une lettre de commande…

L'engagement préalable est obligatoire dans l'application financière en dépenses et en recettes, quelle que soit la section (investissement ou fonctionnement). Il permet de constater l'engagement juridique et de réserver les crédits correspondants, il précède la signature d'un contrat ou d'une convention ainsi que l'envoi des bons de commande aux fournisseurs.

L'engagement permet de répondre à quatre objectifs essentiels :

- vérifier l'existence de crédits sur les bonnes lignes budgétaires,
- déterminer les crédits disponibles,
- rendre compte de l'exécution du budget,
- générer les opérations de clôture (rattachement des charges et produits à l'exercice et détermination des restes à réaliser et reports).

La création de chaque bon de commande est à l'initiative du service gestionnaire. Il doit faire l'objet de validations successives qui s'opèrent de manière dématérialisée :

1) Une première validation d'ordre hiérarchique (chef de service, directeur) portant sur l'opportunité de l'engagement, son insertion dans la sphère d'action de l'intérêt général… ;

2) Une seconde validation d'ordre technique par la Direction des Finances portant sur le contrôle de l'imputation budgétaire utilisée, sa concordance avec les compétences exercées par la Commune, la clarté et la précision du libellé, le référencement éventuel à un contrat ou à un devis. Il en suit que tout engagement dont l'objet est mal libellé, peu clair, non détaillé, ou dont les quantités sont artificiellement regroupées, sera rejeté. Cette vérification ne peut en aucun cas porter sur l'opportunité de l'engagement ;

3) une troisième validation par le Directeur Général des services ;

PROJET

4) Il est ensuite déposé sur un parapheur électronique pour suivre le circuit de validation et de visa dématérialisé. La signature des engagements juridiques est de la compétence exclusive de l'ordonnateur, à savoir le Maire ou son Adjoint délégué aux finances. Un engagement dont le seuil est inférieur à 1 000,00 euros T.T.C. est de la délégation de l'Adjoint aux finances, au-delà l'engagement est validé par le Maire.

2.2.1 Engagements – gestion de la T.V.A.

Chaque type d'engagement porte ses propres règles de gestion (suivi des seuils, gestion de la facture, gestion des services faits, gestion de la T.V.A., gestion des visas…).

Le montant budgétaire de l'engagement est égal au montant toutes taxes comprises, exception faite des activités entrant dans le champ de la T.V.A. déclarable.

Pour les activités entrant dans le champ de la T.V.A. déclarable, comme l'amphY, le montant budgétaire correspond au montant hors taxes.

2.2.2 L'engagement des dépenses

L'engagement est effectué par et sur les crédits du service qui aura à assurer la vérification du « service fait ».

L'engagement en dépenses dans l'application financière doit toujours être antérieur à la livraison des fournitures ou au démarrage des prestations. À titre exceptionnel, et uniquement en cas d'urgence, l'engagement peut être effectué concomitamment.

Par extension de ce principe, le bon de commande ne doit pas être émis :

- après l'exécution des prestations,
- après la réception d'une facture (hors versements d'acomptes, réservations, etc.).

Dans le cadre des marchés publics, l'engagement juridique de la Ville est manifesté par le courrier de notification, ou, pour les marchés de travaux, par l'envoi d'un ordre de service.

Hors marchés publics, l'engagement juridique de la Ville est matérialisé par un bon de commande, accompagné, s'il y a lieu, de pièces complémentaires telles que devis, contrat, convention… Par extension de ce principe, la passation d'un marché public rend inutile la fourniture d'un devis préalablement à la passation d'un bon de commande.

2.2.3 L'engagement des recettes

L'engagement d'une recette est une obligation indispensable à son suivi et à la qualité de la gestion financière de la collectivité. Il s'impose, au plus tard, à la matérialisation de l'engagement juridique.

L'engagement de recettes est effectué à la notification de l'arrêté attributif de subventions, ou dès la signature du contrat ou de la convention. Ces engagements deviennent caducs au terme de l'arrêté ou de la convention.

L'engagement des recettes issues des tarifs est effectué au 1er janvier sur la base des prévisions du budget voté. Il peut être réajusté à la hausse ou à la baisse en cours d'année au regard des réalisations passées (mensuelles, annuelles…), ainsi que des revalorisations de tarifs. L'engagement est soldé à la fin de l'exercice budgétaire.

PROJET

2.2.4 La gestion des tiers

La qualité de la saisie des données des tiers est une condition essentielle à la qualité des comptes de la Ville. Elle impacte directement la relation au fournisseur et à l'usager et fiabilise le paiement et le recouvrement.

La création des tiers dans l'application financière est effectuée par la Direction des Finances et dans le respect de la charte de saisie des tiers.

Toute demande de création d'un tiers est conditionnée par la transmission, à minima :

- de l'adresse,
- d'un relevé d'identité bancaire ou postal, et, pour les tiers étrangers, du nom et de l'adresse de leur banque,
- pour les sociétés, d'un extrait KBIS permettant de s'assurer que la société ne fait pas l'objet d'une procédure, son référencement par n° SIRET et code APE,
- pour un particulier, son identification par nom, prénom, adresse, date de naissance…

Seuls les tiers intégrés au progiciel financier peuvent faire l'objet d'engagements de dépenses ou de recettes.

Dans tous les cas, les coordonnées bancaires devront être communiquées sous la forme d'un RIB délivré par la banque du bénéficiaire. Seules les coordonnées indiquées dans l'acte d'engagement d'un marché peuvent être saisies sans ce justificatif.

Les modifications et suppressions de tiers suivent le même processus : la demande est effectuée par le service gestionnaire avec les éléments justificatifs auprès du Service des Finances. Les modifications apportées aux relevés d'identité bancaire sont traitées exclusivement par le Service des Finances.

PROJET

2.3 Enregistrement des factures

La Ville soutient l'effort de dématérialisation exprimé dans l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et, depuis le 1er janvier 2020, l'utilisation obligatoire pour toute entreprise / société de la facture sous forme électronique, via l'utilisation du portail internet Chorus Pro du Ministère des Finances à l'adresse mail : https://chorus-pro.gouv.fr/.

Depuis le 1er janvier 2020, toute facture adressée à un acheteur public doit être dématérialisée et déposée sur la plate-forme CHORUS. Aucun paiement relatif à un bon de commande et/ou un marché notifié par la Ville ne pourra être effectué sur la base d'une facture qui ne serait pas dématérialisée par ce biais.

La Ville a choisi de ne rendre obligatoire pour le dépôt des factures sur Chorus que la seule référence au service prescripteur. La référence à l'engagement juridique (ou numéro de bon de commande) est facultative. Toute référence à un engagement juridique erroné entraîne le recyclage systématique de la facture, laquelle doit être reprise par le fournisseur.

Les factures peuvent être transmises via ce portail en utilisant le numéro SIRET de la commune **: 215 707 571 000 18 (APE 8411Z)**.

Enfin, il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique : date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés…

Le dépôt de factures sur Chorus Pro ne doit pas se conjuguer avec des envois au format papier (risque de doublon).

2.3.1 La gestion du « service fait »

Le constat et la certification du « service fait » sont les étapes obligatoires préalables à la liquidation d'une facture et sont effectués sous la responsabilité de la direction opérationnelle gestionnaire des crédits.

La certification du « service fait » est justifiée par la présence d'un bon de livraison ou d'intervention, un procès-verbal de réception ou toute autre pièce justificative.

Le contrôle consiste à certifier que :

- la quantité facturée est conforme à la quantité livrée,
- le prix unitaire est conforme au contrat, à la convention ou au bordereau de prix du marché,
- la facture ne présente pas d'erreur de calcul,
- la facture comporte tous les éléments obligatoires permettant de liquider la dépense.

Elle fait porter sur son auteur la bonne et totale concordance entre la commande, l'exécution des prestations et la facture.

Elle oblige son auteur à définir dans l'application financière l'état d'avancement comptable de la facture.

La date de constat du « service fait » dans l'application financière est celle de :

- la date du bon de livraison pour les fournitures,
- la date de réalisation de la prestation (quelques exemples : réception d'un rapport conforme à la commande, date d'intervention…),
- la constatation physique d'exécution de travaux.

Sauf cas particuliers, la date du « service fait » doit être antérieure à la date de la facture. Sous réserve des exceptions prévues par l'article 3 de l'arrêté du 16 février 2015 énumérant la liste des dépenses pouvant faire l'objet d'un paiement avant service fait, l'ordonnancement ne peut intervenir avant l'échéance de la dette, l'exécution du service, la décision individuelle d'attribution d'allocations ou la décision individuelle de subvention.

Dans le cas où la date de constat n'est pas déterminable, la date de facturation en tient lieu.

Pour mémoire, une facture établie sur devis doit être égale, en quantité comme en valeur, au devis. Une facture, qui ne fait pas référence à un devis, peut être inférieure ou supérieure à l'engagement comptable initial. Le montant de la dépense facturée ne doit cependant pas être trop éloigné de celui de l'engagement de départ. Une demande de création d'engagement complémentaire est systématiquement demandée au service concerné afin de permettre le paiement de la facture. Dans le cas inverse, si le montant de l'engagement est supérieur à celui de la facture, les crédits comptables sont libérés et sont à nouveau disponibles.

Toute facture qui ne peut être payée pour des motifs tels que :

- mauvaise exécution,
- exécution partielle,
- montants erronés,
- prestations non détaillées en nature et/ou en quantité,

PROJET

- différence entre un bon de commande effectué sur devis et les prestations facturées,

est retournée sans délai au prestataire par courrier avec accusé de réception, par le Service des Finances, avec une copie communiquée au service gestionnaire. Mention en est également faite dans l'application financière par le Service des Finances.

Les factures retournées aux prestataires ne sont ni liquidées ni mandatées par la Direction des Finances. Le suivi des factures suspendues est également géré par elle.

Il est rappelé que la non-exécution d'une prestation selon les termes et conditions d'un marché public doit être attestée par un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les parties.

2.3.2 La liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement

La liquidation désigne l'action visant à proposer une dépense ou une recette après certification du « service fait ».

La Direction des Finances émet et valide des mandats et des titres après vérification de la cohérence et de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires.

Le mandement des dépenses et l'ordonnancement des recettes se traduisent par l'émission des pièces comptables réglementaires (mandats, titres et bordereaux) qui permettent au comptable public d'effectuer le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

En recettes, les titres sont émis, soit avant encaissement avec édition d'un avis des sommes à payer, soit après encaissement pour régularisation.

L'émission des titres de recettes après encaissement doit rester l'exception.

À titre dérogatoire, le mandatement peut être effectué après paiement (prélèvements, remboursement de la dette, électricité…) pour certaines dépenses avec l'autorisation du comptable public.

La numérotation des mandats, des titres et des bordereaux est chronologique. Les mandats et titres des services assujettis à la TVA font l'objet de séries distinctes de bordereaux par activité. Les réductions et annulations de mandats et de titres font également l'objet d'une série distincte avec numérotation chronologique.

L'absence de prise en charge par le comptable d'un mandat ou d'un titre fait l'objet d'un rejet dans l'application financière. Les rejets doivent être motivés.

La Direction des Finances est chargée de la gestion des opérations d'ordre, des rejets ordonnés par le comptable public, des annulations (réductions) partielles ou totales décidées par la Ville ainsi que des modifications d'articles comptables s'il y a lieu.

2.3.3 Le délai global de paiement

Au vu des pièces justificatives transmises par le service gestionnaire, la Direction des Finances procède au mandatement. Elle vérifie les liquidations effectuées par les services, leur conformité par rapport aux pièces présentées, établit les mandats et les transmet (sous format .xml fichiers PES dématérialisés) à la trésorerie municipale chargée du paiement.

La signature électronique du bordereau d'ordonnancement par l'ordonnateur ou son représentant entraine la validation de tous les mandats de dépenses compris dans le bordereau, la justification du « service fait » pour toutes les dépenses résultant de ces mêmes mandats, la certification du caractère exécutoire de l'ensemble des pièces justificatives jointes aux mêmes mandats.

PROJET

Les délais de mandatement courent à compter de la date de la facture enregistrée dans l'application financière.

1) **10 jours** pour la Direction des Finances : enregistrement chronologique, transmission au gestionnaire de crédits concerné, vérification des éléments nécessaires au bon mandatement (numéro SIRET, RIB, adresse,…) mandatement, mise en signature des bordereaux avant transmission au comptable public ;
2) **10 jours** pour les services gestionnaires de crédits : certification du « service fait », vérification des montants, transmission des pièces justificatives au Service des Finances ;
3) **10 jours** pour le comptable public : paiement. Dès lors que le comptable public a accepté les pièces comptables, sa responsabilité est entière. Son contrôle est effectué sur la régularité des pièces présentées et non sur l'opportunité de la dépense.

Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la date d'exécution des prestations (date du « service fait ») ou, si elle lui est postérieure, à la date de réception de la facture par la Ville.

Le délai global de paiement peut être suspendu dans les cas prévus par la réglementation. La facture est alors retournée sans délai au fournisseur.

Si elle n'est pas liquidable, pour le motif d'absence de constat et certification de « service fait » à la réception, cette dernière n'est, par exception, pas retournée et le fournisseur doit être prévenu par écrit sans délais.

Les pièces justificatives sont l'ensemble des documents nécessaires au comptable pour lui permettre d'effectuer les contrôles qui lui sont assignés par le décret du 29 décembre 1962, confirmés par la Loi du 2 mars 1982.

La liste des pièces justificatives que l'ordonnateur doit transmettre au comptable pour permettre le paiement des dépenses publiques locales est périodiquement actualisée, pour tenir compte de l'évolution de la réglementation applicable aux collectivités. Le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 est le texte de référence à la date d'adoption du présent règlement.

PROJET

Deux types de justificatifs doivent être transmis au comptable :

- la justification juridique de la dépense : délibération, décision, marché, contrat ou convention,
- la pièce attestant de la validité de la créance et comportant les éléments de liquidation : facture, décompte.

Le premier paiement fournira les justificatifs des deux types, juridique et premier décompte et les paiements suivants feront référence au 1er paiement (n° mandat, année, imputation).

2.4 La gestion des recettes

La direction opérationnelle établit un état liquidatif accompagné des pièces justificatives.

Elle doit proposer la liquidation de la recette dès que la dette est exigible (dès « service fait ») avant encaissement.

Sa transmission à la Direction des Finances fait l'objet d'un avis des sommes à payer (A.S.A.P.) communiqué automatiquement aux redevables.

La gestion des A.S.A.P. de façon dématérialisée a pour finalité de faire traiter de manière centralisée et automatisée l'impression, la mise sous pli, l'affranchissement et l'envoi des A.S.A.P. par la filière de la D.G.Fi.P..

2.4.1 Les recettes tarifaires et leur suivi

Les tarifs sont votés par le Conseil municipal ou par décision du Maire, en cas de délégation. Les services gestionnaires sont chargés de la rédaction des délibérations et décisions afférentes.

Les tarifs sont appliqués soit au sein de règles de recettes, soit par émission de titres de recettes envoyés aux administrés. Ceux-ci sont émis par la Direction des Finances, sur présentation des états liquidatifs et des pièces justificatives par le service gestionnaire :

- dans le premier cas, par exemple, les repas servis aux enfants dans les restaurants scolaires sont payés à la régie centrale à réception de la facturation mensuelle,
- dans le second cas, par exemple, lorsqu'une famille n'a pas respecté le délai de facturation de la régie, elle pourra régler à la réception d'un avis de sommes à payer (A.S.A.P.) transmis par le Trésor Public.

La séparation ordonnateur / comptable rend responsable le Comptable public de l'encaissement des recettes de la Ville. Il peut demander aux services de la Ville toute pièce nécessaire pour justifier du droit à l'encaissement d'une recette. Contrairement aux dépenses, il n'existe pas de nomenclature de pièces justificatives en recettes. Le Comptable doit s'assurer que la recette a été autorisée par l'autorité compétente.

Ainsi, chaque mois, la Ville récupère une liste des impayés établie par la Trésorerie via l'applicatif Hélios. Cette liste est diffusée auprès des services concernés (principalement la Direction de l'Enseignement, de la Jeunesse et des Sports et la Direction de la Culture pour l'École de Musique) qui, dès lors, peuvent et doivent s'assurer auprès des usagers de leur capacité à payer la prestation qui leur est fournie. En cas de difficultés, l'usager est orienté vers la Trésorerie afin de mettre en place un échelonnement de paiement.

Si la prestation n'est pas payée, la Ville n'est pas tenue de la leur assurer à nouveau, sauf cas particulier (restauration scolaire notamment).

PROJET

2.4.2 Les annulations de recettes

Lorsqu'une recette a fait l'objet d'une contestation fondée sur l'application du règlement intérieur du service ou lorsqu'une erreur de facturation est constatée, le titre de recette fait l'objet d'une annulation.

L'annulation est émise par la Direction des Finances sur la base des justificatifs produits par le service gestionnaire. Il revient à ce dernier d'établir et de faire signer au Maire, à l'Adjoint délégué ou au Conseiller municipal délégué, un certificat administratif le cas échéant.

Les annulations sont traitées différemment selon que le titre initial a été effectué sur l'exercice en cours, ou sur un exercice antérieur. Dans le premier cas, une annulation de titre vient diminuer le montant total des recettes constatées pour l'exercice, dans le second, l'annulation est matérialisée par un mandat puisque le titre annulé est venu alimenter le résultat de l'exercice clos.

La remise gracieuse et l'admission en non-valeur d'une dette relèvent quant à elles de la compétence exclusive de l'assemblée délibérante pour les créances strictement supérieures à 200 euros. En deçà, l'assemblée délibérante délègue cette compétence au Maire ainsi que le fixe le décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 en application de la loi « 3DS ». Dès lors, l'admission en non-valeur pour les créances de moins de 200 euros s'effectue par décision.

L'admission en non-valeur est demandée par le Comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

Les admissions en non-valeur sont présentées par la Direction des Finances sur la base d'un état transmis par le Comptable public. À l'issue de la délibération et/ou de la décision, la créance reste due mais les poursuites du Comptable sont interrompues.

2.4.3 Le suivi des demandes de subvention à percevoir

La Direction des Finances, accompagnée des services gestionnaires, a la responsabilité du montage des dossiers de demandes de subventions. Ces demandes doivent préalablement faire l'objet d'une décision du Maire sauf lorsque les montants H.T. des projets excèdent les seuils autorisés par la délibération. Dans ce cas, la décision reste de la compétence du Conseil municipal.

Une attention particulière doit être portée au respect de la règle de non-commencement des travaux au moment où la subvention est sollicitée.

Une fois les dossiers déposés et les subventions obtenues, le suivi de l'encaissement est de la responsabilité de la Direction des Finances. La notification de la subvention, adressée à la Direction des Finances, fait l'objet d'un engagement. Elle procède directement aux demandes d'avances, d'acomptes et de solde sur production des pièces justificatives par le service gestionnaire.

PROJET

2.5 La constitution des provisions

Les provisions obligatoires sont listées au C.G.C.T.. L'apparition du risque rend obligatoire la constitution d'une provision pour risque et la constatation d'une provision pour dépréciation est obligatoire en cas de perte de valeur d'un actif.

Les provisions facultatives sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours les rendent probables.

La Ville a adopté le régime budgétaire des provisions. La provision est en effet portée en dépense d'ordre de fonctionnement et fait l'objet d'une inscription concomitante en recette d'investissement d'ordre, comme c'est le cas pour les amortissements.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

Les provisions pour créances douteuses s'effectuent sur la base d'un état partagé avec le Comptable public au regard de la qualité du recouvrement des recettes de la Ville.

Les provisions font l'objet d'une présentation spécifique au sein des rapports accompagnant les Budgets Primitifs et les Comptes Financiers Uniques.

2.6 Les opérations de fin d'exercice

Les opérations de fin d'exercice s'appuient sur les évènements de gestion précisés précédemment. La bonne tenue de la comptabilité d'engagement constitue un préalable indispensable au bon déroulement des opérations de clôture.

Le calendrier des opérations de fin d'exercice est déterminé chaque année par la Direction des Finances.

2.6.1 La journée complémentaire

La comptabilité publique permet, durant le mois de janvier, de terminer les paiements de la section de fonctionnement de l'exercice précédent, dès lors que la facture a été reçue et que l'engagement et la prestation ont régulièrement été effectués sur l'année n-1.

De même, il est encore possible, jusqu'au 21 janvier, d'effectuer une Décision Modificative concernant la section de fonctionnement ou les écritures d'ordre.

Il n'existe pas de journée complémentaire pour les écritures d'investissement (mandats et titres), lesquelles doivent être impérativement passées avant le 31 décembre.

2.6.2 Le rattachement des charges et des produits

Le rattachement des charges et des produits est effectué en application du principe d'indépendance des exercices. Il vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné, les charges et les produits qui s'y rapportent et ceux-là seulement.

Le rattachement concerne les engagements en section de fonctionnement pour lesquels :

- en dépenses : le service a été effectué et la facture n'est pas parvenue ;
- en recettes : les droits ont été acquis au 31 décembre de l'exercice budgétaire.

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, les droits acquis au plus tard le 31 décembre peuvent faire l'objet de titres de recettes pendant la journée complémentaire et au plus tard le 31 janvier, dès lors que la recette est certifiée et dûment liquidée. Ainsi, le rattachement en recettes peut ne concerner que les droits acquis au 31 décembre n'ayant pas pu faire l'objet d'un titre de recettes sur l'exercice.

Les engagements ayant donné lieu à un « service fait » au cours de l'année budgétaire achevée et devant y être rattachés, sont proposés par les gestionnaires de crédits à la Direction des Finances sur présentation des justificatifs suivants :

- bon de livraison ou de retrait, pour toute fourniture acquise ;
- bon d'intervention ou d'exécution, pour tout service effectué.

Le rattachement des Intérêts Courus Non Echus (I.C.N.E.) des emprunts en cours est réalisé sur un article budgétaire spécifique en dépenses de fonctionnement, à la nature 66112. Aussi, la prévision et la réalisation peuvent, le cas échéant, être négatives si la contrepassation est supérieure au rattachement.

Le rattachement donne lieu à mandatement (ou titre de recettes) au titre de l'exercice N et contrepassation à l'année N+1 pour le même montant.

La Direction des Finances fixe chaque année le calendrier des opérations de rattachement des charges et des produits, comme celui de leurs apurements.

Il est à noter que la Ville a choisi un seuil de 100,00 euros en deçà duquel le rattachement d'une dépense n'est pas autorisé.

2.6.3 Les reports de crédits d'investissement

Les engagements (en dépenses comme en recettes) qui n'auraient pas été soldés à la fin de l'exercice budgétaire peuvent être reportés sur l'exercice suivant, après validation de la Direction des Finances.

Les engagements non reportés sont soldés.

Les subventions accordées dans le cadre de délibérations spécifiques peuvent être reportées en fonction des termes de conventions associées.

PROJET

Un état des reports pris au 31 décembre est mis à la signature de l'ordonnateur une fois les opérations de clôture achevées. Il est produit à l'appui du C.F.U. et fait l'objet d'une transmission au Comptable public. Cet état et ses justificatifs sont susceptibles d'être contrôlés par la Chambre Régionale des Comptes (C.R.C.).

3. LA GESTION DU PATRIMOINE

Le patrimoine correspond à l'ensemble des biens meubles ou immeubles, matériels, immatériels ou financiers, en cours de production ou achevés, propriété ou quasi-propriété de la Ville.

Ce patrimoine nécessite une écriture retraçant une image fidèle, complète et sincère. La bonne tenue de l'inventaire participe également à la sincérité de l'équilibre budgétaire et au juste calcul des recettes.

Ces biens font l'objet d'un mandatement en section d'investissement, exceptions faites des dons, acquisitions à titre gratuit ou échanges sans soulte.

Les acquisitions de l'année (à titre onéreux ou non) sont retracées dans une annexe du C.F.U..

PROJET

3.1 La tenue de l'inventaire

Chaque élément de patrimoine est référencé sous un numéro d'inventaire unique qui identifie le compte de rattachement et qui est transmis au Comptable public en charge de la tenue de l'actif de la Collectivité.

Les travaux réalisés en investissement viennent augmenter, à leur achèvement, la valeur du patrimoine ou empêcher sa dépréciation. Cette dernière peut être constatée au travers des dotations aux amortissements ou lors des mises à la réforme et des cessions.

Pour les communes, exception faite des immeubles de rapport ou participant à des activités commerciales ou industrielles, l'amortissement n'est obligatoire que pour les biens meubles, les biens immatériels (en particulier les études non suivies de réalisation) et les subventions d'équipement versées.

Un ensemble d'éléments peut être suivi au sein d'un lot. Il se définit comme une catégorie homogène de biens dont le suivi comptable individualisé ne présente pas d'intérêt. Cette notion ne doit pas faire obstacle à la possibilité par la suite de procéder à une sortie partielle. Pour le valoriser, la méthode dite du « coût moyen » est utilisée.

A noter :

- Sont à inscrire au chapitre 21 les travaux dont le délai de réalisation est égal ou inférieur à 12 mois, et au chapitre 23 tous ceux excédant cette durée (études non comprises) ;
- un doute peut exister quant à l'inscription d'un matériel dont le montant unitaire **est de faible valeur** et dont la nature s'apparenterait à du matériel de bureau ou informatique (natures 21841 / 21848…) ou à une autre immobilisation corporelle (nature 2188). Auquel cas, il y a lieu de s'interroger sur les caractéristiques de l'achat envisagé : si son acquisition ne fait pas l'objet d'un arbitrage individuel préalable mais s'inscrit dans un cycle de remplacement infra annuel, si sa livraison se fait par lot, si son usage n'est pas couvert par une garantie, s'il n'est pas identifié par un numéro de série, s'il ne peut raisonnablement être suivi physiquement, si le coût de sa réparation excéderait le coût d'achat, si aucune personne n'est désignée comme étant son détenteur usager, sont autant d'indices pour inscrire cette dépense en fonctionnement dans une des subdivisions du 606 « Achats non stockés de matières et fournitures ».

Par extension de ce principe, ce n'est jamais le montant total d'une dépense qui détermine son inscription ou non dans la section d'investissement.

Ce point ne s'applique pas lors de la création d'une bibliothèque : l'acquisition du fonds s'effectuera en investissement.

Pour mémoire, le Conseil municipal a fixé **à 1 000,00 euros H.T.** le seuil en-dessous duquel un investissement est déclaré de **faible valeur** avec une durée d'amortissement d'un (1) an.

3.2 L'amortissement

L'amortissement est la réduction irréversible, répartie sur une période déterminée, du montant porté à certains postes du bilan. L'amortissement pour dépréciation est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du changement technique ou de toute autre cause.

La durée d'amortissement propre à chaque catégorie de bien est fixée par délibération du Conseil municipal et fait l'objet d'une annexe aux documents budgétaires. Cette délibération précise également, par catégorie, les niveaux de faible valeur en deçà desquels les éléments sont amortis dans l'année qui suit leur acquisition.

Si des subventions d'équipement sont perçues pour des biens amortissables, alors la Ville doit les amortir sur la même durée d'amortissement que celle des biens qu'elles ont financés.

3.3 La cession de biens meubles et de biens immeubles

Pour toute réforme de biens meubles, un procès-verbal de réforme est établi. Ce procès-verbal mentionne les références du matériel réformé ainsi que l'année et la valeur d'acquisition. Le recours au commissariat aux ventes des Domaines, habilité à vendre aux enchères les biens des collectivités territoriales, est privilégié pour les biens ayant encore une valeur marchande.

Dans le cas d'un achat avec reprise de l'ancien bien, il n'y a pas de contraction entre la recette et la dépense. Le montant correspondant à la récupération du bien par l'entreprise n'est en aucune manière déduit de la facture d'acquisition. Il doit donc faire l'objet d'un titre de cession retraçant ainsi la sortie de l'inventaire du bien repris.

Concernant les biens immeubles, les cessions donnent lieu à une délibération mentionnant l'évaluation qui a été faite de ce bien par France Domaine et doivent être accompagnées obligatoirement d'un acte de vente. Les écritures de cession sont réalisées par la Direction des Finances. Il est important de préciser la Valeur Nette Comptable (V.N.C.) du bien cédé et d'indiquer s'il s'agit d'une cession totale ou partielle. Dans ce dernier cas, la V.N.C. cédée sera calculée au prorata de la surface cédée. Cependant, si le bien partiellement cédé avait une V.N.C. symbolique, cette même valeur peut être appliquée aussi bien à la V.N.C. cédée qu'à son solde.

La constatation de la sortie du patrimoine du bien meuble ou immeuble se traduit par des opérations d'ordre budgétaire (avec constatation d'une plus-value ou moins-value le cas échéant, traduisant l'écart entre la V.N.C. du bien et sa valeur de marché).

Les sorties d'actif constatées au cours de l'exercice font l'objet d'une annexe au C.F.U..

PROJET

Les cessions patrimoniales sont prévues en recettes d'investissement sur un chapitre dédié (le chapitre 024) mais ce chapitre ne présente pas d'exécution budgétaire. Les titres de recettes émis lors de la réalisation de la cession sont comptabilisés sur le compte 775 qui ne présente pas de prévision. Par ailleurs, les écritures de régularisation de l'actif (constat de la V.N.C. et de la plus ou moins-value) ont la spécificité de s'exécuter sans prévision préalable (y compris en dépenses).

3.4 Concordance Inventaire physique / comptable

L'inventaire comptable correspond à l'enregistrement des achats en matériel que la Ville a entré dans ses livres comptables. En fonction du montant d'achat, plus ou moins 1 000,00 euros, cet achat sera considéré comme une « immobilisation comptable ». Il pourra être amorti.

L'inventaire physique consiste à compter réellement, sur le terrain, l'ensemble du matériel que la Collectivité détient en ses murs. Son premier objectif est de vérifier la correspondance avec l'inventaire comptable. Il permet d'avoir une vision exhaustive de son patrimoine.

4. LA GESTION DES GARANTIES D'EMPRUNT

PROJET

La garantie d'emprunt est un engagement hors bilan par lequel la Ville accorde sa caution à un organisme dont elle veut faciliter le recours à l'emprunt en garantissant aux prêteurs le remboursement en cas de défaillance du débiteur.

La décision d'octroyer une garantie d'emprunt est obligatoirement prise par le Conseil municipal. Le contrat du prêt ou, le cas échéant, l'acte de cautionnement est ensuite signé par le Maire.

Les garanties d'emprunt accordées à des personnes morales de droit privé sont soumises aux dispositions de la loi du 5 janvier 1988 modifiée dite « loi Galland ». Elle impose aux collectivités trois ratios prudentiels conditionnant l'octroi de garanties d'emprunt :

- la règle du potentiel de garantie : le montant de l'annuité de la dette propre ajouté au montant de l'annuité de la dette garantie, y compris la nouvelle annuité garantie, ne doit pas dépasser 50,00 % des recettes réelles de fonctionnement ;
- la règle de division des risques : le volume total des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne peut aller au-delà de 10,00 % des annuités pouvant être garanties par la Collectivité ;
- la règle du partage des risques : la quotité garantie ne peut couvrir que 50,00 % du montant de l'emprunt contracté par l'organisme demandeur. Ce taux peut être porté à 80,00 % pour des opérations d'aménagement menées en application des articles L. 300-1 à L. 300-4 du Code de l'Urbanisme (C.U.).

Ces ratios sont cumulatifs.
Les limitations introduites par les ratios Galland ne sont pas applicables pour les opérations de construction, acquisition ou amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré (O.P.H.) ou les sociétés d'économie mixte ou subventionnées par l'État (article L. 2252-2 du C.G.C.T.).

Les accords de principe du Maire, ainsi que la mise en place de convention de réservations de logements comme contreparties attendues notamment en matière de logement social, sont traités par la Direction de la Solidarité et de l'Emploi.

La Direction des Finances intervient pour la rédaction de la délibération de la garantie, ainsi que le suivi de la garantie sur le logiciel de gestion de dette.

L'ensemble des garanties d'emprunt est considéré comme des engagements « hors bilan ». Ils font obligatoirement l'objet d'une communication détaillée qui figure dans les annexes du B.P. et du C.F.U. au sein du document intitulé « État des emprunts garantis ».

5. LES RÉGIES

5.1 La création des régies

Seul le Comptable public est habilité à régler les dépenses et recettes de la Ville.

Ce principe connaît un aménagement avec les règles d'avances et de recettes qui permettent, pour des motifs d'efficacité du service public, à des agents placés sous l'autorité du Maire et la responsabilité du Comptable public, d'encaisser certaines recettes et de payer certaines dépenses.

La création d'une régie est une compétence que le Conseil municipal peut déléguer au Maire. Les régies sont créées par arrêté municipal.

L'avis conforme du Comptable public est une formalité substantielle préalable à l'arrêté de création de la régie.

PROJET

5.2 La nomination des régisseurs

Les régisseurs et leurs mandataires sont nommés par décision du Maire sur avis conforme du Comptable public assignataire des opérations de la régie. Cet avis conforme peut être retiré à tout moment lors du fonctionnement de la régie s'il s'avère que le régisseur n'exerce pas ses fonctions dans le respect de la réglementation.

Les régisseurs sont fonctionnellement placés sous la responsabilité des Directeurs. Les directions opérationnelles sont chargées du contrôle d'opportunité et de légalité des recettes encaissées ainsi que des dépenses payées par les régisseurs (contrôle de la conformité des opérations avec l'arrêté constitutif de la régie).

Les opérations effectuées au titre d'une régie doivent être engagées dans l'application financière, en recettes comme en dépenses :

- En recettes : un engagement par nature, par an et par régie : les versements mensuels sont tous effectués sur le même engagement ;
- En dépenses : l'engagement doit toujours être préalable à la dépense soit en début d'année pour l'année entière, soit à chaque reconstitution de la régie. En effet, l'engagement permet de s'assurer de la disponibilité des crédits.

La nature des recettes pouvant être perçues ainsi que les dépenses pouvant être réglées par régie sont encadrées par les arrêtés constitutifs. L'acte constitutif doit indiquer le plus précisément possible l'objet de la régie, c'est-à-dire la nature des opérations qui seront réalisées par l'intermédiaire de celle-ci.

Il n'entre pas dans les compétences ordinaires d'une régie de recettes de procéder à la vente d'éléments d'actifs du haut de bilan (véhicules, matériels informatiques…) aux motifs que ce type de cession nécessite une délibération du Conseil municipal ainsi que la constatation complexe et préalable de mise en réforme et sortie du patrimoine, dont les écritures sont hors champ de compétence d'un régisseur.

Le régisseur de recettes doit verser son encaisse dès que le montant de celle-ci atteint le maximum fixé par l'acte de création de la régie, au minimum, une fois par mois, et obligatoirement :

- en fin d'année, sans pour autant qu'obligation soit faite d'un reversement effectué le 31 décembre dès lors que les modalités de fonctionnement conduisent à retenir une autre date ;
- en cas de remplacement du régisseur par le régisseur intérimaire ou par le mandataire suppléant, soit en cas de changement de régisseur, soit à la clôture de la régie.

Concernant les régies de dépenses dites régies d'avance, le montant maximum de l'avance mis à la disposition du régisseur ne doit pas excéder le quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer. L'acte constitutif de la régie précise le montant maximum de l'avance susceptible d'être mis à la disposition du régisseur.

5.3 Les obligations des régisseurs

Les régisseurs doivent se conformer en toute probité à l'ensemble des obligations spécifiques liées à leurs fonctions.

En sus des obligations liées à l'exercice des fonctions de tout fonctionnaire, les régisseurs sont responsables personnellement et pécuniairement des opérations financières qui leur sont confiées. Le régisseur est également responsable des opérations des mandataires qui agissent en son nom et pour son compte.

Ainsi, en cas de perte, de vol ou de disparition des fonds valeurs et pièces justificatives qui lui sont remis, le régisseur assume la responsabilité financière de ces disparitions.

Afin de couvrir ce risque, les régisseurs sont dans l'obligation de souscrire un cautionnement conformément aux textes en vigueur. La souscription d'une assurance est recommandée.

La non-souscription d'un cautionnement entraîne la suspension de la régie.

5.4 Le suivi et le contrôle des règles

L'ordonnateur, au même titre que le Comptable public, est chargé de contrôler le fonctionnement des règles et l'activité des régisseurs. Il peut s'agir d'un contrôle sur pièce ou sur place.

Afin d'assurer leur fonctionnement correct et régulier, un « référent » régies est placé au sein de la Direction des Finances pour coordonner le suivi et l'assistance des régies, ainsi que l'organisation des contrôles conjoints avec le Comptable public.

Les régisseurs sont tenus de signaler sans délais au « référent » régies les difficultés de tout ordre qu'ils pourraient rencontrer dans l'exercice de leur mission.

En sus des contrôles sur pièces qu'il exerce lors de la régularisation des écritures, le Comptable public exerce ses vérifications sur place avec ou sans la Direction des Finances. Il est tenu compte, par l'ensemble des intervenants dans les processus, de ses observations contenues dans les rapports de vérification.

PROJET

6. INFORMATION DES ÉLUS

6.1 Mise en ligne des documents budgétaires et des rapports de présentation

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (N.O.T.Re) crée de nouvelles dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité financières des collectivités territoriales.

Les documents de présentation prévus dans les nouvelles dispositions des articles précités (Budget Primitif, Compte Financier Unique, Rapport d'Orientations Budgétaires…) ont vocation à être mis en ligne sur le site internet de la Collectivité, après adoption par le Conseil municipal.

Le décret n° 2016-834 du 23 juin 2016, relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières, est venu préciser les conditions de cette mise en ligne, en particulier, leur accessibilité intégrale et sous un format non modifiable, leur gratuité et leur conformité aux documents soumis au Conseil municipal.

6.2 Suites données aux rapports d'observations de la C.R.C.

Dans un délai d'un an à compter de la présentation d'un rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (C.R.C.) au Conseil municipal, le Maire présente, dans un rapport, les actions entreprises à la suite des observations.

Ce rapport est communiqué à la C.R.C..

Le rapport d'observations définitives, que la C.R.C. adresse au Président de l'E.P.C.I. auquel la Ville est rattachée, est également transmis aux Maires des communes membres, immédiatement après la présentation qui en est faite au Conseil communautaire. Ce rapport est présenté par le Maire de chaque commune au plus proche Conseil municipal et donne lieu à un débat.

PROJET

7. GLOSSAIRE

1) **Amortissement** : constatation budgétaire et comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

2) **Autorisations de Programme (A.P.)** : elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

3) **Avis des Sommes à Payer (A.S.A.P.)** : il s'agit d'une demande de paiement émise par la collectivité aux usagers. Ce document porte les informations nécessaires afin de permettre à l'usager de régler sa créance (ex : la référence de la dette, identifiant de la collectivité…).

4) **Crédits de Paiement (C.P.)** : limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours de l'exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme ou d'engagement correspondants.

5) **Engagement** : l'engagement comptable correspond à la réservation de crédits pour un objet déterminé. Il précède ou est concomitant à l'engagement juridique qui correspond à un acte par lequel la Ville crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge.

6) **Liquidation** : attestation de la certification du « service fait » (bon pour mandatement).

7) **Marchés à Procédure Adaptée (M.A.P.A.)** : marchés dont les modalités de mise en concurrence peuvent être définies par la collectivité.

8) **Ordonnancement / mandatement** : ordre donné par l'ordonnateur au comptable public pour le paiement d'une dépense ou le recouvrement d'une recette.

9) **Provision** : passif dont le montant ou l'échéance ne sont pas connus de manière précise.

10) **Rattachement des produits et des charges à l'exercice** : intégration dans le résultat de toutes les charges correspondant à des « services faits » et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pas pu être comptabilisés.

11) **Reports** : dépenses engagées non mandatées et recettes certaines restant à émettre au 31 décembre de l'exercice.

12) **Service fait** : contrôle de cohérence entre la commande, la livraison et la facture.

PROJET

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°24: COMPTE FINANCIER UNIQUE – EXERCICE 2025

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur le Compte Financier Unique (C.F.U.) 2025 de la Commune.

Le C.F.U. a enregistré les dépenses et les recettes suivantes :

En fonctionnement :

- Dépenses : 19 268 935,30 €,
- Recettes : 21 055 976,32 €.

Il en résulte un solde excédentaire de fonctionnement de + 1 787 041,02 €.

Compte tenu de l'excédent de fonctionnement reporté (+ 2 274 953,26 €), le résultat global de fonctionnement s'élève à + 4 061 994,28 €.

En investissement :

- Dépenses : 11 132 817,74 €,
- Recettes : 13 380 340,18 €.

Les reports de l'exercice 2025 s'établissent comme suit :

- Dépenses : 6 832 283,82 €,
- Recettes : 1 783 704,91 €.

Compte tenu du solde excédentaire de l'exercice 2025 (+ 2 247 522,44 €), du solde déficitaire des reports (- 5 048 578,91 €) et du déficit d'investissement reporté (- 319 004,62 €), le résultat global de la section d'investissement s'élève à – 3 120 061,09 €.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- APPROUVER le Compte Financier Unique 2025 du budget principal de la Ville.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Christelle FERRY

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE YUTZ (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21570757100018

POSTE COMPTABLE : SGC DE HAYANGE

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

PROJET

BUDGET : Budget Principal Ville Yutz (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 9
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 10
D - Bilan synthétique 11
E - Compte de résultat synthétique 12
F - Taux des contributions et produits afférents en N Sans Objet

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 14

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 15
A1.2 - Recettes d'investissement 16
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 17
A2.2 - Recettes de fonctionnement 18

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 19
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 27
D1 - Dépenses de fonctionnement 28
D2 - Recettes de fonctionnement 34

III - Etats financiers

A - Bilan 38
B - Compte de résultat 42
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 45
D - Balance des comptes 46

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 75
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 77
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 79

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 81
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 86
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 87
B3 - Etat des provisions 89
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 91
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis 92
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 103
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet

PROJET

B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 104
B9 - Etat du personnel 108
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 112
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 116
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 117
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 118
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 120
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 127

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 134
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier 135

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 136

PROJET

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne sont pas à renseigner.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 développée, il est rappelé que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	17 683

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1 219,79

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 000,89
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1 186,81
3	Dépenses d'équipement brut / population	508,68
4	Encours de dette / population (2)(3)	505,44
5	DGF / population	196,45
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	56,11 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	92,54 %
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	0 %
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	0 %
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	42,59 %
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	0

PROJET

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	20 162 611,76	20 457 910,65	40 620 522,41
	Recettes réalisées (1)	B	13 380 340,18	21 055 976,32	34 436 316,50
	Restes à réaliser	C	1 783 704,91	0,00	1 783 704,91
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	19 843 607,14	22 732 863,91	42 576 471,05
	Dépenses réalisées (1)	E	11 132 817,74	19 268 935,30	30 401 753,04
	Restes à réaliser	F	6 832 283,82	0,00	6 832 283,82
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	2 247 522,44	1 787 041,02	4 034 563,46
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-4 310 704,53	2 274 953,26	1 955 948,64
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-2 063 182,09	4 061 994,28	5 990 512,10
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	-5 048 578,91	0,00	-5 048 578,91
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H = J	-7 111 761,00	4 061 994,28	941 933,19

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

PROJET

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-319 004,62	0,00	2 247 522,44	0,00	1 928 517,82
Fonctionnement	4 459 334,74	2 184 381,48	1 787 041,02	0,00	4 061 994,28
TOTAL I	**4 140 330,12**	**2 184 381,48**	**4 034 563,46**	**0,00**	**5 990 512,10**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**4 140 330,12**	**2 184 381,48**	**4 034 563,46**	**0,00**	**5 990 512,10**

PROJET

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLECTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Communauté d'Agglomération "Portes de France-Thionville"	27/10/2003	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
SIVU Chenil du Joli Bois à Moineville (54)		Contribution	22 597,12
Moselle Agence Technique - MATEC	04/2013	Contribution	10 675,80

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

PROJET

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communale d'Action Sociale				non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.
Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).
Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :
- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.
Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public [illegible] cet état.

PROJET

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	6 832 283,82
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		149 091,90
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		102 600,00
21	Immobilisations corporelles (3)		447 374,89
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		6 133 217,03
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

PROJET

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 1 783 704,91
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	14 796,40
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	1 749 182,01
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	19 726,50
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

PROJET

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	56,72
Autres immobilisations incorporelles	454,08
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	12 644,61
Constructions	47 222,08
Réseaux et installations de voirie	46 545,82
Réseaux divers	5 634,26
Installations techniques, agencements et matériel	1 [illegible]
Immobilisations mises en concessions ou affermées	6 [illegible]
Autres	1 [illegible]
Immobilisations corporelles en cours	**13 [illegible]**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**11 143,31**
Immobilisations financières (nettes)	**220,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**140 935,04**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	530,39
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	6 511,46
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**7 041,85**
Comptes de régularisation (III)	0,00
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**147 976,89**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	64 948,73
Neutralisations et régularisations	7 808,95
Réserves	49 292,85
Report à nouveau	2 274,95
Résultat de l'exercice	1 787,04
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	3 114,31
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**129 226,84**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	17 707,63
Dettes financières et autres emprunts	6,13
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**17 713,76**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	972,80
Autres dettes non financières	61,60
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 034,40**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**18 748,16**
Comptes de régularisation (III)	1,88
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**147 976,89**

PROJET

(1) Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	3 508,18	3 474,93
Participations	521,22	406,83
Compensations, autres attributions et autres participations	355,16	630,09
Dons et legs	4,75	1,00
Impôts et taxes	13 828,78	13 596,26
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 605,48	1 674,88
Produits des cessions d'actifs	15,10	0,00
Autres produits de gestion	797,85	697,63
Production stockée et immobilisée	26,41	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	38,98	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	3,20	2,36
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	1,04	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**20 706,14**	**20 483,98**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	5 388,30	5 763,06
Charges de personnel	9 644,81	9 269,75
Indemnités des élus (et membres du CESR)	212,83	212,52
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	61,95	17,05
Impôts et taxes	421,89	372,92
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 554,01	1 348,09
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	14,84	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	1,30	0,00

PROJET

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**17 299,93**	**16 983,38**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	1 068,96	1 049,93
Autres charges	61,15	64,99
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**1 130,10**	**1 114,91**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**2 276,10**	**2 385,69**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**489,06**	**384,20**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-489,06**	**-384,20**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 787,04**	**2 001,49**

PROJET

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédit de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu délégation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires Délibération n° 17 du 07/04/2008 (4)

PROJET

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(3) Au maximum dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	268 305,42	96 896,94	36,11	149 091,90
204	Subventions d'équipement versées (6)	113 690,00	2 000,00	1,76	102 600,00
21	Immobilisations corporelles	1 710 843,35	938 149,73	54,84	447 374,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	15 228 525,04	7 957 882,90	52,26	6 133 217,03
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**17 321 363,81**	**8 994 929,57**	**51,93**	**6 832 283,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 751 360,27	1 747 669,99	99,79	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	120 000,00	120 000,00	100,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 871 360,27**	**1 867 669,99**	**99,80**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 192 730,08**	**10 862 599,56**	**56,60**	**6 832 283,82**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*70 079,08*	*69 622,60*	*99,35*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*580 797,98*	*200 595,58*	*34,54*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**650 877,06**	**270 218,18**	**41,52**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**19 843 607,14**	**11 132 817,74**	**56,10**	**6 832 283,82**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**319 004,62**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**20 162 611,76**	**11 132 817,74**		**6 832 283,82**

PROJET

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) *DI 040 = RF 042*
(5) *DI 041 = RI 041*
(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 381 489,32	1 619 003,53	47,88	1 749 182,01
16	Emprunts et dettes assimilées	9 341 183,27	7 002 620,00	74,97	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	21 125,00	21 125,00	100,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 258,95	6 258,95	100,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 000,00	217 698,44	10 884,92	19 726,50
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 790 [illegible]3,95	2 742 894,05	97,98	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	14 736,40			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**15 566 296,90**	**11 609 599,97**	**74,58**	**1 783 704,91**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*2 001 816,88*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 013 700,00*	*1 570 144,63*	*77,97*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*580 797,98*	*200 595,58*	*34,54*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**4 596 314,86**	**1 770 740,21**	**38,53**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**20 162 611,76**	**13 380 340,18**	**66,36**	**1 783 704,91**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**20 162 611,76**	**13 380 340,18**		**1 783 704,91**

PROJET

(1) Recettes justifiées non titrées.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).
(4) DI 040 = RF 042
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) DI 041 = RI 041
(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	6 052 595,91	4 606 156,38	957 605,02	5 563 761,40	91,92	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	10 293 000,00	9 907 642,58	7 967,28	9 915 609,86	96,33	0,00
014	Atténuations de produits	330 000,00	325 467,00	0,00	325 467,00	98,63	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 429 330,39	1 393 030,37	7 568,11	1 400 598,48	97,99	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 104 926,30**	**16 232 296,33**	**973 140,41**	**17 205 436,74**	**95,03**	**0,00**
66	Charges financières	605 769,95	416 040,94	73 022,21	489 063,15	80,73	0,00
67	Charges spécifiques	6 650,78	4 290,78	0,00	4 290,78	64,52	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**18 717 347,03**	**16 652 628,05**	**1 046 162,62**	**17 698 790,67**	**94,56**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 001 816,88*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*2 013 700,00*	*1 570 144,63*	*0,00*	*1 570 144,63*	*77,97*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**4 015 516,88**	**1 570 144,63**	**0,00**	**1 570 144,63**	**39,10**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**22 732 863,91**	**18 222 772,68**	**1 046 162,62**	**19 268 935,30**	**84,76**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**22 732 863,91**	**18 222 772,68**	**1 046 162,62**	**19 268 935,30**		**0,00**

PROJET

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	31 600,00	23 084,30	1 282,80	24 367,10	77,11	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 538 386,46	1 453 611,77	151 869,51	1 605 481,28	104,36	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 309 634,00	2 312 081,76	0,00	2 312 081,76	100,11	0,00
731	Fiscalité locale	11 712 805,00	11 832 007,09	10 155,00	11 842 163,09	101,10	0,00
74	Dotations et participations	4 254 732,70	4 378 361,53	6 200,00	4 384 561,53	103,05	0,00
75	Autres produits de gestion courante	535 373,41	790 991,46	11 607,50	802 598,96	149,91	0,00
Total des recettes de gestion des services		**20 382 531,57**	**20 790 137,91**	**181 115,01**	**20 971 253,72**	**102,89**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	5 300,00	15 100,00	0,00	15 100,00	284,91	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**20 387 831,57**	**20 805 237,91**	**181 115,81**	**20 986 353,72**	**102,94**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*70 079,08*	*69 622,60*	*0,00*	*69 622,60*	*99,35*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**70 079,08**	**69 622,60**	**0,00**	**69 622,60**	**99,35**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**20 457 910,65**	**20 874 860,51**	**181 115,81**	**21 055 976,32**	**102,92**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 274 952,26**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**22 732 863,91**	**20 874 860,51**	**181 115,81**	**21 055 976,32**		**0,00**

PROJET

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) RF 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	1 035,00	0,00	1 035,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	69 948,00	0,00	69 948,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	3 486,17	0,00	3 486,17	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	22 427,77	0,00	22 427,77	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	268 305,12	96 896,94	0,00	96 896,94	171 408,18
204181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	113 690,00	2 000,00	0,00	2 000,00	111 690,00
2111	Terrains nus	0,00	12 261,09	0,00	12 261,09	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	5 215,62	0,00	5 215,62	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	73 635,42	0,00	73 635,42	0,00
21316	Équipements du cimetière	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	72 723,16	0,00	72 723,16	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	10 584,00	0,00	10 584,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	62 447,77	0,00	62 447,77	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	30 462,26	0,00	30 462,26	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	18 638,49	0,00	18 638,49	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	32 264,68	0,00	32 264,68	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	634,20	0,00	634,20	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	32 201,40	0,00	32 201,40	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	46 868,21	0,00	46 868,21	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	74 177,48	0,00	74 177,48	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	7 820,27	0,00	7 820,27	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21838	Autre matériel informatique	0,00	35 301,82	0,00	35 301,82	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	2 575,80	0,00	2 575,80	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	21 732,27	0,00	21 732,27	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	42 522,97	0,00	42 522,97	0,00
2188	Autres	0,00	353 382,82	0,00	353 382,82	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	1 710 843,35	938 149,73	0,00	938 149,73	772 693,62
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	514 371,48	0,00	514 371,48	0,00
2313	Constructions	0,00	4 639 657,17	0,00	4 639 657,17	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	2 538 999,39	0,00	2 538 999,39	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 816,00	0,00	6 816,00	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	258 038,86	0,00	258 038,86	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	15 228 525,04	7 957 882,90	0,00	7 957 882,90	7 270 642,14
Total des dépenses d'équipement		**17 321 363,81**	**8 994 929,57**	**0,00**	**8 994 929,57**	**8 326 434,24**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	1 543 584,04	0,00	1 543 584,04	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 488,68	0,00	2 488,68	0,00
16876	Autres établissements publics locaux	0,00	201 597,27	0,00	201 597,27	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 751 366,27	1 747 669,99	0,00	1 747 669,99	3 696,28
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 871 366,27**	**1 867 669,99**	**0,00**	**1 867 669,99**	**3 696,28**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**19 192 730,08**	**10 862 599,56**	**0,00**	**10 862 599,56**	**8 330 130,52**
13918	*Autres*	*0,00*	*3 197,97*	*0,00*	*3 197,97*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*1 037,09*	*0,00*	*1 037,09*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*1 976,16*	*0,00*	*1 976,16*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*24 432,28*	*0,00*	*24 432,28*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*1 797,00*	*0,00*	*1 797,00*	*0,00*
4962	*Dépréciations des comptes de débiteurs divers (budgétaires)*	*0,00*	*37 182,08*	*0,00*	*37 182,08*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*71 116,17*	*69 622,60*	*0,00*	*69 622,60*	*1 493,57*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*3 840,00*	*0,00*	*3 840,00*	*0,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*80 797,98*	*0,00*	*80 797,98*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*85 895,42*	*34 883,62*	*51 011,80*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*64 945,80*	*0,00*	*64 945,80*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*580 797,98*	*235 479,20*	*34 883,62*	*200 595,58*	*380 202,40*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***651 914,15***	***305 101,80***	***34 883,62***	***270 218,18***	***381 695,97***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**19 844 644,23**	**11 167 701,36**	**34 883,62**	**11 132 817,74**	**8 711 826,49**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**319 004,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section d'investissement		20 163 648,85	11 167 701,36	34 883,62	11 132 817,74	9 030 831,11

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	303 134,00	0,00	303 134,00	0,00
1322	Régions	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
1323	Départements	0,00	539 178,55	0,00	539 178,55	0,00
1328	Autres	0,00	25 175,91	0,00	25 175,91	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	63 000,00	0,00	63 000,00	0,00
13461	Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00	204 227,87	0,00	204 227,87	0,00
1348	Autres	[illegible]	284 648,00	360,80	284 287,20	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	[illegible]	1 619 364,33	360,80	1 619 003,53	1 762 485,79
1641	Emprunts en euros	0,00	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 620,00	0,00	2 620,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	9 341 183,27	7 002 620,00	0,00	7 002 620,00	2 338 563,27
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Bâtiments et installations	0,00	21 125,00	0,00	21 125,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	21 125,00	21 125,00	0,00	21 125,00	0,00
217534	Réseaux d'électrification	0,00	6 258,95	0,00	6 258,95	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	6 258,95	6 258,95	0,00	6 258,95	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	215 698,44	0,00	215 698,44	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 000,00	217 698,44	0,00	217 698,44	-215 698,44
10222	F.C.T.V.A.	0,00	517 562,48	0,00	517 562,48	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	40 950,09	0,00	40 950,09	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 184 381,48	0,00	2 184 381,48	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 799 443,96	2 742 894,05	0,00	2 742 894,05	56 549,91
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-303,60	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**15 451 130,90**	**11 609 960,77**	**360,80**	**11 609 599,97**	**3 941 596,93**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 687 294,39*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*1 296,64*	*0,00*	*1 296,64*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*14 840,45*	*0,00*	*14 840,45*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modification et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*12 198,72*	*0,00*	*12 198,72*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*95 863,77*	*0,00*	*95 863,77*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*7 740,65*	*0,00*	*7 740,65*	*0,00*
28041582	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*29 804,33*	*0,00*	*29 804,33*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*2 295,11*	*0,00*	*2 295,11*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*23 259,35*	*0,00*	*23 259,35*	*0,00*
28128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*250 238,94*	*0,00*	*250 238,94*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*	*2 123,00*	*0,00*	*2 123,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*2 361,37*	*0,00*	*2 361,37*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*286 833,46*	*0,00*	*286 833,46*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*5 397,12*	*0,00*	*5 397,12*	*0,00*

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*250,92*	*0,00*	*250,92*	*0,00*
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*	*0,00*	*40 138,08*	*0,00*	*40 138,08*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*91 857,36*	*0,00*	*91 857,36*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*22 353,96*	*0,00*	*22 353,96*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*3 473,55*	*0,00*	*3 473,55*	*0,00*
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*94 385,28*	*0,00*	*94 385,28*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*359,40*	*0,00*	*359,40*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*24 220,88*	*1 263,00*	*22 957,88*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*47 255,22*	*0,00*	*47 255,22*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*59 246,73*	*1 585,45*	*57 661,28*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*0,00*	*5 041,84*	*0,00*	*5 041,84*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*124 760,98*	*0,00*	*124 760,98*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*24 204,37*	*0,00*	*24 204,37*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*	*870,00*	*0,00*	*870,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*290 570,97*	*41,07*	*290 529,90*	*0,00*
4962	*Dépréciations des comptes de débiteurs divers (budgétaires)*	*0,00*	*9 791,70*	*0,00*	*9 791,70*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*2 029 837,09*	*1 573 034,15*	*2 889,52*	*1 570 144,63*	*459 692,46*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*3 840,00*	*0,00*	*3 840,00*	*0,00*
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*	*0,00*	*115 957,60*	*0,00*	*115 957,60*	*0,00*
2764	*Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé*	*0,00*	*80 797,98*	*0,00*	*80 797,98*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*580 797,98*	*200 595,58*	*0,00*	*200 595,58*	*380 202,40*
Total des recettes d'ordre en investissement		***4 612 451,95***	***1 773 629,73***	***2 889,52***	***1 770 740,21***	***2 841 711,74***

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		20 163 648,85	13 383 590,50	3 250,32	13 380 340,18	6 783 308,67
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de la section d'investissement		20 163 648,85	13 383 590,50	3 250,32	13 380 340,18	6 783 308,67

PROJET

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	54 246,80	0,00	54 246,80	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	116 186,30	273,71	115 912,59	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 540 434,00	564 172,41	976 261,59	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	37 683,33	19 666,29	18 017,04	0,00
60621	Combustibles	0,00	9 258,93	7 700,00	1 558,38	0,00
60622	Carburants	0,00	114 793,08	8 194,44	106 598,64	0,00
60623	Alimentation	0,00	449 259,23	55 942,17	393 317,06	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	11 877,74	0,00	11 877,74	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	5 735,81	924,31	4 811,50	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	52 187,12	955,98	51 231,14	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	257 611,45	28 886,62	228 724,83	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	24 896,98	3 398,30	21 498,68	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	21 506,14	2 847,77	18 658,37	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	14 130,28	526,43	13 603,85	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	0,00	13 332,95	2 140,04	11 192,91	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	64 428,81	8 670,03	55 758,78	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	39 306,01	1 401,60	37 904,41	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	16 032,94	150,00	15 882,94	0,00
61228	Autres	0,00	36 095,97	3 468,38	32 627,59	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	336 691,09	101 925,26	234 765,83	0,00
61358	Autres	0,00	173 710,98	31 995,05	141 715,93	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	4 836,26	990,30	3 845,96	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61521	Terrains	0,00	225 802,68	49 906,32	175 897,36	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	255 233,74	65 739,00	189 494,74	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	6 360,00	5 940,00	420,00	0,00
615231	Voiries	0,00	186 [illegible] 71	43 752,63	143 064,38	0,00
615232	Réseaux	0,00	17 [illegible] 70	1 616,40	15 787,30	0,00
61524	Bois et forêts	0,00	97 [illegible]	0,00	972,00	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	78 613,37	17 383,58	61 229,99	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	104 914,63	29 578,00	75 336,63	0,00
6156	Maintenance	0,00	301 886,72	57 518,81	244 367,91	0,00
6161	Multirisques	0,00	67 297,43	1 221,61	66 075,82	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-construction	0,00	125 746,13	0,00	125 746,13	0,00
617	Études et recherches	0,00	38 421,38	10 048,56	28 372,82	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	3 178,82	311,11	2 867,71	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	33 935,67	12 650,00	21 285,67	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	108 553,87	35 276,49	73 277,38	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	25 440,53	0,00	25 440,53	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	42 062,37	21 993,00	20 069,37	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	60 832,40	14 284,40	46 548,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	937 773,54	162 538,57	775 234,97	0,00
6234	Réceptions	0,00	39 491,15	9 040,85	30 450,30	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	61 691,56	15 754,40	45 937,16	0,00
6238	Divers	0,00	8 159,64	0,00	8 159,64	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	94 839,34	17 459,45	77 379,89	0,00
6248	Divers	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	13 538,21	527,25	13 010,96	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6261	Frais d'affranchissement	0,00	41 098,97	12 442,80	28 656,17	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	87 646,91	1 957,38	85 689,53	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	8 926,93	0,00	8 926,93	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	17 201,27	40,00	17 161,27	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	[illegible]	31 034,32	38 202,67	0,00
62873	Au CCAS/CIAS	0,00	[illegible]	0,00	22 330,00	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	[illegible]	0,00	187 945,54	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	75 194,19	75 194,19	0,00	0,00
6288	Autres	0,00	217 066,63	43 263,78	173 802,85	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	60 328,36	0,00	60 328,36	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	607,76	0,00	607,76	0,00
6358	Autres droits	0,00	274,00	0,00	274,00	0,00
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	147 709,83	26 962,73	120 747,10	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	6 052 595,91	7 171 425,12	1 607 663,72	5 563 761,40	488 834,51
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	98 180,81	0,00	98 180,81	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	27 283,11	0,00	27 283,11	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	98 110,00	0,00	98 110,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	0,00	16 362,51	0,00	16 362,51	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	3 537 481,22	4 000,00	3 533 481,22	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	73 748,00	0,00	73 748,00	0,00
64113	NBI	0,00	41 074,27	0,00	41 074,27	0,00
64116	Indemnités de licenciement	0,00	27 434,90	13 787,96	13 646,94	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 316 156,12	0,00	1 316 156,12	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
64131	Rémunérations	0,00	1 461 084,76	0,00	1 461 084,76	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	23 669,67	0,00	23 669,67	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	15 8[illegible],95	4 000,00	11 800,95	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	[illegible]	0,00	425 641,49	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	[illegible]	0,00	1 133 045,17	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	[illegible]	0,00	1 305 745,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	64 095,23	0,00	64 095,23	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	43 056,34	0,00	43 056,34	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	7 614,00	0,00	7 614,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	0,00	56 823,66	795,66	56 028,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	915,00	0,00	915,00	0,00
64731	Versées directement	0,00	86 943,34	0,00	86 943,34	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	35 182,39	0,00	35 182,39	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	25 032,77	25 032,77	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	36 245,27	0,00	36 245,27	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	10 293 000,00	9 963 226,25	47 616,39	9 915 609,86	377 390,14
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	410 294,00	190 376,00	219 918,00	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	105 549,00	0,00	105 549,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	330 000,00	515 843,00	190 376,00	325 467,00	4 533,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	27 606,00	0,00	27 606,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	181 729,20	0,00	181 729,20	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65313	Cotisations de retraite	0,00	15 373,43	0,00	15 373,43	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	0,00	15 498,54	0,00	15 498,54	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	9 966,39	0,00	9 966,39	0,00
65568	Autres contributions	0,00	61 147,12	0,00	61 147,12	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	278 894,62	0,00	278 894,62	0,00
657382	Organismes publics divers	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
65741	Ménages	0,00	105,00	0,00	105,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	759 351,00	0,00	759 351,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	0,00	1 175,62	0,00	1 175,62	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00
65888	Autres	0,00	48 747,74	2 228,18	46 519,56	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 429 330,39	1 402 826,66	2 228,18	1 400 598,48	28 731,91
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 104 926,30**	**19 053 321,03**	**1 847 884,29**	**17 205 436,74**	**899 489,56**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	457 141,96	0,00	457 141,96	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	73 022,21	43 116,99	29 905,22	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	2 015,97	0,00	2 015,97	0,00
total chapitre 66	Charges financières	605 769,95	532 180,14	43 116,99	489 063,15	116 706,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	4 290,78	0,00	4 290,78	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	6 650,78	4 290,78	0,00	4 290,78	2 360,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**18 717 347,03**	**19 589 791,95**	**1 891 001,28**	**17 698 790,67**	**1 018 556,36**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*2 001 816,88*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*14 840,45*	*0,00*	*14 840,45*	*0,00*

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*1 296,64*	*0,00*	*1 296,64*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 545 478,84*	*1 263,00*	*1 544 215,84*	*0,00*
6817	*Dotations aux dépréciations des actifs circulants*	*0,00*	*9 791,70*	*0,00*	*9 791,70*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 029 837,09*	*1 571 407,63*	*1 263,00*	*1 570 144,63*	*459 692,46*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 031 659,27***	***1 571 407,63***	***1 263,00***	***1 570 144,63***	***2 461 509,34***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**23 [illegible]**	**21 161 199,58**	**1 892 264,28**	**19 268 935,30**	**3 480 065,70**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**23 749 001,00**	**21 161 199,58**	**1 892 264,28**	**19 268 935,30**	**3 480 065,70**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	24 367,10	0,00	24 367,10	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	31 600,00	24 367,10	0,00	24 367,10	7 232,90
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	0,00	1 440,00	0,00	1 440,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	42 920,00	0,00	42 920,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	32 468,00	17 332,00	15 136,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	124 106,00	56 000,00	68 106,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et de pêche	0,00	1 803,94	0,00	1 803,94	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	574 524,73	43 832,87	530 691,86	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	103 610,10	3 162,70	100 447,40	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	573 971,70	44 156,30	529 815,40	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	5 752,32	412,08	5 340,24	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	2 821,00	0,00	2 821,00	0,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	56 824,25	0,00	56 824,25	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	5 505,00	0,00	5 505,00	0,00
70878	par des tiers	0,00	8 655,19	0,00	8 655,19	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 538 386,46	1 770 377,23	164 895,95	1 605 481,28	-67 094,82
73211	Attribution de compensation	0,00	2 151 465,76	0,00	2 151 465,76	0,00
73221	FNGIR	0,00	160 616,00	0,00	160 616,00	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 309 634,00	2 312 081,76	0,00	2 312 081,76	-2 447,76
73111	Impôts directs locaux	0,00	10 838 247,00	0,00	10 838 247,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	6 753,00	0,00	6 753,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	681 126,00	0,00	681 126,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	9 705,00	0,00	9 705,00	0,00
73141	Accise sur lélectricité	0,00	263 859,04	164,04	263 695,00	0,00
73154	Droits de place	0,00	24 743,00	1 108,00	23 635,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	19 002,09	0,00	19 002,09	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	11 713 000,00	11 843 435,13	1 272,04	11 842 163,09	-129 358,09
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	2 211 038,00	0,00	2 211 038,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	959 826,00	0,00	959 826,00	0,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP) des communes	0,00	303 008,00	0,00	303 008,00	0,00
744	FCTVA	0,00	31 345,02	0,00	31 345,02	0,00
74611	DGD	0,00	2 967,00	0,00	2 967,00	0,00
74718	Autres	0,00	6 635,00	0,00	6 635,00	0,00
7472	Régions	0,00	10 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00
7473	Départements	0,00	100 099,41	4 200,00	95 899,41	0,00
74741	Communes membres du GFP	0,00	18 914,00	0,00	18 914,00	0,00
74748	Autres communes	0,00	472,00	0,00	472,00	0,00
747818	Autres	0,00	63 927,04	16 704,96	47 222,08	0,00
747888	Autres	0,00	348 358,34	1 284,00	347 074,34	0,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	10 341,00	10 341,00	0,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	262 763,00	0,00	262 763,00	0,00

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
74836	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	0,00	60 244,31	0,00	60 244,31	0,00
748388	Autres	0,00	469,00	0,00	469,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	3 223,00	0,00	3 223,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	24 679,00	0,00	24 679,00	0,00
74888	Autres	0,00	3 782,37	0,00	3 782,37	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	4 254 732,70	4 422 091,49	37 529,96	4 384 561,53	-129 828,83
752	Revenus des immeubles	0,00	212 216,20	2 685,83	209 530,37	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	4 750,00	0,00	4 750,00	0,00
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00	12 669,45	0,00	12 669,45	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	7,20	0,00	7,20	0,00
75888	Autres	0,00	578 101,90	2 459,96	575 641,94	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	535 373,41	807 744,75	5 145,79	802 598,96	-267 225,55
Total des recettes de gestion des services		**20 382 531,57**	**21 180 097,46**	**208 843,74**	**20 971 253,72**	**-588 722,15**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	15 100,00	0,00	15 100,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	20 400,00	15 100,00	0,00	15 100,00	5 300,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**20 402 931,57**	**21 195 197,46**	**208 843,74**	**20 986 353,72**	**-583 422,15**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*26 408,46*	*0,00*	*26 408,46*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*1 037,09*	*0,00*	*1 037,09*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*3 197,97*	*0,00*	*3 197,97*	*0,00*

PROJET

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7811	*Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 797,00*	*0,00*	*1 797,00*	*0,00*
7817	*Reprises sur dépréciations des actifs circulants*	*0,00*	*37 182,08*	*0,00*	*37 182,08*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*71 116,17*	*69 622,60*	*0,00*	*69 622,60*	*1 493,57*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***71 116,17***	***69 622,60***	***0,00***	***69 622,60***	***1 493,57***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**20 474 047,74**	**21 264 820,06**	**208 843,74**	**21 055 976,32**	**-581 928,58**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 274 953,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**22 749 001,00**	**21 264 820,06**	**208 843,74**	**21 055 976,32**	**1 693 024,68**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		113 254,00	56 537,33	56 716,67	105 646,00
Autres immobilisations incorporelles		[illegible]	568 260,26	454 079,96	479 121,27
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		[illegible]750 572,41	2 105 960,02	12 644 612,39	12 825 022,37
Constructions		47 298 808,07	76 723,99	47 222 084,08	46 527 198,89
Réseaux et installations de voirie		51 830 181,20	5 284 362,44	46 545 818,76	46 210 762,99
Réseaux divers		5 648 519,25	14 255,16	5 634 264,09	5 518 485,96
Installations techniques, agencements et matériel		3 430 258,42	1 709 317,54	1 720 940,88	1 842 542,13
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		5 237 715,73	3 511 767,10	1 725 948,63	1 784 256,91
Immobilisations corporelles en cours		13 567 258,60	0,00	13 567 258,60	6 998 314,60
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		11 143 313,24	0,00	11 143 313,24	11 143 313,24
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		220 000,00	0,00	220 000,00	180 797,98
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**154 262 221,14**	**13 327 183,84**	**140 935 037,30**	**133 615 462,34**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		165 123,09	0,00	165 123,09	342 881,45
Créances sur les redevables et comptes rattachés		311 136,35	0,00	311 136,35	276 690,93
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		112 099,75	57 968,39	54 131,36	29 412,89

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**588 359,19**	**57 968,39**	**530 390,80**	**648 985,27**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		6 511 458,87	0,00	6 511 458,87	5 607 323,66
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**6 511 458,87**	**0,00**	**6 511 458,87**	**5 607 323,66**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,00	0,00	0,00	0,91
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**161 362 039,20**	**13 385 152,23**	**147 976 886,97**	**139 871 772,18**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		12 123 540,24	12 123 540,24
Fonds globalisés		23 233 393,78	22 674 881,21
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		3 060,05	13 057,26
Rattachées à un actif non amortissable		29 588 733,16	27 969 729,63
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		7 808 953,54	7 821 316,14
RÉSERVES		49 292 853,66	47 108 472,18
REPORT A NOUVEAU		2 274 953,26	2 457 847,51
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 787 041,02	2 001 487,23
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		3 114 312,97	3 114 312,97
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**129 226 841,68**	**125 284 644,37**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		17 707 634,79	12 221 313,61
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		6 126,75	207 592,70
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**17 713 761,54**	**12 428 906,31**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		972 803,11	1 540 979,61
Dettes fiscales et sociales		49 208,03	301 364,82
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		940,00	1 142,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		11 449,41	131 782,27
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 034 400,55**	**1 975 268,70**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**18 748 162,09**	**14 404 175,01**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		1 883,20	182 952,80
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**147 976 886,97**	**139 871 772,18**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		3 508 184,02	3 474 930,75	33 253,27
Participations		521 216,83	406 829,73	114 387,10
Compensations, autres attributions et autres participations		355 160,68	630 085,38	-274 924,70
Dons et legs		4 750,00	1 000,00	3 750,00
Impôts et taxes		13 828 777,85	13 596 261,51	232 516,34
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 605 481,28	1 674 878,19	-69 396,91
Produits des cessions d'actifs		15 100,00	0,00	15 100,00
Autres produits de gestion		797 848,96	697 630,17	100 218,79
Production stockée et immobilisée		26 408,46	0,00	26 408,46
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		38 979,08	0,00	38 979,08
Reprises du financement rattaché à un actif		3 197,97	2 364,64	833,33
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		1 037,09	0,00	1 037,09
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**20 706 142,22**	**20 483 980,37**	**222 161,85**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		5 388 304,18	5 763 055,38	-374 751,20
Charges de personnel		9 644 806,33	9 269 747,95	375 058,38
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*6 912 181,59*	*6 800 445,81*	*111 735,78*
Dont charges sociales		*2 732 624,74*	*2 469 302,14*	*263 322,60*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		212 831,17	212 521,45	309,72
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		61 954,35	17 046,46	44 907,89
Impôts et taxes		421 893,65	372 916,13	48 977,52
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 554 007,54	1 348 094,01	205 913,53
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		14 840,45	0,00	14 840,45

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		1 296,64	0,00	1 296,64
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**17 299 934,31**	**16 983 381,38**	**316 552,93**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		1 068 956,62	1 049 927,85	19 028,77
Dont ménages		*27 711,00*	*41 777,85*	*-14 066,85*
Dont personnes morales de droit privé		*759 351,00*	*768 522,00*	*-9 171,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*281 894,62*	*239 628,00*	*42 266,62*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		61 147,12	64 985,45	-3 838,33
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**1 130 103,74**	**1 114 913,30**	**15 190,44**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**2 276 104,17**	**2 385 685,69**	**-109 581,52**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		489 063,15	380 998,46	108 064,69
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	3 200,00	-3 200,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**489 063,15**	**384 198,46**	**104 864,69**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-489 063,15**	**-384 198,46**	**-104 864,69**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		1 787 041,02	2 001 487,23	-214 446,21

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	12 122 130,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 122 130,24	0,00	12 122 130,24
10222	F.C.T.V.A.	0,00	19 702 477,22	0,00	0,00	0,00	517 562,48	0,00	20 220 039,70	0,00	20 220 039,70
10226	Taxe d'aménagement	0,00	880 223,90	0,00	0,00	0,00	41 950,09	0,00	921 173,99	0,00	921 173,99
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	2 092 180,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 092 180,09	0,00	2 092 180,09
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**22 674 881,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 512,57**	**0,00**	**23 233 393,78**	**0,00**	**23 233 393,78**
10251	Dons et legs en capital	0,00	1 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 410,00	0,00	1 410,00
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**1 410,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 410,00**	**0,00**	**1 410,00**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**34 798 421,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**558 512,57**	**0,00**	**35 356 934,02**	**0,00**	**35 356 934,02**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	47 108 472,18	0,00	0,00	0,00	2 184 381,48	0,00	49 292 853,66	0,00	49 292 853,66
	Sous Total compte 106	**0,00**	**47 108 472,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 184 381,48**	**0,00**	**49 292 853,66**	**0,00**	**49 292 853,66**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**81 906 893,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 742 894,05**	**0,00**	**84 649 787,68**	**0,00**	**84 649 787,68**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	2 457 847,51	2 184 381,48	2 001 487,23	0,00	0,00	2 184 381,48	4 459 334,74	0,00	2 274 953,26
	Sous Total compte 11	**0,00**	**2 457 847,51**	**2 184 381,48**	**2 001 487,23**	**0,00**	**0,00**	**2 184 381,48**	**4 459 334,74**	**0,00**	**2 274 953,26**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	2 001 487,23	2 001 487,23	0,00	0,00	0,00	2 001 487,23	2 001 487,23	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**2 001 487,23**	**2 001 487,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 001 487,23**	**2 001 487,23**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres	0,00	37 969,72	14 569,72	0,00	0,00	0,00	14 569,72	37 969,72	0,00	23 400,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**37 969,72**	**14 569,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 569,72**	**37 969,72**	**0,00**	**23 400,00**
1321	État et établissements nationaux	0,00	1 439 055,05	0,00	0,00	0,00	303 134,00	0,00	1 742 189,05	0,00	1 742 189,05
1322	Régions	0,00	506 978,43	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	706 978,43	0,00	706 978,43
1323	Départements	0,00	10 084 368,53	0,00	0,00	0,00	539 178,55	0,00	10 623 547,08	0,00	10 623 547,08
13251	GFP de rattachement	0,00	1 359 847,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 847,99	0,00	1 359 847,99

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13258	Autres groupements	0,00	3 823,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 823,18	0,00	3 823,18
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**1 363 671,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 363 671,17**	**0,00**	**1 363 671,17**
13272	FEDER	0,00	2 972 085,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 972 085,22	0,00	2 972 085,22
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**2 972 085,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 972 085,22**	**0,00**	**2 972 085,22**
1328	Autres	0,00	5 586 075,30	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]5,91	0,00	5 611 251,21	0,00	5 611 251,21
	Sous Total compte 132	**0,00**	**21 952 233,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 067 488,46**	**0,00**	**23 019 722,16**	**0,00**	**23 019 722,16**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	926 613,95	0,00	[illegible]	[illegible]	63 000,00	0,00	989 613,95	0,00	989 613,95
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	1 334 353,39	0,00	0,00	0,00	204 227,87	0,00	1 538 581,26	0,00	1 538 581,26
13462	Dotation de soutien à l'investissement l	0,00	345 832,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 832,63	0,00	345 832,63
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**1 680 186,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 227,87**	**0,00**	**1 884 413,89**	**0,00**	**1 884 413,89**
1348	Autres	0,00	2 760 824,74	0,00	0,00	360,80	284 648,00	360,80	3 045 472,74	0,00	3 045 111,94
	Sous Total compte 134	**0,00**	**5 367 624,71**	**0,00**	**0,00**	**360,80**	**551 875,87**	**360,80**	**5 919 508,58**	**0,00**	**5 919 139,78**
1381	État et établissements nationaux	0,00	3 685,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 685,00	0,00	3 685,00
1382	Régions	0,00	14 484,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 484,00	0,00	14 484,00
1383	Départements	0,00	577 046,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	577 046,79	0,00	577 046,79
13872	FEDER	0,00	4 137,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 137,94	0,00	4 137,94
	Sous Total compte 1387	**0,00**	**4 137,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 137,94**	**0,00**	**4 137,94**
1388	Autres	0,00	50 517,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 517,49	0,00	50 517,49
	Sous Total compte 138	**0,00**	**649 871,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**649 871,22**	**0,00**	**649 871,22**
13918	Autres	24 912,46	0,00	0,00	7 770,48	3 197,97	0,00	28 110,43	7 770,48	20 339,95	0,00
	Sous Total compte 1391	**24 912,46**	**0,00**	**0,00**	**7 770,48**	**3 197,97**	**0,00**	**28 110,43**	**7 770,48**	**20 339,95**	**0,00**
	Sous Total compte 139	**24 912,46**	**0,00**	**0,00**	**7 770,48**	**3 197,97**	**0,00**	**28 110,43**	**7 770,48**	**20 339,95**	**0,00**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 13	**24 912,46**	**28 007 639,35**	**14 569,72**	**7 770,48**	**3 558,77**	**1 619 364,33**	**43 040,95**	**29 634 834,16**	**0,00**	**29 591 793,21**
1641	Emprunts en euros	0,00	12 178 196,62	0,00	0,00	1 543 584,04	7 000 000,00	1 543 584,04	19 178 196,62	0,00	17 634 612,58
	Sous Total compte 164	**0,00**	**12 178 196,62**	**0,00**	**0,00**	**1 543 584,04**	**7 000 000,00**	**1 543 584,04**	**19 178 196,62**	**0,00**	**17 634 612,58**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	5 996,43	0,00	0,00	2 488,68	2 620,00	2 488,68	8 615,43	0,00	6 126,75
16876	Autres établissements publics locaux	0,00	201 597,27	0,00	0,00	201 597,27	0,00	201 597,27	201 597,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 1687	**0,00**	**201 597,27**	**0,00**	**0,00**	**201 597,27**	**0,00**	**201 597,27**	**201 597,27**	**0,00**	**0,00**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	43 116,99	86 233,98	116 129,20	0,00	0,00	86 233,98	159 256,19	0,00	73 022,21
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**43 116,99**	**86 233,98**	**116 129,20**	**0,00**	**0,00**	**86 233,98**	**159 256,19**	**0,00**	**73 022,21**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**244 714,26**	**86 233,98**	**116 129,20**	**201 597,27**	**0,00**	**287 831,25**	**360 853,46**	**0,00**	**73 022,21**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**12 428 906,31**	**[illegible]**	**116 129,20**	**1 747 669,99**	**7 002 620,00**	**1 833 903,97**	**19 547 665,51**	**0,00**	**17 713 761,54**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	8 864 389,11	[illegible]	0,00	1 037,09	1 296,64	1 037,09	8 865 685,75	0,00	8 864 648,66
193	Autres neutralisations et régularisation	1 043 052,97	0,00	[illegible]	6 799,24	0,00	0,00	1 062 474,36	6 799,24	1 055 675,12	0,00
	Sous Total compte 19	**1 043 052,97**	**8 864 389,11**	**19 421,39**	**6 799,24**	**1 037,09**	**1 296,64**	**1 063 511,45**	**8 872 484,99**	**0,00**	**7 808 953,54**
	Total classe 1	**1 067 965,43**	**135 667 203,14**	**4 306 093,80**	**2 132 196,15**	**1 752 265,85**	**11 366 175,02**	**7 126 325,08**	**149 165 574,31**	**1 076 015,07**	**143 115 264,30**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	227 030,39	0,00	0,00	0,00	1 035,00	0,00	228 065,39	0,00	228 065,39	0,00
2031	Frais d'études	536 526,05	0,00	0,00	0,00	69 948,00	3 840,00	606 474,05	3 840,00	602 634,05	0,00
2033	Frais d'insertion	38 703,27	0,00	0,00	0,00	3 486,17	0,00	42 189,44	0,00	42 189,44	0,00
	Sous Total compte 203	**575 229,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 434,17**	**3 840,00**	**648 663,49**	**3 840,00**	**644 823,49**	**0,00**
2041582	Bâtiments et installations	132 379,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 125,00	132 379,00	21 125,00	111 254,00	0,00
	Sous Total compte 204158	**132 379,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 125,00**	**132 379,00**	**21 125,00**	**111 254,00**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**132 379,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 125,00**	**132 379,00**	**21 125,00**	**111 254,00**	**0,00**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204181	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
	Sous Total compte 20418	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**132 379,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**21 125,00**	**134 379,00**	**21 125,00**	**113 254,00**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**132 379,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**21 125,00**	**134 379,00**	**21 125,00**	**113 254,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	127 023,57	0,00	0,00	0,00	[illegible]	0,00	149 451,34	0,00	149 451,34	0,00
	Sous Total compte 205	**127 023,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**[illegible]**	**0,00**	**149 451,34**	**0,00**	**149 451,34**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**1 061 662,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**[illegible]**	**24 965,00**	**1 160 559,22**	**24 965,00**	**1 135 594,22**	**0,00**
2111	Terrains nus	5 247 792,35	0,00	0,00	0,00	12 261,09	0,00	5 260 053,44	0,00	5 260 053,44	0,00
2112	Terrains de voirie	141 157,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 157,54	0,00	141 157,54	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	156 224,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 224,43	0,00	156 224,43	0,00
2115	Terrains bâtis	720 074,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 074,45	0,00	720 074,45	0,00
2116	Cimetière	403 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 600,00	0,00	403 600,00	0,00
2117	Bois et forêts	132 273,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 273,87	0,00	132 273,87	0,00
	Sous Total compte 211	**6 801 122,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 261,09**	**0,00**	**6 813 383,73**	**0,00**	**6 813 383,73**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	188 512,98	0,00	0,00	0,00	5 215,62	0,00	193 728,60	0,00	193 728,60	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	7 667 848,48	0,00	0,00	0,00	75 611,60	0,00	7 743 460,08	0,00	7 743 460,08	0,00
	Sous Total compte 212	**7 856 361,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 827,22**	**0,00**	**7 937 188,68**	**0,00**	**7 937 188,68**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	2 550 331,60	0,00	256 255,20	0,00	0,00	0,00	2 806 586,80	0,00	2 806 586,80	0,00
21312	Bâtiments scolaires	10 793 883,80	0,00	140 885,80	0,00	0,00	0,00	10 934 769,60	0,00	10 934 769,60	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	3 390 678,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 390 678,19	0,00	3 390 678,19	0,00
21316	Équipements du cimetière	131 312,38	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	134 012,38	0,00	134 012,38	0,00
21318	Autres bâtiments publics	2 504 641,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 504 641,49	0,00	2 504 641,49	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2131	**19 370 847,46**	**0,00**	**397 141,00**	**0,00**	**2 700,00**	**0,00**	**19 770 688,46**	**0,00**	**19 770 688,46**	**0,00**
21328	Autres bâtiments privés	127 391,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 391,54	0,00	127 391,54	0,00
	Sous Total compte 2132	**127 391,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 391,54**	**0,00**	**127 391,54**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	1 078 396,21	0,00	79 869,36	0,00	72 723,16	0,00	1 230 988,73	0,00	1 230 988,73	0,00
	Sous Total compte 2135	**1 078 396,21**	**0,00**	**79 869,36**	**0,00**	**72 723,16**	**0,00**	**1 230 988,73**	**0,00**	**1 230 988,73**	**0,00**
2138	Autres constructions	25 971 872,85	0,00	116 302,39	0,00	28 272,28	0,00	26 116 447,32	0,00	26 116 447,32	0,00
	Sous Total compte 213	**46 548 507,86**	**0,00**	**593 312,75**	**0,00**	**103 695,44**	**0,00**	**47 245 516,05**	**0,00**	**47 245 516,05**	**0,00**
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtimen	53 292,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 292,02	0,00	53 292,02	0,00
	Sous Total compte 214	**53 292,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 292,02**	**0,00**	**53 292,02**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	44 600 721,92	0,00	356 684,21	0,00	10 584,00	0,00	44 967 990,79	0,00	44 967 990,79	0,00
2152	Installations de voirie	6 608 139,08	0,00	268 703,33	14 652,00	62 447,77	0,00	6 876 842,41	14 652,00	6 862 190,41	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	21 862,12	0,00	80 [illegible]	0,00	80 797,98	0,00	102 660,10	0,00	102 660,10	0,00
21533	Réseaux câblés	37 504,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 504,84	0,00	37 504,84	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 418 156,22	0,00	14 987,28	0,00	30 462,26	0,00	1 463 605,76	0,00	1 463 605,76	0,00
21535	Réseaux de transmission	33 165,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 165,40	0,00	33 165,40	0,00
21538	Autres réseaux	4 011 583,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 011 583,15	0,00	4 011 583,15	0,00
	Sous Total compte 2153	**5 522 271,73**	**0,00**	**14 987,28**	**0,00**	**111 260,24**	**0,00**	**5 648 519,25**	**0,00**	**5 648 519,25**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	374 586,87	0,00	0,00	0,00	18 638,49	0,00	393 225,36	0,00	393 225,36	0,00
	Sous Total compte 2156	**374 586,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 638,49**	**0,00**	**393 225,36**	**0,00**	**393 225,36**	**0,00**
215731	Matériel roulant	1 581 728,00	0,00	0,00	29 804,90	32 264,68	0,00	1 613 992,68	29 804,90	1 584 187,78	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	347 819,30	0,00	0,00	0,00	634,20	0,00	348 453,50	0,00	348 453,50	0,00
	Sous Total compte 21573	**1 929 547,30**	**0,00**	**0,00**	**29 804,90**	**32 898,88**	**0,00**	**1 962 446,18**	**29 804,90**	**1 932 641,28**	**0,00**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21578	Autre matériel technique	32 352,00	0,00	0,00	0,00	32 201,40	0,00	64 553,40	0,00	64 553,40	0,00
	Sous Total compte 2157	**1 961 899,30**	**0,00**	**0,00**	**29 804,90**	**65 100,28**	**0,00**	**2 026 999,58**	**29 804,90**	**1 997 194,68**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outil	992 970,17	0,00	0,00	0,00	46 868,21	0,00	1 039 838,38	0,00	1 039 838,38	0,00
	Sous Total compte 215	**60 069 588,07**	**0,00**	**577 927,71**	**44 456,90**	**314 899,99**	**0,00**	**60 953 415,77**	**44 456,90**	**60 908 958,87**	**0,00**
21611	Biens sous-jacents	6 453,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 453,77	0,00	6 453,77	0,00
	Sous Total compte 2161	**6 453,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 453,77**	**0,00**	**6 453,77**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	27 395,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 395,45	0,00	27 395,45	0,00
	Sous Total compte 2162	**27 395,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 395,45**	**0,00**	**27 395,45**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**33 849,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 849,22**	**0,00**	**33 849,22**	**0,00**
217534	Réseaux d'électrification	6 258,95	0,00	0,00	0,00	0,00	6 258,95	6 258,95	6 258,95	0,00	0,00
	Sous Total compte 21753	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 258,95**	**6 258,95**	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2175	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 258,95**	**6 258,95**	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 217	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 258,95**	**6 258,95**	**6 258,95**	**0,00**	**0,00**
21828	Autres matériels de transport	282 566,27	0,00	0,00	24 182,34	74 177,48	14 840,45	356 743,75	39 022,79	317 720,96	0,00
	Sous Total compte 2182	**282 566,27**	**0,00**	**0,00**	**24 182,34**	**74 177,48**	**14 840,45**	**356 743,75**	**39 022,79**	**317 720,96**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	228 735,53	0,00	0,00	0,00	7 820,27	0,00	236 555,80	0,00	236 555,80	0,00
21838	Autre matériel informatique	491 538,50	0,00	0,00	0,00	35 301,82	0,00	526 840,32	0,00	526 840,32	0,00
	Sous Total compte 2183	**720 274,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 122,09**	**0,00**	**763 396,12**	**0,00**	**763 396,12**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	36 295,32	0,00	0,00	0,00	2 575,80	0,00	38 871,12	0,00	38 871,12	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	613 183,56	0,00	0,00	0,00	21 732,27	0,00	634 915,83	0,00	634 915,83	0,00
	Sous Total compte 2184	**649 478,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 308,07**	**0,00**	**673 786,95**	**0,00**	**673 786,95**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	14 246,29	0,00	0,00	0,00	42 522,97	0,00	56 769,26	0,00	56 769,26	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2186	Cheptel	4 351,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 351,88	0,00	4 351,88	0,00
2188	Autres	3 043 886,85	0,00	0,00	9 428,33	353 382,82	0,00	3 397 269,67	9 428,33	3 387 841,34	0,00
	Sous Total compte 218	**4 714 804,20**	**0,00**	**0,00**	**33 610,67**	**537 513,43**	**14 840,45**	**5 252 317,63**	**48 451,12**	**5 203 866,51**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**126 074 785,42**	**0,00**	**1 171 240,46**	**78 067,57**	**1 049 196,17**	**21 099,40**	**128 295 222,05**	**99 166,97**	**128 196 055,08**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	598 454,90	0,00	0,00	0,00	[illegible]	0,00	1 110 826,38	0,00	1 110 826,38	0,00
2313	Constructions	4 207 007,90	0,00	0,00	593 312,75	[illegible]	34 883,62	8 932 560,49	628 196,37	8 304 364,12	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	2 188 520,52	0,00	0,00	577 927,71	[illegible]	215 698,44	4 792 465,71	793 626,15	3 998 839,56	0,00
2318	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 816,00	0,00	6 816,00	0,00	6 816,00	0,00
	Sous Total compte 231	**6 991 983,32**	**0,00**	**0,00**	**1 171 240,46**	**7 850 685,26**	**250 582,06**	**14 842 668,58**	**1 421 822,52**	**13 420 846,06**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobil	6 331,28	0,00	0,00	0,00	258 038,86	117 957,60	264 370,14	117 957,60	146 412,54	0,00
	Sous Total compte 23	**6 998 314,60**	**0,00**	**0,00**	**1 171 240,46**	**8 108 724,12**	**368 539,66**	**15 107 038,72**	**1 539 780,12**	**13 567 258,60**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	1 337 367,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 337 367,16	0,00	1 337 367,16	0,00
2423	d'établissements publics de coopération	9 805 946,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 805 946,08	0,00	9 805 946,08	0,00
	Sous Total compte 242	**11 143 313,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 143 313,24**	**0,00**	**11 143 313,24**	**0,00**
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	3 114 312,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 114 312,97	0,00	3 114 312,97
	Sous Total compte 249	**0,00**	**3 114 312,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 114 312,97**	**0,00**	**3 114 312,97**
	Sous Total compte 24	**11 143 313,24**	**3 114 312,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 143 313,24**	**3 114 312,97**	**8 029 000,27**	**0,00**
2764	Créances sur des particuliers et autres	180 797,98	0,00	0,00	0,00	120 000,00	80 797,98	300 797,98	80 797,98	220 000,00	0,00
	Sous Total compte 276	**180 797,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**80 797,98**	**300 797,98**	**80 797,98**	**220 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**180 797,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120 000,00**	**80 797,98**	**300 797,98**	**80 797,98**	**220 000,00**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	183 289,96	0,00	0,00	0,00	12 198,72	0,00	195 488,68	0,00	195 488,68

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28031	Frais d'études	0,00	163 302,57	0,00	0,00	0,00	95 863,77	0,00	259 166,34	0,00	259 166,34
28033	Frais d'insertion	0,00	7 795,02	0,00	0,00	0,00	7 740,65	0,00	15 535,67	0,00	15 535,67
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**171 097,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 604,42**	**0,00**	**274 702,01**	**0,00**	**274 702,01**
28041582	Bâtiments et installations	0,00	26 733,00	0,00	0,00	0,00	29 804,33	0,00	56 537,33	0,00	56 537,33
	Sous Total compte 2804158	**0,00**	**26 733,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 804,33**	**0,00**	**56 537,33**	**0,00**	**56 537,33**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**26 733,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 804,33**	**0,00**	**56 537,33**	**0,00**	**56 537,33**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**26 733,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 804,33**	**0,00**	**56 537,33**	**0,00**	**56 537,33**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**26 733,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 804,33**	**0,00**	**56 537,33**	**0,00**	**56 537,33**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	95 774,46	0,00	0,00	0,00	2 295,11	0,00	98 069,57	0,00	98 069,57
	Sous Total compte 280	**0,00**	**476 895,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 902,58**	**0,00**	**624 797,59**	**0,00**	**624 797,59**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	35 810,96	0,00	0,00	0,00	23 259,35	0,00	59 070,33	0,00	59 070,33
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	1 796 652,75	0,00	0,00	0,00	250 238,94	0,00	2 046 889,69	0,00	2 046 889,69
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**1 832 461,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**273 498,29**	**0,00**	**2 105 960,02**	**0,00**	**2 105 960,02**
281328	Autres bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 123,00	0,00	2 123,00	0,00	2 123,00
	Sous Total compte 28132	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 123,00**	**0,00**	**2 123,00**	**0,00**	**2 123,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	74 214,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 214,20	0,00	74 214,20
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**74 214,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 214,20**	**0,00**	**74 214,20**
28138	Autres constructions	0,00	386,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386,79	0,00	386,79
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**74 600,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 123,00**	**0,00**	**76 723,99**	**0,00**	**76 723,99**
28151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 361,37	0,00	2 361,37	0,00	2 361,37
28152	Installations de voirie	0,00	4 998 096,01	2 930,40	0,00	0,00	286 833,46	2 930,40	5 284 931,47	0,00	5 282 001,07
281534	Réseaux d'électrification	0,00	6 909,50	0,00	0,00	0,00	5 397,12	0,00	12 306,62	0,00	12 306,62

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281538	Autres réseaux	0,00	1 697,62	0,00	0,00	0,00	250,92	0,00	1 948,54	0,00	1 948,54
	Sous Total compte 28153	**0,00**	**8 607,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 648,04**	**0,00**	**14 255,16**	**0,00**	**14 255,16**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	212 630,40	0,00	0,00	0,00	40 138,08	0,00	252 768,48	0,00	252 768,48
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**212 630,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 138,08**	**0,00**	**252 768,48**	**0,00**	**252 768,48**
2815731	Matériel roulant	0,00	564 088,03	29 804,90	0,00	0,00	61 857,36	29 804,90	655 945,39	0,00	626 140,49
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	193 694,48	0,00	0,00	0,00	22 353,96	0,00	216 048,44	0,00	216 048,44
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**757 782,51**	**29 804,90**	**0,00**	**0,00**	**114 211,32**	**29 804,90**	**871 993,83**	**0,00**	**842 188,93**
281578	Autre matériel technique	0,00	1 401,92	0,00	0,00	0,00	3 473,55	0,00	4 875,47	0,00	4 875,47
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**759 184,43**	**29 804,90**	**0,00**	**0,00**	**117 684,87**	**29 804,90**	**876 869,30**	**0,00**	**847 064,40**
28158	Autres installations, matériel et outil	0,00	515 099,38	0,00	0,00	0,00	94 385,28	0,00	609 484,66	0,00	609 484,66
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**6 493 619,34**	**32 735,30**	**0,00**	**0,00**	**547 051,10**	**32 735,30**	**7 040 670,44**	**0,00**	**7 007 935,14**
2817534	Réseaux d'électrification	0,00	1 437,60	0,00	0,00	1 797,00	359,40	1 797,00	1 797,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 281753	**0,00**	**1 437,60**	**0,00**	**0,00**	**1 797,00**	**359,40**	**1 797,00**	**1 797,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 28175	**0,00**	**1 437,60**	**0,00**	**0,00**	**1 797,00**	**359,40**	**1 797,00**	**1 797,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 2817	**0,00**	**1 437,60**	**0,00**	**0,00**	**1 797,00**	**359,40**	**1 797,00**	**1 797,00**	**0,00**	**0,00**
281828	Autres matériels de transport	0,00	129 129,98	24 182,34	0,00	1 263,00	24 220,88	25 445,34	153 350,86	0,00	127 905,52
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**129 129,98**	**24 182,34**	**0,00**	**1 263,00**	**24 220,88**	**25 445,34**	**153 350,86**	**0,00**	**127 905,52**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	161 669,35	0,00	0,00	0,00	47 255,22	0,00	208 924,57	0,00	208 924,57
281838	Autre matériel informatique	0,00	391 044,87	0,00	0,00	1 585,45	58 246,73	1 585,45	450 291,60	0,00	448 706,15
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**552 714,22**	**0,00**	**0,00**	**1 585,45**	**106 501,95**	**1 585,45**	**659 216,17**	**0,00**	**657 630,72**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	21 960,32	0,00	0,00	0,00	5 041,84	0,00	27 002,16	0,00	27 002,16
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	403 640,56	0,00	0,00	0,00	124 760,98	0,00	528 401,54	0,00	528 401,54

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**425 600,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**129 802,82**	**0,00**	**555 403,70**	**0,00**	**555 403,70**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	8 660,29	0,00	0,00	0,00	24 204,37	0,00	32 864,66	0,00	32 864,66
28186	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	870,00	0,00	870,00	0,00	870,00
28188	Autres	0,00	1 848 291,14	1 728,54	0,00	41 [illegible]	[illegible]29 570,97	1 769,61	2 138 862,11	0,00	2 137 092,50
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**2 964 396,51**	**25 910,88**	**0,00**	**[illegible]**	**[illegible]**	**28 800,40**	**3 540 567,50**	**0,00**	**3 511 767,10**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**11 366 516,17**	**58 646,18**	**0,00**	**[illegible]**	**1 509 202,78**	**63 332,70**	**12 765 718,95**	**0,00**	**12 702 386,25**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**11 843 411,18**	**58 646,18**	**0,00**	**[illegible]**	**1 547 105,36**	**63 332,70**	**13 390 516,54**	**0,00**	**13 327 183,84**
	Total classe 2	**145 458 873,52**	**14 957 724,15**	**1 229 886,64**	**[illegible]**	**[illegible]**	**2 042 507,40**	**156 070 263,91**	**16 249 539,58**	**154 262 221,14**	**16 441 496,81**
4011	Fournisseurs	0,00	0,00	5 223 175,52	[illegible]	0,00	0,00	5 223 175,52	5 223 175,52	0,00	0,00
	Sous Total compte 401	**0,00**	**0,00**	**5 223 175,52**	**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**5 223 175,52**	**5 223 175,52**	**0,00**	**0,00**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	[illegible]	9 002 693,98	0,00	0,00	9 002 693,98	9 002 693,98	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	43 966,[illegible]	[illegible]	15 870,21	0,00	0,00	11 203,86	59 837,19	0,00	48 633,33
40473	Fournisseurs d'immobilisations - Pénalit	0,00	4 530,00	1 140,00	6 900,00	0,00	0,00	4 140,00	11 430,00	0,00	7 290,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**48 496,98**	**15 343,86**	**22 770,21**	**0,00**	**0,00**	**15 343,86**	**71 267,19**	**0,00**	**55 923,33**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**48 496,98**	**9 018 037,84**	**9 025 464,19**	**0,00**	**0,00**	**9 018 037,84**	**9 073 961,17**	**0,00**	**55 923,33**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	1 492 482,63	2 903 959,61	2 328 356,78	0,00	0,00	2 903 959,61	3 820 839,39	0,00	916 879,78
	Sous Total compte 40	**0,00**	**1 540 979,61**	**17 145 172,97**	**16 576 996,47**	**0,00**	**0,00**	**17 145 172,97**	**18 117 976,08**	**0,00**	**972 803,11**
411	Redevables	76 398,09	0,00	1 332 871,35	1 336 435,53	0,00	0,00	1 409 269,44	1 336 435,53	72 833,91	0,00
414	Locataires-acquéreurs et locataires	28 080,15	0,00	116 547,08	84 377,99	0,00	0,00	144 627,23	84 377,99	60 249,24	0,00
4161	Créances douteuses	81 960,54	0,00	47 636,09	48 378,29	0,00	0,00	129 596,63	48 378,29	81 218,34	0,00
	Sous Total compte 416	**81 960,54**	**0,00**	**47 636,09**	**48 378,29**	**0,00**	**0,00**	**129 596,63**	**48 378,29**	**81 218,34**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	90 252,15	0,00	96 834,86	90 252,15	0,00	0,00	187 087,01	90 252,15	96 834,86	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 418	**90 252,15**	**0,00**	**96 834,86**	**90 252,15**	**0,00**	**0,00**	**187 087,01**	**90 252,15**	**96 834,86**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**276 690,93**	**0,00**	**1 593 889,38**	**1 559 443,96**	**0,00**	**0,00**	**1 870 580,31**	**1 559 443,96**	**311 136,35**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	5 402 050,93	5 402 050,93	0,00	0,00	5 402 050,93	5 402 050,93	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	0,00	6 417,32	6 417,32	0,00	0,00	6 417,32	6 417,32	0,00	0,00
4287	Produits à recevoir	0,00	0,00	1 282,80	0,00	0,00	0,00	1 282,80	0,00	1 282,80	0,00
	Sous Total compte 428	**0,00**	**0,00**	**1 282,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 282,80**	**0,00**	**1 282,80**	**0,00**
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**5 409 751,05**	**5 408 468,25**	**0,00**	**0,00**	**5 409 751,05**	**5 408 468,25**	**1 282,80**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	2 294 272,33	[illegible]	0,00	0,00	2 294 272,33	2 294 272,33	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	2 088 091,37	[illegible]	0,00	0,00	2 088 091,37	2 088 091,37	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	795,66	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	1 591,32	7 800,21	0,00	6 208,89
	Sous Total compte 438	**0,00**	**795,66**	**1 591,32**	**7 004,55**	**0,00**	**0,00**	**1 591,32**	**7 800,21**	**0,00**	**6 208,89**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**795,66**	**4 391 955,07**	**4 389 368,25**	**0,00**	**0,00**	**4 383 965,02**	**4 390 163,91**	**0,00**	**6 208,89**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	197 094,12	197 094,12	0,00	0,00	197 094,12	197 094,12	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**197 094,12**	**197 094,12**	**0,00**	**0,00**	**197 094,12**	**197 094,12**	**0,00**	**0,00**
44312	Recettes - Amiable	137,32	0,00	22 145,08	22 200,95	0,00	0,00	22 282,40	22 200,95	81,45	0,00
	Sous Total compte 4431	**137,32**	**0,00**	**22 145,08**	**22 200,95**	**0,00**	**0,00**	**22 282,40**	**22 200,95**	**81,45**	**0,00**
44321	Dépenses	0,00	0,00	219 918,00	219 918,00	0,00	0,00	219 918,00	219 918,00	0,00	0,00
44322	Recettes - Amiable	0,00	0,00	5 850,74	5 850,74	0,00	0,00	5 850,74	5 850,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 4432	**0,00**	**0,00**	**225 768,74**	**225 768,74**	**0,00**	**0,00**	**225 768,74**	**225 768,74**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	190 376,00	190 376,00	0,00	0,00	190 376,00	190 376,00	0,00	0,00
44332	Recettes - Amiable	0,00	0,00	4 200,00	4 200,00	0,00	0,00	4 200,00	4 200,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**194 576,00**	**194 576,00**	**0,00**	**0,00**	**194 576,00**	**194 576,00**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	159 364,28	159 364,28	0,00	0,00	159 364,28	159 364,28	0,00	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44342	Recettes - Amiable	0,01	0,00	19 386,00	19 386,01	0,00	0,00	19 386,01	19 386,01	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,01**	**0,00**	**178 750,28**	**178 750,29**	**0,00**	**0,00**	**178 750,29**	**178 750,29**	**0,00**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	131 219,19	131 219,19	0,00	0,00	131 219,19	131 219,19	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	228 472,07	0,00	56 824,25	285 296,32	0,00	0,00	285 296,32	285 296,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 4435	**228 472,07**	**0,00**	**188 043,44**	**416 515,51**	**0,00**	**0,00**	**416 515,51**	**416 515,51**	**0,00**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	2 562,36	2 562,36	0,00	0,00	2 562,36	2 562,36	0,00	0,00
44362	Recettes - Amiable	0,00	0,00	220 000,00	220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	220 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**222 562,36**	**222 562,36**	**0,00**	**0,00**	**222 562,36**	**222 562,36**	**0,00**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	304 628,40	304 628,40	0,00	0,00	304 628,40	304 628,40	0,00	0,00
44372	Recettes - Amiable	0,00	0,00	5 505,00	5 505,00	0,00	0,00	5 505,00	5 505,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**310 133,40**	**310 133,40**	**0,00**	**0,00**	**310 133,40**	**310 133,40**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	209 847,27	209 847,27	0,00	0,00	209 847,27	209 847,27	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**209 847,27**	**209 847,27**	**0,00**	**0,00**	**209 847,27**	**209 847,27**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**228 609,40**	**0,00**	**1 551 826,57**	**1 780 354,52**	**0,00**	**0,00**	**1 780 435,97**	**1 780 354,52**	**81,45**	**0,00**
4452	TVA due intracommunautaire	0,00	0,00	10 030,60	10 030,60	0,00	0,00	10 030,60	10 030,60	0,00	0,00
44562	T.V.A. sur immobilisations	0,00	0,00	9 765,32	9 765,32	0,00	0,00	9 765,32	9 765,32	0,00	0,00
44566	T.V.A. sur autres biens et services	84,01	0,00	78 739,76	78 269,78	0,00	0,00	78 823,77	78 269,78	553,99	0,00
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	103 315,00	0,00	575 177,00	520 259,00	0,00	0,00	678 492,00	520 259,00	158 233,00	0,00
	Sous Total compte 4456	**103 399,01**	**0,00**	**663 682,08**	**608 294,10**	**0,00**	**0,00**	**767 081,09**	**608 294,10**	**158 786,99**	**0,00**
44571	T.V.A. collectée	0,00	0,00	33 114,68	33 114,68	0,00	0,00	33 114,68	33 114,68	0,00	0,00
	Sous Total compte 4457	**0,00**	**0,00**	**33 114,68**	**33 114,68**	**0,00**	**0,00**	**33 114,68**	**33 114,68**	**0,00**	**0,00**
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	225,00	0,00	0,00	225,00	0,00	0,00	225,00	225,00	0,00	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4458	**225,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**	**0,00**	**0,00**	**225,00**	**225,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 445	**103 624,01**	**0,00**	**706 827,36**	**651 664,38**	**0,00**	**0,00**	**810 451,37**	**651 664,38**	**158 786,99**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	2 492,00	208 544,35	208 582,35	0,00	0,00	208 544,35	211 074,35	0,00	2 530,00
4486	Autres charges à payer	0,00	298 077,16	563 647,35	306 038,33	0,00	0,00	563 647,35	604 116,49	0,00	40 469,14
4487	Produits à recevoir	10 648,04	0,00	6 254,65	10 648,04	0,00	0,00	16 902,69	10 648,04	6 254,65	0,00
	Sous Total compte 448	**10 648,04**	**298 077,16**	**569 902,00**	**316 687,37**	**0,00**	**0,00**	**580 550,04**	**614 764,53**	**0,00**	**34 214,49**
	Sous Total compte 44	**342 881,45**	**300 569,16**	**3 234 194,40**	**3 154 332,74**	**0,00**	**0,00**	**3 577 075,85**	**3 454 901,90**	**122 123,95**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	0,00	0,00	15 100,00	[illegible]	0,00	0,00	15 100,00	15 100,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 462	**0,00**	**0,00**	**15 100,00**	**15 100,00**	**0,00**	**0,00**	**15 100,00**	**15 100,00**	**0,00**	**0,00**
4643	Vacations encaissées à reverser	0,00	1 142,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	2 802,00	3 742,00	0,00	940,00
	Sous Total compte 464	**0,00**	**1 142,00**	**2 802,00**	**2 600,00**	**0,00**	**0,00**	**2 802,00**	**3 742,00**	**0,00**	**940,00**
466	Excédents de versement	0,00	2 [illegible]	[illegible]	5 857,34	0,00	0,00	6 984,60	8 851,41	0,00	1 866,81
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	101 000,00	[illegible]	1 478 253,99	0,00	0,00	1 579 253,99	1 579 253,99	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**101 000,00**	**[illegible]**	**1 478 253,99**	**0,00**	**0,00**	**1 579 253,99**	**1 579 253,99**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	3 425,84	0,00	7 405 488,05	7 399 504,31	0,00	0,00	7 408 913,89	7 399 504,31	9 409,58	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	17 515,03	0,00	2 787,48	5 689,94	0,00	0,00	20 302,51	5 689,94	14 612,57	0,00
	Sous Total compte 4672	**20 940,87**	**0,00**	**7 408 275,53**	**7 405 194,25**	**0,00**	**0,00**	**7 429 216,40**	**7 405 194,25**	**24 022,15**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Race	0,00	0,00	10 051,30	0,00	0,00	0,00	10 051,30	0,00	10 051,30	0,00
	Sous Total compte 4675	**0,00**	**0,00**	**10 051,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 051,30**	**0,00**	**10 051,30**	**0,00**
4678	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	319,00	319,00	0,00	0,00	319,00	319,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 467	**20 940,87**	**101 000,00**	**8 997 899,82**	**8 883 767,24**	**0,00**	**0,00**	**9 018 840,69**	**8 984 767,24**	**34 073,45**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	27 788,20	55 576,40	37 370,80	0,00	0,00	55 576,40	65 159,00	0,00	9 582,60

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4687	Produits à recevoir	93 830,79	0,00	76 743,50	93 830,79	0,00	0,00	170 574,29	93 830,79	76 743,50	0,00
	Sous Total compte 468	**93 830,79**	**27 788,20**	**132 319,90**	**131 201,59**	**0,00**	**0,00**	**226 150,69**	**158 989,79**	**67 160,90**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**114 771,66**	**132 924,27**	**9 155 106,32**	**9 038 526,17**	**0,00**	**0,00**	**9 269 877,98**	**9 171 450,44**	**98 427,54**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	0,00	600 869,51	600 869,51	0,00	0,00	600 869,51	600 869,51	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	2 414,01	2 414,01	0,00	0,00	2 414,01	2 414,01	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	11 065 625,00	11 065 625,00	0,00	0,00	11 065 625,00	11 065 625,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	3 473 872,00	3 473 872,00	0,00	0,00	3 473 872,00	3 473 872,00	0,00	0,00
47134	Subventions	0,00	0,00	224 135,54	[illegible]	0,00	0,00	224 135,54	224 135,54	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	174 918,88	6 288 832,13	[illegible]	0,00	0,00	6 288 832,13	6 288 832,13	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**174 918,88**	**21 [illegible]**	**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**21 052 464,67**	**21 052 464,67**	**0,00**	**0,00**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	540,56	[illegible]	6 350,46	0,00	0,00	6 891,02	6 891,02	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	3 000,00	[illegible]	14 448,26	0,00	0,00	17 448,26	17 448,26	0,00	0,00
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**3 540,56**	**24 339,28**	**20 798,72**	**0,00**	**0,00**	**24 339,28**	**24 339,28**	**0,00**	**0,00**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	2 868,45	21 873,10	20 887,85	0,00	0,00	21 873,10	23 756,30	0,00	1 883,20
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**6 409,01**	**46 212,38**	**41 686,57**	**0,00**	**0,00**	**46 212,38**	**48 095,58**	**0,00**	**1 883,20**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra	0,00	53,56	61,34	7,78	0,00	0,00	61,34	61,34	0,00	0,00
	Sous Total compte 4717	**0,00**	**53,56**	**61,34**	**7,78**	**0,00**	**0,00**	**61,34**	**61,34**	**0,00**	**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	1 571,35	9 330 777,84	9 329 206,49	0,00	0,00	9 330 777,84	9 330 777,84	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**182 952,80**	**31 032 799,75**	**30 851 730,15**	**0,00**	**0,00**	**31 032 799,75**	**31 034 682,95**	**0,00**	**1 883,20**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	1 764 256,91	1 764 256,91	0,00	0,00	1 764 256,91	1 764 256,91	0,00	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	36 904,80	36 904,80	0,00	0,00	36 904,80	36 904,80	0,00	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**1 801 161,71**	**1 801 161,71**	**0,00**	**0,00**	**1 801 161,71**	**1 801 161,71**	**0,00**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,91	0,00	1 914,04	1 914,95	0,00	0,00	1 914,95	1 914,95	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	2 719 425,88	2 719 425,88	0,00	0,00	2 719 425,88	2 719 425,88	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,91**	**0,00**	**4 522 501,63**	**4 522 502,54**	**0,00**	**0,00**	**4 522 502,54**	**4 522 502,54**	**0,00**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	0,00	0,00	755 306,65	755 306,65	0,00	0,00	755 306,65	755 306,65	0,00	0,00
4757	Produits sur rôle	0,00	0,00	696 796,75	696 796,75	0,00	0,00	696 796,75	696 796,75	0,00	0,00
	Sous Total compte 475	**0,00**	**0,00**	**1 452 103,40**	**1 452 103,40**	**0,00**	**0,00**	**1 452 103,40**	**1 452 103,40**	**0,00**	**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	0,00	0,00	0,62	0,62	0,00	0,00	0,62	0,62	0,00	0,00
	Sous Total compte 478	**0,00**	**0,00**	**0,62**	**0,62**	**0,00**	**0,00**	**0,62**	**0,62**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,91**	**182 952,80**	**37 007 406,31**	**37 009 289,51**	**0,00**	**0,00**	**37 007 406,31**	**37 009 289,51**	**0,00**	**1 883,20**
4962	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	85 358,77	0,00	0,00	37 182,08	9 791,70	37 182,08	95 150,47	0,00	57 968,39
	Sous Total compte 496	**0,00**	**85 358,77**	**0,00**	**0,00**	**37 182,08**	**9 791,70**	**37 182,08**	**95 150,47**	**0,00**	**57 968,39**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**85 358,77**	**0,00**	**0,00**	**37 182,08**	**9 791,70**	**37 182,08**	**95 150,47**	**0,00**	**57 968,39**
	Total classe 4	**734 344,95**	**2 243 580,27**	**37 929 474,54**	**76 953 522,55**	**37 182,08**	**9 791,70**	**78 701 001,57**	**79 206 894,52**	**588 359,19**	**1 094 252,14**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	48 756,51	48 756,51	0,00	0,00	48 756,51	48 756,51	0,00	0,00
51178	Autres valeurs impayées	0,00	0,00	21 996,50	21 996,50	0,00	0,00	21 996,50	21 996,50	0,00	0,00
	Sous Total compte 5117	**0,00**	**0,00**	**21 996,50**	**21 996,50**	**0,00**	**0,00**	**21 996,50**	**21 996,50**	**0,00**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	52 755,80	0,00	588 822,75	584 655,00	0,00	0,00	641 578,55	584 655,00	56 923,55	0,00
	Sous Total compte 511	**52 755,80**	**0,00**	**659 575,76**	**655 408,01**	**0,00**	**0,00**	**712 331,56**	**655 408,01**	**56 923,55**	**0,00**
515	Compte au Trésor	5 551 696,66	0,00	29 975 462,53	29 087 104,70	0,00	0,00	35 527 159,19	29 087 104,70	6 440 054,49	0,00
	Sous Total compte 51	**5 604 452,46**	**0,00**	**30 635 038,29**	**29 742 512,71**	**0,00**	**0,00**	**36 239 490,75**	**29 742 512,71**	**6 496 978,04**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	2 321,20	0,00	27 734,97	16 125,34	0,00	0,00	30 056,17	16 125,34	13 930,83	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	550,00	0,00
	Sous Total compte 541	**2 871,20**	**0,00**	**27 734,97**	**16 125,34**	**0,00**	**0,00**	**30 606,17**	**16 125,34**	**14 480,83**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**2 871,20**	**0,00**	**27 734,97**	**16 125,34**	**0,00**	**0,00**	**30 606,17**	**16 125,34**	**14 480,83**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	1 879 623,95	1 879 623,95	0,00	0,00	1 879 623,95	1 879 623,95	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	22 338,22	22 338,22	0,00	0,00	22 338,22	22 338,22	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	9 966,39	9 966,39	0,00	0,00	9 966,39	9 966,39	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**9 966,39**	**9 966,39**	**0,00**	**0,00**	**9 966,39**	**9 966,39**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	2 123 948,74	2 123 948,74	0,00	0,00	2 123 948,74	2 123 948,74	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**4 035 877,30**	**4 035 877,30**	**0,00**	**0,00**	**4 035 877,30**	**4 035 877,30**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**5 607 323,66**	**0,00**	**34 [illegible]**	**33 794 815,35**	**0,00**	**0,00**	**40 385 974,22**	**33 794 515,35**	**6 511 458,87**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	54 246,80	0,00	54 246,80	0,00	54 246,80	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 246,80**	**0,00**	**54 246,80**	**0,00**	**54 246,80**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	116 186,30	273,71	116 186,30	273,71	115 912,59	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540 434,00	564 172,41	1 540 434,00	564 172,41	976 261,59	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	37 683,33	19 666,29	37 683,33	19 666,29	18 017,04	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 694 303,63**	**584 112,41**	**1 694 303,63**	**584 112,41**	**1 110 191,22**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 258,38	7 700,00	9 258,38	7 700,00	1 558,38	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	114 793,08	8 194,44	114 793,08	8 194,44	106 598,64	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	449 259,23	55 942,17	449 259,23	55 942,17	393 317,06	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	11 877,74	0,00	11 877,74	0,00	11 877,74	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 735,81	924,31	5 735,81	924,31	4 811,50	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 924,24**	**72 760,92**	**590 924,24**	**72 760,92**	**518 163,32**	**0,00**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	52 187,12	955,98	52 187,12	955,98	51 231,14	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	257 611,45	28 886,62	257 611,45	28 886,62	228 724,83	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	24 896,98	3 398,30	24 896,98	3 398,30	21 498,68	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	21 506,14	2 847,77	21 506,14	2 847,77	18 658,37	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 201,69**	**36 088,67**	**356 201,69**	**36 088,67**	**320 113,02**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	14 130,28	526,43	14 130,28	526,43	13 603,85	0,00
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth	0,00	0,00	0,00	0,00	13 332,95	2 140,04	13 332,95	2 140,04	11 192,91	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	64 428,81	8 670,03	64 428,81	8 670,03	55 758,78	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	39 306,01	1 401,60	39 306,01	1 401,60	37 904,41	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 772 627,61**	**705 700,10**	**2 772 627,61**	**705 700,10**	**2 066 927,51**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 826 874,41**	**705 700,10**	**2 826 874,41**	**705 700,10**	**2 121 174,31**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 032,94	150,00	16 032,94	150,00	15 882,94	0,00
61228	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	36 095,97	3 468,38	36 095,97	3 468,38	32 627,59	0,00
	Sous Total compte 6122	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 095,97**	**3 468,38**	**36 095,97**	**3 468,38**	**32 627,59**	**0,00**
	Sous Total compte 612	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 095,97**	**3 468,38**	**36 095,97**	**3 468,38**	**32 627,59**	**0,00**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	336 691,09	101 925,26	336 691,09	101 925,26	234 765,83	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	173 710,98	31 995,05	173 710,98	31 995,05	141 715,93	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**510 402,07**	**133 920,31**	**510 402,07**	**133 920,31**	**376 481,76**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**511 402,07**	**133 920,31**	**511 402,07**	**133 920,31**	**377 481,76**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	4 836,26	990,30	4 836,26	990,30	3 845,96	0,00
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	225 802,68	49 905,32	225 802,68	49 905,32	175 897,36	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	255 233,74	65 739,00	255 233,74	65 739,00	189 494,74	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	6 360,00	5 940,00	6 360,00	5 940,00	420,00	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**261 593,74**	**71 679,00**	**261 593,74**	**71 679,00**	**189 914,74**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	186 817,01	43 752,63	186 817,01	43 752,63	143 064,38	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	17 403,70	1 616,40	17 403,70	1 616,40	15 787,30	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 220,71**	**45 369,03**	**204 220,71**	**45 369,03**	**158 851,68**	**0,00**
61524	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	972,00	0,00	972,00	0,00	972,00	0,00
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**692 589,13**	**166 953,35**	**692 589,13**	**166 953,35**	**525 635,78**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	78 613,57	17 383,58	78 613,57	17 383,58	61 229,99	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	104 914,63	29 578,00	104 914,63	29 578,00	75 336,63	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**183 528,20**	**46 961,58**	**183 528,20**	**46 961,58**	**136 566,62**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	301 886,72	57 518,81	301 886,72	57 518,81	244 367,91	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 178 004,05**	**271 433,74**	**1 178 004,05**	**271 433,74**	**906 570,31**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	67 297,43	1 221,61	67 297,43	1 221,61	66 075,82	0,00
6162	Assurance obligatoire dommage-construct	0,00	0,00	0,00	0,00	125 746,13	0,00	125 746,13	0,00	125 746,13	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**193 043,56**	**1 221,61**	**193 043,56**	**1 221,61**	**191 821,95**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	38 421,38	10 048,56	38 421,38	10 048,56	28 372,82	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	3 178,82	311,11	3 178,82	311,11	2 867,71	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	33 935,67	12 650,00	33 935,67	12 650,00	21 285,67	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	108 553,87	35 276,49	108 553,87	35 276,49	73 277,38	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 668,36**	**48 237,60**	**145 668,36**	**48 237,60**	**97 430,76**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 123 504,59**	**469 470,50**	**2 123 504,59**	**469 470,50**	**1 654 034,09**	**0,00**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6215	Personnel affecté par la collectivité me	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**	**6 500,00**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	25 440,53	0,00	25 440,53	0,00	25 440,53	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 440,53**	**0,00**	**25 440,53**	**0,00**	**25 440,53**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	42 062,37	21 993,00	20 069,37	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 502,90**	**21 993,00**	**67 502,90**	**21 993,00**	**45 509,90**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	14 284,40	60 832,40	14 284,40	46 548,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	937 773,54	162 538,57	937 773,54	162 538,57	775 234,97	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	38 491,15	9 040,85	38 491,15	9 040,85	30 450,30	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	61 691,56	15 754,40	61 691,56	15 754,40	45 937,16	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 159,64	0,00	8 159,64	0,00	8 159,64	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 107 948,29**	**201 618,22**	**1 107 948,29**	**201 618,22**	**906 330,07**	**0,00**
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	94 839,34	17 459,45	94 839,34	17 459,45	77 379,89	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 489,34**	**17 459,45**	**96 489,34**	**17 459,45**	**79 029,89**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	13 538,21	527,25	13 538,21	527,25	13 010,96	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 538,21**	**527,25**	**13 538,21**	**527,25**	**13 010,96**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	41 098,97	12 442,80	41 098,97	12 442,80	28 656,17	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	87 646,91	1 957,38	87 646,91	1 957,38	85 689,53	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**128 745,88**	**14 400,18**	**128 745,88**	**14 400,18**	**114 345,70**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	8 926,93	0,00	8 926,93	0,00	8 926,93	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	17 201,27	40,00	17 201,27	40,00	17 161,27	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	69 236,99	31 034,32	69 236,99	31 034,32	38 202,67	0,00
62873	Au CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	22 330,00	0,00	22 330,00	0,00	22 330,00	0,00
62875	Aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	187 945,54	0,00	187 945,54	0,00	187 945,54	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	75 194,19	75 194,19	75 194,19	75 194,19	0,00	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**[illegible] 469,73**	**75 194,19**	**285 469,73**	**75 194,19**	**210 275,54**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	43 263,78	217 066,63	43 263,78	173 802,85	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**[illegible]**	**149 532,29**	**588 974,62**	**149 532,29**	**439 442,33**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 [illegible] 626,17**	**405 530,39**	**2 018 626,17**	**405 530,39**	**1 613 095,78**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	98 190,81	0,00	98 190,81	0,00	98 190,81	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	27 283,11	0,00	27 283,11	0,00	27 283,11	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	98 110,00	0,00	98 110,00	0,00	98 110,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	16 362,51	0,00	16 362,51	0,00	16 362,51	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**239 936,43**	**0,00**	**239 936,43**	**0,00**	**239 936,43**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	60 328,36	0,00	60 328,36	0,00	60 328,36	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 328,36**	**0,00**	**60 328,36**	**0,00**	**60 328,36**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	607,76	0,00	607,76	0,00	607,76	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	274,00	0,00	274,00	0,00	274,00	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 210,12**	**0,00**	**61 210,12**	**0,00**	**61 210,12**	**0,00**
6378	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	147 709,83	26 962,73	147 709,83	26 962,73	120 747,10	0,00
	Sous Total compte 637	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 709,83**	**26 962,73**	**147 709,83**	**26 962,73**	**120 747,10**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**448 856,38**	**26 962,73**	**448 856,38**	**26 962,73**	**421 893,65**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	3 537 481,22	4 000,00	3 537 481,22	4 000,00	3 533 481,22	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	73 748,00	0,00	73 748,00	0,00	73 748,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	41 074,27	0,00	41 074,27	0,00	41 074,27	0,00
64116	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	27 434,90	13 787,96	27 434,90	13 787,96	13 646,94	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	1 316 156,12	0,00	1 316 156,12	0,00	1 316 156,12	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 995 894,51**	**17 787,96**	**4 995 894,51**	**17 787,96**	**4 978 106,55**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 461 084,76	0,00	1 461 084,76	0,00	1 461 084,76	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	23 669,67	0,00	23 669,67	0,00	23 669,67	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	15 800,95	4 000,00	15 800,95	4 000,00	11 800,95	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	425 641,49	0,00	425 641,49	0,00	425 641,49	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 926 196,87**	**4 000,00**	**1 926 196,87**	**4 000,00**	**1 922 196,87**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 367,10	0,00	24 367,10	0,00	24 367,10
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 922 091,38**	**46 155,06**	**6 922 091,38**	**46 155,06**	**6 875 936,32**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 133 045,17	0,00	1 133 045,17	0,00	1 133 045,17	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 305 745,27	0,00	1 305 745,27	0,00	1 305 745,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	64 095,23	0,00	64 095,23	0,00	64 095,23	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	43 056,34	0,00	43 056,34	0,00	43 056,34	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	7 614,00	0,00	7 614,00	0,00	7 614,00	0,00
6458	Cotisations aux autres organismes sociau	0,00	0,00	0,00	0,00	56 823,66	795,66	56 823,66	795,66	56 028,00	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 610 379,67**	**795,66**	**2 610 379,67**	**795,66**	**2 609 584,01**	**0,00**
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00	0,00	915,00	0,00	915,00	0,00	915,00	0,00
64731	Versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	86 943,34	0,00	86 943,34	0,00	86 943,34	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 6473	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 943,34**	**0,00**	**86 943,34**	**0,00**	**86 943,34**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	35 182,39	0,00	35 182,39	0,00	35 182,39	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	25 032,77	25 032,77	25 032,77	25 032,77	0,00	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 073,50**	**25 032,77**	**148 073,50**	**25 032,77**	**123 040,73**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	36 245,27	0,00	36 245,27	0,00	36 245,27	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 245,27**	**0,00**	**36 245,27**	**0,00**	**36 245,27**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 716 789,82**	**71 983,49**	**9 716 789,82**	**71 983,49**	**9 644 806,33**	**0,00**
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	27 606,00	0,00	27 606,00	0,00	27 606,00	0,00
	Sous Total compte 6513	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**
	Sous Total compte 651	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**	**27 606,00**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	181 729,20	0,00	181 729,20	0,00	181 729,20	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00	230,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	15 373,43	0,00	15 373,43	0,00	15 373,43	0,00
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p	0,00	0,00	0,00	0,00	15 498,54	0,00	15 498,54	0,00	15 498,54	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**	**212 831,17**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	9 966,39	0,00	9 966,39	0,00	9 966,39	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 966,39**	**0,00**	**9 966,39**	**0,00**	**9 966,39**	**0,00**
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	61 147,12	0,00	61 147,12	0,00	61 147,12	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**	**61 147,12**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	278 894,62	0,00	278 894,62	0,00	278 894,62	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**278 894,62**	**0,00**	**278 894,62**	**0,00**	**278 894,62**	**0,00**
657382	Organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00
	Sous Total compte 65738	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**281 894,62**	**0,00**	**281 894,62**	**0,00**	**281 894,62**	**0,00**
65741	Ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0,00	105,00	0,00	105,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	759 351,00	0,00	759 351,00	0,00	759 351,00	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**759 456,00**	**0,00**	**759 456,00**	**0,00**	**759 456,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 041 350,62**	**0,00**	**1 041 350,62**	**0,00**	**1 041 350,62**	**0,00**
6583	Pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175,62	0,00	1 175,62	0,00	1 175,62	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	48 747,74	2 228,18	48 747,74	2 228,18	46 519,56	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 749,74**	**2 228,18**	**48 749,74**	**2 228,18**	**46 521,56**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 925,36**	**2 228,18**	**49 925,36**	**2 228,18**	**47 697,18**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 402 826,66**	**2 228,18**	**1 402 826,66**	**2 228,18**	**1 400 598,48**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	457 141,96	0,00	457 141,96	0,00	457 141,96	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	73 022,21	43 116,99	73 022,21	43 116,99	29 905,22	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**530 164,17**	**43 116,99**	**530 164,17**	**43 116,99**	**487 047,18**	**0,00**
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 015,97	0,00	2 015,97	0,00	2 015,97	0,00
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**532 180,14**	**43 116,99**	**532 180,14**	**43 116,99**	**489 063,15**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**532 180,14**	**43 116,99**	**532 180,14**	**43 116,99**	**489 063,15**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	4 290,78	0,00	4 290,78	0,00	4 290,78	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	14 840,45	0,00	14 840,45	0,00	14 840,45	0,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 296,64	0,00	1 296,64	0,00	1 296,64	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 296,64**	**0,00**	**1 296,64**	**0,00**	**1 296,64**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 427,87**	**0,00**	**20 427,87**	**0,00**	**20 427,87**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 545 478,84	1 263,00	1 545 478,84	1 263,00	1 544 215,84	0,00
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c	0,00	0,00	0,00	0,00	9 791,70	0,00	9 791,70	0,00	9 791,70	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 270,54**	**1 263,00**	**1 555 270,54**	**1 263,00**	**1 554 007,54**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 270,54**	**1 263,00**	**1 555 270,54**	**1 263,00**	**1 554 007,54**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 645 356,58**	**1 726 255,38**	**20 645 356,58**	**1 726 255,38**	**18 943 468,30**	**24 367,10**
7023	Menus produits forestiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00	1 440,00	0,00	1 440,00
	Sous Total compte 702	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440,00**	**0,00**	**1 440,00**	**0,00**	**1 440,00**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 920,00	0,00	42 920,00	0,00	42 920,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	17 332,00	32 468,00	17 332,00	32 468,00	0,00	15 136,00
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 332,00**	**75 388,00**	**17 332,00**	**75 388,00**	**0,00**	**58 056,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00	124 106,00	56 000,00	124 106,00	0,00	68 106,00
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 000,00**	**124 106,00**	**56 000,00**	**124 106,00**	**0,00**	**68 106,00**
7035	Locations de droits de chasse et de pêch	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 803,94	0,00	1 803,94	0,00	1 803,94
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00	0,00	15 975,00
	Sous Total compte 7038	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 975,00**	**0,00**	**15 975,00**	**0,00**	**15 975,00**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 332,00**	**217 272,94**	**73 332,00**	**217 272,94**	**0,00**	**143 940,94**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	43 832,87	574 524,73	43 832,87	574 524,73	0,00	530 691,86
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 162,70	103 610,10	3 162,70	103 610,10	0,00	100 447,40

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 162,70**	**103 610,10**	**3 162,70**	**103 610,10**	**0,00**	**100 447,40**
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	44 156,30	573 971,70	44 156,30	573 971,70	0,00	529 815,40
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**91 151,87**	**1 252 106,53**	**91 151,87**	**1 252 106,53**	**0,00**	**1 160 954,66**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	412,08	5 752,32	412,08	5 752,32	0,00	5 340,24
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412,08**	**5 752,32**	**412,08**	**5 752,32**	**0,00**	**5 340,24**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	2 821,00	0,00	2 821,00	0,00	2 821,00
70841	à la collectivité de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 824,25	0,00	56 824,25	0,00	56 824,25
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 824,25**	**0,00**	**276 824,25**	**0,00**	**276 824,25**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 505,00	0,00	5 505,00	0,00	5 505,00
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 655,19	0,00	8 655,19	0,00	8 655,19
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 160,19**	**0,00**	**14 160,19**	**0,00**	**14 160,19**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**293 805,44**	**0,00**	**293 805,44**	**0,00**	**293 805,44**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 895,95**	**1 770 377,23**	**164 895,95**	**1 770 377,23**	**0,00**	**1 605 481,28**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 408,46	0,00	26 408,46	0,00	26 408,46
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 408,46**	**0,00**	**26 408,46**	**0,00**	**26 408,46**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 838 247,00	0,00	10 838 247,00	0,00	10 838 247,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 753,00	0,00	6 753,00	0,00	6 753,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 845 000,00**	**0,00**	**10 845 000,00**	**0,00**	**10 845 000,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	681 126,00	0,00	681 126,00	0,00	681 126,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**681 126,00**	**0,00**	**681 126,00**	**0,00**	**681 126,00**
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 705,00	0,00	9 705,00	0,00	9 705,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 705,00**	**0,00**	**9 705,00**	**0,00**	**9 705,00**
73141	Accise sur l'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	164,04	263 859,04	164,04	263 859,04	0,00	263 695,00
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164,04**	**263 859,04**	**164,04**	**263 859,04**	**0,00**	**263 695,00**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	1 108,00	24 743,00	1 108,00	24 743,00	0,00	23 635,00
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 108,00**	**24 743,00**	**1 108,00**	**24 743,00**	**0,00**	**23 635,00**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 002,09	0,00	19 002,09	0,00	19 002,09
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 002,09**	**0,00**	**19 002,09**	**0,00**	**19 002,09**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 272,04**	**11 843 435,13**	**1 272,04**	**11 843 435,13**	**0,00**	**11 842 163,09**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 151 465,76	0,00	2 151 465,76	0,00	2 151 465,76
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 151 465,76**	**0,00**	**2 151 465,76**	**0,00**	**2 151 465,76**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 616,00	0,00	160 616,00	0,00	160 616,00
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 616,00**	**0,00**	**160 616,00**	**0,00**	**160 616,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 312 081,76**	**0,00**	**2 312 081,76**	**0,00**	**2 312 081,76**
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	410 294,00	190 376,00	410 294,00	190 376,00	219 918,00	0,00
	Sous Total compte 73921	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**410 294,00**	**190 376,00**	**410 294,00**	**190 376,00**	**219 918,00**	**0,00**
739222	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	105 549,00	0,00	105 549,00	0,00	105 549,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**	**105 549,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**515 843,00**	**190 376,00**	**515 843,00**	**190 376,00**	**325 467,00**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**515 843,00**	**190 376,00**	**515 843,00**	**190 376,00**	**325 467,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**517 115,04**	**14 345 892,89**	**517 115,04**	**14 345 892,89**	**0,00**	**13 828 777,85**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 211 038,00	0,00	2 211 038,00	0,00	2 211 038,00

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	959 826,00	0,00	959 826,00	0,00	959 826,00
741127	Dotation nationale de péréquation (DNP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	303 008,00	0,00	303 008,00	0,00	303 008,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 262 834,00**	**0,00**	**1 262 834,00**	**0,00**	**1 262 834,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 473 872,00**	**0,00**	**3 473 872,00**	**0,00**	**3 473 872,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 473 872,00**	**0,00**	**3 473 872,00**	**0,00**	**3 473 872,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 345,02	0,00	31 345,02	0,00	31 345,02
74611	DGD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 967,00	0,00	2 967,00	0,00	2 967,00
	Sous Total compte 7461	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 967,00**	**0,00**	**2 967,00**	**0,00**	**2 967,00**
	Sous Total compte 746	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 967,00**	**0,00**	**2 967,00**	**0,00**	**2 967,00**
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 635,00	0,00	6 635,00	0,00	6 635,00
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 635,00**	**0,00**	**6 635,00**	**0,00**	**6 635,00**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	10 000,00	5 000,00	10 000,00	0,00	5 000,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00	100 089,41	4 200,00	100 089,41	0,00	95 889,41
74741	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 914,00	0,00	18 914,00	0,00	18 914,00
74748	Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	472,00	0,00	472,00	0,00	472,00
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 386,00**	**0,00**	**19 386,00**	**0,00**	**19 386,00**
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	16 704,96	63 927,04	16 704,96	63 927,04	0,00	47 222,08
	Sous Total compte 74781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 704,96**	**63 927,04**	**16 704,96**	**63 927,04**	**0,00**	**47 222,08**
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 284,00	348 358,34	1 284,00	348 358,34	0,00	347 074,34
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 284,00**	**348 358,34**	**1 284,00**	**348 358,34**	**0,00**	**347 074,34**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 988,96**	**412 285,38**	**17 988,96**	**412 285,38**	**0,00**	**394 296,42**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 188,96**	**548 405,79**	**27 188,96**	**548 405,79**	**0,00**	**521 216,83**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 341,00	10 341,00	10 341,00	10 341,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 74831	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 341,00**	**10 341,00**	**10 341,00**	**10 341,00**	**0,00**	**0,00**
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 763,00	0,00	262 763,00	0,00	262 763,00
74836	Attribution du fonds départemental de pé	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]244,31	0,00	60 244,31	0,00	60 244,31
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]69,00	0,00	469,00	0,00	469,00
	Sous Total compte 74838	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**469,00**	**0,00**	**469,00**	**0,00**	**469,00**
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 341,00**	**333 817,31**	**10 341,00**	**333 817,31**	**0,00**	**323 476,31**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 223,00	0,00	3 223,00	0,00	3 223,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 679,00	0,00	24 679,00	0,00	24 679,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 782,37	0,00	3 782,37	0,00	3 782,37
	Sous Total compte 7488	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 782,37**	**0,00**	**3 782,37**	**0,00**	**3 782,37**
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 341,00**	**365 501,68**	**10 341,00**	**365 501,68**	**0,00**	**355 160,68**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 529,96**	**4 422 091,49**	**37 529,96**	**4 422 091,49**	**0,00**	**4 384 561,53**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 685,83	212 216,20	2 685,83	212 216,20	0,00	209 530,37
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,00	0,00	4 750,00	0,00	4 750,00
75813	Redevances versées par les fermiers et c	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 669,45	0,00	12 669,45	0,00	12 669,45
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 669,45**	**0,00**	**12 669,45**	**0,00**	**12 669,45**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,20	0,00	7,20	0,00	7,20
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	2 459,96	578 101,90	2 459,96	578 101,90	0,00	575 641,94
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 459,96**	**578 101,90**	**2 459,96**	**578 101,90**	**0,00**	**575 641,94**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 459,96**	**590 778,55**	**2 459,96**	**590 778,55**	**0,00**	**588 318,59**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 145,79**	**807 744,75**	**5 145,79**	**807 744,75**	**0,00**	**802 598,96**

PROJET

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Balance des comptes	D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 100,00	0,00	15 100,00	0,00	15 100,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,09	0,00	1 037,09	0,00	1 037,09
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 037,09**	**0,00**	**1 037,09**	**0,00**	**1 037,09**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 197,97	0,00	3 197,97	0,00	3 197,97
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 335,06**	**0,00**	**19 335,06**	**0,00**	**19 335,06**
7811	Reprises sur amortissements des immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 797,00	0,00	1 797,00	0,00	1 797,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 182,08	0,00	37 182,08	0,00	37 182,08
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 979,08**	**0,00**	**38 979,08**	**0,00**	**38 979,08**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 979,08**	**0,00**	**38 979,08**	**0,00**	**38 979,08**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**724 686,74**	**21 430 828,96**	**724 686,74**	**21 430 828,96**	**325 467,00**	**21 031 609,22**
	Total général	**152 868 507,56**	**152 868 507,56**	**118 184 165,94**	**114 129 542,08**	**32 540 995,80**	**36 575 558,46**	**303 573 608,10**	**303 573 608,10**	**181 706 989,57**	**181 706 989,57**

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 543 584,04**	**345 663,56**	**0,00**	**124 316,81**	**4 105 326,63**	**1 555 083,81**	**23 066,80**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 543 584,04	0,00	0,00	0,00	0,00	2 488,68	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	25 511,69	0,00	0,00	0,00	25 926,25	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	299 366,85	0,00	124 316,81	28 284,72	243 196,04	21 066,80	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	20 785,32	0,00	0,00	4 077 041,91	1 283 472,84	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**9 805 894,06**	**0,00**	**0,00**	**19 245,00**	**711 100,06**	**893 435,31**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 742 894,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	63 000,00	0,00	0,00	19 245,00	711 100,06	675 116,87	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 620,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 698,44	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	**1 887 906,57**	**0,00**	**27 623,20**	**1 250 028,14**		**10 862 599,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	201 587,27	0,00	0,00	0,00		1 747 889,99
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	38 343,00	0,00	0,00	7 116,00		96 896,94
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000,00
21	Immobilisations corporelles	94 475,08	0,00	27 623,20	98 820,23		938 149,73
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 433 481,22	0,00	0,00	1 143 091,91		7 957 882,90
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	**0 258,95**	**0,00**	**0,00**	**173 666,60**		**11 609 599,97**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 742 894,05
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	150 541,60		1 619 003,53
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		7 002 820,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	21 125,00		21 125,00
21	Immobilisations corporelles	6 258,95	0,00	0,00	0,00		6 258,95
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	2 000,00		217 698,44
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**978 891,30**	**5 236 047,04**	**0,00**	**451 110,82**	**2 793 144,94**	**3 345 734,15**	**1 206 237,13**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	1 882 453,96	0,00	40 954,64	868 448,91	1 823 656,63	134 533,32	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	120 113,84	3 120 508,73	0,00	410 [illegible]5	1 917 295,71	1 049 905,83	496 208,19	0,00
014	Atténuations de produits	325 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	41 972,50	233 084,35	0,00	[illegible]	7 400,32	472 171,69	575 495,62	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	487 047,18	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	4 290,78	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**18 220 845,92**	**678 310,40**	**0,00**	**24 453,18**	**655 435,20**	**1 049 232,58**	**12 140,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	[illegible]	0,00	0,00	529 815,40	639 956,85	5 505,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 312 081,76	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 554 833,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	11 824,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 831 191,33	47 963,94	0,00	0,00	125 619,80	287 355,19	6 635,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	507 639,74	6 003,79	0,00	24 453,18	0,00	110 096,54	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	15 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 234 403,60**	**0,00**	**1 303 207,02**	**150 015,47**		**17 698 790,67**
011	Charges à caractère général	0,00	473 339,10	0,00	190 331,04	150 015,47		5 563 761,40
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 759 048,53	0,00	1 042 401,98	0,00		9 915 609,86
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		325 467,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	[illegible]	70 474,00	0,00		1 400 598,48
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	2 015,97	[illegible]	0,00	0,00		488 063,15
67	Charges spécifiques	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00		4 290,78
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**122 072,58**	**28 789,00**	**110 451,22**	**74 313,84**		**20 986 353,72**
013	Atténuations de charges	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00		24 367,10
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	[illegible]	[illegible]	16 978,00	3 243,94	62 541,44		1 605 481,28
73	Impôts et taxes	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00		2 312 081,76
731	Fiscalité locale	[illegible]	0,00	11 811,00	0,00	0,00		11 842 183,09
74	Dotations et participations	[illegible]	0,00	0,00	86 396,27	0,00		4 384 561,53
75	Autres produits de gestion courante	[illegible]	121 822,30	0,00	20 811,01	11 772,40		802 598,96
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 100,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 162 611,76	11 132 817,74	6 832 283,82	2 197 510,20
RECETTES	20 162 611,76	13 380 340,18	1 783 704,91	4 998 566,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	22 732 863,91	19 268 935,30	0,00	3 463 928,61
RECETTES	22 732 863,91	21 055 976,32	0,00	1 676 887,59

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 162 611,76	11 132 817,74	6 832 283,82	2 197 510,20
RECETTES	20 162 611,76	13 380 340,18	1 783 704,91	4 998 566,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	22 732 863,91	19 268 935,30	0,00	3 463 928,61
RECETTES	22 732 863,91	21 055 976,32	0,00	1 676 887,59

(1) Y compris les rattachements.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	A3

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	[illegible]	11 132 817,74	6 832 283,82	2 197 510,20
RECETTES	[illegible]	13 380 340,18	1 783 704,91	4 998 566,67
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	[illegible]3,91	19 268 935,30	0,00	3 463 928,61
RECETTES	22 732 863,91	21 055 976,32	0,00	1 676 887,59
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**42 895 475,67**	**30 401 753,04**	**6 832 283,82**	**5 661 438,81**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**42 895 475,67**	**34 436 316,50**	**1 783 704,91**	**6 675 454,26**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					29 231 198,00									
1641 Emprunts en euros (total)					29 231 198,00									
00042711201 (00042711201)	Crédit Mutuel	27/12/2022	2022-12-27	28/02/2023	500 000,00	F	FIXE	2,900	2,945		T	P	O	A-1
10278 00180 00030023[illegible] 04 (Y000	Crédit Mutuel	17/10/2011	2012-02-01	30/04/2012	500 000,00	[illegible]	[illegible] STRUCTURES	2,642	2,530		T	P	O	A-1
1236857 (Y1236857)	Caisse des Dépôts et Consignation	11/12/2012	2013-01-16	01/02/2014	[illegible]	V	LIVRETA	3,250	2,031		A	C	O	A-1
427112-06 (2018001)	Crédit Mutuel	23/10/2018	2018-12-27	31/01/2019	400 000,00	F	FIXE	1,180	1,199		T	C	O	A-1
427112-003-03 (Y6049032646)	Landesbank Saar	22/07/2014	2014-07-31	31/10/2014	2 663 620,00	V	EURIBOR03M	1,559	1,168		T	C	O	A-1
6040003032 (Y6040032032)	Landesbank Saar	13/09/2013	2013-11-25	25/02/2014	1 183 000,00	V	EURIBOR03M	2,117	1,795		T	C	O	A-1
86451508859 (Y451508859)	Crédit Agricole	29/12/2009	2010-04-24	24/07/2010	1 667 000,00	V	EURIBOR03M	1,042	0,527		T	C	O	A-1
86473874195 (201801)	Crédit Agricole	19/12/2019	2019-12-31	31/03/2020	1 000 000,00	F	FIXE	0,640	0,648		T	P	O	A-1
9067934 (Y9097934)	Caisse d'Epargne	03/10/2012	2013-03-05	05/08/2013	2 714 800,00	F	FIXE	4,090	4,299		T	P	O	A-1
C725757 (GEE2304B)	Crédit Foncier	05/12/2023	2023-12-14	14/03/2024	3 200 000,00	F	FIXE	3,950	4,025		T	C	O	A-1

PROJET

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
C729440 (YGEE2404V)	Crédit Foncier	18/12/2024	2024-12-23	23/03/2025	3 200 000,00	F	FIXE	3,270	3,327		T	C	O	A-1
MON522340UR (YMON500028)	Caisse Française de Financement Local	10/04/2015	2015-04-17	01/06/2015	1 870 000,00	V	EURIBOR03M	1,034	1,318		T	P	O	A-1
MON552826EUR (252501)	Caisse Française de Financement Local	03/07/2025	2025-07-25	01/11/2025	7 000 000,00	F	FIXE	3,450	3,509		T	C	O	A-1
Y000000001 (Y000000001)	Crédit Agricole	30/12/2010	2011-05-31	31/05/2012	1 555 000,00	V	EURIBOR03M	1,960	[illegible]		A	C	O	A-1
Y000000004 (Y000000004)	Crédit Agricole	30/12/2010	2011-05-31	31/05/2012	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	[illegible]	[illegible]		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									

PROJET

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total(9))					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**29 231 196,04**									

PROJET

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : prefixé (c'est-à-dire un taux [illegible] pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**17 594 574,12**					**1 543 584,05**	**457 141,96**	**0,00**	**74 966,62**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		17 594 574,12					1 543 584,05	457 141,96	0,00	74 966,62
00042711201 (00042711201)	N	0,00	A-1	416 546,00	[illegible]	F	[illegible]	2,900	28 625,57	12 600,55	0,00	1 073,76
10278 00160 00030234964 (Y000	N	0,00	A-1	185 736,[illegible]	[illegible]	F	CMS STRUCTURES	4,009	26 945,84	8 153,50	0,00	1 123,14
1236857 (Y1236857)	N	0,00	A-1	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	4,000	38 888,90	14 000,00	0,00	9 679,39
427112 06 (2018001)	N	0,00	A-1	[illegible]	[illegible]	F	FIXE	1,180	26 666,68	2 714,00	0,00	424,11
427112-003-03 (Y804002848)	N	0,00	A-1	[illegible]	8,58	V	EURIBOR03M	3,820	177 574,68	30 272,26	0,00	3 917,59
804002032 (Y804002032)	N	0,00	A-1	[illegible]	2,91	V	EURIBOR03M	4,300	78 866,68	12 550,22	0,00	969,80
86451508859 (Y451508859)	N	0,00	A-1	[illegible]975,00	4,32	V	EURIBOR03M	2,837	83 350,00	12 388,06	0,00	1 753,31
86473874186 (201901)	N	0,00	A-1	[illegible]471,99	9,00	F	FIXE	0,640	85 784,31	4 176,81	0,00	10,87
9097934 (Y9097934)	N	0,00	A-1	534 746,55	2,10	F	FIXE	4,337	214 033,39	29 007,77	0,00	3 641,30
C725757 (GEE2304B)	N	0,00	A-1	2 773 333,36	12,96	F	FIXE	3,950	213 333,32	114 813,33	0,00	5 477,33
C729440 (YGEE2404Y)	N	0,00	A-1	2 586 666,68	13,88	F	FIXE	3,270	213 333,32	102 024,00	0,00	2 441,60
MON522340UR (YMON503028)	N	0,00	A-1	634 215,24	4,34	V	EURIBOR03M	3,494	131 764,69	25 526,71	0,00	3 309,90
MON552826EUR (202901)	N	0,00	A-1	6 883 333,33	14,59	F	FIXE	3,450	116 666,67	64 400,00	0,00	39 364,06
Y000000001 (Y000000001)	N	0,00	A-1	466 500,00	5,42	V	EURIBOR03M	2,888	77 750,00	14 919,94	0,00	1 089,69
Y000000004 (Y000000004)	N	0,00	A-1	300 000,00	5,42	V	EURIBOR03M	2,888	50 000,00	9 594,81	0,00	700,77
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		[illegible]					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		[illegible]					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**[illegible]**					**1 543 584,05**	**457 141,56**	**0,00**	**74 966,62**

PROJET

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement [illegible] pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations [illegible].

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire [illegible] du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (produit [illegible] ou un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	15	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 594 574,12	0,00	[illegible]	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	[illegible]	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	[illegible]	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	[illegible]	0	0	0	
	% de l'encours	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		30-11-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Cheptel	5	01/01/2000
L	BATIMENTS PRIVES	60	01/01/2000
L	Matériel de transport	10	30/11/2022
L	Analyses et mesures	10	30/11/2022
L	Ameublement	5	30/11/2022
L	Logiciels	2	30/11/2022
L	Matériel de monétique	5	30/11/2022
L	Matériel audiovisuel	5	30/11/2022
L	Matériel d'expo, d'affichage et signalét	10	30/11/2022
L	Chauffage sanitaire	10	30/11/2022
L	Entretien nettoyage	5	30/11/2022
L	Suv.équip.versées inf.20 000 ?	1	30/11/2022
L	Hébergement, hôtellerie	10	30/11/2022
L	Restauration - Equipement cuisine	10	30/11/2022
L	Installations de voirie	10	30/11/2022
L	Matériel lié au stationnement	15	30/11/2022
L	Plan local d'urbanisme sup.100 000 ?	10	30/11/2022
L	Autre matériel et outillage Atelier	15	30/11/2022
L	Autre matériel et outillage Garage	15	30/11/2022
L	Agriculture et environnement	10	30/11/2022
L	Gymnastique	15	30/11/2022
L	Frais d'études	5	30/11/2022
L	Frais d'insertion	5	30/11/2022
L	Matériel de bureau	5	30/11/2022
L	Subv.équip.versées inf.100 000 ?	5	30/11/2022
L	Subv.équip.versées sup.100 000 ?	15	30/11/2022
L	Matériel technique incendie et défense civile	10	30/11/2022
L	Police	10	30/11/2022
L	Equipement de puériculture	10	30/11/2022
L	Matériel de voirie	15	30/11/2022

PROJET

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Plan local d'urbanisme	5	30/11/2022
L	Matériel roulant	15	30/11/2022
L	Matériel de plein-air ou de gymnase	15	30/11/2022
L	Matériel aérien	15	30/11/2022
L	Autres matériel sport, loisir, tourisme	15	30/11/2022
L	Restauration - Mobilier de restauration	15	30/11/2022
L	Mobilier	15	30/11/2022
L	Matériel informatique	3	30/11/2022
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	20	30/11/2022
L	Matériel télésurveillance et téléalarme	10	30/11/2022
L	Reproduction, imprimerie	5	30/11/2022
L	Autres agencements et aménagements de te	30	30/11/2022
L	Matériel de téléphonie	2	30/11/2022
L	Musique, peinture et spectacle	10	30/11/2022
L	Bibliothèque, médiathèque, archives	10	30/11/2022
L	Mat. établis. sociaux & médico-sociaux	10	30/11/2022
L	Entretien ménager	10	30/11/2022
L	Eclairage public, électricité	10	30/11/2022
L	Sport nautique	15	30/11/2022

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		85 358,77	9 791,70	37 182,08	57 968,39
Provisions pour litiges		48 176,69	0,00	0,00	48 176,69
Litiges au titre acte juridique	29/09/2021	48 176,69	0,00	0,00	48 176,69
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		37 182,08	9 791,70	37 182,08	9 791,70
Créances douteuses	19/12/2017	37 182,08	9 791,70	37 182,08	9 791,70
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		85 358,77	9 791,70	37 182,08	57 968,39
TOTAL PROVISIONS		85 358,77	9 791,70	37 182,08	57 968,39

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	33 283 918,72	24 677 433,65	2 210 929,99
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 600 000,00**	**2 043 362,91**											**67 410,09**	**593 157,03**
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	2025	C	Concession Zac de la Tuilerie	La banque Postale	1 200 000,00	[illegible]	[illegible]	T	F	FIXE	3,348	F	FIXE	3,310	A-1		21 887,38	150 000,00
Sodevam	2020	P	ZAC DE LA TUILERIE	Caisse d'Epargne	1 200 000,00	1 [illegible] 0,91	0,59	T	F	FIXE	0,721	F	FIXE	0,700	A-1		1 962,71	303 157,03
Sodevam	2024	C	Concession Zac de la Tuilerie	La banque Postale	1 200 000,00	840 000,00	3,29	T	F	FIXE	4,470	F	FIXE	4,400	A-1		43 560,00	240 000,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**29 683 918,72**	**22 634 136,74**											**765 563,57**	**784 799,38**
3F GRAND EST	2007	P	Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	341 567,00	266 457,92	31,84	A	V	LIVRETA	2,225	V	LIVRETA	3,900	A-1		10 543,70	3 893,34
3F GRAND EST	2007	P	Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	1 548 911,00	1 048 354,77	21,84	A	V	LIVRETA	2,312	V	LIVRETA	3,900	A-1		42 009,52	28 812,41

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2008	P	Regroupement - Réaménagement des prêts 0433315 et 0456479	Caisse des Dépôts et de Consignations	741 068,89	296 705,24	7,50	A	V	LIVRETA	2,634	V	LIVRETA	4,330	A-1		13 447,72	29 192,51
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 30 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	538 113,93	410 728,34	26,84	A	V	LIVRETA	1,184	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 014,67	6 345,73
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 30 logements (part foncière) ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	134 050,32	111 776,21	36,84	A	V	LIVRETA	1,184	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 048,82	690,97
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 5 logements ZAC Olympe II 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	78 078,84	67 051,34	26,84	A	V	LIVRETA	1,184	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 627,10	1 059,40
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 8 logements (part foncière) ZAC Olympe II 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	20 505,39	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,207	V	LIVRETA	2,800	A-1		463,45	147,85
3F GRAND EST	2016	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	499 354,50	[illegible]	32,17	A	V	LIVRETA	2,607	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 213,92	760,95
3F GRAND EST	2016	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	351 526,25	326 175,03	42,17	A	V	LIVRETA	2,674	V	LIVRETA	3,600	A-1		10 155,37	0,00
3F GRAND EST	2017	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	308 938,25	272 351,13	32,17	A	V	LIVRETA	0,540	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 984,55	1 382,74
3F GRAND EST	2017	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	124 788,50	114 196,14	42,17	A	V	LIVRETA	1,851	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 001,56	0,00
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	199 602,90	187 127,86	35,00	A	V	LIVRETA	2,693	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 402,10	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	119 097,17	115 155,96	45,00	A	V	LIVRETA	3,203	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 398,86	0,00
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	110 540,67	103 628,98	35,00	A	V	LIVRETA	1,[illegible]	V	LIVRETA	2,600	A-1		2 914,83	272,19
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	66 962,59	64 061,74	45,00	A	V	[illegible]	[illegible]	[illegible]	LIVRETA	2,600	A-1		1 585,68	0,00
3F GRAND EST	2020	C	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	30 000,00	30 000,00	33,50	[illegible]	[illegible]	[illegible]	0,372	F	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
BATIGERE SAREL	2008	P	Construction de 31 logements ZAC de la Brasserie 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	2 600 000,00	1 530 [illegible]	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	2,811	V	LIVRETA	4,000	A-1		62 847,71	40 201,85
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	28 [illegible]	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,110	V	LIVRETA	2,600	A-1		734,70	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	32 600,00	[illegible] 447,30	45,17	A	V	LIVRETA	2,103	V	LIVRETA	2,600	A-1		739,99	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	71 750,00	72 559,72	37,17	A	V	LIVRETA	2,822	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 364,80	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	61 500,00	59 926,32	45,17	A	V	LIVRETA	2,868	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 694,42	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	63 750,00	64 066,87	20,17	A	F	FIXE	0,477	F	FIXE	0,510	A-1		288,26	3 434,25
BATIGERE SAREL	2021	C	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	21 250,00	21 250,00	35,17	A	V	LIVRETA	0,984	V	LIVRETA	3,600	A-1		0,00	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	169 525,00	53 026,48	29,00	A	V	LIVRETA	0,370	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 498,64	498,52
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	117 625,00	99 603,37	39,00	A	V	LIVRETA	[illegible]	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 792,45	127,12
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	238 750,00	88 084,31	29,00	A	[illegible]	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 433,21	806,15
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	91 000,00	51 664,04	[illegible]	A	[illegible]	LIVRETA	1,178	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 448,16	66,92
BATIGERE SAREL	2014	P	Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	300 000,00	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,426	V	LIVRETA	3,600	A-1		8 855,49	2 087,37
BATIGERE SAREL	2014	P	Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	362 500,00	283 720,45	28,67	A	V	LIVRETA	1,250	V	LIVRETA	2,800	A-1		8 038,28	3 361,07
BATIGERE SAREL	2016	P	Contrat CDC n° 5146799	Caisse des Dépôts et de Consignations	425 000,00	366 502,21	30,59	A	V	LIVRETA	2,089	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 241,10	1 305,98
CLINIQUE SAINTE-ELISABETH	2016	C	Construction de 76 logements et 76 places/lits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	2 762 416,03	1 933 691,22	20,25	A	V	LIVRETA	2,760	V	LIVRETA	4,110	A-1		83 259,22	92 080,54

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CLINIQUE SAINTE-ELISABETH	2015	P	Construction de 76 logements et 76 placesIlôts situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	466 466,47	277 774,04	20,25	T	V	LIVRETA	2,814	V	LIVRETA	2,967	-		8 492,34	13 549,86
ICF NORD EST	2009	P	Construction de 9 logements Rue des Fleurs 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	700 000,00	455 978,14	16,67	A	V	LIVRETA	[illegible]	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 841,48	11 840,82
ICF NORD EST	2021	P	Opération 48 logements rue de l'Europe	Caisse des Dépôts et de Consignations	505 012,50	505 012,50	30,17	A	V	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	3,600	A-1		18 180,45	0,00
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n°1278008	Caisse des Dépôts et de Consignations	78 069,74	0,00	0,00	A	V	[illegible]	2,837	V	LIVRETA	4,200	A-1		348,13	8 288,60
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278013	Caisse des Dépôts et de Consignations	188 915,24	32 802,95	[illegible]	[illegible]	[illegible]	LIVRETA	2,031	V	LIVRETA	4,200	A-1		2 020,97	15 315,31
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278014	Caisse des Dépôts et de Consignations	240 802,46	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,031	V	LIVRETA	4,200	A-1		2 578,05	19 521,80
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278023	Caisse des Dépôts et de Consignations	293 62[illegible]	[illegible]	2,17	A	V	LIVRETA	2,077	V	LIVRETA	4,200	A-1		3 862,15	21 440,29
ICF NORD EST	2022	P	Opération Clé des Ateliers	Caisse des Dépôts et de Consignations	536 503,75	510 053,45	11,42	A	V	LIVRETA	2,834	V	LIVRETA	3,530	A-1		16 938,58	26 450,31
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0223628	Caisse des Dépôts et de Consignations	130 411,63	73 534,19	7,00	A	C	TAUX STRUCTURES	2,997	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 914,26	7 417,57
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0273373	Caisse des Dépôts et de Consignations	57 886,35	33 409,25	8,75	A	V	LIVRETA	2,403	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 391,24	2 842,03
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0274904	Caisse des Dépôts et de Consignations	632 029,07	364 777,19	8,75	A	V	LIVRETA	2,403	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 190,13	31 030,54
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 1307443	Caisse des Dépôts et de Consignations	44 684,49	26 662,36	11,84	A	V	LIVRETA	1,992	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 023,47	1 777,38

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	272 892,75	226 432,22	30,50	A	V	LIVRETA	0,558	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 384,35	1 580,31
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	132 457,25	116 044,20	40,50	A	V	LIVRETA	0,557	V	LIVRETA	2,600	A-1		3 175,25	0,00
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	336 141,25	292 667,13	40,50	A	V	LIVRETA	[illegible]	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 421,14	0,00
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	690 358,75	591 197,90	30,50	A	V	LIVRETA	1,372	V	LIVRETA	3,600	A-1		21 358,96	2 106,65
LOGIEST SAHLM	2011	P	Travaux de réhabilitation de 40 logements - 6 à 8 rue Nationale 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	44 665,50	3 385,81	0,34	A	F	FIXE	1,900	F	FIXE	1,900	-		127,46	3 322,70
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	151 599,25	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,916	V	LIVRETA	3,530	A-1		5 385,81	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	53 [illegible]	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,853	V	LIVRETA	3,530	A-1		1 635,93	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	70 770,50	70 770,50	37,25	A	V	LIVRETA	2,151	V	LIVRETA	2,600	A-1		1 974,56	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	28 147,00	28 147,00	47,25	A	V	LIVRETA	2,160	V	LIVRETA	2,600	A-1		937,48	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	C	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	52 500,00	52 500,00	46,25	A	V	FIXE	2,149	V	FIXE	1,500	A-1		787,50	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	239 269,50	239 269,50	37,75	A	V	LIVRETA	2,197	V	LIVRETA	3,530	A-1		8 900,44	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	167 367,25	167 367,25	47,75	A	V	LIVRETA	2,195	V	LIVRETA	3,530	A-1		5 108,68	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	99 545,25	99 545,25	37,75	A	V	LIVRETA	1,513	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 777,39	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	89 700,00	89 700,00	47,75	A	V	LIVRETA	1,511	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 031,56	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	C	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	90 000,00	90 000,00	46,25	A	V	FIXE	[illegible]	[illegible]	FIXE	1,500	A-1		1 350,00	0,00
LOGIEST SAHLM	2023	C	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	92 500,00	92 500,00	37,25	A	V	[illegible]	1,332	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	107 427,50	106 112,39	47,25	A	[illegible]	[illegible]	2,139	V	LIVRETA	2,600	A-1		2 990,07	675,63
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	238 697,00	233 506,57	[illegible]	A	[illegible]	LIVRETA	2,127	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 612,52	2 602,77
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	193 036,50	[illegible]	[illegible]	A	F	FIXE	3,491	F	FIXE	3,920	A-1		7 516,23	1 346,88
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	494 781,00	[illegible]	37,25	A	F	FIXE	3,473	F	FIXE	3,920	A-1		19 187,88	5 513,89
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	63 721,25	60 186,71	34,92	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	4,060	A-1		2 446,66	66,74
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	274 720,50	261 013,85	34,92	A	V	LIVRETA	1,355	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 205,14	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	103 053,25	99 456,38	44,92	A	V	LIVRETA	2,073	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 140,49	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	84 643,75	79 960,62	34,92	A	V	LIVRETA	2,558	V	LIVRETA	4,060	A-1		3 293,00	88,65
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	68 529,50	65 806,00	44,92	A	V	LIVRETA	3,252	V	LIVRETA	3,460	A-1		2 375,21	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	388 524,75	369 690,01	34,92	A	V	LIVRETA	2,121	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 031,31	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	139 861,00	135 191,40	44,92	A	V	LIVRETA	2,828	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 982,54	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	C	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	157 500,00	157 500,00	44,92	A	V	FIXE	[illegible]	V	FIXE	0,580	A-1		913,50	0,00
NEOLIA LORRAINE	2017	P	CN 20 LGTS YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	364 747,50	312 356,37	30,42	A	V	LIVRETA	[illegible]	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 284,90	1 113,04
NEOLIA LORRAINE	2017	P	CN 20 LGTS YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	79 884,50	71 685,41	40,42	A	V	LIVRETA	2,610	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 307,60	0,00
NEOLIA LORRAINE	2012	P	Acquisition - Amélioration de 30 logements Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	339 265,00	257 746,91	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,953	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 436,50	4 378,04
NEOLIA LORRAINE	2012	P	Acquisition - Amélioration de 30 logements (part foncière) Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	593 100,00	[illegible]	36,92	A	V	LIVRETA	1,978	V	LIVRETA	3,600	A-1		17 855,76	3 661,44
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5099045	Caisse des Dépôts et de Consignations	34 287,25	30 606,71	39,25	A	V	LIVRETA	1,953	V	LIVRETA	3,640	A-1		1 122,37	25,70
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5099046	Caisse des Dépôts et de Consignations	120 110,00	101 475,38	39,25	A	V	LIVRETA	1,926	V	LIVRETA	3,640	A-1		3 725,52	874,16
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5099047	Caisse des Dépôts et de Consignations	99 019,50	53 002,23	39,25	A	V	LIVRETA	1,614	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 497,96	406,29
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5099048	Caisse des Dépôts et de Consignations	18 551,00	15 880,96	39,25	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	2,800	A-1		445,24	20,27

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5089049	Caisse des Dépôts et de Consignations	158 074,75	131 380,19	29,25	A	V	LIVRETA	2,358	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 758,81	700,37
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5089050	Caisse des Dépôts et de Consignations	45 603,00	40 191,90	39,25	A	V	LIVRETA	2,463	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 374,13	0,00
Sodevam	2019	P	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	Caisse des Dépôts et de Consignations	800 000,00	58 827,31	0,42	T	F	FIXE	[illegible]	-	FIXE	0,900	A-1		1 187,56	116 864,46
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	50 036,25	45 632,66	42,42	A	V	LIVRETA	1,958	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 199,42	0,00
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	150 464,00	132 158,24	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,902	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 720,06	671,13
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	209 736,00	[illegible]	42,42	A	V	LIVRETA	2,743	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 058,90	0,00
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	630 701,75	567 850,93	32,42	A	V	LIVRETA	2,688	V	LIVRETA	3,600	A-1		20 477,23	961,04
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	534 621,75	482 662,21	31,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	3,600	A-1		17 397,22	563,97

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	283 529,50	255 531,18	41,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 236,14	0,00
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	201 198,00	174 560,84	31,50	A	V	LIVRETA	[illegible]	V	LIVRETA	2,600	A-1		4 910,59	817,28
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	107 418,50	93 556,10	41,50	A	[illegible]	[illegible]	0,550	V	LIVRETA	2,600	A-1		2 627,50	281,05
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	287 147,75	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,907	V	LIVRETA	2,600	A-1		7 685,64	717,59
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	275 [illegible]	[illegible]	[illegible]45,17	A	V	LIVRETA	2,655	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 542,90	0,00
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	720 918,00	696 472,28	35,17	A	V	LIVRETA	2,621	V	LIVRETA	3,600	A-1		24 607,65	0,00
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	117 814,75	112 644,89	45,17	A	V	LIVRETA	1,943	V	LIVRETA	2,600	A-1		3 182,58	118,54
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	84 018,25	77 367,34	32,84	A	V	LIVRETA	2,620	V	LIVRETA	4,110	A-1		3 182,55	0,00
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	86 656,50	81 973,14	42,84	A	V	LIVRETA	3,150	V	LIVRETA	4,110	A-1		2 825,87	0,00
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	139 641,75	128 567,86	32,84	A	V	LIVRETA	3,169	V	LIVRETA	4,110	A-1		5 256,28	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VILOGIA	2020	F	Construction en VEFA de 6 logements "La Tuilerie"	La banque Postale	259 911,50	0,00	0,00	X	F	FIXE	0,492	F	FIXE	0,490	A-1		318,39	259 911,50
VIVEST HLM	2025	F	PSLA location-accession 19 lgmts "Le Petit Duc" Av. Nations	Caisse d'Epargne	1 701 002,00	1 701 002,00	4,10	X	V	LIVRETA	2,450	V	LIVRETA	2,650	A-1		25 382,74	0,00
TOTAL GENERAL					**33 283 918,72**	**24 677 433,65**											**832 973,66**	**1 377 956,33**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement [illegible] on d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'exer[illegible]
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la [illegible] 2010/5077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance - [illegible] ».

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	2 487 046,14
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	171 887,38
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	8 937 624,82
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**11 596 558,34**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**20 986 353,72**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**NaN**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la [illegible].

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives [illegible].

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles [illegible] exercice.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 077 865,62**	
Personnes de droit privé	**791 471,00**	
Associations	**791 471,00**	
AAFAMM - Association Assistants Familieux et Assisatnts Maternel Moselle	250,00	2 388 ? Màd locaux, matériel et personnel
AB3F - Association des Balkans des 3 Frontiéres	0,00	478 ? Màd locaux
ADASFY - Association Défence Animaux Sans Foyer Yutz	550,00	540 ? Màd locaux
ADLO - Association De L'Olympe	400,00	2 672 ? Màd locaux, matériel et personnel
AECY - Association Enseignants Circonscription Yutz	0,00	2 592 ? Màd locaux
AFEP - Administrations Faciles Ecrivains Publics	200,00	1 560 ? Màd locaux
AIDOD - Association Internationale d'aide aux Orphelins en Détresse et aux plus Démunis	0,00	480 ? Màd locaux
AMAP Culture d'Avenir	300,00	3 925 ? Màd locaux et personnel
APE - Association Parents d'Elèves Yutz et environs	600,00	6 223 ? Màd locaux, matériel et personnel
APSIS Emergence	22 750,00	7 961 ? Màd locaux, matériel et personnel
APY - Aéro Parc Yussois	650,00	3 326 ? Màd locaux, matériel et personnel
ARDDS - Association Réadaptation et Défense des Devenus-Sourds de Moselle	0,00	240 ? Màd locaux
ARS - Association des Résidents du Stockholm	1 200,00	12 344 ? Màd locaux, matériel, personnel et prestations
ARYC - Association Résidents Yutz Cité	0,00	4 644 ? Màd locaux
AS Collège Mermoz	0,00	21 160 ? Màd locaux
ASVB Yutz/Thionville	25 000,00	21 735 ? Màd locaux et personnel
AVF - Accueil des Villes de France	250,00	5 062 ? Màd locaux, matériel et personnel
AZAP - Association Zac Aéroparc	200,00	1 403 ? Màd locaux, matériel et personnel
Accorderie	0,00	900 ? Màd locaux
Allée du Rêve	300,00	4 623 ? Màd locaux, matériel et personnel
Amicale de l'Ancien Village	700,00	12 886 ? Màd locaux, matériel et personnel
Amicale des Donneurs de Sang	500,00	5 310 ? Màd locaux, matériel, personnel, SSIAP et prestation EM
Amicale des Sapeurs Pompiers	3 000,00	270 ? Màd matériel et personnel
Amicale du Personnel Communal	20 000,00	1 478 ? Màd locaux et personnel
Amicale du dernier train de Thionville, Yutz et environs	0,00	298 ? Màd locaux
Amis de la Bibliothèque Communale	0,00	20 160 ? Màd locaux
Amis sans frontiéres - Les mamies tricoteuses	200,00	156 ? Màd matériel et personnel
Association Sportive de Boxe de Yutz	1 500,00	26 269 ? Màd locaux, matériel et personnel
Association des Retraités du Chemin de Fer de Thioville, Yutz et Environs	0,00	384 ? Màd locaux, matériel et personnel
Aïkido Club	700,00	4 870 ? Màd locaux et personnel
BADRA	0,00	1 697 ? Màd matériel et personnel
BASBY - Bien Aller Du Sous Bois Yutz	0,00	1 125 ? Màd locaux

PROJET

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Badminton Yutz Loisirs	0,00	6 647 ? Mâd locaux et personnel
CAMYL - Club AéroModélisme Yutz-Lorraine	300,00	554 ? Mâd locaux
CAPY - Centre d'Arts Plastiques Yutz	2 000,00	9 137 ? Mâd locaux, matériel et personnel
CIDFF - Centre d'Information sur Droits des Femmes et des Familles	1 200,00	
CLCV	10 000,00	14 408 ? Mâd locaux et personnel
Centre Sociale Ô Couleur du Monde	239 000,00	80 298 ? Mâd locaux
Cercle Généalogique Yutz Trois Frontières	0,00	7 056 ? Mâd locaux
Ch?ur Inter Parroissial Jubilate	200,00	
Chorale Esengo	250,00	
Chorale Protestante	200,00	
Chorale Saint Joseph	150,00	
Chorale Saint Nicolas	200,00	
Classe 65	0,00	298 ? Mâd locaux
Classe 74	0,00	507 ? Mâd locaux
Club 50	0,00	298 ? Mâd locaux
Club Sportif Cycliste de Yutz	6 700,00	7 390 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Club de Pétanque Yussois	800,00	17 819 ? Mâd locaux et personnel
Compagnons de Saint Nicolas	300,00	3 425 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Conciliateurs de justice Moselle	200,00	634 ? Mâd locaux
Confrérie de Saint Nicolas	0,00	2 512 ? Mâd personnel
Conseil de fabrique Saint Joseph	2 317,00	
Conseil de fabrique Saint Nicolas	2 317,00	
Conseil de fabrique Sainte Croix	2 317,00	
Consultation Jeunes Consommateurs	0,00	792 ? Mâd locaux
Croix Bleue	200,00	1 575 ? Mâd locaux
Croix Rouge	0,00	298 ? Mâd locaux
Des étoiles pour Naïm	0,00	5 787 ? Mâd personnel
Dessine Moi Une Gazelle	0,00	780 ? Mâd locaux
Dom Polski	200,00	1 271 ? Mâd locaux
ESTY Athlétisme	22 000,00	33 209 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Energie Shiatsu	0,00	2 443 ? Mâd locaux
Est Accompagnement	25 000,00	5 843 ? Mâd locaux
FADAMA	200,00	10 200 ? Mâd locaux, matériel et personnel
FC Yutz	50 000,00	78 540 ? Mâd locaux, matériel et personnel
FCPE - Fédération de Conseil des PArents d'Elèves	350,00	
FGRCF - Fédération Générale des Retraités des Chemins de Fer Yutz et environs	0,00	716 ? Mâd locaux
FNACA Thionville	200,00	
Foyer Haute-Yutz	0,00	608 ? Mâd locaux
Foyer Socio Educatif du Collège Jean Mermoz	3 000,00	
Foyer Yutz-Cité	0,00	3 089 ? Mâd locaux
HELP4MADA	0,00	467 ? Mâd matériel et personnel
Harmonie Municipale	9 000,00	10 473 ? Mâd locaux et personnel
Initiatives et changement en Lorraine	0,00	60 ? Mâd locaux

PROJET

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JSA - Jeunesse Sportive Associative	0,00	47 020 ? Mâd locaux
Jeunes Sapeurs Pompiers de Yutz	600,00	
Jeunesse Protestante	200,00	
Kayak Club	2 500,00	3 164 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Le Domaine Yussois	500,00	5 956 ? Mâd locaux et personnel
Le Jadin de Nicole	300,00	4 111 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Les Alizés	250,00	
Les Courbes de Lorraine	0,00	2 086 Mâd locaux, matériel et personnel
Les Intantynets	0,00	1 104 ? Mâd locaux
Les Joyeux Lurons	800,00	1 559 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Les Pieds Sur Terre	6 045,00	5 071 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Les Uns et Les Autres	400,00	7 400 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Les passeurs de souffle	200,00	936 ? Mâd locaux, matériel et personnel
MJC La Pépinière	115 000,00	74 487 ? Mâd locaux, matériel, personnel et prestations
Mission Locale	0,00	2 335 ? Mâd locaux et personnel
Mixité	0,00	826 ? Mâd locaux
Noël Spectaculaire	0,00	560 ? Mâd prestations
Oiseaux et non leaders solidaire	200,00	
Paroisse Protestante	0,00	2 438 ? Mâd locaux, matériel, personnel et prestations
Paroisse Saint Joseph	0,00	396 ? Mâd personnel et prestations
Paroisse Saint Nicolas	0,00	298 ? Mâd locaux
Photo Club SNCF Thionville/Yutz	500,00	60 ? Mâd locaux
Poussières d'Etoiles	0,00	6 697 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Prom'enciel	0,00	898 ? Mâd locaux
Restos du Coeur	0,00	7 348 ? Mâd locaux
Réussir Ensemble	7 600,00	3 960 ? Mâd locaux
SYMEC - Si Yutz M'Etait Conté	8 000,00	10 738 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Secours Populaire Français	0,00	6 030 ? Mâd locaux et personnel
Ski club internaige	0,00	298 ? Mâd locaux
Sociétale de Yutz	0,00	596 ? Mâd locaux
Société de Gymnastique	32 000,00	57 248 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Syndicat des Eleveurs du Menu Bétail	0,00	1 008 ? Mâd locaux
TRITYC	0,00	8 132 ? Mâd locaux, matériel et personnel
TYGRE	15 000,00	46 920 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Tarot Club de Yutz	0,00	9 360 ? Mâd locaux
Tennis Club Yutz Aéroparc	13 000,00	45 372 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Twiling Bâton Yussois	800,00	6 618 ? Mâd locaux, matériel et personnel
UDAF	0,00	1 560 ? Mâd locaux
UNSS	847,00	4 000 ? Mâd locaux
US Yutz	22 000,00	127 926 ? Mâd locaux, matériel et personnel
USEP circonscription de Yutz	4 428,00	12 186 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Union Nationale des Combattants	300,00	
Vie libre	200,00	973 ? Mâd locaux et personnel

PROJET

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Vieilles Tiges	200,00	9 254 ? Mâd locaux, matériel et personnel
YAQA - Yutz Association du Quartier de l'Ambanie	650,00	8 724 ? Mâd locaux, matériel et personnel
YLLUMINER	0,00	9 301 ? Mâd locaux? Matériel? Personnel et prestations
YPEM - Yutz Promotion Ecole de Musique	400,00	912 ? Mâd locaux
Yutz Actif	0,00	5 529 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Yutz Baby Foot	0,00	6 304 ? Mâd locaux
Yutz Handball Féminin	60 000,00	40 735 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Yutz Terre et Ciel	700,00	1 608 ? Mâd locaux et personnel
Yutz en Balade	0,00	4 920 ? Mâd locaux, matériel et personnel
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**286 394,62**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
IEN Yutz	0,00	269 ? Mâd locaux
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**286 394,62**	
CCAS Yutz	286 394,62	
Autres	**0,00**	

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**43,00**	**2,06**	**45,06**	**37,56**	**3,00**	**40,56**
Adjt adm	C	12,00	1,26	13,26	9,26	2,00	11,26
Adjt adm Pal 1Cl	C	10,00	0,80	10,80	10,60	0,00	10,60
Adjt adm Pal 2Cl	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Attaché	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché Pal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur	B	5,00	0,00	5,00	3,70	1,00	4,70
Rédacteur Pal 1Cl	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur Pal 2Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**73,00**	**15,88**	**88,88**	**64,16**	**19,62**	**83,78**
Adjt tech	C	23,00	9,14	32,14	16,52	14,62	31,14
Adjt tech Pal 1Cl	C	7,00	0,85	7,85	7,85	0,00	7,85
Adjt tech Pal 2Cl	C	11,00	5,89	16,89	14,79	0,00	14,79
Agent maitrise	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Agent maitrise Pal	C	14,00	0,00	14,00	14,00	0,00	14,00
Ingénieur	A	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Technicien	B	6,00	0,00	6,00	2,00	3,00	5,00
Technicien Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**4,00**	**2,00**	**6,00**
Agent social	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent social Pal 1Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assist soc-ed CIEx	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assist soc-educ	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
Conseiller HCl soc-ed	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

PROJET

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Educateur APS	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur APS Pal 1CI	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**12,00**	**3,53**	**15,53**	**9,99**	**5,14**	**15,13**
Assist ens art Pal 1CI	B	8,00	0,39	8,39	7,99	0,00	7,99
Assist ens art Pal 2CI	B	3,00	3,14	6,14	1,00	5,14	6,14
Prof ens art CIN	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**3,00**	**41,02**	**44,02**	**8,38**	**34,85**	**43,23**
Adjt ter anim Pal 2CI	C	0,00	0,59	0,59	0,59	0,00	0,59
Adjt ter animation	C	2,00	40,43	42,43	6,79	34,85	41,64
Animateur Pal 1CI	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Brigadier-chef Pal	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Chef service PM	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**145,00**	**62,49**	**210,49**	**133,09**	**64,61**	**197,70**

PROJET

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjt adm	C	ADM	734	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	2569	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	2202	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	15781	0,00	332-14	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	1101	0,00	332-8-2°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	1101	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Agent social	C	S	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	453	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	[illegible]	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Assist ens art Pal 2CI	B	[illegible]	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist soc-educ	A	[illegible]	[illegible]	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	1129	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	1298	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjt ter animation	C	ANIM	734	0,00	332-23-1°	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	528	0,00	A Arrivée collectivité	CDI
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

PROJET

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
K : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans.
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent : peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et [illegible].

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 88-1148 du [illegible].

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
12/03/1999 - Concession de centre funéraire	OGF		SA	0,00
10/10/2022 - Concession de fourrière automobile	Philippe DEPANNAGE	Philippe DEPANNAGE & Fils	Société par action simplifiée	0,00
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/11/2007 - Construction de 20 logements ZAC de l'Olmpe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			341 567,00
01/11/2007 - Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			1 548 911,00
01/02/2008 - Construction de 31 logements ZAC de la Brasserie 57970 YUTZ	BATIGERE SAREL			2 600 000,00
01/07/2008 - Regroupement - Réaménagement des prêts 0433315 et 0456479	3F GRAND EST			741 068,89
01/09/2009 - Construction de 9 logements Rue des Fleurs 57970 YUTZ	ICF NORD EST			700 000,00
01/05/2011 - Travaux de réhabilitation de 40 logements - 6 à 8 rue Nationale 57970 YUTZ	LOGIEST SAHLM			44 665,50
01/11/2012 - Construction de 30 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			538 113,93
01/11/2012 - Construction de 30 logements (part foncière) ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			134 050,32
01/11/2012 - Construction de 5 logements ZAC Olympe II 57970 YUTZ	3F GRAND EST			78 078,84
01/11/2012 - Construction de 8 logements (part foncière) ZAC Olympe II 57970 YUTZ	3F GRAND EST			20 505,39
01/12/2012 - Acquisition - Amélioration de 30 logements Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	NEOLIA LORRAINE			339 265,00
01/12/2012 - Acquisition - Amélioration de 30 logements (part foncière) Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	NEOLIA LORRAINE			593 160,50
14/10/2013 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre à YUTZ	VILOGIA			534 621,75
01/09/2014 - Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	BATIGERE SAREL			300 000,00
01/09/2014 - Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	BATIGERE SAREL			362 500,00
01/01/2015 - Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			169 525,00

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/01/2015 - Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			117 625,00
01/01/2015 - Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			208 750,00
01/01/2015 - Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			61 000,00
01/03/2015 - Contrat CDC n° 1278023	ICF NORD EST			293 633,54
01/04/2015 - Contrat CDC n° 1278013	ICF NORD EST			188 915,24
01/04/2015 - Contrat CDC n° 1278014	ICF NORD EST			240 802,46
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086045	NEOLIA LORRAINE			34 287,25
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086046	NEOLIA LORRAINE			120 110,00
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086047	NEOLIA LORRAINE			66 019,50
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086048	NEOLIA LORRAINE			18 551,00
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086049	NEOLIA LORRAINE			158 074,75
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086050	NEOLIA LORRAINE			45 603,00
01/07/2015 - Construction de 76 logements et 76 places/lits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	CLINIQUE SAINTE-ELISABETH			406 498,47
01/09/2015 - Contrat CDC n°1278008	ICF NORD EST			78 069,74
01/04/2016 - Construction de 76 logements et 76 places/lits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	CLINIQUE SAINTE-ELISABETH			2 762 416,03
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5146799	BATIGERE SAREL			425 000,00
01/01/2017 - CN 20 LGTS YUTZ	NEOLIA LORRAINE			364 747,50
01/01/2017 - CN 20 LGTS YUTZ	NEOLIA LORRAINE			79 884,50
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			499 354,50
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			351 526,25
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			308 938,25
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			124 788,50
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			272 892,75
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			132 457,25
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			326 141,25
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			690 358,75
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			283 529,50
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			201 198,00
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			107 418,50
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0223628	LOGIEST SAHLM			130 411,63
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0273373	LOGIEST SAHLM			57 886,35
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0274904	LOGIEST SAHLM			632 029,07
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 1307443	LOGIEST SAHLM			44 584,49
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			84 018,25
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			86 654,50
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			139 641,75

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			50 034,25
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			150 454,00
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			209 743,00
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			630 701,75
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			287 147,75
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			275 335,50
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			720 918,00
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			117 814,75
18/07/2019 - SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	Sodevam			800 000,00
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			196 602,90
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			119 097,17
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			110 540,67
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			66 962,59
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			30 000,00
16/12/2019 - ZAC DE LA TUILERIE	Sodevam			1 200 000,00
17/07/2020 - Construction en VEFA de 6 logements "La Tuilerie"	VILOGIA			259 911,50
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			63 721,25
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			274 720,50
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			103 053,25
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			84 643,75
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			68 529,50
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			388 524,75
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			139 861,00
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			157 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			26 000,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			32 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			71 750,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			61 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			63 750,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			21 250,00
16/06/2021 - Opération 48 logements rue de l'Europe	ICF NORD EST			505 012,50
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			151 599,25
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			53 604,75
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			70 770,50
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			28 147,00
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			52 500,00
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			239 269,50
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			167 397,25
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			99 545,25

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			89 700,00
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			90 000,00
28/09/2022 - Opération Cité des Ateliers	ICF NORD EST			536 503,75
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			92 500,00
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			107 427,50
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			238 697,00
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			193 036,50
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			494 787,50
29/11/2023 - Concession Zac de la Tuilerie	Sodevam			1 200 000,00
04/12/2024 - Concession Zac de la Tuilerie	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE			1 200 000,00
26/03/2025 - PSLA location-accession 19 lgmts "Le Petit Duc" Av. Nations	VIVEST HLM			1 701 002,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention de fonctionnement	CCAS Yutz	Centre Communal d'Action Social de Yutz	Droit public	286 394,62
- Subvention de fonctionnement	MJC La Pépinière	Maison des Jeunes et de la Culture La Pépinière	Association	100 000,00
- Subvention de fonctionnement	Centre social Ô Couleur du Monde	Centre social Ô Couleur du Monde	Association	100 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).
(4) Les délégataires pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans [illegible] engagements donnés.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-319 004,62
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	-1 865 376,86
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-2 184 381,48

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	2 184 381,48
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	-2 184 381,48
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00

PROJET

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	1 752 766,27	1 748 379,28	6 832 283,82	8 580 663,10
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	4 645 375,76	2 112 520,11	1 783 704,91	3 896 225,02
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	2 892 609,49	364 140,83	-5 048 578,91	-4 684 438,08
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	-319 004,62			-319 004,62
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	2 184 381,48	2 184 381,48		2 184 381,48
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	1 865 376,86			1 865 376,86
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				-2 819 061,22

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 752 766,27**	**1 748 379,28**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 750 366,27**	**1 745 181,31**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 548 769,00	1 543 584,04
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	201 597,27	201 597,27
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 400,00**	**3 197,97**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*2 400,00*	*3 197,97*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 645 375,76**	**III**	**2 112 520,11**
Ressources propres externes de l'année (a)		**615 062,48**		**558 512,57**
10222	FCTVA	517 562,48		517 562,48
10226	Taxe d'aménagement (2)	97 500,00		40 950,09
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 030 313,28**		**1 554 007,54**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 000 000,00*		*12 198,72*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*95 863,77*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*7 740,65*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*29 804,33*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*2 295,11*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*23 259,35*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*250 238,94*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*		*2 123,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*		*2 361,37*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*286 833,46*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*		*5 397,12*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*250,92*

PROJET

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	40 138,08
2815731	Matériel roulant	0,00	91 857,36
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	22 353,96
281578	Autre matériel technique	0,00	3 473,55
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	94 385,28
2817534	Réseaux d'électrification (mise à dispo)	0,00	359,40
281828	Autres matériels de transport	0,00	22 957,88
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	47 255,22
281838	Autre matériel informatique	0,00	57 661,28
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	5 041,84
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	124 760,98
28185	Matériel de téléphonie	0,00	24 204,37
28186	Cheptel	0,00	870,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	290 529,90
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
4962	Dépréciation comptes de débiteurs divers	13 700,00	9 791,70
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	14 796,40	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 001 816,88	0,00

PROJET

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	96 896,94	0,00	0,00	0,00	96 896,94	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	91 112,13	5 215,62	0,00	0,00	85 896,51	0,00
A125	Constructions	75 423,16	0,00	0,00	0,00	75 423,16	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	73 031,77	16 368,71	0,00	0,00	56 663,06	0,00
A135	Réseaux divers	30 462,26	0,00	0,00	0,00	30 462,26	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	130 606,98	0,00	0,00	0,00	130 606,98	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	537 698,77	150 428,02	0,00	0,00	387 270,75	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	8 013 465,92	5 952 418,52	1 025 769,82	259 351,82	776 325,76	0,00
A165	Immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	9 170 695,93	6 124 430,87	1 025 769,82	259 351,82	1 761 545,42	0,00

PROJET

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	96 896,94	0,00	0,00	96 896,94	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	91 112,13	5 215,62	0,00	85 896,51	0,00
A125	Constructions	75 423,16	0,00	0,00	75 423,16	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	73 031,77	16 368,71	0,00	56 663,06	0,00
A135	Réseaux divers	30 462,26	0,00	0,00	30 462,26	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	130 606,98	0,00	0,00	130 606,98	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	537 698,77	150 428,02	0,00	387 270,75	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	8 013 465,92	5 952 418,52	1 284 721,64	776 325,76	0,00
A165	Immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 170 697,93**	**6 124 430,87**	**1 284 721,64**	**1 761 545,42**	**0,00**

PROJET

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	96 896,94	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	91 112,13	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	75 423,16	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	73 031,77	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	30 462,26	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	130 606,98	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	537 698,77	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	8 013 465,92	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 170 697,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	96 896,94	0,00	0,00	96 896,94	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	91 112,13	5 215,62	0,00	85 896,51	0,00
A125	Constructions	75 423,16	0,00	0,00	75 423,16	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	73 031,77	16 368,71	0,00	56 663,06	0,00
A135	Réseaux divers	30 462,26	0,00	0,00	30 462,26	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	130 606,98	0,00	0,00	130 606,98	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	537 698,77	0,00	0,00	537 698,77	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	8 013 465,92	6 879 823,94	0,00	1 133 641,98	0,00
A165	Immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 170 697,93**	**6 901 408,27**	**0,00**	**2 269 289,66**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	345 848,90	146 246,07	0,00	0,00	199 602,83	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	113 196,07	0,00	0,00	0,00	113 196,07	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	4 105 326,63	4 080 643,07	0,00	0,00	24 683,56	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 558 464,99	481 702,62	0,00	121 256,27	955 506,10	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	13 098,88	2 277,68	0,00	0,00	10 821,20	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 686 309,30	1 412 463,43	0,00	0,00	273 845,87	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	7 225,20	0,00	0,00	0,00	7 225,20	0,00
8	Transports	1 299 741,30	[illegible]	[illegible] 369,82	138 095,55	135 177,93	0,00
	TOTAL	9 129 211,27	6 124 [illegible]	1 025 369,82	259 351,82	1 720 058,76	0,00

PROJET

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	345 848,90	146 246,07	0,00	199 602,83	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	113 196,07	0,00	0,00	113 196,07	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	4 105 326,63	4 080 643,07	0,00	24 683,56	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 558 464,99	481 702,62	121 256,27	955 506,10	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	13 098,88	2 277,68	0,00	10 821,20	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 686 309,30	1 412 463,43	0,00	273 845,87	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	7 225,20	0,00	0,00	7 225,20	0,00
8	Transports	1 299 741,30	1 098,00	1 163 465,37	135 177,93	0,00
	TOTAL	**9 129 211,27**	**6 124 430,87**	**1 284 721,64**	**1 720 058,76**	**0,00**

PROJET

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	345 848,90	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	113 196,07	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	4 105 326,63	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 558 464,99	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	13 098,88	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 686 309,30	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	7 225,20	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	1 299 741,30	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**9 129 211,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	345 848,90	6 816,00	0,00	339 032,90	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	113 196,07	0,00	0,00	113 196,07	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	4 105 326,63	4 028 318,40	0,00	77 008,23	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 558 464,99	427 342,62	0,00	1 131 122,37	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	13 098,88	0,00	0,00	13 098,88	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 686 309,30	1 412 463,43	0,00	273 845,87	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	7 225,20	0,00	0,00	7 225,20	0,00
8	Transports	1 299 741,30	1 026 467,82	0,00	273 273,48	0,00
	TOTAL	**9 129 211,27**	**6 901 408,27**	**0,00**	**2 227 803,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :

- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :

- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

PROJET

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Salle de spectacle	amphY			

PROJET

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

PROJET

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 06/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
Mme Barbara HITTINGER-LEBAILLY	du 01/01/2025	au 06/03/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

VERNEAU Philippe (1013966437-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LORRAINE ET DE LA M..., le 10/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant,

A , le

PROJET

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°25 : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT – EXERCICE 2025

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, doit être affecté en tout ou en partie au financement de la section d'investissement si celle-ci fait apparaître un besoin de financement. Dans le cas contraire, la totalité du résultat de la section de fonctionnement doit être inscrite en résultat de fonctionnement reporté l'année suivante.

Ce besoin de financement doit être corrigé des restes à réaliser de la section d'investissement, en dépenses et en recettes.

S'agissant de l'exercice 2025, la section d'investissement fait apparaître un excédent d'investissement global de + 1 928 517,82 €, incluant l'excédent 2024 reporté. Les reports d'investissement font apparaître un solde déficitaire de – 5 048 578,91 €, ce qui porte le solde cumulé de la section d'investissement à – 3 120 061,09 €.

En section de fonctionnement, le résultat global cumulé s'élève à + 4 061 994,28 €.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **AFFECTER** ce résultat pour la somme de 3 120 061,09 € en section d'investissement (compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »),
- **CONSERVER** le surplus du résultat de fonctionnement, soit 941 933,19 €, en section de fonctionnement (compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté »).

COMMUNE DE [illegible] (Moselle)

Le Maire,

Clémence POUGET

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°26 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION – EXERCICE 2026

Ainsi que l'indique le référentiel budgétaire et comptable M 57, l'Assemblée délibérante est appelée à fixer les taux d'imposition annuels conformément aux articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du Code Général des Impôts (C.G.I.).

Pour l'année 2026, il est donc proposé au Conseil municipal de conserver les taux d'imposition suivants :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 16,62 %
- Taxe sur le foncier bâti taux agrégé : 40,39 %

(depuis l'exercice 2021 : taux T.F.P.B. de la Ville de Yutz à 26,13 % auquel s'ajoute le taux départemental de 14,26 %)

- Taxe sur le foncier non bâti : 84,00 %.

Ces taux, appliqués aux bases prévisionnelles estimées pour l'année 2026, procureront à la Commune les ressources fiscales suivantes :

Taxes	Bases prévisionnelles	Taux	Produits attendus
Taxe foncière bâti	22 104 000 €	40,39 %	8 927 806 €
Taxe foncière non bâti	63 500 €	84,00 %	53 340 €
Taxe d'habitation RS	281 300 €	16,62 %	46 752 €
Coefficient correcteur			2 015 457 €
Total du Produit fiscal attendu			11 043 355 €

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **FIXER** les taux d'imposition 2026 conformément aux propositions ci-dessus énoncées.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE YUTZ MOSELLE

Christelle FERRY

FINANCES PUBLIQUES

COMMUNE : 757 YUTZ
ARRONDISSEMENT : 57 THIONVILLE
TRÉSORERIE OU SGC : SGC HAYANGE

N° 1259 COM (1)
TAUX
FDL
2026

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2026

I – RESSOURCES FISCALES DONT LE TAUX DOIT ÊTRE VOTÉ EN 2026

Taxes	Bases d'imposition effectives 2025 1	Taux de référence 2026 2	Taux plafonds 2026 3	Bases d'imposition prévisionnelles 2026 4	Produits référence 2026 (col. 4 x col. 2) 5	Taux votés 2026 6	Produits attendus 2026 (col. 4 x col. 6) 7
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	21 635 005	40,39	99,48	22 104 000	8 927 806	40,39	8 927 806
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)	62 711	84,00	138,75	63 500	53 340	84,00	53 340
Taxe d'habitation (TH)	353 495	16,62	59,18	281 300	46 752	16,62	46 752
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>		
				Total	9 027 898		

Majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (MTHRS) – article 1407 ter (CGI)	Bases d'imposition effectives 2025	Taux de référence de TH 2026	Taux de MTHRS applicable en 2026	Bases d'imposition prévisionnelles 2026	Produit référence (col.4 x col.2 x col.3) 2026	Produit attendu (col. 4 x col. 3 x taux TH voté 2026)
	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>	

Aide au calcul des taux par variation proportionnelle : il est inutile de remplir cette rubrique en cas de vote des taux de référence ou de variation différenciée.

Taxes	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales) 8 9	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9) 10	Si l'un des taux déterminés de manière proportionnelle excède le taux plafond indiqué en colonne 3, une variation différenciée doit obligatoirement être votée.
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	Produit total souhaité 9 027 898		
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)	9 027 898 = 1,000 000		
Taxe d'habitation (TH)			
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Produit total de référence (total colonne 5)		

Total des produits attendus

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2026, cochez la case : ☐

II – RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2026

TVA	IFER / PYLÔNES	TASCOM	TAFNB	Allocations compensatrices	DCRTP	FNGIR	Effet du coefficient correcteur	Total 11
	9 966			226 021	0	160 616	2 015 457	2 412 060

III – TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2026

Produits attendus des ressources à taux voté (col. 7)	+	Produits attendus des ressources indépendantes des taux votés (col. 11)	=	Total prévisionnel au titre de la fiscalité directe locale 2026
9027 898		2 412 060		11 439 958

A METZ
Le 19 MARS 2026
Pour la Direction des Finances publiques,
BENOIT BROCART

Le
Pour la Commune,

Feuillet à compléter et à retourner systématiquement au seul service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

FINANCES PUBLIQUES

COMMUNE : 757 YUTZ
ARRONDISSEMENT : 57 THIONVILLE
TRÉSORERIE OU SGC : SGC HAYANGE

N° 1259 COM (2)
TAUX
FDL
2026

ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2026

IV – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. DÉTAIL DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

Taxe foncière sur le bâti :	
a. Personnes de condition modeste	9 879
b. Baux à réhabilitation, QPPV, Mayotte	7 993
c. Locaux industriels	179 296
d. Logements sociaux et longue durée	23 719
Taxe foncière sur le non bâti :	5 134
Taxe d'habitation :	
a. Dotation pour perte de THLV	
b. Dotation pour recentrage THRS	
c. Mayotte	>>>
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Exonérations en zone d'aménagem. du territoire	>>>
b. Base minimum	
c. Locaux industriels	
d. Autres allocations	

2. BASES EXONÉRÉES

Taxe foncière sur le bâti :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	2 578 523
Taxe foncière sur le non bâti :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi (terres agricoles)	13 612
c. Par la loi (autres)	
Cotisation foncière des entreprises :	
a. Par le conseil municipal	
b. Par la loi	

3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	281 300
b. Logements vacants soumis à la THLV	>>>
c. Correction des bases THRS	-74 368
d. Correction des bases THLV	>>>
e. Correction des bases MTHRS	>>>

4. PRODUITS PRÉVISIONNELS IFER ET PYLÔNES

a. Éoliennes et hydroliennes	
b. Centrales électriques	
c. Centrales photovoltaïques	
d. Centrales hydrauliques	
e. Centrales géothermiques	
f. Transformateurs électriques	
g. Stations radioélectriques	
h. Installations gazières et autres	
i. Taxe sur les pylônes	9 966

5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA compensant la TH	>>>
b. TVA compensant la CVAE	0
c. Coefficient correcteur	1,220269
d. Taux FB commune 2020	26,13
e. Taux FB département 2020	14,26

6. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX

6.1. TAUX PLAFONDS

Taxes	Taux moyens communaux de 2025 au niveau : national 12	Taux moyens communaux de 2025 au niveau : départemental 13	Taux plafonds de 2026 14	Taux des EPCI de 2025 15	Taux plafonds communaux à ne pas dépasser pour 2026 (col. 14 - col. 15) 16
Taxe foncière sur le bâti (TFPB)	39,79	33,44	99,48	>>>	99,48
Taxe foncière sur le non bâti (TFPNB)	51,19	55,50	138,75	>>>	138,75
Taxe d'habitation (TH)	23,67	20,62	59,18	>>>	59,18
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>

6.2. DIMINUTION SANS LIEN : année antérieure à 2026 au titre de laquelle...

a. ...la diminution sans lien a été appliquée	>>>
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	>>>

6.3. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. Taux moyen départemental	16,69
b. Taux maximum de la majo	0,070

6.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

Taux moyens pondérés des taxes foncières de 2025 au niveau :	
a. National	>>>
b. Communal	>>>
Taux maximum :	
a. Taux communal majoré à ne pas dépasser	>>>
b. Taux maximum de la majoration spéciale	>>>
Taux de CFE perçue en 2025 par la communauté d'agglomération, la communauté urbaine ou de communes ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique	25,34

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 27 : BUDGET SUPPLÉMENTAIRE – EXERCICE 2026

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur les propositions, chapitre par chapitre, tant en section d'investissement que de fonctionnement, du budget supplémentaire 2026 de la Commune. Le budget supplémentaire est une décision modificative qui a pour objet de reprendre les résultats de l'exercice précédent et d'intégrer les ajustements de dépenses ou de recettes du budget primitif du même exercice. Le budget supplémentaire doit, comme le budget primitif et les décisions modificatives, répondre aux principes d'annualité, d'universalité, d'équilibre et de sincérité.

Propositions Budget supplémentaire 2026

Section	Dépenses	Recettes
Investissement	6 832 283,82 €	6 832 283,82 €
Fonctionnement	941 933,19 €	941 933,19 €

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** le budget supplémentaire 2026.

L'Adjointe déléguée,

Christelle FERRY

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE : VILLE DE YUTZ (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21570757100018

POSTE COMPTABLE : SGC DE HAYANGE

M. 57

Budget supplémentaire (projet de budget)
Voté par nature

PROJET

BUDGET : Budget Principal Ville Yutz (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale **(hors RSA)** Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 64
A1.908 - Fonction 8 - Transports 67
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 71
A2.01 - Opérations non ventilables 73
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 74
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 80
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 81
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 84
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 88
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 91
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 94
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 96
A2.938 - Fonction 8 - Transports 99

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 103
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 108
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

PROJET

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	109
B3.1 - Etat des provisions constituées	111
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	113
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	114
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	125
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	126
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	130
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	134
B11.2 - Liste des établissements publics créés	135
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	136
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	138
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	139
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	141
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	142

PROJET

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	17 793

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1 263,92

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	16,72
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0,00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	988,82
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	1 123,24 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0 %

PROJET

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires Délibération n° 17 du 07/04/2008 (4)

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

PROJET

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N° ... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	30 401 753,04	34 436 316,50	1 955 948,64	A1	5 990 512,10
Investissement	11 132 817,74	13 380 340,18	(2) -319 004,62	A2	1 928 517,82
Fonctionnement	19 268 935,30	21 055 976,32	(3) 2 274 953,26	A3	4 061 994,28

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	6 832 283,82	III + IV	1 783 704,91	B1 -5 048 578,91
Investissement	I	6 832 283,82	III	1 783 704,91	B2 -5 048 578,91
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

	RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	A1 + B1 941 933,19
Investissement	A2 + B2 -3 120 061,09
Fonctionnement	A3 + B3 4 061 994,28

PROJET

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 6 832 283,82
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	149 091,90
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	102 600,00
21	Immobilisations corporelles (3)	447 374,89
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	6 133 217,03
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

PROJET

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	1 783 704,91
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		14 796,40
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 749 182,01
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		19 726,50
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

PROJET

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	3 120 061,09
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	6 832 283,82	1 783 704,91
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 928 517,82
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	6 832 283,82	6 832 283,82

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	941 933,19	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 941 933,19
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	941 933,19	941 933,19

	TOTAL DU BUDGET (5)	7 774 217,01	7 774 217,01

PROJET

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

PROJET

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également [illegible] d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. [illegible] automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

PROJET

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également [illegible] d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. [illegible] automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

PROJET

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	152 933,00	149 091,90	0,00	0,00	302 024,90
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	14 355,00	102 600,00	0,00	0,00	116 955,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 614 931,00	447 374,89	0,00	0,00	2 062 305,89
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	6 162 000,00	6 133 217,03	0,00	0,00	12 295 217,03
Total des dépenses d'équipement		**7 944 219,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**14 776 502,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 958 200,00	0,00	0,00	0,00	1 958 200,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des dépenses financières		**2 078 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 078 200,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 022 419,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**16 854 702,82**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*27 230,00*		*0,00*	*0,00*	*27 230,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*498 000,00*		*0,00*	*0,00*	*498 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***525 230,00***		***0,00***	***0,00***	***525 230,00***
TOTAL		**10 547 649,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**17 379 932,82**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 379 932,82**

PROJET

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	255 000,00	1 749 182,01	0,00	0,00	2 004 182,01
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	6 610 019,00	0,00	-644 351,41	0,00	5 965 667,59
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	19 726,50	0,00	0,00	19 726,50
Total des recettes d'équipement		**6 865 019,00**	**1 768 908,51**	**-644 351,41**	**0,00**	**7 989 576,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 174 630,00	0,00	0,00	0,00	1 174 630,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	3 120 061,09	0,00	3 120 061,09
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	14 796,40	0,00	0,00	14 796,40
Total des recettes financières		**1 174 630,00**	**14 796,40**	**3 120 061,09**	**0,00**	**4 309 487,49**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**8 039 649,00**	**1 783 704,91**	**2 475 709,68**	**0,00**	**12 299 063,59**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*644 351,41*	*0,00*	*644 351,41*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*2 010 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 010 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*498 000,00*		*0,00*	*0,00*	*498 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 508 000,00***		***644 351,41***	***0,00***	***3 152 351,41***
TOTAL		**10 547 649,00**	**1 783 704,91**	**3 120 061,09**	**0,00**	**15 451 415,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 928 517,82**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 379 932,82**

PROJET

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	2 627 121,41

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(5) Sauf 165, 166 et 16449.
(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	5 978 499,00	0,00	0,00	0,00	5 978 499,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	10 402 000,00	0,00	0,00	0,00	10 402 000,00
014	Atténuations de produits	365 000,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 129 398,00	0,00	247 581,78	0,00	1 376 979,78
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**17 874 897,00**	**0,00**	**247 581,78**	**0,00**	**18 122 478,78**
66	Charges financières	582 016,00	0,00	50 000,00	0,00	632 016,00
67	Charges spécifiques (4)	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**18 460 913,00**	**0,00**	**297 581,78**	**0,00**	**18 758 494,78**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*644 351,41*	*0,00*	*644 351,41*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*2 010 000,00*		*0,00*	*0,00*	*2 010 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 010 000,00***		***644 351,41***	***0,00***	***2 654 351,41***
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**941 933,19**	**0,00**	**21 412 846,19**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 412 846,19**

PROJET

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 576 100,00	0,00	0,00	0,00	1 576 100,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 309 634,00	0,00	0,00	0,00	2 309 634,00
731	Fiscalité locale	11 895 500,00	0,00	0,00	0,00	11 895 500,00
74	Dotations et participations (4)	4 224 600,00	0,00	0,00	0,00	4 224 600,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	402 549,00	0,00	0,00	0,00	402 549,00
Total des recettes de gestion courante		**20 438 383,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 438 383,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	5 300,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**20 443 683,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 443 683,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*27 230,00*		*0,00*	*0,00*	*27 230,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***27 230,00***		***0,00***	***0,00***	***27 230,00***
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 470 913,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**941 933,19**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 412 846,19**

PROJET

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**2 627 121,41**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		149 091,90	*0,00*	149 091,90
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		102 600,00	*0,00*	*102 600,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		447 374,89	*0,00*	447 374,89
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		6 133 217,03	*0,00*	*6 133 217,03*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)			*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**6 832 283,82**	***0,00***	**6 832 283,82**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 832 283,82**

PROJET

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	247 581,78	*0,00*	247 581,78
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	50 000,00	*0,00*	50 000,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*644 351,41*	644 351,41
	Dépenses de fonctionnement – Total	**297 581,78**	***644 351,41***	**941 933,19**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**941 933,19**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 749 182,01	*0,00*	1 749 182,01
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-644 351,41	*0,00*	-644 351,41
18	Cpte de liaison : affectation (BA régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		19 726,50	*0,00*	*19 726,50*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*644 351,41*	644 351,41
024	Produits des cessions d'immobilisations		14 796,40		14 796,40
	Recettes d'investissement – Total		**1 139 353,50**	***644 351,41***	**1 783 704,91**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**1 928 517,82**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**3 120 061,09**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 832 283,82**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

PROJET

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	*0,00*	0,00
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	941 933,19
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	941 933,19

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

	Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 547 649,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	152 933,00	149 091,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 091,90
204	Subventions d'équipement versées (10)	14 355,00	102 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 600,00
21	Immobilisations corporelles	1 614 931,00	447 374,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 374,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 162 000,00	6 133 217,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 133 217,03
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 944 219,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 958 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 078 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**10 022 419,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*27 230,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*498 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**525 230,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

PROJET

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								6 832 283,82

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**10 547 649,00**	**1 783 704,91**	**0,00**	**0,00**	**1 783 704,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	255 000,00	1 749 182,01	0,00	0,00	1 749 182,01
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 610 019,00	0,00	-644 351,41	0,00	-644 351,41
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	19 726,50	0,00	0,00	19 726,50
Total des recettes d'équipement		**6 865 019,00**	**1 768 908,51**	**-644 351,41**	**0,00**	**1 124 557,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 174 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

	Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	14 796,40	0,00	0,00	14 796,40
Total des recettes financières		**1 174 630,00**	**14 796,40**	**0,00**	**0,00**	**14 796,40**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**8 039 649,00**	**1 783 704,91**	**-644 351,41**	**0,00**	**1 139 353,50**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*644 351,41*	*0,00*	*644 351,41*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*2 010 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*498 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***2 508 000,00***		***644 351,41***	***0,00***	***644 351,41***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**1 928 517,82**
Affectation au compte 1068 (9)	**3 120 061,09**
Total des recettes d'investissement cumulées	**6 832 283,82**

PROJET

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget [illegible].
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 547 649,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	152 933,00	149 091,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 091,90
202	Frais réalisation documents urbanisme	10 000,00	22 074,00		0,00	0,00	0,00	0,00	22 074,00
2031	Frais d'études	113 200,00	126 924,00		0,00	0,00	0,00	0,00	126 924,00
2033	Frais d'insertion	0,00	93,90		0,00	0,00	0,00	0,00	93,90
2051	Concessions, droits similaires	29 733,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	14 355,00	102 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 600,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	14 355,00	102 600,00		0,00	0,00	0,00	0,00	102 600,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 614 931,00	447 374,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 374,89
2111	Terrains nus	122 100,00	5 388,00		0,00	0,00	0,00	0,00	5 388,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	15 719,35		0,00	0,00	0,00	0,00	15 719,35
2128	Autres agencements et aménagements	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	20 000,00	475,00		0,00	0,00	0,00	0,00	475,00
21351	Bâtiments publics	91 500,00	105 123,04		0,00	0,00	0,00	0,00	105 123,04
2138	Autres constructions	3 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	75 600,00	5 924,01		0,00	0,00	0,00	0,00	5 924,01
21534	Réseaux d'électrification	0,00	39 178,40		0,00	0,00	0,00	0,00	39 178,40
21535	Réseaux de transmission	0,00	2 895,25		0,00	0,00	0,00	0,00	2 895,25
21568	Autre matériel, outillage incendie	47 761,00	24 361,44		0,00	0,00	0,00	0,00	24 361,44
215731	Matériel roulant	225 000,00	19 557,79		0,00	0,00	0,00	0,00	19 557,79
215738	Autre matériel et outillage de voirie	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	117 247,00	4 002,49		0,00	0,00	0,00	0,00	4 002,49
21828	Autres matériels de transport	5 680,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	10 000,00	1 400,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
21838	Autre matériel informatique	108 299,00	1 672,07		0,00	0,00	0,00	0,00	1 672,07
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	3 000,00	549,40		0,00	0,00	0,00	0,00	549,40
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	280 100,00	23 789,35		0,00	0,00	0,00	0,00	23 789,35
2185	Matériel de téléphonie	4 950,00	9 919,20		0,00	0,00	0,00	0,00	9 919,20
2188	Autres immobilisations corporelles	474 194,00	187 420,10		0,00	0,00	0,00	0,00	187 420,10
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 162 000,00	6 133 217,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 133 217,03
2312	Agencements et aménagements de terrains	705 000,00	26 304,28		0,00	0,00	0,00	0,00	26 304,28
2313	Constructions	4 217 000,00	3 385 000,81		0,00	0,00	0,00	0,00	3 385 000,81
2315	Install., matériel et outil. technique	1 240 000,00	2 670 874,91		0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 874,91
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	51 037,03		0,00	0,00	0,00	0,00	51 037,03
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 944 219,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 958 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 955 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16876	Dettes - Autres établ. publics locaux	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 078 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**10 022 419,00**	**6 832 283,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 832 283,82**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*27 230,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*7 230,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*2 230,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*5 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*20 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*20 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*498 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outil. technique*	*498 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**525 230,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

PROJET

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**10 547 649,00**	**1 783 704,91**	**0,00**	**0,00**	**1 783 704,91**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	255 000,00	1 749 182,01	0,00	0,00	1 749 182,01
1321	Subv. non transf. État, établ. nationaux	180 000,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	520 000,00	0,00	0,00	520 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	931 921,45	0,00	0,00	960 821,45
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13461	Dot. équip.territoires ruraux non transf	20 000,00	67 044,00	0,00	0,00	67 044,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	151 316,56	0,00	0,00	151 316,56
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	6 610 019,00	0,00	-644 351,41	0,00	-644 351,41
1641	Emprunts en euros	6 610 019,00	0,00	-644 351,41	0,00	-644 351,41
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217534	Réseaux d'électrification (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	19 726,50	0,00	0,00	19 726,50
2315	Install., matériel et outil. technique	0,00	19 726,50	0,00	0,00	19 726,50
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 865 019,00**	**1 768 908,51**	**-644 351,41**	**0,00**	**1 124 557,10**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 174 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 077 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	97 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	14 796,40	0,00	0,00	14 796,40
Total des recettes financières		**1 174 630,00**	**14 796,40**	**0,00**	**0,00**	**14 796,40**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**8 039 649,00**	**1 783 704,91**	**-644 351,41**	**0,00**	**1 139 353,50**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*644 351,41*	*0,00*	*644 351,41*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 010 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matérial,outil. techniques*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*498 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*498 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2764	*Créances/particuliers, pers. droit privé*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

PROJET

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre	***2 508 000,00***		***644 351,41***	***0,00***	***644 351,41***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**0,00**	**941 933,19**	**0,00**	**0,00**	**941 933,19**	**941 933,19**
011	Charges à caractère général (4)	5 978 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	10 402 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	365 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 129 398,00	0,00	0,00	247 581,78	0,00	0,00	247 581,78	247 581,78
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**17 874 897,00**	**0,00**	**0,00**	**247 581,78**	**0,00**	**0,00**	**247 581,78**	**247 581,78**
66	Charges financières	582 016,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00
67	Charges spécifiques (4)	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**586 016,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**		**50 000,00**	**50 000,00**
Total des dépenses réelles		**18 460 913,00**	**0,00**	**0,00**	**297 581,78**	**0,00**	**0,00**	**297 581,78**	**297 581,78**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*644 351,41*	*0,00*		*644 351,41*	*644 351,41*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*2 010 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 010 000,00**			**644 351,41**	**0,00**		**644 351,41**	**644 351,41**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**941 933,19**

PROJET

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 576 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 309 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 895 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	4 224 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	402 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**20 438 383,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	5 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**5 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**20 444 283,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*27 230,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**27 230,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**941 933,19**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**941 933,19**

PROJET

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).
(5) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**0,00**	**941 933,19**	**0,00**	**0,00**	**941 933,19**	**941 933,19**
011	Charges à caractère général (5)	5 978 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats de prestations de services	79 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	90 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	985 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	32 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	12 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	413 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	12 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	5 652,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	51 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	224 270,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	29 435,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	19 757,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	17 143,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	59 482,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	47 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	21 620,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61228	Autres	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	240 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	176 874,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	310 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	166 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
615232	Entretien, réparations réseaux	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	68 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	113 380,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	230 203,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	68 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	3 489,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	44 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	112 373,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	23 590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	63 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	64 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	814 397,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	40 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	57 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	10 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	80 143,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	20 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	112 950,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 850,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	20 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	57 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	960,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS/CIAS	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	126 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6288	Autres services extérieurs	211 980,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	68 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	103 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	10 402 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	6 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	28 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	100 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	17 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 678 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	78 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	43 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64116	Indemnités de licenciement	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 410 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 525 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	23 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	8 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	455 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 165 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 360 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations à l'assurance chômage	86 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	41 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	58 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

PROJET

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64731	Allocations chômage versées directement	80 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	35 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	18 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	365 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	225 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	140 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	1 129 398,00	0,00	0,00	247 581,78	0,00	0,00	247 581,78	247 581,78
65131	Bourses	38 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	185 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	13 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	16 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	69 551,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00		247 581,78	0,00	0,00	247 581,78	247 581,78
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	5 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	760 975,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Pénalités sur marchés	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	20 672,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**17 874 897,00**	**0,00**	**0,00**	**247 581,78**	**0,00**	**0,00**	**247 581,78**	**247 581,78**

PROJET

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
66	Charges financières	582 016,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	565 000,00	0,00		50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	2 016,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**586 016,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**		**50 000,00**	**50 000,00**
Total des dépenses réelles		**18 460 913,00**	**0,00**	**0,00**	**297 581,78**	**0,00**	**0,00**	**297 581,78**	**297 581,78**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*644 351,41*	*0,00*		*644 351,41*	*644 351,41*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*2 010 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*2 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 010 000,00**			**644 351,41**	**0,00**		**644 351,41**	**644 351,41**

PROJET

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	15 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	15 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043*).
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

PROJET

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**20 470 913,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 576 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7023	Menus produits forestiers	1 600 00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	17 501,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	50 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	470 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	50 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 309 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 149 034,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	160 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 895 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	10 986 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	9 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	4 224 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	2 211 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	959 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	272 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	8 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	24 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	81 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	24 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	402 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	118 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	271 249,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**20 438 383,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**20 443 683,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*27 230,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

PROJET

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*2 230,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*5 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**27 230,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

PROJET

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget de l'exercice.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043*).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 955 200,00**	**598 965,00**	**0,00**	**78 250,00**	**4 023 400,00**	**1 113 049,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 955 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	89 583,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	369 382,00	0,00	78 250,00	431 400,00	124 899,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	140 000,00	0,00	0,00	3 592 000,00	985 000,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**10 500 358,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 294 691,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 966 667,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	**1 577 200,00**	**0,00**	**179 600,00**	**496 755,00**		**10 022 419,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 958 200,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	63 200,00	0,00	0,00	0,00		152 933,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	14 355,00		14 355,00
21	Immobilisations corporelles	389 000,00	0,00	179 600,00	42 400,00		1 614 931,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 005 000,00	0,00	0,00	440 000,00		6 162 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	120 000,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**		**10 515 358,68**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 294 691,09
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	15 000,00		255 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		5 965 667,59
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

PROJET

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**1 955 200,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	1 955 200,00
	RECETTES	**10 500 358,68**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 174 630,00
106	Réserves	3 120 061,09
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	180 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	60 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	5 965 667,59

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**571 115,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**7 850,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	29 563,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	91 500,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	153 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	[illegible]	0,00	0,00	0,00	7 850,00
231	Immobilisations corporelles en cours	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage technic	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**598 965,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 583,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 308,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 574,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**78 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 250,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	75 650,00	0,00	0,00	0,00	75 650,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**120 360,00**	**310 540,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	15 360,00	23 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	105 000,00	287 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 [illegible]	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	3 991 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	4 023 400,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	391 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	431 400,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	3 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 592 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**475 400,00**	**4 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 999,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	39 400,00	4 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 349,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	435 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		18 000,00	550 000,00	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	18 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		2 000,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	1 113 049,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	3 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	150,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	123 399,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	985 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**183 200,00**	**1 281 900,00**	**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 100,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	53 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 100,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	31 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	10 400,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	1 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 577 200,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 200,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 100,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 400,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 600,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 600,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	179 600,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	179 600,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**433 [illegible],00**	**0,00**	**13 000,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	[illegible]	[illegible],00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	[illegible]	3 800,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	440 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**[illegible]**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	[illegible]	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**496 795,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 395,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 800,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**1 022 500,00**	**13 436 297,00**	**0,00**	**86 209,86**	**744 028,00**	**1 895 849,00**	**727 823,78**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	2 806 977,00	0,00	79 709,20	735 578,00	1 450 374,00	143 241,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 389 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	365 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	23 500,00	239 820,00	0,00	6,50	8 450,00	445 475,00	584 582,78	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	630 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**17 663 634,00**	**925 [illegible],00**	**0,00**	**16 000,00**	**633 000,00**	**942 900,00**	**29 800,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	[illegible],00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	[illegible],00	0,00	0,00	560 000,00	584 400,00	5 600,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 309 634,00	[illegible],00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 606 500,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 716 500,00	[illegible]8 700,00	0,00	0,00	73 000,00	314 200,00	24 200,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	31 000,00	243 097,00	0,00	16 000,00	0,00	34 300,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	**0,00**	**389 516,00**	**0,00**	**246 872,00**	**209 400,00**		**18 758 494,78**
011	Charges à caractère général	0,00	381 500,00	0,00	171 720,00	209 400,00		5 978 489,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00		10 402 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		365 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	75 152,00	0,00		1 376 979,78
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	2 016,00	0,00	0,00	0,00		632 016,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	**0,00**	**93 800,00**	**25 900,00**	**54 552,00**	**88 900,00**		**20 443 683,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		30 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0 400,00	16 900,00	3 400,00	77 400,00		1 576 100,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 309 634,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00		11 895 500,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00		4 224 600,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	55 500,00	0,00	11 152,00	11 500,00		402 549,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	**1 022 500,00**
654	Pertes sur créances irrécouvrables	10 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	13 500,00
661	Charges d'intérêts	630 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	365 000,00
	RECETTES	**17 663 634,00**
731	Fiscalité locale	11 606 500,00
732	Fiscalité reversée	2 309 634,00
741	D.G.F.	3 443 500,00
744	FCTVA	8 300,00
746	Dotation générale de décentralisation	3 000,00
748	Autres attributions et participations	261 700,00
758	Produits divers de gestion courante	31 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**13 817 887,00**	**0,00**	**76 000,00**	**7 900,00**	**114 910,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 244 200,00	0,00	5 000,00	1 500,00	10 460,00
611	Contrats de prestations de services	19 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	286 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	[illegible]	0,00	65 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	[illegible]	0,00	6 000,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	717 150,00	0,00	0,00	5 000,00	92 350,00
625	Déplacements et missions	18 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	140 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	133 600,00	0,00	0,00	1 400,00	10 460,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	245 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00
641	Rémunérations du personnel	7 231 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	133 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° opt prop. - Subvent°	20 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**858 297,00**	**0,00**	**47 300,00**	**27 500,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	47 300,00	0,00	0,00
708	Autres produits	272 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	21 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	7 500,00	0,00	0,00	27 500,00	0,00
752	Revenus des immeubles	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	208 097,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social region./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco.,soc.,env. et [illegible]	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
	DEPENSES	**219 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	219 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 436 297,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 291 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 020,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 990,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 450,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 304,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 250,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 863,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 590,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 700,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 050,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 460,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 200,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 650,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 231 300,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 720 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**925 097,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00

PROJET

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° internég.,eur./intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 300,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 700,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 700,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 097,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**86 209,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 209,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	17 622,00	0,00	0,00	0,00	17 622,00
615	Entretien et réparations	0,00	7 277,00	0,00	0,00	0,00	7 277,00
618	Divers	0,00	14 510,00	0,00	0,00	0,00	14 510,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
RECETTES		**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes [illegible]	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**41 693,00**	**205 635,00**	**0,11**	**5 100,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	[illegible]	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	29 402,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	9 700,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	[illegible]	31 162,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	1 350,00	0,00	5 100,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Evolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° opt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	474 000,00	[illegible]	300,00	0,00	12 800,00	0,00	744 028,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	2 000,00	0,00	67 600,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	362 [illegible]	[illegible]	300,00	0,00	10 800,00	0,00	468 754,50
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 300,00
618	Divers	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 643,50
628	Divers	0,00	[illegible]	[illegible]0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 450,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		[illegible]	[illegible]	465 000,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00	633 000,00
706	Prestations de services	[illegible]	0,00	465 000,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	560 000,00
747	Participations	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	73 000,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**19 000,00**	**374 420,00**	**53 650,00**	**17 143,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**762 791,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	23 550,00	1 500,00	17 143,00	0,00	0,00	0,00	12 550,00	0,00
613	Locations	0,00	41 200,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 784,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	2 000,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 310,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	16 000,00	210 020,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487 437,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	2 000,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
628	Divers	0,00	49 150,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 960,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	20 300,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00
657	Charges interven° opt.prop. - Subvent°	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**215 100,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**368 400,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	132 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 900,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	73 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 900,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou de loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**345,00**	**89 045,00**	**0,00**	[illegible]	[illegible],11	**276 605,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	345,00	11 845,00	0,00	[illegible]	0,00	930,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	77 200,00	[illegible]	[illegible]	9 600,00	200,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 475,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**24 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	24 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
	DEPENSES	**280 250,00**	**0,00**	**11 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 995 849,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	70 000,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	142 483,00
613	Locations	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	128 084,00
615	Entretien et réparations	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	122 910,00
616	Primes d'assurances	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
618	Divers	30 000,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	759 957,00
624	Transports biens, transports collectifs	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00
625	Déplacements et missions	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760,00
627	Services bancaires et assimilés	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
628	Divers	[illegible],00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	138 110,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	95 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	155 000,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	440 475,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	RECETTES	**225 300,00**	**0,00**	**95 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**942 900,00**
706	Prestations de services	106 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	578 800,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
708	Autres produits	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
747	Participations	120 000,00	0,00	95 100,00	0,00	0,00	0,00	314 200,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 300,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres ès sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**46 551,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° opt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides financières à domicile	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**376 988,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	7 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	209,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	12 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	37 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**29 [illegible]**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	5 [illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	24 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4233 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**245 672,00**	**727 823,78**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	6 200,00	15 000,00
613	Locations	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
615	Entretien et réparations	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	12 472,00	15 472,00
618	Divers	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	209,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	[illegible]	55 200,00	0,00	0,00	0,00	67 690,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	3 000,00	41 270,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 561,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00	538 031,78
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 800,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**85 016,00**	**287 000,00**	**[illegible]**	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	12 000,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	18 000,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	[illegible]	8 500,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	1 500,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**8 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	[illegible]	0,00	0,00	8 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dev.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**55 503,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	55 503,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**389 516,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 200,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 300,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 016,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 900,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 400,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 500,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoires	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 900,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 900,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 900,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 900,00
731	Fiscalité locale	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine				
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets		722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**52 752,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 720,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 700,00
611	Contrats de prestations de services	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 020,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	13 [illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interv[illegible] cpt prop. - Subvent[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**[illegible]**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	7 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 950,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**16 450,00**	**0,00**	**0,00**	**246 872,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 900,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	34 020,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 450,00	0,00	0,00	16 450,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 152,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 600,00**	**0,00**	**0,00**	**54 552,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	1 600,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 652,00

PROJET

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	[illegible]	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	[illegible]	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	[illegible]	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	[illegible]	0,00	70 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	[illegible]	0,00	6 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	[illegible]	[illegible]	0,00	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**209 400,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 000,00
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 900,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 800,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					29 231 198,00									
1641 Emprunts en euros (total)					29 231 [illegible]									
00042711201 (00042711201)	Crédit Mutuel	27/12/2022	2022-12-27	28/02/2023	[illegible]		FIXE	2,900	2,945		T	P	O	A-1
10278 00160 00030234904 (Y000	Crédit Mutuel	17/10/2011	2012-02-01	30/04/2012	[illegible]	C	TAUX STRUCTURES	2,642	3,530		T	P	O	A-1
1236857 (Y1236857)	Caisse des Dépôts et Consignation	11/12/2012	2013-01-16	01/02/2014	[illegible]	V	LIVRETA	3,250	2,031		A	C	O	A-1
427112 06 (2018001)	Crédit Mutuel	23/10/2018	2018-12-27	[illegible]	[illegible]	F	FIXE	1,180	1,199		T	C	O	A-1
427112-003-03 (Y6040026/46)	Landesbank Saar	22/07/2014	2014-07-1	[illegible]	2 663 820,00	V	EURIBOR03M	1,559	1,168		T	C	O	A-1
604002032 (Y604002032)	Landesbank Saar	13/09/2013	2013-[illegible]	[illegible]	1 183 000,00	V	EURIBOR03M	2,117	1,785		T	C	O	A-1
86451508859 (Y451508859)	Crédit Agricole	29/12/2009	[illegible]	[illegible]	1 667 000,00	V	EURIBOR03M	1,042	0,527		T	C	O	A-1
86473874195 (201901)	Crédit Agricole	19/12/2019	2019-[illegible]	[illegible]/2020	1 000 000,00	F	FIXE	0,640	0,648		T	P	O	A-1
5067934 (Y9067934)	Caisse d'Epargne	03/10/2012	2013-[illegible]	05/08/2013	2 714 800,00	F	FIXE	4,090	4,289		T	P	O	A-1
C725767 (GEE2304B)	Crédit Foncier	05/12/2023	2023-12-1[illegible]	14/03/2024	3 200 000,00	F	FIXE	3,860	4,025		T	C	O	A-1
C729440 (YGEE2404V)	Crédit Foncier	18/12/2024	2024-12-23	23/03/2025	3 200 000,00	F	FIXE	3,270	3,327		T	C	O	A-1
MON522340UR (YMON503028)	Caisse Française de Financement Local	10/04/2015	2015-04-17	01/08/2015	1 870 000,00	V	EURIBOR03M	1,034	1,318		T	P	O	A-1
MON552826EUR (202501)	Caisse Française de Financement Local	03/07/2025	2025-07-25	01/11/2025	7 000 000,00	F	FIXE	3,450	3,509		T	C	O	A-1
Y000000001 (Y000000001)	Crédit Agricole	30/12/2010	2011-05-31	31/05/2012	1 555 000,00	V	EURIBOR03M	1,960	0,557		A	C	O	A-1
Y000000004 (Y000000004)	Crédit Agricole	30/12/2010	2011-05-31	31/05/2012	1 000 000,00	V	EURIBOR03M	1,960	0,557		A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

PROJET

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**29 231 198,00**									

PROJET

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

PROJET

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? OIN (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (%)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**17 584 018,62**					**1 909 987,40**	**557 260,10**	**0,00**	**63 352,99**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		17 584 018,62					1 909 987,40	557 260,10	0,00	63 352,99
00042711201 (00042711201)	N	0,00	A-1	[illegible]	[illegible]	F	FIXE	2,900	29 464,79	11 761,33	0,00	997,81
10278 00160 00030234904 (Y000	N	0,00	A-1	[illegible]	[illegible]	C	TAUX STRUCTURES	5,089	27 675,00	9 976,61	0,00	1 539,74
1236857 (Y1236857)	N	0,00	A-1	[illegible]	7,08	V	LIVRETA	3,400	38 888,90	10 577,78	0,00	6 725,75
427112 06 (2018001)	N	0,00	A-1	[illegible]	7,83	F	FIXE	1,180	26 666,68	2 399,33	0,00	371,10
427112-003-03 (Y804002648)	N	0,00	[illegible]	[illegible]	3,58	V	EURIBOR03M	3,416	177 574,68	21 515,77	0,00	2 949,74
804002032 (Y604002032)	N	0,00	[illegible]	[illegible]	2,91	V	EURIBOR03M	4,083	78 868,68	8 384,17	0,00	622,82
86451508859 (Y451508859)	N	0,00	A-1	375 075,00	4,31	V	EURIBOR03M	0,087	83 350,00	302,45	0,00	49,35
86473874195 (201901)	N	0,00	A-1	611 471,99	9,00	F	FIXE	0,640	66 216,40	3 754,72	0,00	9,89
9097934 (Y9097934)	N	0,00	A-1	534 191,05	2,09	F	FIXE	4,090	225 201,93	18 423,88	0,00	1 957,46
C725757 (GEE2304B)	N	0,00	A-1	2 773 333,36	12,95	F	FIXE	3,950	213 333,32	106 386,67	0,00	5 056,00
C729440 (YGEE2404V)	N	0,00	A-1	2 986 666,68	13,98	F	FIXE	3,270	213 333,32	95 048,00	0,00	2 267,20
MON522340UR (YMON503028)	N	0,00	A-1	634 215,24	4,33	V	EURIBOR03M	3,080	134 999,02	19 104,67	0,00	2 647,29
MON552826EUR (202501)	N	0,00	A-1	6 883 333,33	14,58	F	FIXE	3,450	466 666,68	231 437,50	0,00	36 695,31
Y000000001 (Y000000001)	N	0,00	A-1	466 500,00	5,42	V	EURIBOR03M	2,705	77 750,00	11 069,07	0,00	890,84
Y000000004 (Y000000004)	N	0,00	A-1	300 000,00	5,42	V	EURIBOR03M	2,705	50 000,00	7 118,37	0,00	572,89
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

PROJET

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés publics de travaux et aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**17 594 018,62**					**1 909 987,40**	**557 293,10**	**0,00**	**63 352,99**

PROJET

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	15	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 594 018,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		30-11-2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Cheptel	5	01/01/2000
L	BATIMENTS PRIVES	60	01/01/2000
L	Matériel de transport	10	30/11/2022
L	Analyses et mesures	10	30/11/2022
L	Ameublement	5	30/11/2022
L	Logiciels	2	30/11/2022
L	Matériel de monétique	5	30/11/2022
L	Matériel audiovisuel	5	30/11/2022
L	Matériel d'expo, d'affichage et signalét	10	30/11/2022
L	Chauffage sanitaire	10	30/11/2022
L	Entretien nettoyage	5	30/11/2022
L	Suv.équip.versées inf.20 000 ?	1	30/11/2022
L	Hébergement, hôtellerie	10	30/11/2022
L	Restauration - Equipement cuisine	10	30/11/2022
L	Installations de voirie	10	30/11/2022
L	Matériel lié au stationnement	15	30/11/2022
L	Plan local d'urbanisme sup.100 000 ?	10	30/11/2022
L	Autre matériel et outillage Atelier	15	30/11/2022
L	Autre matériel et outillage Garage	15	30/11/2022
L	Agriculture et environnement	10	30/11/2022
L	Gymnastique	15	30/11/2022
L	Frais d'études	5	30/11/2022
L	Frais d'insertion	5	30/11/2022
L	Matériel de bureau	5	30/11/2022
L	Subv.équip.versées inf.100 000 ?	5	30/11/2022
L	Subv.équip.versées sup.100 000 ?	15	30/11/2022
L	Matériel technique incendie et défense civile	10	30/11/2022
L	Police	10	30/11/2022
L	Equipement de puériculture	10	30/11/2022
L	Matériel de voirie	15	30/11/2022

PROJET

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Plan local d'urbanisme	5	30/11/2022
L	Matériel roulant	15	30/11/2022
L	Matériel de plein-air ou de gymnase	15	30/11/2022
L	Matériel aérien	15	30/11/2022
L	Autres matériel sport, loisir, tourisme	15	30/11/2022
L	Restauration - Mobilier de restauration	15	30/11/2022
L	Mobilier	15	30/11/2022
L	Matériel informatique	3	30/11/2022
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	20	30/11/2022
L	Matériel télésurveillance et téléalarme	10	30/11/2022
L	Reproduction, imprimerie	5	30/11/2022
L	Autres agencements et aménagements de te	30	30/11/2022
L	Matériel de téléphonie	2	30/11/2022
L	Musique, peinture et spectacle	10	30/11/2022
L	Bibliothèque, médiathèque, archives	10	30/11/2022
L	Mat. établis. sociaux & médico-sociaux	10	30/11/2022
L	Entretien ménager	10	30/11/2022
L	Eclairage public, électricité	10	30/11/2022
L	Sport nautique	15	30/11/2022

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		57 968,39	57 968,39	0,00	57 968,39
Provisions pour litiges	0,00		48 176,69	48 176,69	0,00	48 176,69
Litiges au titre acte juridique	0,00	29/09/2021	48 176,69	48 176,69	0,00	48 176,69
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		9 791,70	9 791,70	0,00	9 791,70
Créances douteuses	0,00	04/11/2025	9 791,70	9 791,70	0,00	9 791,70
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

PROJET

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		57 968,39	57 968,39	0,00	57 968,39
TOTAL PROVISIONS	0,00		57 968,39	57 968,39	0,00	57 968,39

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires [illegible].

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	32 945 937,48	25 167 917,25	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 600 000,00**	**2 043 302,01**											**64 568,12**	**693 302,92**
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	2025	C	Concession Zac de la Tuilerie	La banque Postale	1 200 000,00	[illegible]	[illegible]	T	F	FIXE	3,348	F	FIXE	3,310	A-1		31 031,25	300 000,00
Sodevam	2020	P	ZAC DE LA TUILERIE	Caisse d'Epargne	1 200 000,00	153 302,91	0,58	T	F	FIXE	0,721	F	FIXE	0,700	A-1		536,87	153 302,92
Sodevam	2024	C	Concession Zac de la Tuilerie	La banque Postale	1 200 000,00	840 000,00	3,29	T	F	FIXE	4,470	F	FIXE	4,400	A-1		33 000,00	240 000,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**29 345 937,46**	**23 124 614,34**											**687 236,86**	**558 932,24**
3F GRAND EST	2007	P	Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	341 567,00	266 457,92	31,83	A	V	LIVRETA	2,225	V	LIVRETA	3,300	A-1		8 793,11	4 814,85
3F GRAND EST	2007	P	Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	1 548 911,00	1 048 354,77	31,83	A	V	LIVRETA	2,312	V	LIVRETA	3,300	A-1		34 595,71	33 178,59

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2008	P	Regroupement - Réaménagement des prêts 0433315 et 0459479	Caisse des Dépôts et de Consignations	741 068,89	296 705,24	7,50	A	V	LIVRETA	2,634	V	LIVRETA	3,730	A-1		12 169,40	30 739,72
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 30 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	538 113,00	410 728,34	26,83	A	V	LIVRETA	2,351	V	LIVRETA	3,000	A-1		12 321,85	9 121,82
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 30 logements (part foncière) ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	134 050,32	111 776,21	36,83	A	V	LIVRETA	2,351	V	LIVRETA	3,000	A-1		3 353,29	1 404,98
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 5 logements ZAC Olympe II 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	78 078,84	57 051,34	26,83	A	V	LIVRETA	1,671	V	LIVRETA	2,200	A-1		1 255,13	1 441,92
3F GRAND EST	2012	P	Construction de 8 logements (part foncière) ZAC Olympe II 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	20 505,39	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	1,667	V	LIVRETA	2,200	A-1		360,88	252,61
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	499 [illegible]	441 [illegible]	32,17	A	V	LIVRETA	2,607	V	LIVRETA	3,000	A-1		13 468,77	3 762,46
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	351 528,25	326 179,03	42,17	A	V	LIVRETA	2,674	V	LIVRETA	3,000	A-1		10 320,70	0,00
3F GRAND EST	2017	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	308 938,25	272 351,13	32,17	A	V	LIVRETA	0,540	V	LIVRETA	2,200	A-1		5 991,73	3 206,03
3F GRAND EST	2017	P	Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	124 788,50	114 196,14	42,17	A	V	LIVRETA	1,851	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 987,42	63,40
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	196 802,90	187 127,86	35,00	A	V	LIVRETA	2,693	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 748,88	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	119 097,17	115 155,96	45,00	A	V	LIVRETA	3,203	V	LIVRETA	3,600	A-1		3 474,32	0,00
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	110 540,67	103 828,96	35,00	A	V	LIVRETA	1,948	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 907,21	351,09
3F GRAND EST	2020	P	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	66 962,59	64 981,74	45,00	A	V	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 621,17	0,00
3F GRAND EST	2020	C	Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	Caisse des Dépôts et de Consignations	30 000,00	30 000,00	33,50	A	[illegible]	[illegible]	0,372	F	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
BATIGERE SAREL	2008	P	Construction de 31 logements ZAC de la Brasserie 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	2 600 000,00	1 535 [illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,811	V	LIVRETA	3,400	A-1		52 053,69	50 401,35
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	25 [illegible]	[illegible]	47,17	A	V	LIVRETA	2,110	V	LIVRETA	2,200	A-1		602,94	146,89
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	32 500,00	31 447,30	45,17	A	V	LIVRETA	2,103	V	LIVRETA	2,200	A-1		754,01	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	71 750,00	72 559,72	37,17	A	V	LIVRETA	2,822	V	LIVRETA	3,000	A-1		2 409,24	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	61 500,00	59 926,32	45,17	A	V	LIVRETA	2,888	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 726,28	0,00
BATIGERE SAREL	2021	P	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	68 750,00	64 086,87	20,17	A	F	FIXE	0,477	F	FIXE	0,510	A-1		275,84	2 446,66
BATIGERE SAREL	2021	C	Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	Caisse des Dépôts et de Consignations	21 250,00	21 250,00	35,17	A	V	LIVRETA	0,984	V	LIVRETA	3,000	A-1		0,00	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 30 logements et 30 placesIits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	169 525,00	53 026,46	29,00	A	V	LIVRETA	0,370	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 484,74	550,00
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 30 logements et 30 placesIits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	117 625,00	99 603,37	39,00	A	V	LIVRETA	1,709	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 788,90	188,61
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 20 logements et 20 placesIits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	208 750,00	86 084,31	29,00	A	V	LIVRETA	0,552	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 410,64	892,99
BATIGERE SAREL	2015	P	Construction de 20 logements et 20 placesIits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	61 000,00	51 654,[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	LIVRETA	1,721	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 446,31	97,81
BATIGERE SAREL	2014	P	Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	[illegible]	[illegible]	28,67	A	V	LIVRETA	1,426	V	LIVRETA	3,000	A-1		7 316,95	3 749,46
BATIGERE SAREL	2014	P	Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	362 500,00	283 720,45	28,67	A	V	LIVRETA	1,579	V	LIVRETA	2,200	A-1		6 241,85	5 287,24
BATIGERE SAREL	2015	P	Contrat CDC n° 5146799	Caisse des Dépôts et de Consignations	425 000,00	366 502,21	30,58	A	V	LIVRETA	2,498	V	LIVRETA	3,000	A-1		10 995,07	3 788,84
CLINIQUE SAINTE-ELISABETH	2015	C	Construction de 78 logements et 78 placesIits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	2 762 416,03	1 933 691,22	20,25	A	V	LIVRETA	2,760	V	LIVRETA	3,510	A-1		67 672,56	92 080,54

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CLINIQUE SAINTE-ELISABETH	2015	P	Construction de 76 logements et 76 placesIlts situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	406 498,47	277 774,04	20,25	T	V	LIVRETA	2,614	V	LIVRETA	2,957	-		8 090,34	13 549,96
ICF NORD EST	2009	P	Construction de 9 logements Rue des Fleurs 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	700 000,00	455 978,14	18,67	A	V	LIVRETA	2,260	V	LIVRETA	3,000	A-1		13 679,34	15 326,81
ICF NORD EST	2021	P	Opération 48 logements rue de l'Europe	Caisse des Dépôts et de Consignations	505 012,50	505 012,50	30,17	A	V	LIVRETA	2,079	V	LIVRETA	3,000	A-1		15 150,38	3 170,19
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278013	Caisse des Dépôts et de Consignations	168 915,24	32 802,95	1,25	A	V	LIVRETA	2,031	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 180,91	16 125,91
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278014	Caisse des Dépôts et de Consignations	240 802,46	41 812,96	1,25	A	V	LIVRETA	2,031	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 505,25	20 595,04
ICF NORD EST	2015	P	Contrat CDC n° 1278023	Caisse des Dépôts et de Consignations	293 633,54	57 [illegible]	2,17	A	V	LIVRETA	2,077	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 638,57	22 720,87
ICF NORD EST	2022	P	Opération Cité des Ateliers	Caisse des Dépôts et de Consignations	[illegible]	[illegible]	11,42	A	V	LIVRETA	2,834	V	LIVRETA	2,930	A-1		14 944,57	31 300,27
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0223628	Caisse des Dépôts et de Consignations	130 411,63	73 534,20	7,00	A	C	TAUX STRUCTURES	2,997	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 647,23	7 777,78
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0273573	Caisse des Dépôts et de Consignations	67 886,35	33 409,25	8,75	A	V	LIVRETA	2,614	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 062,33	3 184,38
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 0274904	Caisse des Dépôts et de Consignations	632 029,07	364 777,19	8,75	A	V	LIVRETA	2,614	V	LIVRETA	3,000	A-1		11 598,97	34 768,48
LOGIEST SAHLM	2018	P	Refinancement du prêt n° 1307443	Caisse des Dépôts et de Consignations	44 584,49	26 652,36	11,83	A	V	LIVRETA	2,308	V	LIVRETA	3,000	A-1		799,57	1 980,70
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	272 892,75	226 432,22	30,50	A	V	LIVRETA	0,658	V	LIVRETA	2,200	A-1		4 981,51	3 113,85

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	132 457,25	116 044,20	40,50	A	V	LIVRETA	0,557	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 779,35	448,00
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	326 141,25	292 867,13	40,50	A	V	LIVRETA	1,368	V	LIVRETA	3,000	A-1		9 574,52	0,00
LOGIEST SAHLM	2017	P	Opération VAFE 63 logements Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	690 358,75	591 197,80	30,50	A	V	LIVRETA	1,272	V	LIVRETA	3,000	A-1		17 735,94	6 111,70
LOGIEST SAHLM	2011	P	Travaux de réhabilitation de 40 logements - 6 à 8 rue Nationale 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	44 665,50	3 385,81	0,33	A	[illegible]	[illegible]	[illegible]	F	FIXE	1,900	-		64,33	3 385,81
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	151 599,25	151 599,25	[illegible]	[illegible]	[illegible]	LIVRETA	2,918	V	LIVRETA	2,930	A-1		4 475,12	979,50
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	53 934,75	[illegible]	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	2,853	V	LIVRETA	2,930	A-1		1 666,83	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	75 [illegible]	[illegible]	[illegible]47,25	A	V	LIVRETA	2,151	V	LIVRETA	2,200	A-1		1 621,98	390,01
LOGIEST SAHLM	2022	P	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	28 147,00	28 147,00	47,25	A	V	LIVRETA	2,160	V	LIVRETA	2,200	A-1		649,57	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	C	14 lgts Rue Kleber Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	52 500,00	52 500,00	46,25	A	V	FIXE	2,149	V	FIXE	1,500	A-1		787,50	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	239 369,50	239 369,50	37,75	A	V	LIVRETA	2,775	V	LIVRETA	2,930	A-1		7 063,09	1 545,95
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	167 397,25	167 397,25	47,75	A	V	LIVRETA	2,793	V	LIVRETA	2,930	A-1		5 173,94	0,00
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	99 545,25	99 545,25	37,75	A	V	LIVRETA	2,101	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 281,47	648,59
LOGIEST SAHLM	2022	P	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	89 700,00	89 700,00	47,75	A	V	LIVRETA	2,119	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 070,06	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
LOGIEST SAHLM	2022	C	24 lgts Rue Pasteur Yutz	Caisse des Dépôts et de Consignations	90 000,00	90 000,00	46,25	A	V	FIXE	2,147	V	FIXE	1,500	A-1		1 350,00	0,00
LOGIEST SAHLM	2023	C	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	92 500,00	92 500,00	37,25	A	V	LIVRETA	1,092	V	LIVRETA	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	107 427,50	106 112,39	47,25	A	V	LIVRETA	2,139	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 334,47	1 328,05
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	238 697,00	233 508,57	37,25	A	V	LIVRETA	2,127	V	LIVRETA	2,200	A-1		5 137,19	4 120,07
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	195 038,50	190 393,55	47,25	A	V	FIXE	3,491	F	FIXE	3,920	A-1		7 463,43	1 399,68
LOGIEST SAHLM	2023	P	VIVEST	Caisse des Dépôts et de Consignations	494 787,50	483 942,71	37,25	A	F	FIXE	3,473	F	FIXE	3,920	A-1		18 971,54	5 730,04
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	63 721,25	30 [illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	3,212	V	LIVRETA	3,490	A-1		2 082,77	459,72
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	2[illegible]	[illegible]	34,92	A	V	LIVRETA	2,041	V	LIVRETA	2,200	A-1		6 177,13	1 201,21
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	103 053,25	99 498,38	44,92	A	V	LIVRETA	2,073	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 191,94	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	84 643,75	79 960,62	34,92	A	V	LIVRETA	3,212	V	LIVRETA	3,490	A-1		2 766,84	610,88
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	68 529,60	66 806,00	44,92	A	V	LIVRETA	3,252	V	LIVRETA	3,490	A-1		2 402,71	0,00
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	388 524,75	369 690,01	34,92	A	V	LIVRETA	2,790	V	LIVRETA	3,000	A-1		11 994,67	1 268,27
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	P	Opération 5007-YUTZ Clé de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	139 861,00	135 191,40	44,92	A	V	LIVRETA	2,828	V	LIVRETA	3,000	A-1		4 032,97	0,00

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Logiest Société Anonyme d'HLM	2020	C	Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Caisse des Dépôts et de Consignations	157 500,00	157 500,00	44,92	A	V	FIXE	1,045	V	FIXE	0,580	A-1		913,50	0,00
NEOLIA LORRAINE	2017	P	CN 20 LGTS YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	364 747,50	312 356,37	30,42	A	V	LIVRETA	1,351	V	LIVRETA	3,000	A-1		9 370,69	3 229,09
NEOLIA LORRAINE	2017	P	CN 20 LGTS YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	79 884,50	71 685,41	40,42	A	V	LIVRETA	1,510	V	LIVRETA	3,000	A-1		2 345,17	0,00
NEOLIA LORRAINE	2012	P	Acquisition - Amélioration de 30 logements Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	339 265,00	257 746,93	26,92	A	[illegible]	[illegible]	[illegible]	V	LIVRETA	3,000	A-1		7 732,41	6 102,28
NEOLIA LORRAINE	2012	P	Acquisition - Amélioration de 30 logements (part foncière) Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	593 160,50	492 151,88	[illegible]	A	[illegible]	LIVRETA	2,414	V	LIVRETA	3,000	A-1		14 764,56	6 994,29
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066045	Caisse des Dépôts et de Consignations	34 [illegible]	[illegible]	28,25	A	V	LIVRETA	1,955	V	LIVRETA	3,040	A-1		936,59	221,95
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066046	Caisse des Dépôts et de Consignations	120 115,00	101 475,38	28,25	A	V	LIVRETA	1,926	V	LIVRETA	3,040	A-1		3 084,85	1 056,73
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066047	Caisse des Dépôts et de Consignations	66 019,50	53 002,23	28,25	A	V	LIVRETA	1,614	V	LIVRETA	2,200	A-1		1 166,05	855,90
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066048	Caisse des Dépôts et de Consignations	15 551,00	15 880,96	28,25	A	V	LIVRETA	1,716	V	LIVRETA	2,200	A-1		349,38	122,59
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066049	Caisse des Dépôts et de Consignations	156 074,75	131 383,19	28,25	A	V	LIVRETA	2,358	V	LIVRETA	3,000	A-1		3 941,80	1 683,64
NEOLIA LORRAINE	2015	P	Prêt Néolia Lorraine n° 5066050	Caisse des Dépôts et de Consignations	45 603,00	40 191,90	28,25	A	V	LIVRETA	2,463	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 386,69	6,38

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Sodevam	2019	P	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	Caisse des Dépôts et de Consignations	800 000,00	58 827,31	0,42	T	F	FIXE	0,902	F	FIXE	0,903	A-1		198,69	58 827,31
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	50 034,25	45 632,66	42,42	A	V	LIVRETA	1,958	V	LIVRETA	2,200	A-1		1 193,77	25,33
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	150 454,00	132 188,25	32,42	A	V	LIVRETA	1,958	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 908,14	1 666,11
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	209 743,00	194 464,93	42,42	A	V	LIVRETA	2,743	V	LIVRETA	3,000	A-1		6 167,54	0,00
VILOGIA	2019	P	Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	630 701,75	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,688	V	LIVRETA	3,000	A-1		17 035,53	4 751,76
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre à YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	[illegible]	[illegible]	31,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	3,000	A-1		14 480,77	3 818,96
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	283 529,50	256 531,18	41,50	A	V	LIVRETA	1,350	V	LIVRETA	3,000	A-1		7 730,00	1 586,59
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	201 198,00	174 560,84	31,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	2,200	A-1		3 840,34	1 998,10

PROJET

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (6)	En capital
VILOGIA	2017	P	Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	Caisse des Dépôts et de Consignations	107 418,50	93 558,10	41,50	A	V	LIVRETA	0,550	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 058,28	875,91
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	287 147,75	273 769,50	35,17	A	V	LIVRETA	1,507	V	LIVRETA	2,200	A-1		6 022,93	2 518,20
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	275 335,50	266 251,58	45,17	A	V	LIVRETA	2,085	V	LIVRETA	3,000	A-1		8 091,00	1 510,28
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	720 918,00	686 472,28	35,17	A	V	LIVRETA	2,021	V	LIVRETA	3,000	A-1		22 440,34	2 567,93
VILOGIA	2019	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	117 814,75	112 844,50	45,17	A	V	LIVRETA	1,943	V	LIVRETA	2,200	A-1		2 482,59	827,76
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	64 018,25	[illegible]	[illegible]	A	V	LIVRETA	2,688	V	LIVRETA	3,000	A-1		17 035,53	4 751,76
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	[illegible]	[illegible]	42,83	A	V	LIVRETA	3,150	V	LIVRETA	3,510	A-1		2 871,65	0,00
VILOGIA	2018	P	VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	Caisse des Dépôts et de Consignations	139 641,75	128 587,66	32,83	A	V	LIVRETA	3,169	V	LIVRETA	2,810	A-1		3 795,08	1 510,23
VIVEST HLM	2025	F	PSLA location-accession 19 lgmts "Le Petit Duc" Av. Nations	Caisse d'Epargne	1 701 002,00	1 701 002,00	4,09	X	V	LIVRETA	2,624	V	LIVRETA	2,930	A-1		43 116,70	0,00
TOTAL GENERAL					**32 946 937,48**	**25 167 917,25**											**751 604,18**	**1 252 235,16**

PROJET

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IDCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	2 761 910,38
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	17 594 018,62
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**20 355 929,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**NaN**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-61 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de cet exercice.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 412-5 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**43,00**	**2,06**	**45,06**	**37,56**	**3,00**	**40,56**
Adjt adm	C	12,26	1,26	13,26	9,26	2,00	11,26
Adjt adm Pal 1Cl	C	10,00	0,80	10,80	10,60	0,00	10,60
Adjt adm Pal 2Cl	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Attaché	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Attaché Pal	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur	B	5,00	0,00	5,00	3,70	1,00	4,70
Rédacteur Pal 1Cl	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Rédacteur Pal 2Cl	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**73,00**	**15,88**	**88,88**	**64,16**	**19,62**	**83,78**
Adjt tech	C	23,00	9,14	32,14	16,52	14,62	31,14
Adjt tech Pal 1Cl	C	7,00	0,85	7,85	7,85	0,00	7,85
Adjt tech Pal 2Cl	C	11,00	5,89	16,89	14,79	0,00	14,79
Agent maitrise	C	8,00	0,00	8,00	7,00	0,00	7,00
Agent maitrise Pal	C	14,00	0,00	14,00	14,00	0,00	14,00
Ingénieur	A	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Technicien	B	6,00	0,00	6,00	2,00	3,00	5,00
Technicien Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**4,00**	**2,00**	**6,00**
Agent social	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Agent social Pal 1Cl	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assist soc-ed CIEx	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Assist soc-educ	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00

PROJET

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Conseiller HCI soc-ed	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Educateur APS	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Educateur APS Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**12,00**	**3,53**	**15,53**	**9,99**	**5,14**	**15,13**
Assist ens art Pal 1Cl	B	8,00	0,39	8,39	7,99	0,00	7,99
Assist ens art Pal 2Cl	B	3,00	3,14	6,14	1,00	5,14	6,14
Prof ens art CIN	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**3,00**	**41,02**	**44,02**	**8,38**	**34,85**	**43,23**
Adjt ter anim Pal 2Cl	C	0,00	0,59	0,59	0,59	0,00	0,59
Adjt ter animation	C	2,00	40,43	42,43	6,79	34,85	41,64
Animateur Pal 1Cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Brigadier-chef Pal	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Chef service PM	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Gardien-brigadier	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**148,90**	**62,49**	**210,49**	**133,09**	**64,61**	**197,70**

PROJET

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjt adm	C	ADM	734	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	2569	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	2202	0,00	332-14	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjt tech	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	15781	0,00	332-14	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	1101	0,00	332-8-2°	CDD
Adjt ter animation	C	ANIM	1101	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Adjt ter animation	C	ANIM	367	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Agent social	C	S	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	[illegible]	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Assist ens art Pal 2CI	B	[illegible]	[illegible]	0,00	A CONT-CDI (Direct)	CDI
Assist ens art Pal 2CI	B	[illegible]	[illegible]	0,00	332-14	CDD
Assist soc-educ	A	[illegible]	[illegible]	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	[illegible]CI	1129	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	332-14	CDD
Technicien	B	TECH	1298	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjt ter animation	C	ANIM	734	0,00	332-23-1°	CDD
Assist ens art Pal 2CI	B	CULT	528	0,00	A Arrivée collectivité	CDI
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

PROJET

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB. : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
POL. : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans.
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent : peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1, 343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1, 333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et [illegible].

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 d[illegible].

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/11/2007 - Construction de 20 logements ZAC de l'Olmpe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			341 567,00
01/11/2007 - Construction de 20 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			1 548 911,00
01/02/2008 - Construction de 31 logements ZAC de la Brasserie 57970 YUTZ	BATIGERE SAREL			2 600 000,00
01/07/2008 - Regroupement - Réaménagement des prêts 0433315 et 0456479	3F GRAND EST			741 068,89
01/09/2009 - Construction de 9 logements Rue des Fleurs 57970 YUTZ	ICF NORD EST			700 000,00
01/05/2011 - Travaux de réhabilitation de 40 logements - 6 à 8 rue Nationale 57970 YUTZ	LOGIEST SAIEM			44 665,50
01/11/2012 - Construction de 30 logements ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			538 113,93
01/11/2012 - Construction de 30 logements (part foncière) ZAC de l'Olympe 57970 YUTZ	3F GRAND EST			134 050,32
01/11/2012 - Construction de 5 logements ZAC Olympe II 57970 YUTZ	3F GRAND EST			78 078,84
01/11/2012 - Construction de 8 logements (part foncière) ZAC Olympe II 57970 YUTZ	3F GRAND EST			20 505,39
01/12/2012 - Acquisition - Amélioration de 30 logements Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	NEOLIA LORRAINE			339 265,00
01/12/2012 - Acquisition - Amélioration de 30 logements (part foncière) Rue Jeanne d'Arc-Kleber 57970 YUTZ	NEOLIA LORRAINE			593 160,50
14/10/2013 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre à YUTZ	VILOGIA			534 621,75
01/09/2014 - Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	BATIGERE SAREL			300 000,00
01/09/2014 - Acquisition Amélioration de 96 logements situés 1,3 et 5 rue Saint Pierre à YUTZ	BATIGERE SAREL			362 500,00
01/01/2015 - Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			169 525,00
01/01/2015 - Construction de 30 logements et 30 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			117 625,00

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/01/2015 - Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			208 750,00
01/01/2015 - Construction de 20 logements et 20 places/lits situés ZAC de la Tuilerie 57110 YUTZ	BATIGERE SAREL			61 000,00
01/03/2015 - Contrat CDC n° 1278023	ICF NORD EST			293 633,54
01/04/2015 - Contrat CDC n° 1278013	ICF NORD EST			188 915,24
01/04/2015 - Contrat CDC n° 1278014	ICF NORD EST			240 802,46
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086045	NEOLIA LORRAINE			34 287,25
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086046	NEOLIA LORRAINE			120 110,00
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086047	NEOLIA LORRAINE			66 019,50
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086048	NEOLIA LORRAINE			18 551,00
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086049	NEOLIA LORRAINE			158 074,75
01/04/2015 - Prêt Néolia Lorraine n° 5086050	NEOLIA LORRAINE			45 603,00
01/07/2015 - Construction de 76 logements et 76 places/lits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	CLINIQUE SAINTE-ELISABETH			406 498,47
01/04/2016 - Construction de 76 logements et 76 places/lits situés Rue Quartier Olympe 57110 YUTZ	CLINIQUE SAINTE-ELISABETH			2 762 416,03
01/08/2016 - Contrat CDC n° 5146799	BATIGERE SAREL			425 000,00
01/01/2017 - CN 20 LGTS YUTZ	NEOLIA LORRAINE			364 747,50
01/01/2017 - CN 20 LGTS YUTZ	NEOLIA LORRAINE			79 884,50
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			499 354,50
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			351 526,25
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			308 938,25
07/03/2017 - Acquisition en VEFA de 58 logements à Yutz	3F GRAND EST			124 788,50
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			272 892,75
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			132 457,25
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			326 141,25
01/05/2017 - Opération VAFE 63 logements Yutz	LOGIEST SAHLM			690 358,75
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			283 529,50
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			201 198,00
01/07/2017 - Acquisition en VEFA de 34 logements situés Rue du 13 Novembre 57110 YUTZ	VILOGIA			107 418,50
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0223628	LOGIEST SAHLM			130 411,63
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0273373	LOGIEST SAHLM			57 886,35
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 0274904	LOGIEST SAHLM			632 029,07
01/07/2018 - Refinancement du prêt n° 1307443	LOGIEST SAHLM			44 584,49
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			84 018,25
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			86 654,50
01/10/2018 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			139 641,75
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			50 034,25

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			150 454,00
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			209 743,00
08/10/2018 - Acquisition de 25 logements situés 40 avenue des Nations 57110 YUTZ	VILOGIA			630 701,75
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			287 147,75
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			275 335,50
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			720 918,00
07/02/2019 - VILOGIA SOCIETE ANONYME D'HLM	VILOGIA			117 814,75
18/07/2019 - SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE	Sodevam			800 000,00
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			196 602,90
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			119 097,17
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			110 540,67
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			66 962,59
30/09/2019 - Acquisition en VEFA de 24 logements rue de Bordeaux	3F GRAND EST			30 000,00
16/12/2019 - ZAC DE LA TUILERIE	Sodevam			1 200 000,00
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			63 721,25
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			274 720,50
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			103 053,25
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			84 643,75
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			68 529,50
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			388 524,75
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			139 861,00
10/03/2021 - Opération 5007-YUTZ Cité de Basse	Logiest Société Anonyme d'HLM			157 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			26 000,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			32 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			71 750,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			61 500,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			63 750,00
10/04/2021 - Opération 17 lgts rue du 13 Novembre	BATIGERE SAREL			21 250,00
16/06/2021 - Opération 48 logements rue de l'Europe	ICF NORD EST			505 012,50
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			151 599,25
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			53 604,75
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			70 770,50
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			28 147,00
29/06/2022 - 14 lgts Rue Kleber Yutz	LOGIEST SAHLM			52 500,00
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			239 269,50
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			167 397,25
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			99 545,25
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			89 700,00
29/06/2022 - 24 lgts Rue Pasteur Yutz	LOGIEST SAHLM			90 000,00

PROJET

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
28/09/2022 - Opération Cité des Ateliers	ICF NORD EST			536 503,75
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			92 500,00
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			107 427,50
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			238 697,00
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			193 036,50
07/03/2023 - VIVEST	LOGIEST SAHLM			494 787,50
29/11/2023 - Concession Zac de la Tuilerie	Sodevam			1 200 000,00
04/12/2024 - Concession Zac de la Tuilerie	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET D'AMENAGEMENT DE LA MOSELLE			1 200 000,00
26/03/2025 - PSLA location-accession 19 lgmts "Le Petit Duc" Av. Nations	VIVEST HLM			1 701 002,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).
(4) Les délégations pour lesquelles un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements hors bilan.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Communauté d'Agglomération "Portes de France-Thionville"	27/10/2003	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			
SIVU Chenil du Joli Bois à Moineville (54)		Contribution	21 000,00
Moselle Agence Technique - MATEC	01/04/2013	Contribution	10 000,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communale d'Action Sociale				non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public [illegible] en tant que tel.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	1 928 517,82	0,00	1 928 517,82
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	5 048 578,91	-5 048 578,91	-5 048 578,91	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	5 048 578,91	-3 120 061,09	-5 048 578,91	1 928 517,82

PROJET

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	0,00	3 120 061,09	0,00	3 120 061,09
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	5 048 578,91	-3 120 061,09	-5 048 578,91	1 928 517,82
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	5 048 578,91	0,00	-5 048 578,91	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	1 957 430,00	0,00	0,00	1 957 430,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	3 184 630,00	644 351,41	0,00	3 828 981,41
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	1 227 200,00	644 351,41	0,00	1 871 551,41

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux [illegible] "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 1 957 430,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 955 200,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 955 200,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 230,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*2 230,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 3 184 630,00**	**644 351,41**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 174 630,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 077 130,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	97 500,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**2 010 000,00**	**644 351,41**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*2 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817534	*Réseaux d'électrification (mise à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

PROJET

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28186	*Cheptel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matiéres premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*644 351,41*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets retraçant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

PROJET

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Salle de spectacle	amphY			

PROJET

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

PROJET

Direction des Finances

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°28: RECOUVREMENT DES PRODUITS LOCAUX – CONVENTION DE PARTENARIAT

La Ville émet en moyenne mille titres annuels. La présente convention, élaborée en partenariat entre la Commune et le Service de Gestion Comptable (S.G.C.) d'Hayange, définit une politique de recouvrement des recettes locales (non fiscales).

La finalité de ce partenariat est de gagner en efficacité en matière de recouvrement des titres de recettes, en facilitant notamment les diligences du comptable, contribuant à garantir à la collectivité des ressources effectives et régulières, en conformité avec les prévisions budgétaires.

Pour atteindre cet objectif, les partenaires souhaitent renforcer leur collaboration sur l'ensemble de la chaîne des recettes, depuis l'émission jusqu'à son recouvrement, y compris contentieux.

La présente convention se fixe comme objectif de renforcer les relations de travail existant entre les services de la Ville et ceux du Comptable dans le but d'améliorer le recouvrement des produits locaux. Elle précise les domaines dans lesquels les deux partenaires peuvent développer leur coordination pour parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement mis en œuvre par la Commune auprès du Comptable public.

Cette convention est signée avec le comptable assignataire de la Ville et devient caduque après chaque renouvellement de l'Assemblée délibérante, mais également à chaque changement de Comptable public.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les termes de la convention définissant les conditions de recouvrement des produits locaux non fiscaux annexée à la présente,
- **AUTORISER** le Maire à signer la convention, à y apporter, le cas échéant, toutes modifications d'ordre rédactionnel, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

L'Adjointe déléguée,



Christelle FERRY

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Convention partenariale relative au recouvrement des produits locaux

A titre liminaire, cette convention instaure une relation partenariale respectant les principes et conséquences de la nouvelle responsabilité des gestionnaires publics (RGP). Instaurée par l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics, cette responsabilité vise à moderniser et optimiser le cadre de la gestion publique. Elle incite à prendre davantage en considération les enjeux et éléments de contexte.

La présente convention, organisée autour de quatre axes, précise les domaines pour lesquels l'ordonnateur et le comptable assignataire peuvent développer leur coordination afin de parvenir à une amélioration des niveaux de recouvrement des produits locaux. Elle vise également la mise en œuvre de la sélectivité de l'action en recouvrement des créances locales.
Elle s'appuie sur la « charte nationale des bonnes pratiques de gestion des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux», signée par la DGFIP et les associations nationales représentatives des élus locaux, dont les axes constituent des voies opérationnelles d'optimisation du recouvrement et de la qualité du service rendu aux usagers.

PROJET

Entre

La ville de YUTZ
représentée par Madame Clémence POUGET autorisée par le Conseil municipal
dans sa séance du 3 juillet 2020, en sa qualité d'ordonnateur

et

Le comptable assignataire de la ville de YUTZ, Madame Barbara HITTINGER, désignée par arrêté du 24 juillet 2023

a été convenu ce qui suit :

Mieux partager l'information entre les services ordonnateurs et le comptable

Afin de favoriser cet axe d'amélioration, il convient d'exploiter pleinement les fonctionnalités offertes par la consultation d'Hélios et d'encourager la mise en place du PES Retour.

*Le flux PES retour, issu d'Hélios, transmet à l'ordonnateur, un certain nombre d'événements survenus sur les pièces :

- comptables : prises en charge, annulations, émargements et titres, avec notamment la transmission des informations sur les dates et les montants, les rejets ou mises en instance, montants encaissés avant émission de titres (P503).
- non comptables : actes de poursuites et infructuosité de ces derniers, nouvelle adresse et changement d'état civil en cas de rapprochement Hélios/PERS, montant des impayés par débiteur. Étant entendu que la plus-value apportée par ces enrichissements automatiques n'impactera que les tiers fiabilisés.
- les flux PES Retour Recettes au format XML seront mis à disposition de la collectivité via le Portail internet de la gestion publique ou un tiers de télétransmission pendant une période de 7 jours.
- l'intégration automatique de ces éléments provenant d'Hélios dans les fichiers de la collectivité étant l'objectif final, sous réserve de l'adaptation du système informatique de la collectivité.

Le comptable s'engage également à mettre à disposition de l'ordonnateur les informations relatives à la trésorerie et à la situation du recouvrement via l'accès au portail HELIOS .

PROJET

1) Élaborer un calendrier de facturation régulier et partagé

- **L'ordonnateur s'engage** :

- à émettre les créances au plus près du fait générateur et régulièrement tout au long de l'année (plus un titre/rôle est émis rapidement, plus il sera recouvré rapidement) ;
- à régulariser au plus vite (1 mois maximum) les recettes perçues avant émission de titre (P503) pour imputation budgétaire ;
- à adresser au comptable sans délai les délibérations de portée générale (tarifs des prestations, règlement intérieur des services, etc...).

- **Le comptable s'engage** à tenir la collectivité régulièrement informée :

- de la situation des comptes d'attente (P503 et liste des recettes à régulariser)
- à alerter de tout retard dans le lissage de la facturation

2) La qualité du titrage

- **L'ordonnateur s'engage** à veiller à la qualité des informations portées sur les titres / rôles de recettes et en particulier :

  → la **désignation précise et complète des débiteurs**, dans une optique d'efficience du recouvrement.

  Il convient de

  * veiller à l'identification exacte (civilité, nom, prénom, date et lieu de naissance des bénéficiaires de la prestation, des débiteurs ou des débiteurs solidaires)

  * d'indiquer la nature juridique du débiteur (personne physique, personne morale de droit privé avec SIRET, personne morale de droit public)

  * d'indiquer l'adresse précise et complète des débiteurs (surveiller la mise à jour du fichier adresse)

  → les informations permettant au débiteur de s'acquitter de sa dette par des moyens modernes de paiement et de faciliter son orientation entre les différents services (coordonnées et champ de compétence de l'ordonnateur et du comptable). Le PES ASAP titres individuels permet de sécuriser ces données.

  → si possible techniquement, à renseigner les comptes de tiers, permettant d'automatiser la prise en charge des créances récurrentes et/ou prélevées et enclencher plus rapidement la phase de recouvrement.

En complément de la correcte complétude des titres, ces derniers doivent s'accompagner de l'ensemble des pièces justificatives dématérialisées, conformément à la nomenclature des pièces justificatives de la recette.

PROJET

- **Le comptable s'engage :**

- à habiliter les agents de la collectivité en fonction de son organigramme fonctionnel à la consultation Hélios,
- à mettre à jour régulièrement son référentiel tiers,
- à prévoir, en liaison avec les CDL, des actions de sensibilisation en faveur des régisseurs et des agents chargés de l'accueil des usagers, sur les problématiques de recouvrement des produits locaux,
- renvoyer les copies des avis des sommes à payer (ASAP) que La Poste n'a pu distribuer, pour information et suite à donner quant au fichier des tiers,
- à envoyer les avis de rejet de prélèvement faisant suite à des clôtures de comptes ou à des modifications des données bancaires, afin que l'ordonnateur puisse mettre à jour ces données d'identification bancaire s'il s'agit de prélèvement à l'initiative de l'ordonnateur et émettre un titre de recette à l'encontre des débiteurs défaillants,
- à informer rapidement l'ordonnateur des demandes de mobilité bancaire transmises par la Banque de France.

Moderniser la chaîne de la recette

Il convient de favoriser l'usage des moyens de paiement modernes offerts aux usagers.

Dans une démarche conjointe, l'ordonnateur et le comptable s'engagent à :

- **Promouvoir la dématérialisation des avis des sommes à payer (PES ASAP) :**

  Pour l'usager, elle lui offrira à terme la consultation et le paiement de ses factures sur l'espace internet sécurisé de la DGFIP (espace numérique sécurisé unifié ENSU).

  Pour la collectivité, elle lui offre une maquette de facture personnalisable, juridiquement sécurisée avec en particulier l'indication des voies de recours et un datamatrix en fonction du montant de la créance. Ce dispositif de prise en charge dématérialisé des factures dans Hélios offre ainsi une gestion centralisée et une postalisation des factures par la DGFiP, permettant de rationaliser les coûts.

- **Réserver les rôles aux factures d'eau et assainissement :**

  La gestion du recouvrement par rôle est réservée aux factures d'eau et d'assainissement. Elle est associée obligatoirement au PES ASAP ORMC ; ce qui permettra à terme la consultation et le paiement de ces factures sur l'espace internet sécurisé de la DGFIP (espace numérique sécurisé unifié ENSU).

- **Développer les moyens modernes de paiement adaptés :**

- via PayFip (paiement sur internet par carte bancaire ou prélèvement SEPA unique), conformément aux obligations réglementaires de la Généralisation de l'Offre de paiement en ligne (GOPL), en proposant le paiement sur internet des titres de recettes / rôles établis à l'encontre des usagers et en mettant en œuvre les actions de communication adéquates.

- via le prélèvement pour les créances récurrentes.

- en permettant de payer les factures émises chez un buraliste agréé grâce à l'apposition gratuite et automatique sur les avis des sommes à payer transmis par PES ASAP d'un QR code dit « datamatrix »[1] (paiement en numéraire en deçà de 300 euros ou par carte bancaire)

PROJET

1 Pour les titres individuels transmis par flux PES (possible dès maintenant), la DGFIP génère automatiquement ce QR code sans autre démarche de la part de la collectivité.

- **Faciliter le fonctionnement des régies :**

- étudier avec célérité les demandes d'ouverture de compte de dépôt de fonds au Trésor (DFT) pour les régisseurs qui en feraient la demande

- équiper les régies de recettes constituées ou à constituer de TPE (Terminaux de Paiements Électroniques) permettant le paiement des droits par carte bancaire ;

- développer le paiement par PayFip si les produits encaissés par la régie le justifient.

PROJET

Définir conjointement une politique de recouvrement

1) Fixer un seuil d'émission des titres de recette

Afin d'optimiser l'action en recouvrement, en recentrant les moyens consacrés aux actes de poursuites sur les créances locales les plus significatives, l'article D. 1611-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) fixe **le seuil de mise en recouvrement des créances à 15 euros.** (Le principe de ce seuil est fixé par la loi et son montant par décret).

La mise en œuvre de ce seuil n'implique pas pour la collectivité ou son établissement public local de renoncer à une recette mais de la différer dans le temps et de lancer l'opération de facturation puis de recouvrement lorsque le débiteur aura accumulé une dette d'au moins 15 euros, ou une fois par an.
Ainsi, sans conséquence sur le produit attendu par la collectivité, ce seuil de mise en recouvrement permettra à la collectivité d'économiser des dépenses de facturation.

L'ordonnateur s'engage :

- à ne pas émettre les créances de la Collectivité en dessous du seuil de 15 euros[2] fixé par les articles L1611-5 et D1611-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

PROJET

2) Fixer une politique de recouvrement

À défaut de paiement spontané, le comptable public dispose de procédures lui permettant de forcer le recouvrement : ces outils se doivent d'être utilisés proportionnellement aux enjeux financiers.

- **L'ordonnateur s'engage :**

- le décret du 27 février 2026 relatif à l'exercice des mesures d'exécution forcée pour le recouvrement des titres de recettes, supprime la notion d'autorisation générale de poursuites. L'ordonnateur conserve néanmoins la possibilité de s'opposer aux mesures d'exécution forcée, dans ce cas, il devra solliciter l'avis du comptable puis formuler par écrit son opposition.

2 La valeur de 15 euros est au minimum celle du seuil réglementaire fixé par l'article L1611-5 et D1611-1 du code général des collectivités territoriales, étant précisé qu'un seuil supérieur est à préconiser chaque fois que possible.
Ce seuil réglementaire d'émission des créances vise à regrouper les créances modiques afin d'émettre un titre unique ayant un montant supérieur à ce seuil. Il ne doit pas avoir pour conséquence d'abandonner les créances en question.

- **le comptable s'engage :**

- à suspendre pour la durée sollicitée les poursuites sur simple demande notifiée et motivée de l'ordonnateur à l'adresse mail du comptable.
- à signaler les dossiers sensibles ou à enjeux financiers particulièrement importants.

3) Fixer des seuils d'engagement des procédures de recouvrement forcé

L'organisation des poursuites est définie conjointement par l'ordonnateur et le comptable qui conviennent des seuils d'engagement des poursuites ci-dessous :

SATD CAF	15 €
SATD employeurs	15 €
SATD bancaires	15 €
Saisies ventes	500 €
Poursuites extérieures	500 €
Déclaration des créances dans le cadre d'une liquidation judiciaire	1 500 € pour les particuliers et 5 000 € pour les professionnels
Requête au Domaine pour les successions vacantes	1 500 €
DVS/ventes de véhicules	2000 €
Saisie immobilière	10 000 €
Inscription au Livre Foncier	1 000 €
Ficovie assurance vie rachetable	500 €

PROJET

Avant tout recouvrement contentieux, un recouvrement amiable est mis en place, se traduisant par l'envoi au débiteur d'une lettre de relance sans frais et d'une phase comminatoire amiable le cas échéant (Cette phase consiste en l'envoi du dossier du débiteur chez un commissaire de justice (huissier) disposant d'un délai contractuel de 75 jours pour recouvrer amiablement la créance. Les frais supplémentaires d'huissier sont directement réglés par le redevable à cet officier ministériel. Cette procédure est définie à l'échelon local selon une convention signée par la Direction départementale des Finances publiques et un groupement d'huissiers privés).

En cas de retour du dossier sans recouvrement, le service de gestion comptable engage des poursuites contentieuses par opposition sur salaires ou de retraites si l'employeur ou la caisse de retraite sont connus, ou par opposition sur les comptes bancaires, via la procédure de saisie à tiers détenteur.

Si à l'issue de cette phase , si la dette n'est pas soldée, le comptable peut engager le recouvrement par voie de saisie– vente en fonction des montants en jeu et des biens saisissables, après l'envoi d'une mise en demeure de payer au débiteur et par l'intermédiaire d'un huissier de justice ou des finances publiques.

- **Le comptable s'engage** :

- à transmettre à l'ordonnateur régulièrement un état des restes à recouvrer.

- à signaler à l'ordonnateur les créances à enjeux devant faire l'objet d'une attention particulière (identification d'un risque de contentieux, d'insolvabilité, ...).

- à conseiller l'ordonnateur dans la constitution de provisions garantissant le non recouvrement de certaines créances, afin de lisser l'impact budgétaire et financier des créances devenues irrécouvrables.

PROJET

Fluidifier la gestion des admissions en non-valeur et des créances éteintes

L'assemblée délibérante dispose de la faculté de déléguer l'admission en non valeur aux exécutifs locaux[3]. Un seuil de délégation est fixé par le décret n° 2026-118 du 20 février 2026. Ce seuil de délégation est fixé à 200 € pour les communes et les départements. Ce seuil constitue un plafond légal. Il est donc possible de déléguer l'admission en non-valeur pour des créances inférieures à 200 €. En moyenne, ce seuil permet de couvrir près de 80 % des dossiers, tout en ne représentant que 7 % des enjeux financiers.

1) La gestion des admissions en non-valeur.

La notion d'irrécouvrabilité est définie à l'article R 276-2 du Livre des procédures fiscales. Cette définition, commune à l'ensemble des créances publiques, vise les créances pour lesquelles :
- les diligences s'avèrent impossibles, vaines,
- ou dont les perspectives de recouvrement ne sont pas estimées suffisantes pour justifier la poursuite des diligences.

Cette définition réglementaire permet d'inclure les créances prescrites.

Il est, par ailleurs, précisé que l'admission en non-valeur ne modifie pas les droits de la collectivité vis-à-vis de son débiteur s'il revient à meilleure fortune.

PROJET

- **L'ordonnateur s'engage :**

- à solliciter de l'assemblée délibérante, une délégation lui permettant d'admettre en non valeur dans la limite d'un seuil de 200 euros ;

- à proposer régulièrement à l'assemblée délibérante, dans un souci de sincérité budgétaire, l'inscription des crédits nécessaires à l'apurement des créances irrécouvrables ;
- à faire délibérer à la plus proche séance l'assemblée sur les propositions de non valeurs transmises ;

- à provisionner le risque d'irrécouvrabilité des créances les plus importantes. En vertu des dispositions combinées du 29° de l'article L. 2321-2 et du 3° de l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales, le provisionnement des créances irrécouvrables fait partie des dépenses obligatoires des communes et de leurs établissements. Aux termes de ces articles, le maire doit constituer une provision lorsque le recouvrement des restes à recouvrer est compromis malgré les diligences du comptable, à hauteur du risque d'irrécouvrabilité.

3 Communes, EPCI, départements, et régions

- **Le comptable s'engage** :

- à tenir à la disposition de l'ordonnateur l'ensemble des éléments justifiant de l'irrécouvrabilité des créances proposées en non valeur

- à transmettre les listes de créances à proposer en non valeur pour permettre à l'assemblée délibérante de se prononcer avant la fin de l'exercice comptable.

2) <u>Les créances éteintes</u>

Le passage en « créance éteinte » consécutif aux effacements de dettes prononcées pour les particuliers par la commission de surendettement de la Banque de France ou à des clôtures pour insuffisance d'actif prononcées par le Tribunal de Commerce, annule juridiquement la dette du débiteur vis à vis de la collectivité.

- **L'ordonnateur s'engage** :

- à proposer régulièrement à l'assemblée délibérante, dans un souci de sincérité budgétaire, l'apurement des créances éteintes.

- **Le comptable s'engage** :

- à demander le mandatement sur le compte 6542 « créances éteintes » suite aux décisions de la commission de la Banque de France et du Tribunal de commerce, qui s'imposent.

PROJET

**
****

**
****

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

Elle pourra être mise à jour à la demande de l'une des parties.

Établi en 3 exemplaires.

A Yutz, le

PROJET

	Mme Barbara HITTINGER **Responsable du Service de gestion comptable de HAYANGE**
Mme Clémence POUGET **Maire de YUTZ**	**Mme Mireille CHALI** **Conseillère aux décideurs locaux**

Direction des Ressources Internes et de l'Innovation

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 29 : COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL - CRÉATION, COMPOSITION ET MODALITÉS DE CONSULTATION

Le Code Général de la Fonction Publique (C.G.F.P.) prévoit, dans ses articles L. 251-5 et suivants, que les Collectivités employant au moins cinquante (50) agents sont dotées d'un Comité Social Territorial (C.S.T.). Par ailleurs, pour celles qui comprendraient un effectif d'au moins deux cents (200) employés, une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (F.S.S.S.C.T.) est obligatoirement instituée.

Au 1er janvier 2026, le nombre d'agents éligibles s'élève à deux cent trente (230). Cet effectif est composé de cent trente-huit (138) femmes, soit 60,00 % et quatre-vingt-douze (92) hommes, soit 40,00 %.

Aux termes du décret n° 2021 – 571 du 10 mai 2021 relatif aux C.S.T. des Collectivités territoriales et de leurs Établissement publics, le nombre de représentants pour les Communes dont les effectifs sont compris entre deux cents (200) et inférieur à mille (1 000) agents est fixé au moins à quatre (4) et au plus à six (6) représentants.

Concernant le C.S.T., après consultation de l'organisation syndicale siégeant au C.T. de la Ville, ainsi que les autres organisations syndicales représentatives, il est proposé de retenir un nombre de cinq (5) représentants du personnel et cinq (5) représentants de la Collectivité dont l'avis sera également recueilli.

Concernant la F.S.S.S.C.T., les textes prévoient que le nombre de représentants soit identique à celui du C.S.T. mais introduisent la possibilité, pour cette seule instance, de désigner pour un (1) titulaire deux (2) suppléants afin d'en garantir le bon fonctionnement.

La consultation des organisations syndicales est intervenue du 5 mars 2026 au 3 avril 2026, soit six mois au moins avant la date du scrutin.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal ainsi que du Comité Social Territorial (C.S.T.) qui s'est réuni le 1er avril 2026.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **CRÉER** un Comité Social Territorial avec l'institution, en son sein, d'une Formation spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail,
- **FIXER** à cinq (5) le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité Social Territorial et un nombre égal de représentants suppléants,
- **INSTAURER** le paritarisme numérique au sein du Comité Social Territorial en fixant à cinq (5) le nombre de représentants titulaires de la collectivité et un nombre égal de représentants suppléants,
- **AUTORISER** au sein du Comité Social Territorial le recueil de l'avis des représentants de la collectivité,
- **INSTAURER** au sein du Comité Social Territorial de la collectivité une Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail,
- **FIXER**, compte tenu du nombre de représentants titulaires du personnel au sein du Comité Social Territorial, à cinq (5) le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail et un nombre égal de représentants suppléants,
- **INSTAURER** le paritarisme numérique au sein de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail du Comité Social Territorial en fixant à cinq (5) le nombre de représentants titulaires de la collectivité et un nombre égal de représentants suppléants,
- **AUTORISER** au sein de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE MATA

Aurore PEXOTO

Direction des Ressources Internes et de l'Innovation

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°20 : PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – RISQUE PRÉVOYANCE – ACCORD COLLECTIF LOCAL

Par délibération du 1er octobre 2025, le Conseil municipal a décidé de proroger d'une année le contrat de protection sociale complémentaire des agents municipaux arrivant à échéance le 31 décembre 2025. Il y a lieu de définir le dispositif de renouvellement au 1er janvier 2027 de la convention assurant le risque « prévoyance », ainsi que le niveau de participation.

La réforme de la protection sociale complémentaire prévoit une participation obligatoire des employeurs territoriaux au financement de la protection sociale complémentaire « prévoyance » des agents publics à compter du 1er janvier 2025. Cette participation doit s'inscrire dans le cadre d'un contrat collectif à adhésion obligatoire, conclu à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conforme aux règles de la commande publique.

Afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de définir le niveau de garanties du futur contrat collectif, les modalités d'adhésion des agents, le niveau de participation financière de la collectivité, ainsi que les conditions de pilotage du dispositif.

Par ailleurs, la participation financière de l'employeur ne peut être inférieure à 50,00 % du montant de la cotisation afférente aux garanties minimales prévues par la réglementation, avec un plancher de participation fixé à sept euros (7,00 €) mensuels. Le socle obligatoire porte sur les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité. Le niveau de couverture retenu est fixé à 90,00 % du revenu net des agents, et une part du régime indemnitaire conformément au cahier des charges.

Des garanties facultatives pourront être proposées aux agents, notamment : un capital décès / perte totale et irréversible d'autonomie, une rente éducation et une garantie liée à la minoration de pension de retraite.

Pour les agents, cette protection constitue une aide non négligeable compte-tenu notamment de l'allongement de la durée des carrières et des problèmes financiers et sociaux que peuvent engendrer des congés pour raison de santé.

L'assurance « prévoyance » permet aux agents de se couvrir contre les aléas de la vie (maladie, invalidité, accident non professionnel...) en leur assurant un maintien de rémunération en cas d'arrêt de travail prolongé, et le cas échéant, le versement d'un capital complémentaire en cas d'admission à la retraite pour invalidité, ou un capital aux ayants-droits de l'agent en cas de décès ou à lui-même en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

Pour les employeurs territoriaux, il s'agit d'une véritable opportunité de valoriser leur politique de gestion des ressources humaines, d'améliorer leur attractivité, de favoriser le recrutement et d'améliorer la performance.

Le dispositif s'applique à l'ensemble des agents de la collectivité :

- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé,
- les fonctionnaires accueillis en détachement par la collectivité,
- le cas échéant, les agents mis à disposition auprès d'une autre collectivité.

➢ exception : lorsqu'un agent territorial ayant souscrit un contrat individuel destiné à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès bénéficie d'un congé pour raisons de santé à la date de prise d'effet du contrat collectif, l'obligation de souscription ne lui est opposable que s'il a repris l'exercice de ses fonctions pendant trente jours consécutifs au moins, soit à l'issue de son congé pour raison de santé, soit à l'expiration de ses droits à congé pour raisons de santé accordés au titre de l'affection pour laquelle il a obtenu ce congé. Il sera alors proposé à l'agent public qui bénéficie d'un congé pour raisons de santé de souscrire au contrat collectif avant l'expiration du régime dérogatoire prévu ci-avant.

Dans ce contexte, et conformément à la réforme issue de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, il appartient à la collectivité de définir, par accord collectif local, les caractéristiques du futur dispositif applicable à compter du 1er janvier 2027.

Dans un souci de sécurisation juridique et de qualité du dialogue social, la collectivité a engagé une démarche progressive associant les organisations syndicales et les instances compétentes :

- consultation informelle préalable des organisations syndicales avant le Comité Social Territorial (C.S.T.) du 1er avril 2026,
- élaboration d'un protocole d'accord structuré autour d'un socle de garanties et de prestations supplémentaires éventuelles permettant le chiffrage des offres,
- validation de ce protocole par le C.S.T. du 1er avril 2026 comme base de consultation,
- présentation au Conseil municipal du 10 avril 2026 pour validation du protocole et autorisation de lancer la procédure de mise en concurrence et de signer l'accord définitif,
- lancement de la procédure de marché public début mai 2026,
- réception et analyse des offres, puis nouvelle consultation des organisations syndicales et du C.S.T. sur le dispositif finalisé,
- attribution du marché par la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.),
- signature de l'accord collectif local définitif envisagée en septembre 2026, pour une mise en œuvre au 1er janvier 2027,
- suivi des conditions d'application de l'accord collectif local par un comité de pilotage et de suivi paritaire.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal ainsi que du Comité Social Territorial (C.S.T.) qui s'est réuni le 1er avril 2026.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **ADOPTER** les termes de l'accord collectif local instituant un régime complémentaire obligatoire de prévoyance au bénéfice des agents de la Ville de Yutz,
- **METTRE** en place la participation employeur à la protection sociale complémentaire « prévoyance » par l'intermédiaire d'une convention de participation en prenant acte des nouvelles dispositions en matière de protection sociale complémentaire des agents,
- **FIXER** la participation employeur à hauteur de 50,00 % de la cotisation du régime de base obligatoire,
- **AUTORISER** le Maire à engager la procédure de consultation et à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Aurore PEXOTO

ACCORD COLLECTIF LOCAL RELATIF
A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE PREVOYANCE

TABLE DES MATIÈRES

1. CADRE GENERAL DE l'ACCORD 3
   1.1 Parties prenantes de l'accord 3
   1.2 Objet de l'accord 3
   1.3 Objectif et enjeux de l'accord 3
2. POPULATION VISÉE PAR LE CONTRAT 3
   2.1 Régime du contrat 3
   2.2 Adhérents souscripteurs 3
3. GARANTIES D'ASSURANCE 4
   3.1 Garanties a souscription obligatoires ou optionnelles 4
   3.2 Étendue des garanties 4
4. FINANCEMENT DU RÉGIME 5
   4.1 Cotisation d'assurance 5
   4.2 Participation employeur 5
5. ENCADREMENT DES PRATIQUES CONTRACTUELLES 5
   5.1 Délai de prévenance en cas d'évolutions tarifaires, de résiliation 5
   5.2 Plafonnement des évolutions tarifaires 5
   5.3 Reporting annuel obligatoire au titre du pilotage du contrat 5
6. SÉLECTION DU CONTRAT 5
   6.1 Procédure de marché public 5
   6.2 Critères de jugement des offres 6
   6.3 Attribution du marché public 6
7. MODALITÉS DE SUIVI DE L'ACCORD 6
8. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COLLECTIF LOCAL 7
9. MODIFICATION, SUSPENSION ET DÉNONCIATION DE L'ACCORD 7

PROJET

PRÉAMBULE

Les employeurs publics territoriaux, en qualité de collectivités territoriales ou d'établissements publics, ont obligation, depuis le 1er janvier 2025, de verser une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, désignés sous la dénomination de risque « prévoyance », auquel souscrivent les agents qu'ils emploient.

La participation doit financer des garanties minimales, déterminées par la réglementation en vigueur, proposées sous la forme d'un contrat d'assurance collectif à adhésion obligatoire sélectionné au terme d'une procédure de mise en concurrence relevant de la réglementation de la commande publique.

Les associations d'employeurs, rassemblées au sein de la coordination des employeurs publics territoriaux, et les représentants des organisations syndicales représentatives ont conclu, le 11 juillet 2023, un accord collectif national (ACN) portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux.
Pour être pleinement effectif, cet accord collectif national appelle une transposition législative et réglementaire.

La loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 précise que la participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès ne peut être inférieure à la moitié du montant de la cotisation ou de la prime individuelle ouvrant droit au bénéfice des garanties minimales concernant ces risques prévues par le contrat collectif, sans préjudice des clauses plus favorables qui peuvent être prévues par un accord collectif.

Le présent accord collectif local est négocié sur la base de la réglementation en cours à sa date de signature. Par conséquent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, ces dernières pourront être adaptées et précisées par avenant au présent accord.

PROJET

1. CADRE GENERAL DE L'ACCORD

1.1 PARTIES PRENANTES DE L'ACCORD

Les parties signataires sont :

- Le Maire de Yutz, ci-après désignée ;
- Les représentants mandatés par les organisations syndicales représentatives, *soit les organisations syndicales qui disposent d'au moins un siège au sein du Comité Social Territorial (CST) placé auprès de l'autorité territoriale.*

1.2 OBJET DE L'ACCORD

Le présent accord a pour objet de définir le régime de protection sociale complémentaire relatif au risque Prévoyance qui sera proposé aux agents de la Ville de Yutz.

1.3 OBJECTIF ET ENJEUX DE L'ACCORD

Le présent accord a pour objectif par la définition des éléments demandées lors de la consultation de :

- répondre au plus près des besoins en couverture d'assurance des agents ;
- offrir un haut degré de protection du risque Prévoyance à un coût maitrisé ;
- assurer un pilotage du contrat collectif d'assurance dans le respect du dialogue social.

Sur la base de cet accord, l'autorité territoriale lancera au cours du premier semestre 2026 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation portant sur le risque Prévoyance.
La convention de participation est passée au titre d'un contrat collectif à adhésion obligatoire ayant pour objet d'assurer aux adhérents le versement de prestations complémentaires aux garanties statutaires.

AVERTISSEMENT : les termes de l'accord ne préjugent pas des termes du contrat qui sera retenu à l'issu de la procédure de marché public.

PROJET

2. POPULATION VISÉE PAR LE CONTRAT

2.1 REGIME DU CONTRAT

Le contrat collectif est un contrat à adhésion obligatoire des agents employés par la Ville de Yutz.

La collectivité s'engage à accompagner les agents dans les démarches administratives liées à la mise en œuvre du présent accord, notamment en matière de résiliation de contrats individuels de prévoyance éventuellement souscrits à titre personnel.

À ce titre, elle met à disposition des agents des documents types, notamment des modèles de courriers de résiliation, qu'ils peuvent adapter à leur situation individuelle. Cet accompagnement est réalisé à titre informatif et ne se substitue pas aux démarches personnelles relevant de la responsabilité de chaque agent.

2.2 ADHERENTS SOUSCRIPTEURS

Sauf exception, adhèrent du contrat :

- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé, inscrits à l'effectif de la collectivité ;
- les fonctionnaires accueillis en détachement par la collectivité ;
- le cas échéant, les agents mis à disposition auprès d'une autre collectivité.

Exception de souscription

Lorsqu'un agent territorial ayant souscrit un contrat individuel destiné à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès bénéficie d'un congé pour raisons de santé à la date de prise

d'effet du contrat collectif, l'obligation de souscription ne lui est opposable que si il a repris l'exercice de ses fonctions pendant trente jours consécutifs au moins soit à l'issue de son congé pour raison de santé, soit à l'expiration de ses droits à congé pour raison de santé accordés au titre de l'affection pour laquelle il a obtenu ce congé.
Il sera proposé à l'agent public qui bénéficie d'un congé pour raisons de santé de souscrire au contrat collectif avant l'expiration du régime dérogatoire prévu ci-avant.

3. GARANTIES D'ASSURANCE

3.1 GARANTIES A SOUSCRIPTION OBLIGATOIRES OU OPTIONNELLES

Les garanties minimales légales formant le socle de garantie à adhésion obligatoire sont les suivantes :

- Incapacité temporaire de travail
- Invalidité

Autres garanties, demandées au cahier des charges :

- Capital décès / Perte Totale et Irréversible d'Autonomie
  - ☐ Garantie à adhésion obligatoire, ou
  - ☒ Garantie à adhésion facultative *(au choix de l'agent)*
- Minoration de pension de retraite consécutive à une invalidité
  - ☐ Garantie à adhésion obligatoire, ou
  - ☒ Garantie à adhésion facultative *(au choix de l'agent)*
- Rente éducation
  - ☐ Garantie à adhésion obligatoire, ou
  - ☒ Garantie à adhésion facultative *(au choix de l'agent)*

PROJET

3.2 ÉTENDUE DES GARANTIES

Offre de base Incapacité / Invalidité : après déduction de la CSG, CRDS et éventuellement de la CASA, le plafond des prestations, **sous réserve des précisions ci-dessous**, est fixé à hauteur de **90%** du revenu net, déduction faite des sommes perçues par ailleurs par l'Assuré.

Précisions régime indemnitaire

- Le régime indemnitaire est garanti à l'issue de 90 jours de plein traitement.
- Le régime indemnitaire est versé que la Collectivité le maintienne ou non.
- Pour la garantie incapacité :
  - Le régime indemnitaire est versé par l'assureur :
  - **Offre de base** *(conforme décret n°2022-581)* **:** à hauteur de 40% du régime indemnitaire net.
    - **PSE 1 :** en longue maladie, maladie longue durée et grave maladie : à compter de 90 jours, à hauteur 90% du régime indemnitaire net.
- **PSE 2 :** en maladie ordinaire : à hauteur de 90% du régime indemnitaire net.
- **Minoration de retraite :** après déduction de la CASA, le plafond des prestations est fixé :
  - **Offre de base :** en capital à hauteur de 5% du traitement brut indiciaire annuel et de la nouvelle bonification indiciaire brute par année d'invalidité constatée entre la date de reconnaissance de l'invalidité et l'âge d'ouverture des droits à la retraite de l'Assuré,
  - **PSE 3 : en rente, à hauteur de 95%** de la perte de retraite.
- **Capital décès / Perte Totale et irréversible d'autonomie :** le capital est versé à hauteur de 100% du revenu net évalué sur la base des douze derniers bulletins de rémunération au jour de l'arrêt maladie ou du décès en l'absence d'arrêt maladie. Ce traitement est éventuellement recomposé si l'Assuré n'a

pas douze mois d'ancienneté ou si l'agent a subi une baisse de traitement en raison d'une absence pour raison de santé.

- **Rente éducation :** la rente d'éducation est calculée à hauteur des plafonds ci-après :
  - Jusqu'au 11ème anniversaire 15% du revenu net
  - Du 11ème au 18ème anniversaire 20% du revenu net
  - Au-delà du 18ème anniversaire 25% du revenu net

4. FINANCEMENT DU RÉGIME

4.1 COTISATION D'ASSURANCE

Les garanties d'assurances sont accordées moyennant le paiement d'une cotisation mensuelle. Le montant de cette cotisation est obtenu pour chaque garantie par l'application d'un pourcentage sur une assiette de cotisation.

L'assiette de cotisation détermine le calcul des cotisations ainsi que la base de calcul des prestations.

4.2 PARTICIPATION EMPLOYEUR

La participation de l'employeur est fixée par délibération, elle ne peut être inférieure à la moitié du montant de la cotisation ou de la prime individuelle ouvrant droit au bénéfice des garanties minimales concernant ces risques prévues par le contrat collectif.

L'agent territorial ayant souscrit un contrat individuel destiné à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès et demandant la dispense de souscription bénéficie de la participation de l'employeur dans les mêmes conditions financières que celles dont bénéficient les agents territoriaux ayant obligatoirement souscrit le contrat collectif.

PROJET

5. ENCADREMENT DES PRATIQUES CONTRACTUELLES

5.1 DUREE DU CONTRAT

Le contrat d'assurance sera souscrit pour une durée de 6 ans, à compter du 1er janvier 2027, prorogeable dans la limite d'un an pour motif d'intérêt général.

5.2 DELAI DE PREVENANCE EN CAS D'EVOLUTIONS TARIFAIRES, DE RESILIATION

Un délai de prévenance de six mois avant l'échéance principale annuelle est fixé en cas d'évolutions tarifaires ou de résiliation.

5.3 PLAFONNEMENT DES EVOLUTIONS TARIFAIRES

Il sera demandé aux candidats de préciser les cas d'évolutions tarifaires et les éventuels plafonnements associés qu'ils proposent.

5.4 REPORTING ANNUEL OBLIGATOIRE AU TITRE DU PILOTAGE DU CONTRAT

Il sera demandé aux candidats de restituer chaque année les données de l'année écoulée.

6. SÉLECTION DU CONTRAT

6.1 PROCEDURE DE MARCHE PUBLIC

L'autorité territoriale met en œuvre une procédure avec négociation pour sélectionner l'organisme d'assurance avec lequel le contrat collectif sera conclu.

6.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères de jugement des offres sont les suivants :

L'attribution se fera au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée par addition des notes obtenues par le candidat pour chacun des critères suivants.

Sur un total de 100, les critères sont pondérés comme suit :

- **Critère 1 : Rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé :**
  - **Sous critère 1.1 : Qualité des garanties, pondération 20/100**
  - **Sous critère 1.2 : Tarif proposé, pondération 25/100**
    Le tarif est noté en fonction des réponses apportées à l'acte d'engagement, avec les pondérations suivantes :
    - Incapacité / Invalidité permanente : 85%
    - Capital décès-PTIA : 5%
    - Minoration de retraite : 5%
    - Rente éducation : 5%

- **Critère 2 : Le degré effectif de solidarité entre les adhérents ou les souscripteurs, intergénérationnelle, en fonction de la rémunération, pondération 5/100**

- **Critère 3 : Maîtrise financière du dispositif, pondération 20/100**

Les points du critère sont sous-ventilés comme suit :

  - **Sous-critère 3.1 :** Qualité de la maîtrise financière présentée : 10/100
  - **Sous-critère 3.2 :** Précisions relatives à l'évolution de la tarification : 10/100

- **Critère 4 : Moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques, pondération 5/100**

- **Critère 5 : Modalités de gestion, pondération 15/100**

Les points du critère sont sous-ventilés comme suit :

  - **Sous-critère 5.1 :** Item A : Référents - assistance souscripteur et assurés : 4 points
  - **Sous-critère 5.2 :** Item B : Moyens techniques pour la gestion du contrat, des cotisations et des prestations : 6 points
  - **Sous-critère 5.3** : Item C : Dispositifs de prévention et de réduction des dépenses : 2 points
  - **Sous-critère 5.4** : Item D : Statistiques / Compte de résultats / Données : 3 points

- **Critère 6 : Qualité environnementale & sociale dans l'exécution des prestations, pondération 10/100**

Ce critère est noté par appréciation des réponses apportées au tableau de la qualité environnementale & sociale présent dans l'acte d'engagement. Les réponses sont pénalisées selon les insuffisances relevées.

PROJET

6.3 ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est attribué par la Commission d'Appel d'Offres géré par le service mutualisé de la commande publique de la Ville de Thionville.

7. MODALITÉS DE SUIVI DE L'ACCORD

Un comité de pilotage et de suivi paritaire est chargé d'assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du présent accord, dans le respect des règles déontologiques et de prévention des conflits d'intérêts, afin de pouvoir assurer un suivi régulier des conditions d'application de l'accord collectif local et du contrat collectif de prévoyance sur l'ensemble de sa durée d'exécution.

Ce comité est composé de trois représentants du personnel siégeant au comité social territorial, désignés à la

proportionnelle des organisations syndicales représentées en son sein, ainsi que de trois représentants de la collectivité,
Participent également aux réunions du comité, avec voix consultative, le Directeur général des services et le Directeur des ressources internes et de l'innovation.

Le comité se réunit au moins une fois par an, ainsi qu'à l'occasion de toute renégociation du présent accord, notamment en cas d'avenant, ou de toute évolution tarifaire.

8. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COLLECTIF LOCAL

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée et cessera de plein droit à l'expiration du contrat collectif.
L'accord entre en vigueur le lendemain de sa publication.

9. MODIFICATION, SUSPENSION ET DÉNONCIATION DE L'ACCORD

Les parties signataires conviennent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, de se réunir pour déterminer et négocier les adaptations nécessaires et utiles.

Fait à Yutz, le

Les organisations syndicales représentatives :

PROJET

L'autorité territoriale :

Direction des Ressources Internes et de l'Innovation

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°31 : ENTRAÎNEMENT AU MANIEMENT DE L'ARMEMENT DES AGENTS DE POLICE MUNICIPALE – CONVENTION DE FORMATION

L'arrêté du 14 avril 2017 modifiant l'arrêté du 3 août 2007 relatif aux formations à l'armement des agents de police municipale prévoit notamment l'obligation de suivre au minimum deux (2) séances annuelles d'entraînement au maniement des armes dont ils sont dotés.

Ces formations ont pour objectif de maintenir et de renforcer les compétences techniques et juridiques des agents en matière d'usage de la force et de maniement des équipements de défense.

L'association Moniteurs Police de la Fonction Publique Territoriale (M.P.F.P.T.) propose aux collectivités territoriales des actions de formation d'entraînement au maniement de l'armement et aux techniques professionnelles d'intervention, assurées par des moniteurs habilités.

La convention proposée prévoit notamment l'organisation de séances d'entraînement d'une durée de trois heures, destinées aux agents de police municipale, pour un tarif de soixante euros (60,00 €) par agent et par séance.

La convention proposée serait conclue pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les termes de la convention de formation relative à l'entraînement au maniement des bâtons de police proposée par l'association Moniteurs Police de la Fonction Publique Territoriale, annexée à la présente,
- **AUTORISER** le Maire à signer ladite convention, à y apporter, le cas échéant, toutes modifications d'ordre rédactionnel, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération,
- **INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal.

L'Adjointe déléguée,

Aurore REXOTO

Moniteurs Police de la Fonction Publique Territoriale

CONVENTION DE FORMATION D'ENTRAINEMENT

MANIEMENT DES BATONS DE POLICE
GENERATEURS AEROSOLS INCAPACITANTS OU LACRYMOGENES
TECHNIQUES PROFESSIONNELLES D'INTERVENTION

Entre les soussignés

Association Moniteurs Police de la Fonction Publique Territoriale (loi 1901) dont le siège social est situé au n°123 route des Droblesses, 74410 Entrevernes, représentée par monsieur Christophe LIGER, en sa qualité de président, dûment habilité à l'effet des présentes.
- SIRET : 853 380 186 00017.
- Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 84740368974 auprès du préfet de région Auvergnes-Rhône-Alpes.

Ci-après désignée « L'association MPFPT »

D'une part

Et

Ville de Yutz, située 107 Grande Rue 57970 Yutz, représentée par Madame Clémence POUGET, en sa qualité de Maire, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « La Ville »

D'autre part

Vu l'article 2 de l'arrêté du 03 août 2007 modifié par arrête du 23 décembre 2020, relatif aux formations à l'armement des agents de police municipale.
Vu l'article R511-22 du code de la sécurité intérieure.

Il est convenu ce qui suit :

PROJET

1. OBJET DE LA CONVENTION

Mise en œuvre d'actions de formations d'entrainements obligatoire au maniement des armes et des techniques professionnelles d'intervention, à destination des agents de police municipale et des gardes champêtres.

Afin de garantir une continuité des contenus pédagogiques, l'association MPFPT applique les référentiels internes de formations de police municipale du Centre national de la fonction publique territoriale.

Thématique des formations au choix:
- Emploi et usage des bâtons de police.
- Emploi et usage des générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes.
- Connaitre et maitriser les techniques professionnelles d'intervention.

2. OBJECTIFS

Connaitre et consolider les objectifs suivants :

2.1. Les bâtons de police

2.1.1. Connaître les différents bâtons en dotation ainsi que les conditions juridiques, réglementaires et déontologiques d'utilisation.
2.1.2. Savoir porter et tenir les bâtons de police.
2.1.3. Savoir utiliser les bâtons de police.
2.1.4. Adopter des attitudes professionnelles de défense adaptées pour faire face à différents types d'agressions en champ restreint.
2.1.5. Savoir mettre en œuvre une organisation défensive en champ restreint en associant mains nues et bâtons face à un ou plusieurs agresseurs poings-pieds.
2.1.6. Se dégager sur une saisie du bâton.
2.1.7. Organiser sa défense au sol.
2.1.8. Organiser sa défense en étant intégré dans un dispositif d'intervention en champ ouvert face à un ou plusieurs individus s'opposant par des coups frappés.
2.1.9. Organiser sa défense en étant intégré dans un dispositif d'intervention en champ ouvert face à un ou plusieurs individus s'opposant au moyen d'un bâton court ou lourd.
2.1.10. Organiser sa défense en étant intégré dans un dispositif d'intervention en champ ouvert face à un ou plusieurs individus s'opposant au moyen d'une arme tranchante ou perforante.
2.1.11. Organiser sa défense en champ restreint face à un agresseur s'opposant au moyen d'un bâton court ou lourd.
2.1.12. Organiser sa défense en champ restreint face à un agresseur s'opposant au moyen d'une arme tranchante ou perforante.
2.1.13. Adopter des réponses technico-tactiques adaptées en champ restreint face à des attaques au moyen, soit d'un bâton court, soit d'un bâton lourd, ou encore d'une arme tranchante ou perforante.

PROJET

2.2. Les générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes

2.2.1. Connaitre le contexte réglementaire et juridique encadrant les différentes catégories de générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes ainsi que les conditions générales d'autorisation de port, d'emploi et d'usage de ce moyen de force intermédiaire
2.2.2. S'approprier les caractéristiques techniques des différents G.A.I.L. en dotation réglementaire, les effets produits par l'agent actif et les priorités d'action dans la prise en charge du mis en cause.
2.2.3. Acquérir l'autonomie indispensable à la mise en place de ce moyen de force intermédiaire et de ses périphériques, en fonction de l'objectif opérationnel à atteindre et des matériels professionnels déjà en dotation.
2.2.4. Renforcer ses capacités de discernement et de prises de décision lors de l'emploi et de l'usage des générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes et rendre compte à l'autorité judiciaire de ses actes.

2.2.5. S'intégrer, en toute sécurité, dans un dispositif collectif d'intervention de la police municipale à l'occasion de l'emploi et l'usage des G.A.I.L. dans le cadre de la légitime défense.

2.3. Les techniques professionnelles d'intervention

Sécurité en intervention :

2.3.1. **Principes généraux**
- 2.3.1.1. Typologie des risques
- 2.3.1.2. Débriefing technique
- 2.3.1.3. Gestion du stress
- 2.3.1.4. Le code de déontologie de la police municipale
- 2.3.1.5. La tenue d'uniforme et le salut
- 2.3.1.6. Méthodes d'intervention
- 2.3.1.7. Méthodes de raisonnement opérationnel
- 2.3.1.8. Principales données sociologiques et psychologiques
- 2.3.1.9. Facteurs aidant à la prise de décision
- 2.3.1.10. Stratégies relationnelles adaptées
- 2.3.1.11. Données topographiques

2.3.2. **Les cadres d'action**
- 2.3.2.1. Contrôle d'identité
- 2.3.2.2. Le flagrant délit
- 2.3.2.3. La légitime défense
- 2.3.2.4. Le contrôle routier
- 2.3.2.5. Contrôle des personnes soumises à des règles particulières
- 2.3.2.6. Le rapport

2.3.3. **Attitudes et positionnements**
- 2.3.3.1. Patrouille pédestre
- 2.3.3.2. La patrouille portée

2.3.4. **Gestes techniques**
- 2.3.4.1. Principes généraux des gestes techniques
- 2.3.4.2. Attitudes de vigilance
- 2.3.4.3. Palpation de sécurité
- 2.3.4.4. Menottage

2.3.5. **Techniques d'intervention**
- 2.3.5.1. Déplacements, progressions, passages d'ouverture
- 2.3.5.2. Mise en sécurité d'une arme à feu découverte lors d'une intervention
- 2.3.5.3. Découverte d'une arme a feu lors d'une palpation sur un individu
- 2.3.5.4. Conduite à tenir en cas de découverte d'objet suspect ou d'engin explosif improvisé (E.E.I.)
- 2.3.5.5. Conduite à tenir face à un forcené retranché

PROJET

2.3.5.6. Le contrôle de véhicule par une patrouille pédestre
2.3.5.7. Interception de véhicule par une patrouille portée
2.3.5.8. Prise en compte des requérants, victimes et témoins
2.3.5.9. La préservation des traces et indices
2.3.5.10. Gestion d'une personne en détresse
2.3.5.11. Les interventions dans les lieux publics
2.3.5.12. Conflits dans les lieux privés
2.3.5.13. Les interventions de nuit
2.3.5.14. Intervention dans un établissement à caractère financier ou commercial
2.3.5.15. Interventions dans les débits de boissons
2.3.5.16. Intervention sur un cambriolage en cours
2.3.5.17. Intervenir face à des chiens dangereux
2.3.5.18. La police de la route

2.3.6. **Messages et observations**
2.3.6.1. Formatage des messages et points clés des signalements

PROJET

3. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une période d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction, pour la même durée et pourra être modifiée par la signature d'un avenant entre les deux parties.

4. ORGANISATION D'UNE FORMATION

4.1. Formateur : Le formateur, salarié de l'association MPFPT, est certifié par le CNFPT en qualité de moniteur de police municipale en maniement des armes et/ou moniteur bâtons et techniques professionnelles d'intervention

4.2. Agents : Sont admis aux formations d'entrainements, seulement les agents de police municipale, les gardes champêtres et les agents de surveillance de voie publique.

4.3. Nombre de participants : **Huit agents minimum**. Si le nombre d'agents est insuffisant, les collectivités ont la possibilité de se regrouper pour réunir le nombre d'agents minimum requis, ou bien de s'acquitter de la somme forfaitaire correspondant à la présence de huit agents, soit 480 € HT *« Exonération de TVA — Art. 261.4.4 a du CGI ».*

4.4. Durée : trois heures.

4.5. Dates / horaires : A définir entre le responsable du service de police municipale et le formateur. Information à communiquer au service administratif de l'association MPFPT, au plus tard 7 jours avant la date de formation sur l'adresse email : formationpolice@mpfpt.fr.

4.6. Matériel pédagogique et de protection : Les agents participants à la formation d'entrainement doivent être équipés du matériel suivant : protège dents, protection génitale, protège-tibias, gants de boxe et gants ouvert (mitaines de combat).

Les Générateurs aérosols incapacitants ou lacrymogènes d'entrainements sont fournis par la Ville.

4.7. Absence : toute absence doit être signalée, au moins **cinq jours** ouvrés avant la date de formation d'entrainement, sur l'adresse email suivante : **formationpolice@mpfpt.fr**
L'association MPFPT se réserve le droit de facturer l'action de formation à la collectivité si cette condition n'est pas respectée.

4.8. Suivi de formation : Une convocation et une attestation individuelle de formation sont délivrées par email. Une liste d'émargement, présente le jour de la formation, justifie de la présence de l'agent.

PROJET

5. LIEU DE FORMATION

La Ville mettra à disposition, un lieu de formation adéquat à l'objectif de formation définit par le formateur.

6. ASSURANCE

L'association MPFPT se décharge de toutes responsabilités en cas d'accident survenu sur le lieu de formation, pendant la période de formation. Les agents en formation, étant considérés sur leur temps de travail, seront assurés par leur collectivité.
La responsabilité civile du formateur est garantie par l'assurance MAIF Associations et Collectivités GIERES situé 7 allée de Palestine – ZA de MayencinActimart – GIERES, sous le numéro Sociétaire : 4284990 T.

7. DISPOSITIONS FINANCIERES

Conditions tarifaires pour une formation d'entrainement :

7.1. De **1 à 7 agents** : Forfait de 480 € HT.
Dans le cas ou plusieurs collectivités participent à la même formation d'entrainement, la somme de 480 € sera proratisée.

7.2. A partir de **8 agents** : 60 € HT par agent.

« Exonération de TVA – Art. 261.4.4 a du CGI »

La Ville s'engage sur présentation de la facture, à payer au prestataire dans un délai de 30 jours, la somme correspondante aux actions de formations réalisées.

8. LITIGES / DROIT APPLICABLE / ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La présente Convention est régie par le droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

Le présent document contient six pages,
Fait à Entrevernes, le 5 mars 2026

Pour la Ville de Yutz
Le Maire

Clémence POUGET

Mention *« lu et approuvé »*

Christophe LIGER
Président de l'association MPFPT

PROJET

Direction des Ressources Internes et de l'Innovation

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 32 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément à l'article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique (C.G.F.P.), les emplois de chaque collectivité sont créés et supprimés par son organe délibérant.

Dans le cadre de changements de durée hebdomadaire de travail, il est nécessaire de modifier les postes suivants :

Nombre de postes	Grades	Volume horaire initial	Volume horaire modifié	Dates d'effet
1	ATSEM principal de 2ème classe	26,03/35ème	31,54/35ème	01/05/2026
1	Adjoint technique	26,51/35ème	26,68/35ème	01/05/2026
1	Adjoint territorial d'animation	10,24/35ème	8,66/35ème	15/04/2026

Les modifications supérieures à 10,00 % du temps de travail, réglementairement considérées comme des suppressions / créations ont reçu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 1er avril 2026.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **MODIFIER** les trois (3) postes exposés ci-dessus.

Le Maire,

COMMUNE (Moselle)

Clémence POUGET

Direction des Affaires juridiques et services de proximité

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°33: BILAN DES CESSIONS ET ACQUISITIONS FONCIÈRES – ANNÉE 2025

Conformément à l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Conseil municipal doit délibérer sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la Commune.

Au cours de l'année 2025, la Ville de Yutz a réalisé une acquisition pour un montant total d'un euro (1,00 €) :

- acquisition d'un immeuble non bâti cadastré section 48 n° 490p, sis rue du Stade, d'une contenance de 5,00 m². Cette délibération a été prise le 18 juin 2025. L'acte notarié n'a pas été signé à ce jour.

En 2025, la Commune a approuvé trois cessions pour un montant de trente-trois mille cent vingt-cinq euros (33 125,00 €) :

- cession de la parcelle cadastrée section 31 n° 512p, sise place SAINT NICOLAS, d'une contenance de 29,00 m², à MOSELIS, pour un montant de sept cent vingt-cinq euros (725,00 €). Cette délibération a été prise le 18 juin 2025. L'acte notarié n'a pas été signé à ce jour.
- cession de la parcelle cadastrée section 28 n° 212p, sise rue Victor HUGO, d'une contenance d'environ 480,00 m², au propriétaire de la parcelle mitoyenne, pour un montant approximatif de quatorze mille quatre cents euros (14 400,00 €). Cette délibération a été prise le 17 décembre 2025. L'acte notarié n'a pas été signé à ce jour.
- cession de la parcelle cadastrée section 48 n°410p, sise rue du Président ROOSEVELT, d'une contenance d'environ 300,00 m², au propriétaire de la parcelle mitoyenne, pour un montant de dix-huit mille euros (18 000,00 €). Cette délibération a été prise le 17 décembre 2025. L'acte notarié n'a pas été signé à ce jour.

Enfin, par délibération en date du 17 décembre 2025, la Ville a accepté la rétrocession des voies, réseaux et espaces publics de la Zone d'Aménagement Concerté « Aéroparc ».

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **PRENDRE ACTE** du bilan des cessions et acquisitions immobilières pour l'année 2025.

L'Adjoint délégué,

Guy MÉLÉO

Direction des Affaires juridiques et services de proximité

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°34 : CESSION D'UN IMMEUBLE BÂTI CADASTRÉ SECTION 24 N°656p – 183 AVENUE DES NATIONS

Monsieur Mohamed DIBASSI, propriétaire du bien sis 183 avenue des Nations, a fait connaître son intention d'acquérir une emprise du terrain mitoyen communal cadastré section 24 n° 656.

En effet, il a remarqué que l'abri de jardin du bien dont il a récemment fait l'acquisition n'était pas situé sur sa propriété. C'est pourquoi il a sollicité la Ville afin de régulariser la situation.

Aussi, il est proposé de céder une emprise d'environ 90,00 m², à faire confirmer par un bornage, au prix de trente-six euros (36,00 €) le m², soit environ trois mille deux cent quarante euros (3 240,00 €). Les frais d'acte et d'arpentage de ce terrain, classé en zone UDc du Plan Local d'Urbanisme, seront à la charge de l'acquéreur.

Conformément aux dispositions en vigueur, la Commune a consulté le Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques (D.G.Fi.P.) dans le cadre de ce dossier.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** la cession du bien cadastré section 24 n° 656p aux conditions énoncées ci-dessus,
- **DIRE** que la vente devra être régularisée avant le 31 décembre 2026,
- **AUTORISER** le Maire à signer l'acte notarié ainsi que tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération,
- **DONNER** procuration au Premier Adjoint, pour signer l'acte notarié et tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération, en cas d'empêchement du Maire.

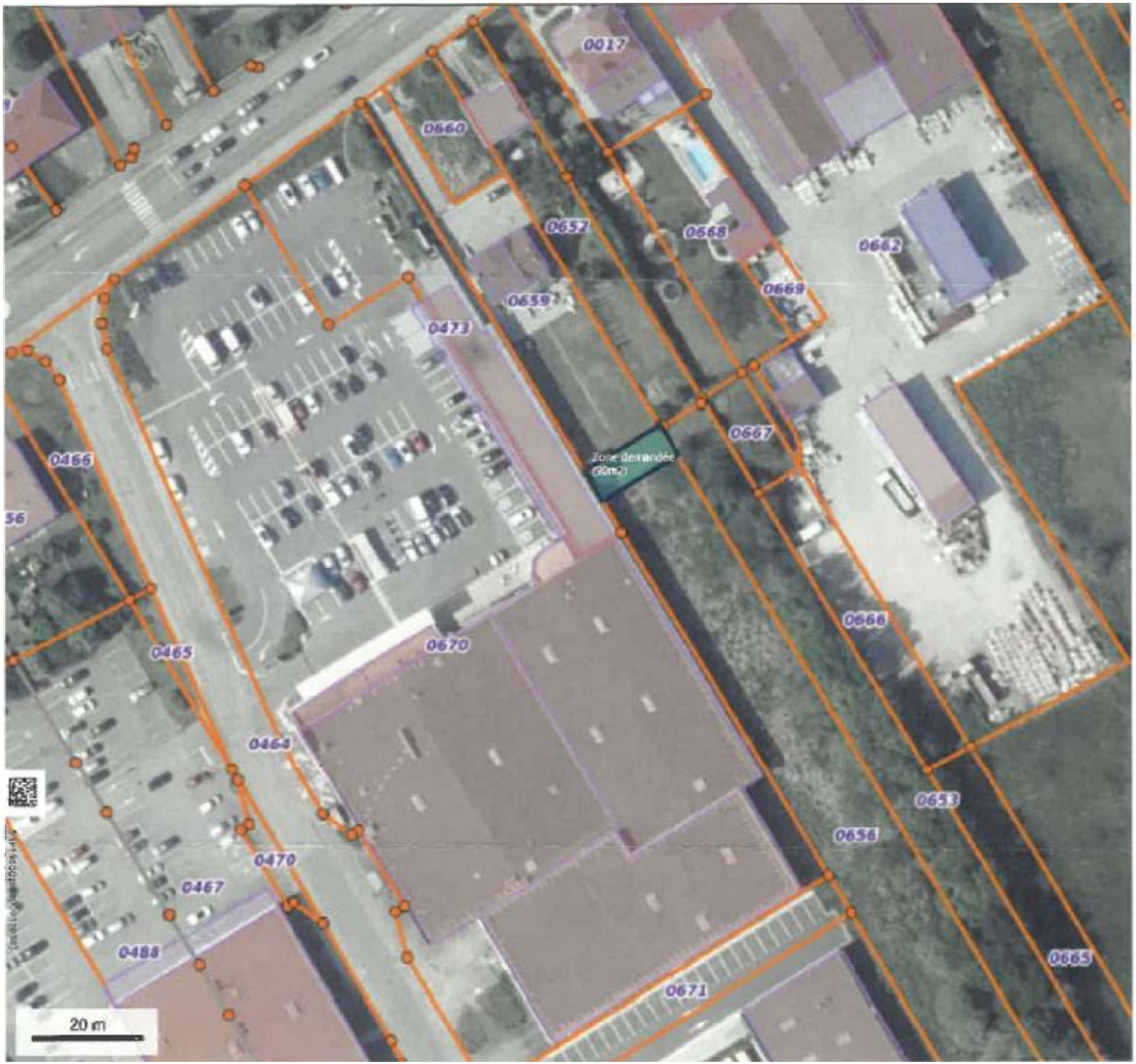
L'Adjoint délégué,

COMMUNE DE YUTZ MOSELLE

Guy MÉLÉO


473
668
669
659
662
667
16.04m
5.63m
16.04m
5.63m
ILAMWEG
670
666
653


e nationale
183
660
473
668
669
659
662
667
663
16.04m
5.63m
16.04m
5.63m
SCHLAMWEG
670
666
653
656
7


0017
0660
0652
0668
0662
0669
0659
0473
0667
0466
Zone demandée
(0m2)
0668
0465
0670
0464
0653
0656
0470
0467
0488
0665
0671
20 m

Direction des Affaires juridiques et services de proximité

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°35 : BAIL D'EXPLOITATION D'ÉQUIPEMENTS DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUES SIS RUE DE POITIERS – RENOUVELLEMENT

Dans le cadre de la signature d'une convention d'occupation, en date du 28 juillet 2005, la Ville de Yutz a mis à disposition de la Société Française de Radiotéléphonie (S.F.R.) un emplacement sur la parcelle cadastrée section 33 n° 334, destiné à accueillir des installations de télécommunications.

Par délibération du 7 décembre 2015, le Conseil municipal a acté la signature d'une nouvelle convention sur le site pour une durée de douze (12) ans. Cette dernière a fait l'objet d'un avenant de transfert, approuvé lors de la séance du Conseil municipal du 4 février 2019, au profit de la société HIVORY.

La convention prenant fin au 31 décembre 2027, les parties se sont rapprochées afin de convenir de nouvelles conditions d'occupation.

Ainsi, le loyer annuel de l'emprise d'environ cinquante (50,00) m² s'élèvera désormais à douze mille euros (12 000,00 €) (toutes charges et taxes incluses).

Le bail est conclu pour une durée de douze (12) ans renouvelable, à compter du 1er janvier 2028.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les termes du bail d'exploitation des équipements annexé à la présente,
- **AUTORISER** le Maire à signer ledit bail, à y apporter le cas échéant, toutes modifications d'ordre rédactionnel, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

L'Adjoint délégué,

COMMUNE DE YUTZ MOSELLE

Guy MELÉO

BAIL
POUR L'EXPLOITATION D'EQUIPEMENTS DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES
DANS L'EMPRISE D'UN TERRAIN

Entre les soussignées :

1) La Commune de YUTZ, sise en l'Hôtel de Ville à YUTZ (57970) - 107 Grand'rue,

Représentée par **Madame Clémence POUGET**, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du

……/……/……..,

Ci-après dénommée le " **BAILLEUR**"
D'une part,

et :

2) HIVORY, société par actions simplifiée au capital de 35.343.347,21 euros, dont le siège social est situé à Boulogne-Billancourt (92100) -58 avenue Emile Zola, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 838 867 323,

Représentée par **Madame Stéphanie GABRION** agissant en qualité de Manager Régional Nord-Est, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

ci-après dénommée le « **PRENEUR** ».
D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble les « **Parties** »,

PROJET

les Parties, et le cas échéant leurs représentants, attestant que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, déclarant notamment avoir tous pouvoirs pour signer le présent acte, et communiquant le cas échéant, toute délégation de pouvoir en annexe aux présentes (**Annexe 1**),

EXPOSÉ

La Commune de YUTZ est propriétaire d'un terrain situé à YUTZ (57970) - lieudit « Champs d'Aviation », cadastré section 33 numéro 334 (ci-après dénommé l' « **Immeuble** »), susceptible d'accueillir des équipements de communications électroniques.

Par un acte sous seing privé signé en date du 15/12/2015, la Commune de YUTZ a loué à la société SFR des emplacements dans l'emprise de l'Immeuble susvisé aux fins d'installation d'équipements de communications électroniques (ci-après dénommé « **Bail Initial** »).

Par apport partiel d'actifs en date du 30 novembre 2018, SFR a apporté à la société HIVORY son parc d'infrastructures passives d'antennes de réseau mobile national et les titres immobiliers, baux et conventions d'occupation attachés.

La société HIVORY, société de droit français, a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation de sites points hauts afin de fournir des services d'accueil aux opérateurs de communications électroniques ou aux gestionnaires d'infrastructures d'accueil d'équipements de communications électroniques, avec lesquels elle est liée par des contrats de services (ci-après dénommés les « **Clients Opérateurs** »).

Lesdits Clients Opérateurs se sont vus confier une mission d'intérêt public en vue de la fourniture des services de communications électroniques ou audiovisuels avec, comme sujétion, l'obligation de garantir la permanence et la continuité des services considérés.

Souhaitant convenir de nouvelles conditions d'occupation, les Parties se sont rapprochées afin de conclure le présent bail (ci-après dénommé le « **Bail** ») et conviennent que celui-ci emporte résiliation de plein droit, à compter de sa prise d'effet, du Bail Initial susvisé et de ses éventuels avenants.

Le BAILLEUR déclare avoir obtenu les informations dont il avait besoin aux fins de consentir le présent Bail au PRENEUR et être titulaire des droits lui permettant de lui louer les emplacements objet du présent Bail aux fins d'y installer des équipements de communications électroniques.
Il précise que les Lieux Loués faisant l'objet des présentes sont actuellement libres de toute location ou occupation par un tiers, et qu'il en sera de même le jour de leur prise de possession effective.

Le présent Bail a fait l'objet d'une négociation libre, éclairée et de bonne foi entre les Parties, ces dernières reconnaissant que ce contrat est un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 du Code Civil.

Il est précisé que tous documents précontractuels sont **sans effet à l'égard** des Parties, celles-ci renonçant à s'en prévaloir, les seuls documents faisant foi étant le présent Bail et ses annexes.

Ceci étant exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit :

PROJET

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 OBJET

Par le présent Bail, le BAILLEUR donne en location au PRENEUR, qui accepte, des emplacements (ci-après dénommés « **Lieux Loués** »), dépendant d'un terrain sis à YUTZ (57970) - Lieudit « Champs d'Aviation », références cadastrales section 33 n°334 afin d'y installer, exploiter, et maintenir,

- des Infrastructures lui appartenant (ci-après dénommées « **Infrastructures** »), telles que les pylônes, mâts et/ou pylônets, les équipements d'aménagement et d'environnement (support des baies, shelter…), les équipements de sécurité (échelles d'accès, équipements de sécurité collective et individuelle) et les chemins de câbles…,
- permettant l'accueil et l'exploitation d'équipements techniques de communications électroniques et/ou audiovisuels (ci-après dénommés les « **Equipements Techniques** »), tels que des baies, armoires techniques, faisceaux hertziens, antennes, équipements d'énergie, câbles, branchements, équipements de raccordement transmission etc.) appartenant à ses Clients Opérateurs.

L'ensemble des Infrastructures et Equipements Techniques est ci-après dénommé les « **Installations** ».

Les Lieux Loués se composent d'une surface globale d'environ 50 m², augmentée le cas échéant des surfaces occupées par l'ensemble des branchements et raccordements.

Le plan des Lieux Loués est détaillé en **Annexe 2** .

ARTICLE 2 DATE DE PRISE D'EFFET

Le Bail prendra effet le **01/01/2028**.

ARTICLE 3 LOYER

3.1. Loyer

Le loyer annuel du Bail toutes charges et taxes incluses est d'un montant global et forfaitaire de **DOUZE MILLE Euros (12 000,00 €)** (non soumis à TVA).

3.2. Modalités du paiement

3.2.1. Exigibilité du loyer

Le loyer est payable en année civile.

La première échéance sera calculée prorata temporis de la date de prise d'effet du Bail jusqu'au 31 décembre suivant la date de prise d'effet du Bail.

La dernière échéance sera calculée prorata temporis jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme du Bail.

Le Loyer sera exigible au 1er jour du mois suivant la date de prise d'effet du Bail pour la première échéance proratée, puis chaque année, au 1er jour du mois suivant sa date d'anniversaire.

La dernière échéance sera calculée prorata temporis jusqu'à la date d'effet de la résiliation, quelle qu'en soit la cause ou le terme du Bail.

3.2.2. Paiement et facturation du loyer

Les paiements seront effectués par virement sur le compte bancaire du BAILLEUR, à la condition qu'une facture conforme au modèle joint en **Annexe 7**, faisant apparaître les références « **FR-57-707202** », soit parvenue quarante-cinq (45) jours avant à l'adresse suivante : Facture.bailleur@cellnextelecom.fr, ou à l'adresse de son siège social à l'attention du Service Comptabilité.

A défaut, le paiement sera effectué quarante-cinq (45) jours après la réception de ladite facture ou titre de recette.

L'IBAN original sera fourni par le BAILLEUR lors de la signature du Bail.

PROJET

ARTICLE 4 DONNEES PERSONNELLES

En application de l' ARTICLE 17 des Conditions Générales, le délégué à la protection des données (DPO) du BAILLEUR est joignable par e-mail à l'adresse suivante: yutz@mairie-yutz.fr, ou par courrier à l'adresse Mairie de Yutz - 107 Grand'rue 57970 YUTZ.

ARTICLE 5 CONTACTS

Le BAILLEUR pourra adresser:

- toutes factures dématérialisées , à l'adresse suivante : Facture.bailleur@cellnextelecom.fr,
- toute autre correspondance, à l'adresse suivante : Support.bailleur@cellnextelecom.fr.

Pour toute demande, le BAILLEUR pourra également contacter le PRENEUR au **0800 97 10 10.**

ARTICLE 6 ANNEXES

Annexe 1 Délégations de pouvoir
Annexe 2 Plans des Lieux Loués,
Annexe 3 Etat des Risques et Pollutions,
Annexe 4 Fiche de demande de coupure,
Annexe 5 Information sur les consignes de sécurité à respecter,
Annexe 6 Informations Pratiques,
Annexe 7 Format de facture.

ARTICLE 7 STIPULATIONS DEROGATOIRES AUX CONDITIONS GENERALES

7.1. L'article 6.2 des Conditions Générales est supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Le montant du Loyer augmentera chaque année de **2 %** pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera le 1er janvier de chaque année à compter du 1er janvier 2026, sur la base du Loyer de l'année précédente. »

PROJET

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 OBJET - DESTINATION

1.1. Par le présent Bail, le BAILLEUR donne en location au PRENEUR les Lieux Loués visés à l'article 1 des Conditions Particulières afin que soient installés des Infrastructures permettant l'accueil et l'exploitation d'Equipements Techniques de communications électroniques et/ou audiovisuels.

1.2. Les Lieux Loués sont destinés à être utilisés par le PRENEUR pour :

- fournir tout service de communications électroniques à titre principal, connexe ou accessoire, directement ou indirectement, à l'aide de moyens appropriés, et/ou
- y établir et/ou exploiter tout réseau de communications électroniques et/ou tout équipement ou infrastructure participant à un tel réseau ; et/ou
- y effectuer toutes opérations en rapport avec des activités de communications électroniques (telle que, sans que cette liste soit limitative, un contrat de sous location, une prestation d'accueil et/ou de maintenance de tout ou partie d'une station radioélectrique exploitée par un/des Client(s) Opérateur(s)) notamment en application du droit sectoriel des communications électroniques.

1.3. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR et/ou ses Clients Opérateurs à réaliser à leurs frais tous branchements et installations nécessaires au fonctionnement des Equipements Techniques (tels que les raccordements électriques, fibres optiques…), lesquels devront cheminer sur le(s) terrain(s) du BAILLEUR étant précisé que les gaines techniques de l'immeuble peuvent être utilisées à ce titre. Le BAILLEUR assurera par tous moyens au PRENEUR le raccordement de ces installations au réseau public. Notamment, le BAILLEUR s'engage à fournir toutes les autorisations et documentations nécessaires pour effectuer ces raccordements.

1.4. Le BAILLEUR veillera à ce que pendant toute la durée du Bail, les Lieux Loués soient conformes à cette destination, et pour ce faire il s'engage notamment à ce qu'aucune construction ou installation susceptible de gêner le fonctionnement des Equipements Techniques ne se réalise dans la zone située sur sa propriété faisant face aux Equipements Techniques.

ARTICLE 2 NATURE DU BAIL

Les Lieux Loués visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Le présent Bail est soumis aux articles 1709 et 1714 à 1759 du Code Civil à l'exclusion de tout autre article relevant du louage de chose. En conséquence, le présent Bail n'est pas soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le PRENEUR.

ARTICLE 3 ETAT DES LIEUX LOUES

3.1. Un état des lieux sera établi contradictoirement par les Parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée), et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie). Toutefois, l'état des lieux pourra être établi par commissaire de justice, à l'initiative de l'une des Parties, à frais partagés par moitié entre les Parties.

3.2. Par exception, dans le cas où les Lieux loués ont été mis à disposition antérieurement au présent Bail, il ne sera pas procédé à un nouvel état des lieux d'entrée, les Parties entendant se référer au dernier état des lieux d'entrée effectué au titre d'une convention antérieure.

ARTICLE 4 DURÉE

Le Bail est conclu pour douze (12) ans à compter de sa date de prise d'effet indiquée à l'ARTICLE 2 des Conditions Particulières. Au-delà de ce terme, il est prorogé par périodes successives de douze (12) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de trente-six (36) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

ARTICLE 5 RESILIATION ANTICIPEE

5.1. Résiliation à l'initiative du BAILLEUR

Le Bail pourra être résilié à l'initiative du BAILLEUR par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la démolition totale ou partielle de l'immeuble dans lequel les Lieux Loués se situent sous réserve du respect d'un préavis de vingt-quatre (24) mois et si le BAILLEUR est dans l'incapacité de mettre à disposition du PRENEUR d'autres emplacements et/ou locaux susceptibles d'accueillir les Infrastructures et Equipements Techniques à des conditions équivalentes à celles définies dans le Bail ou plus favorables au PRENEUR.

5.2. Résiliation à l'initiative du PRENEUR

Le Bail pourra être résilié de plein droit, sans préavis, ni indemnité, à l'initiative du PRENEUR dans les cas suivants:

- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'implantation et/ou l'exploitation de tout ou partie des Installations ;

PROJET

- Condamnation judiciaire du PRENEUR à la dépose de tout ou partie des Installations ;
- Impossibilité pour le PRENEUR et/ou ses Clients Opérateurs de se conformer à une nouvelle règlementation dans les délais légaux ;
- Perturbations des émissions radioélectriques émises par tout ou partie des Equipements Techniques du fait d'installations ou de constructions de tiers ;
- Signature par le BAILLEUR, d'une convention avec un tiers pendant la durée du présent Bail, visant à obtenir la location des emplacements objet dudit Bail pour une activité similaire et/ou de communications électroniques ;
- Changement de l'architecture du réseau exploité sur site conduisant au démontage des Installations ;
- Résiliation des contrats de service conclus le cas échéant entre le PRENEUR et son (ses) Client(s) Opérateur(s) dont les Equipements Techniques sont installés dans les Lieux Loués.

Dans les deux derniers cas, le PRENEUR abandonnera au PROPRIÉTAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

5.3. Résiliation à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties

Le présent Bail pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave et répété de l'autre Partie à ses obligations contractuelles, après une mise en demeure préalable par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant au moins TROIS (3) mois.

ARTICLE 6 LOYER - INDEXATION

6.1. Le loyer annuel toutes charges incluses est fixé aux conditions particulières de Bail, ainsi que son exigibilité et les modalités de paiement.
6.2. Le montant du loyer augmentera chaque année de 0,5 % pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera le 1er janvier de chaque année à compter du 1er janvier de la deuxième année suivant immédiatement la date de prise d'effet du Bail, sur la base du Loyer de l'année précédente.

ARTICLE 7 ASSURANCES

7.1. Le PRENEUR s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances représentée(s) en Europe, et à maintenir pendant toute la durée du Bail, la ou les polices d'assurances garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de son activité et de ses Infrastructures, de son personnel intervenant dans le cadre des opérations de maintenance et d'entretien ;
- les dommages subis par ses propres matériels et Infrastructures, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégât des eaux ;
- les recours des voisins et des tiers.

Le PRENEUR veillera à ce que les personnels et Equipements Techniques des Clients Opérateurs hébergés soient assurés pour les mêmes garanties.

7.2. Le BAILLEUR s'engage à souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances une ou plusieurs polices garantissant les dommages subis par ses biens immobiliers et/ou mobiliers. Il devra également souscrire une assurance garantissant sa responsabilité civile, pour un montant minimum de cinq cent mille euros (500 000 €) par sinistre.

7.3. Chacune des Parties s'engage à remettre à l'autre Partie à sa première demande, les attestations d'assurance correspondantes.

ARTICLE 8 ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAI RE

8.1. Concernant les Equipements Techniques

Pendant toute la durée du Bail, le PRENEUR veillera à ce que ses Clients Opérateurs s'assurent que le fonctionnement de leurs Equipements Techniques soit toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour ses Clients Opérateurs de s'y conformer dans les délais légaux, le PRENEUR veillera à faire suspendre par ses Clients Opérateurs les émissions des Equipements concernés jusqu'à leur mise en conformité. Dans cette hypothèse, le PRENEUR pourra résilier de plein droit le présent Bail par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

Afin de permettre au BAILLEUR de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère des solidarités et de la santé suivant : https://solidarites-sante.gouv.fr/;

8.2. Concernant l'Immeuble

Un état des risques et pollutions est fourni par le BAILLEUR et ci-annexé (**Annexe 3**) dans la mesure où l'Immeuble est situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, dans des zones de sismicité ou dans des zones à potentiel radon, en application des articles L. 125-5 et R. 125-6 du Code de l'environnement.

Le BAILLEUR déclare que l'Immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (article L. 125-2 du Code des assurances) ou technologiques (article L. 128-2 du Code des assurances), ce depuis qu'il en est propriétaire.

Le BAILLEUR s'engage à communiquer le Dossier Technique Amiante au PRENEUR et à se conformer aux dispositions légales et règlementaires actuelles et à venir en la matière.

PROJET

ARTICLE 9 OPPOSABILITÉ A L'ACQUÉREUR DE L'IMMEUBLE

Le présent Bail sera opposable aux acquéreurs éventuels de l'immeuble conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil; le BAILLEUR devra rappeler l'existence du présent Bail à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 10 TRAVAUX – ENTRETIEN – RESTITUTION

10.1. Travaux du PRENEUR

10.1.1. Le BAILLEUR autorise l'installation, dans les Lieux Loués des Infrastructures qui sont et demeurent la propriété du PRENEUR, d'Equipements Techniques qui sont et demeurent la propriété de ses Clients Opérateurs, et l'exécution, par le PRENEUR, ses prestataires et/ou sous-traitants, de tous travaux nécessaires à cette fin, en ce compris tous aménagements de sécurité et tous branchements et installations nécessaires au fonctionnement de ces Equipements Techniques (notamment électrique, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux et faisceaux hertziens). Pour ce faire, le BAILLEUR autorise le PRENEUR à réaliser des opérations de grutage sur le site le temps nécessaire à la réalisation des travaux, sans contrepartie financière supplémentaire et à condition d'en avoir été préalablement informé par le PRENEUR. Les Installations seront implantées en fonction des nécessités du PRENEUR et de ses Clients Opérateurs et pourront évoluer pendant la durée du Bail, le PRENEUR pouvant librement en ajouter, en supprimer, les déplacer ou les modifier dans la limite de l'emprise des Lieux Loués.

10.1.2. La signature du Bail vaut accord donné au PRENEUR de réaliser des travaux et d'effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des Infrastructures et des Equipements Techniques. A cet effet, le BAILLEUR s'engage à fournir au PRENEUR, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit qui serait nécessaire au dépôt des demandes d'autorisation ci-dessus mentionnées.

10.1.3. Le PRENEUR devra procéder ou faire procéder aux Installations en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art, et réalisera à ses frais ou ceux de ses Clients Opérateurs les balisages et l'affichage requis par la réglementation en vigueur.

10.1.4. Le PRENEUR et/ou ses Clients Opérateurs souscriront respectivement en leurs noms propres les abonnements inhérents aux raccordements des Installations.

(Néanmoins, en cas d'impossibilité technique pour Le PRENEUR et ses Clients Opérateurs de souscrire leurs propres abonnements, et sous réserve d'avoir obtenu l'autorisation du fournisseur d'énergie, le BAILLEUR autorise Le PRENEUR et ses Clients Opérateurs à se raccorder aux installations existantes moyennant l'installation à leurs frais d'un compteur défalcateur. Le PRENEUR remboursera la consommation en énergie électrique des Equipements Techniques, au tarif d'électricité en vigueur, en fonction des indications du compteur défalcateur.)

10.1.5. Le PRENEUR s'engage à maintenir les Lieux Loués en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

10.2. Travaux du BAILLEUR

Durant l'exécution du présent Bail, le BAILLEUR s'engage à ne pas interrompre les services exploités par le PRENEUR et ses Clients Opérateurs.

Sauf cas de force majeure dûment justifié au PRENEUR, le BAILLEUR ou toute personne agissant pour son compte ne pourra en aucun cas déplacer ou intervenir sur les Installations de quelque façon que ce soit et pour quelque raison que ce soit sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR. En cas d'intervention du BAILLEUR ou de toute personne agissant pour son compte sans accord préalable du PRENEUR, le BAILLEUR supportera toutes les conséquences dommageables pouvant résulter de ces actes.

10.2.1. Interventions ponctuelles du BAILLEUR à proximité des Installations

Le BAILLEUR ou toute personne agissant pour son compte, contactera le PRENEUR avant toute intervention à proximité des installations conformément à l'annexe « Fiche de demande de coupure» (**Annexe 4**) pour obtenir l'interruption temporaire des émissions sur le site.

Le PRENEUR informe le BAILLEUR des consignes de sécurité à respecter (dont les consignes générales indiquées à **l'Annexe 5** aux présentes). LE BAILLEUR s'engage à respecter toutes les consignes de sécurité en ce compris les affichages et balisages et à informer toute personne mandatée par lui-même de desdites consignes.

Par ailleurs, le BAILLEUR s'engage à informer, préalablement et par écrit dans le délai de quinze (15) jours, le PRENEUR de toute intervention prévue dans le périmètre de sécurité des Installations afin que le PRENEUR puisse prendre toute mesure utile s'il y a lieu.

10.2.2. Travaux du BAILLEUR affectant les Installations

PROJET

En cas de travaux indispensables à la réparation de l'immeuble, ne pouvant attendre la fin du Bail et conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement de tout ou partie des Installations, le BAILLEUR en avertira le PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de douze (12) mois avant le début des travaux, en lui précisant, leur nature, leur durée et le planning prévisionnel. Ce préavis sera réduit raisonnablement en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

Le BAILLEUR s'efforcera alors de trouver un autre emplacement susceptible d'accueillir les Installations du PRENEUR lui permettant la continuité de son exploitation dans des conditions équivalentes. Le cas échéant, la dépose, la protection et la remise en place des Installations sera effectuée par le PRENEUR, aux frais du BAILLEUR.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour le PRENEUR ne serait trouvée, le PRENEUR se réserve le droit de résilier le Bail sans contrepartie. En tout état de cause, le loyer sera diminué à proportion de la durée de suspension du fonctionnement de tout ou partie des Installations.

A l'issue des travaux, le PRENEUR pourra procéder à la réinstallation de tout ou partie des Installations dans les Lieux Loués, ou les laisser sur l'emplacement de substitution trouvé pendant la durée des travaux.

10.3. Restitution des Lieux Loués

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, le PRENEUR restituera les Lieux loués libres de toute occupation dans un état d'usure normale, à l'exception du massif qu'il pourra laisser en l'état. Dans cette hypothèse, le BAILLEUR deviendra pleinement propriétaire de cet élément à compter de la date de restitution des Lieux Loués, l'acceptant dans l'état dans lequel il se trouve et renonçant à tout recours à ce titre.

ARTICLE 11 ACCÈS AUX LIEUX LOUES

11.1. Le BAILLEUR et tout occupant de son chef pour qui il se porte fort aux termes des présentes, autorise le PRENEUR, ses Clients Opérateurs et toute personne intervenant pour leur compte, à avoir à tout moment libre accès aux Lieux Loués, conformément aux indications figurant dans la fiche « Informations Pratiques » (**Annexe 6**).
Le BAILLEUR avertira le PRENEUR de tout changement des modalités d'accès dans les plus brefs délais.

11.2. Le PRENEUR aura la faculté d'installer une boite à clefs en façade de l'immeuble ou tout autre aménagement similaire, le cas échéant.

11.3. En cas d'impossibilité d'accès imputable au BAILLEUR ou à tout occupant de son chef, le montant du loyer sera diminué prorata temporis de la durée pendant laquelle cette impossibilité aura été constatée.

11.4. En cas de manquement par le BAILLEUR à la présente obligation, une somme de deux cent cinquante euros (250 €) sera versée par le BAILLEUR au PRENEUR, à titre de pénalité par jour d'indisponibilité d'accès au site. La pénalité est acquise sans que le PRENEUR ne soit tenu de mettre en demeure le BAILLEUR et à condition que l'inexécution ne soit pas imputable à un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du Code civil. Toutefois, si dans les six mois (6 mois) à compter de l'inexécution, le PRENEUR n'a pas expressément demandé l'application de la présente clause, il sera considéré comme ayant renoncé au bénéfice de la pénalité prévue dans ce cas.

11.5. Le PRENEUR et ses préposés s'engagent lors de leurs déplacements sur les lieux mis à disposition à respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble.

11.6. Les stipulations susvisées constituent des stipulations essentielles sans lesquelles le PRENEUR n'aurait pas contracté.

ARTICLE 12 CESSION – HEBERGEMENT

12.1. Cession du Bail

12.1.1. Intuitu Personae - Cession du Bail

a) Le présent Bail est conclu Intuitu Personae. Cette stipulation doit être considérée comme essentielle au contrat.

En conséquence, aucune des Parties ne pourra céder ou transférer tout ou partie du présent Bail, notamment dans le cadre d'une cession de créances, de quelque manière, à quelque titre et à quelque personne que ce soit, sans l'accord exprès, préalable et écrit, de l'autre Partie.

En cas de refus ou d'absence d'agrément, la cession ou le transfert du présent Bail et des droits et obligations en résultant pourra entraîner la résiliation de plein droit, sans délai et sans mise en demeure préalable, du présent Bail aux torts exclusifs de la Partie ayant contrevenu aux stipulations du présent article.

b) Par exception, le PRENEUR est autorisé à procéder à la cession ou transfert du Bail à l'une des sociétés du groupe auquel il appartient ou l'une de ses filiales au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, ainsi qu'à tout opérateur de communications électroniques et/ou toute société hébergeant les équipements de communications électroniques. Le PRENEUR en informera le BAILLEUR par courrier recommandé dans un délai de trente (30) jours avant la cession/transfert. Conformément à l'article 1216-1 du Code civil, une fois le Bail cédé, le PRENEUR ne sera pas tenu solidairement avec le cessionnaire de la bonne exécution des stipulations du Bail.

PROJET

c) Les Parties s'interdisent, quelles que soient les circonstances, de donner mandat à un tiers ou de se faire subroger par un tiers afin d'exécuter le présent Bail. Par exception, cette interdiction ne s'applique pas pour les syndics de copropriété, pour les chargés de négociation du PRENEUR ainsi que pour tout mandataire dans le cadre des prestations de maintenance, d'hygiène et de sécurité.

12.1.2. Changement de contrôle

Dans l'hypothèse où un tiers, personne physique ou morale, prendrait directement ou indirectement le contrôle du BAILLEUR au sens de l'article L233-3 du Code de commerce, le BAILLEUR sera tenu d'en informer le PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un (1) mois suivant le changement de contrôle opéré. Le BAILLEUR restera tenu de respecter l'ensemble des droits et obligations lui incombant au titre du Bail.

Le cas échéant, le PRENEUR pourra choisir de résilier, de plein droit, sans préavis ni indemnité, le présent Bail par lettre recommandée avec accusé de réception.

En tout état de cause, il est convenu entre les Parties que ce changement de contrôle ne pourra s'opérer en méconnaissance des stipulations de l'article 13.2 intitulé « *Cas portant sur la cession de droits sociaux de la personne morale propriétaire des Lieux Loués et/ou de l'Immeuble*» consenti au profit du PRENEUR. En cas de manquement, le PRENEUR pourra exiger le paiement du montant de la pénalité figurant à l'article 13.3.

12.2. Hébergement

Compte-tenu de l'activité du PRENEUR, le BAILLEUR autorise le PRENEUR à héberger les installations de communications électroniques de ses Clients Opérateurs dans la limite des Lieux Loués.

ARTICLE 13 DROIT DE PREFERENCE

13.1. Cas portant sur les Lieux Loués et/ou l'Immeuble

13.1.1 Le BAILLEUR s'oblige, au cas où il déciderait de vendre, de consentir un usufruit ou un bail emphytéotique ou tout type de contrat transférant la jouissance des Lieux Loués, pendant la durée du Bail ainsi que 6 mois suivant son échéance, à donner au PRENEUR, la préférence sur tout autre acquéreur ou cocontractant pour l'acquisition ou la jouissance des Lieux Loués, et ce à égalité de prix et conditions de vente.

13.1.2. Le présent Droit s'applique dans les hypothèses suivantes:

(i) l'acte projeté est circonscrit aux Lieux Loués,

(ii) l'acte projeté implique une division des Lieux Loués,

(iii) l'acte projeté vise un ensemble plus vaste que les Lieux Loués, et les inclut.

Dans l'hypothèse (ii), le BAILLEUR n'a pas le droit de procéder à la division des Lieux Loués objet du présent Droit de préférence.

Dans l'hypothèse (iii), le PRENEUR bénéficiera alors d'une préférence sur la totalité de l'emplacement visé dans l'acte projeté incluant les Lieux Loués.

13.2. Cas portant sur la cession de droits sociaux de la personne morale propriétaire des Lieux Loués et/ou de l'Immeuble

Dans ce cas, le représentant de la personne morale propriétaire des Lieux Loués déclare être :

- Soit l'unique détenteur de la totalité des parts sociales ou actions de la personne morale ainsi que des droits de vote attachés.
- Soit associé majoritaire au sein de ladite personne morale détenant la majorité des parts sociales ou actions ainsi que la majorité des droits de vote attachés.

Le BAILLEUR dispose donc des droits suffisants pour consentir le présent Droit de préférence au PRENEUR, par la signature du présent Bail.

A cet effet, le BAILLEUR s'oblige, au cas où il déciderait de céder à titre gratuit ou onéreux, tout ou partie desdites parts sociales ou actions, ainsi que les droits de vote attachés, pendant la durée du Bail ainsi que six mois suivant son échéance, à donner au PRENEUR, la préférence sur tout autre acquéreur ou cocontractant pour la cession desdits droits sociaux, et ce à égalité de prix et conditions de cession.

13.3. Modalités

13.3.1. Conformément aux stipulations visées à l'article 13.1 et 13.2, le BAILLEUR devra faire connaître au PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception, quarante jours (40 jours) calendaires au moins avant de réaliser le contrat qu'il se proposera de faire, le prix sincère offert par celui-ci, les modalités de paiement prévues, les conditions du contrat projeté ainsi que le projet de contrat si celui-ci existe.

13.3.2. Le PRENEUR sera tenu de faire connaître son intention d'user de son droit de préférence par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au BAILLEUR dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception ou de la date de première présentation de la lettre recommandée susvisée, faute de quoi il sera déchu de son droit. Dans l'hypothèse où, dans le délai susvisé, Le PRENEUR accepterait de conclure le contrat projeté aux conditions communiquées par le BAILLEUR, ledit contrat sera réputé parfait entre les Parties, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

13.3.3. En cas de modification(s) des conditions susvisées préalablement à l'acceptation ou à la renonciation du PRENEUR de conclure le contrat projeté, le BAILLEUR s'engage à notifier dans un délai de dix jours (10 jours) au

PROJET

PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception ladite (lesdites) modification(s).

Le PRENEUR disposera alors d'un droit prioritaire pendant une durée d'un (1) mois à compter de la réception de la notification.

13.3.4. En cas d'acceptation par le PRENEUR dans les formes et délais ci-dessus, l'acte devra être régularisé aux conditions convenues dans un délai de six (6) mois de la notification de son acceptation par le PRENEUR au BAILLEUR, faute de quoi le BAILLEUR pourra reprendre son entière liberté et céder ses droits dans les conditions prévues initialement. Toutefois, ce délai sera automatiquement prorogé jusqu'à réception des pièces administratives nécessaires à la perfection de l'acte authentique par le notaire, telles que la renonciation expresse ou tacite à un droit de préemption, notes d'urbanisme, certificats d'urbanisme, arrêtés d'alignement, procuration, ... sans que cette liste soit limitative.

13.3.5. En cas de manquement par le BAILLEUR à son obligation, une somme correspondant à deux ans de loyer à laquelle s'ajoute le coût du démontage du site et de l'aménagement du nouveau site sera versée au PRENEUR, à titre de pénalité.

La pénalité est acquise sans que le PRENEUR ne soit tenu de mettre en demeure le BAILLEUR et à condition que l'inexécution ne soit pas imputable à un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du Code civil.

13.3.6. L'application de la présente clause n'empêche pas le PRENEUR de demander en justice réparation des préjudices que lui cause l'inexécution par le BAILLEUR de ses obligations issues du présent article.

ARTICLE 14 NULLITE RELATIVE

Si une ou plusieurs stipulations des présentes sont tenues pour non valides, ou déclarées comme telles en application d'une loi, un règlement, ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

ARTICLE 15 IMPREVISION

Les Parties déclarent avoir pleinement connaissance de l'étendue des obligations qui leur incombent au titre du présent Bail, en accepter l'ensemble des risques, et renoncent en conséquence, en tant que de besoin, à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 16 CONFIDENTIALITE

16.1 Sauf accord express, préalable et écrit de l'autre Partie, les Parties conviennent vis-à-vis de tout tiers de conserver un caractère confidentiel au Bail ainsi qu'à tout document qui pourrait en être la suite ou l'application, à moins qu'il n'entre dans la nature dudit document d'être publié.
Il est bien précisé que les Parties s'engagent à conserver confidentielle l'existence même du Bail.

16.2. Par exception, pourront avoir lieu sans autorisation de l'autre Partie, les divulgations nécessaires suivantes :

- que la loi, la réglementation applicable, une décision de justice exécutoire ou une injonction d'une autorité administrative ou de contrôle obligeraient à divulguer, sous réserve que la Partie soumise à une telle obligation de divulguer en ait préalablement informé l'autre Partie et ait pris les mesures raisonnablement nécessaires pour limiter le plus possible la divulgation et obtenir un traitement protecteur des informations qu'elle serait contrainte de divulguer,
- communiquées à des fins légitimes à des personnes tenues au secret professionnel tels que auxiliaires de justice, experts comptables ou commissaires aux comptes,
- pour l'exécution du présent Bail, aux salariés, aux prestataires, aux Clients Opérateurs du PRENEUR et leurs sous-traitants,
- pour l'exécution de l' ARTICLE 13 DROIT DE PREFERENCE, à l'acquéreur ou au cocontractant, l'existence du Bail ainsi que l'existence et le contenu du droit de préférence tel que stipulé audit article.

16.3. Compte tenu de leur caractère stratégique notamment pour le PRENEUR, les informations confidentielles et notamment le montant du loyer et les conditions applicables au présent Bail sont expressément considérées par les Parties comme relevant du secret des affaires tel que défini à l'article L. 151-1 du Code de commerce.

16.4. En conséquence, toute Partie qui en violation de la présente clause ferait perdre à l'existence même du Bail, à tout ou partie du Bail ou encore à un document accessoire sa confidentialité, s'oblige à supporter tous frais qui en résulteraient et à indemniser l'autre Partie à hauteur du montant du dernier loyer annuel payé par le PRENEUR, la présente clause valant clause pénale, sans préjudice des recours ouverts à la Partie lésée au titre des dispositions prévues aux articles L.152-1 et suivants du Code de commerce.
Il est encore précisé que la pénalité sera acquise sans que la Partie concernée ne soit tenue de mettre en demeure l'autre Partie et à condition que l'inexécution ne soit pas imputable à un cas de force majeure tel que défini à l'article 1218 du Code civil.

16.5. Ne sont pas considérées comme des tiers, au sens de la présente clause, toute société du groupe auquel le PRENEUR appartient ainsi que toute société qui la contrôle ou toute société qu'elle contrôle au sens de l'article L233-3 du Code de commerce.

16.6. La présente clause demeurera en vigueur pendant toute la durée de l'exécution du Bail et prendra fin avec lui.

16.7. Il est expressément précisé que la présente clause est justifiée par le fait que les Parties veulent rester libre de définir les conditions financières de leurs négociations futures, ce qui suppose que les éventuels prochains partenaires contractuels ne puissent pas invoquer le précédent constitué par la transaction formalisée dans le présent Bail.

PROJET

ARTICLE 17 DONNEES PERSONNELLES

17.1. Dans le cadre de de leurs activités respectives, chaque Partie est amenée à collecter des données nominatives ou non concernant l'autre Partie. Ces données sont nécessaires au fonctionnement de leurs services respectifs et au traitement du dossier de l'autre Partie.

Dans le cadre de l'exécution du Bail, la Partie qui dispose d'un accès à des données n'effectuera de tels accès et/ou traitements que dans la mesure nécessaire aux finalités et à l'exécution du Bail. Les données ne pourront faire l'objet, de la part de cette Partie ou de toute personne agissant sur les instructions de celle-ci, d'aucune opération autre que celles-ci-dessus, ou strictement nécessaire au respect des obligations légales, réglementaires, comptables, fiscales ou sociales de cette Partie.

17.2. En conséquence, chaque Partie s'engage à se conformer strictement pendant la durée du Bail et de ses éventuels renouvellements ou prolongations, à toute réglementation actuellement applicable ou qui deviendrait applicable en matière de protection des Données Personnelles, en ce compris le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 et la loi informatique et liberté n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 20 juin 2018

Pour l'activité du PRENEUR, le BAILLEUR autorise le PRENEUR à transmettre si besoin ses coordonnées aux opérateurs habilités à établir et exploiter un réseau de communications électroniques.

Également, le PRENEUR pourra être amené à transférer, pour les besoins de son activité, les données concernant le BAILLEUR aux sociétés du groupe auquel le PRENEUR appartient et aux tiers autorisés.

17.3. Concernant les données à caractère nominatif, chaque Partie pourra effectuer son droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 en s'adressant à l'autre Partie à l'adresse indiquée dans les conditions particulières.

17.4. Les personnes concernées par un traitement de Données Personnelles par le PRENEUR peuvent contacter son délégué à la protection des données (DPO) par e-mail à l'adresse suivante: personaldata@cellnextelecom.com, ou par courrier à l'adresse de son siège social à l'attention du service DPO.

Le cas échéant, les personnes concernées par un traitement de Données Personnelles par le BAILLEUR, peuvent contacter son délégué à la protection des données (DPO) par email aux coordonnées indiquées dans les Conditions Particulières.

ARTICLE 18 LUTTE ANTI-CORRUPTION

Chaque Partie déclare respecter les principes et valeurs des dispositions légales et règlementaires nationales, européennes et internationales en matière de lutte contre la corruption et le trafic d'influence, incluant notamment les Directives de l'OCDE et les dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « Sapin 2 », et s'engage à se conformer aux dispositions légales qui lui sont applicables.

Les Parties s'engagent à faire respecter ces normes auprès de leurs collaborateurs, membres, préposés, mandataires et représentants respectifs, quelle qu'en soit leur qualité (fournisseurs, clients, agents, apporteurs d'affaires, sous-traitants …).

En cas de suspicion d'acte caractérisé comme contrevenant à la réglementation en vigueur, les Parties s'engagent à s'informer mutuellement de toute information permettant de déceler et prévenir ces actes.

ARTICLE 19 TOLERANCE

Toutes les conditions des présentent s'appliquent pendant toute la durée du Bail et de ses éventuels renouvellements.

Toutes les tolérances de la part des Parties relatives aux clauses et conditions du présent Bail ne pourront en aucun cas être considérées comme apportant une modification aux présentes.

ARTICLE 20 ELECTION DE DOMICILE

Le BAILLEUR élit domicile à l'adresse indiquée en en-tête des présentes.

Le PRENEUR élit domicile à l'adresse de son siège social.

Chaque Partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir

ARTICLE 21 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pour tout litige survenant dans l'interprétation comme au titre de l'exécution du présent Bail, les Parties conviennent de porter leur différend devant les Tribunaux du lieu des Locaux Loués.

ARTICLE 22 SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le Bail pourra être signé via un procédé de signature électronique sécurisée, ce que les Parties reconnaissent et acceptent expressément.

A cet effet, les Parties ont accepté de conférer mandat à la société tiers opérateurs d'une plateforme en ligne DOCUSIGN aux fins de recueillir leur signature et de conserver le présent Bail sur support électronique.

Les Parties déclarent que le présent Bail sous sa forme électronique constitue une preuve littérale au sens de l'article 1367 du Code civil, et a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourra valablement leur être opposé.

A l'issue du procédé de signature électronique, les Parties recevront un lien sécurisé leur permettant de disposer ou d'avoir accès à l'original du présent acte en format PDF conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil ;

PROJET

Fait à .....,

Le .....,

En DEUX exemplaires originaux,

Le BAILLEUR

Le PRENEUR

PROJET

Hivory
SAS au capital : 35 343 347,21 Euros
RCS NANTERRE 838 867 323
Immeuble ARDEKO
58 Avenue Emile Zola
92100 Boulogne - Billancourt
TVA intracommunautaire : FR 31 838 867 323
Code APE : 7739Z

Annexe 1 - DELEGATION(S) DE POUVOIR

SANS OBJET

PROJET

Annexe 2 - PLANS DES LIEUX LOUES

Département :
MOSELLE

Commune :
YUTZ

Section : 33
Feuille : 000 33 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 05/11/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

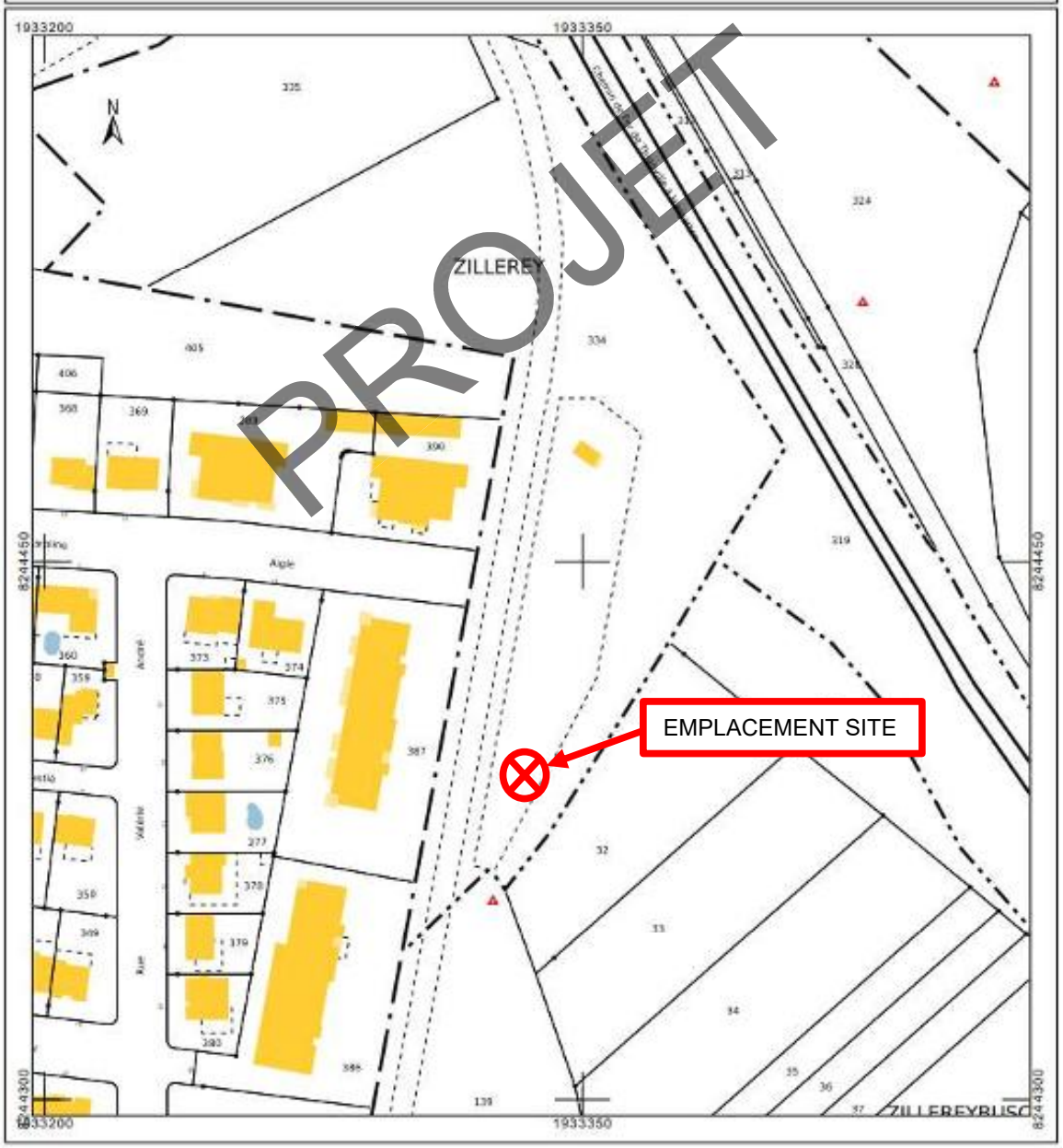
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

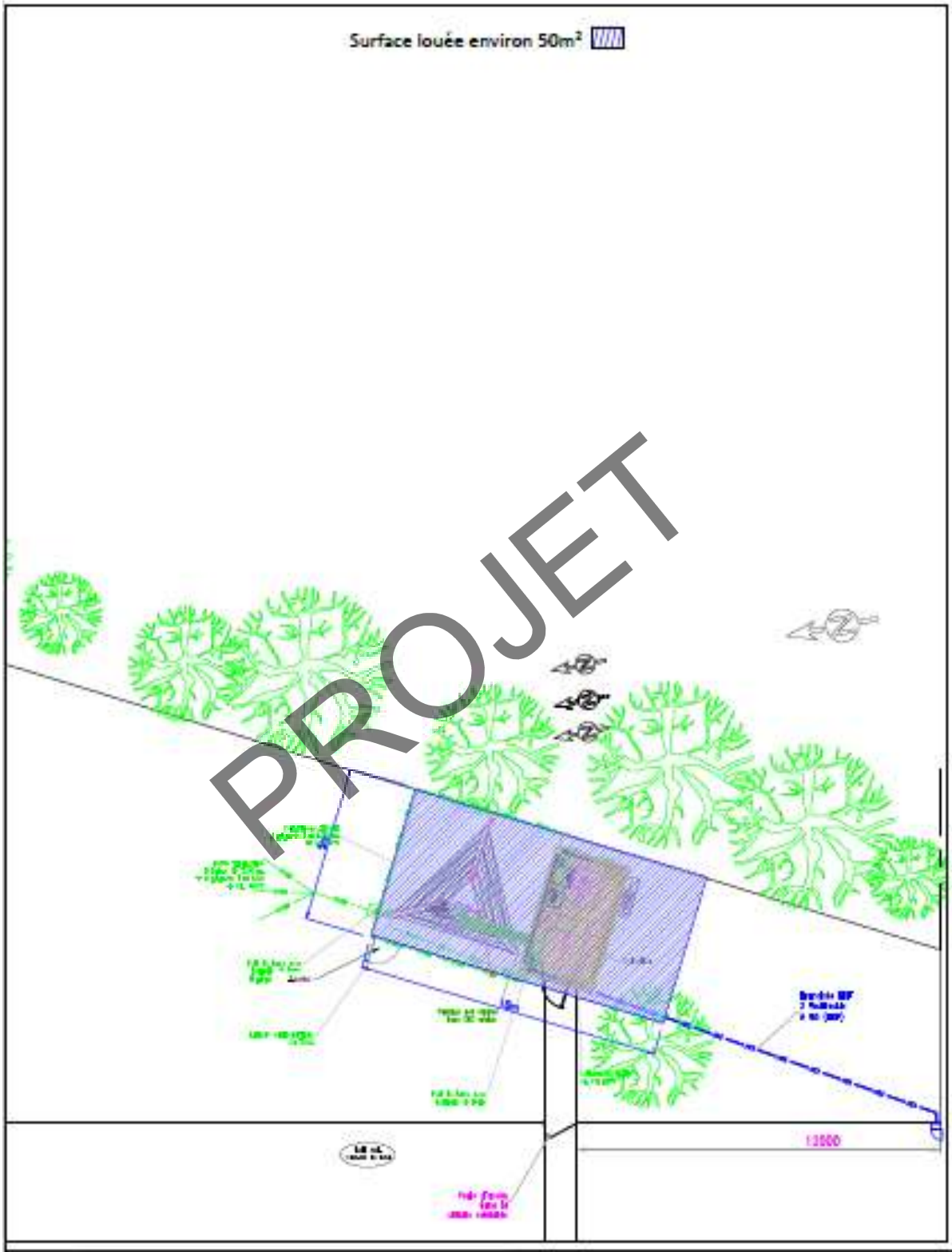
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF de la MOSELLE
Pôle topographique et de gestion cadastrale 4-8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
sdif57.ptgc@dgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





YUTZ STADE 2		
Hivory		ID OTF : FR-707202
		ID CLIENT : 570744
	PLAN DE SURFACE LOUEE	ECH : –
DOSSIER : SL / IND : A	FICHIER : 570744_SL_A	N° FOLIO : 01

Annexe 3 - ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

SANS OBJET

PROJET

Annexe 4 - FICHE DE DEMANDE DE COUPURE

Demande de coupure « Emission Radio » Inter - Opérateurs

Pour travaux à réaliser dans le périmètre de protection ANTENNES TELECOM

Partie à remplir par le demandeur Date de la demande :

Opérateur concerné :	Interlocuteur :	Tél :
N° Site :	Nom et adresse du site :	

L'opérateur demandeur

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :

L'intervenant

Société :	Interlocuteur :	Tél :	Fax :
Responsable direct de travaux :		Tél mobile :	

Les travaux

Nature de l'intervention :				
Date, heure, début de coupure, fin de coupure, durée	Date JJ/MM/AA	(Début) : (heure/minute)	(Fin) : (heure/minute)	Durée : minute
Localisation zone d'intervention / estimation secteur(s) à couper :				

PROJET

Important : **- Cette demande doit être adressée, par l'opérateur, 10 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux et le retour, par l'opérateur, 5 jours ouvrés avant les travaux.**
- Afin d'optimiser la qualité du service, toute pause supérieure à 1h doit pourvoir faire l'objet d'un rétablissement du service pendant l'interruption des travaux.

Partie à remplir par l'opérateur concerné

Validation par : ……..
Validation ☐ oui ☐ non

Motif du refus / Observations

Report : Date et Heure proposée

Annexe 5 - INFORMATION SUR LES CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le BAILLEUR sur les consignes de sécurité mises en œuvre par les opérateurs de communications électroniques et audiovisuels à la demande du PRENEUR pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Les Clients Opérateurs du PRENEUR s'assureront que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la règlementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur.

Le BAILLEUR doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée au PRENEUR . Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

PROJET

Annexe 6 - INFORMATIONS PRATIQUES

Conditions d'accès

Le BAILLEUR s'engage à remettre au PRENEUR tous les moyens d'accès au Site.

- Nom de la personne à contacter : /
- Numéros de téléphones fixe et mobile : /
- Adresse courriel : /

Commentaires : ACCES AUTONOME 24H/24 et 7J/7

Et si nécessaire :

- Numéro de code :
- Badge :
- Gardien (adresse, téléphone) :
- Société de gardiennage (adresse, téléphone) :
- Mise en place d'une boîte à clés positionnée permettant un accès 24h/24h aux Infrastructures et équipements techniques

Le BAILLEUR s'engage à informer dans les plus brefs délais au PRENEUR de toutes modifications des informations de cette Annexe.

PROJET

Interlocuteurs PRENEUR

- **Courriel :** support.bailleur@cellnextelecom.fr
- **Numéro de téléphone : 0800 97 10 10**

Interlocuteur BAILLEUR

- Nom de la personne à contacter : Mairie de YUTZ
- Numéro de téléphone : 03 82 82 26 82
- Adresse courriel : yutz@mairie-yutz.fr

Commentaires :

Annexe 7 - FORMAT DE FACTURE

ELEMENTS DEVANT APPARAITRE SUR LES FACTURES D'APPEL DE LOYER / AVIS D'ECHEANCE

Lorsque le BAILLEUR est assujetti à la TVA, le format de l'appel de loyer est une facture ou un titre de recette, devant comporter les éléments suivants :	Lorsque le BAILLEUR n'est pas assujetti à la TVA, le format de l'appel de loyer est un avis d'échéance, devant comporter les éléments suivants :
• **HIVORY en destinataire de la facture** • **L'emplacement du site concerné** • **Code site FR correspondant** • Le nom de l'émetteur de la facture • Le numéro de facture • La date de facture • La période facturée • Numéro de TVA intracommunautaire • Le Montant Hors Taxe • Le Montant de TVA • Le Montant TTC • Le Calcul de l'Indexation	• **HIVORY en destinataire de la facture** • **L'emplacement du site concerné** • **Code site FR correspondant** • Le nom de l'émetteur de la facture • Le numéro de facture • La date de facture • La période facturée • Le Montant du loyer • Le Calcul de l'Indexation

PROJET

RAPPEL : FOURNITURE DE L'IBAN AVANT LA SIGNATURE DU BAIL

Direction de la Solidarité et de l'Emploi

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n°36: CONSEIL MUNICIPAL DES SAGES – CRÉATION ET FONCTIONNEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2143-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Conseil municipal peut créer des comités consultatifs pour tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au Conseil.

Sur proposition du Maire, l'Assemblée délibérante en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat en cours.

Ce comité est présidé par un membre du Conseil municipal, désigné par le Maire.

L'équipe municipale souhaite mener une politique de dialogue et d'échange avec l'ensemble des habitants de la commune. Dans cette optique, elle souhaite pérenniser et développer le Conseil municipal des Sages.

Cette instance de réflexion collective dédiée aux séniors, non partisane et soucieuse de l'intérêt général pourra, à la demande du Maire ou de son représentant, faire des propositions, enrichir la politique municipale sur tous sujets intéressant la vie dans la commune et tout particulièrement dans les domaines touchant à l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées.

Ses membres seront tenus à la discrétion sur les sujets relevant de leurs travaux. Une charte règlera l'organisation et le fonctionnement du Conseil.

Le Conseil municipal des Sages sera ouvert à toute personne résidant dans la commune et âgée de plus de soixante-cinq ans (65) ans, dégagée de tout engagement professionnel, et disposée à accorder du temps à la réflexion collective.

Il sera composé de trente-trois (33) membres et cinq (5) suppléants. Un appel à candidatures sera lancé auprès des habitants. Elles seront déposées à l'attention du Maire ou de son représentant. Après étude de leur recevabilité et tirage au sort, le Maire ou son représentant, procèdera à la désignation des membres pour la durée du mandat municipal.

La composition définitive du Conseil municipal des Sages sera communiquée pour information lors d'un Conseil municipal.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **DÉCIDER** de la création du Conseil municipal des Sages,
- **AUTORISER** le Maire à procéder à l'exécution de la présente délibération ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à son application.

L'Adjointe déléguée,

COMMUNE DE YUTZ (Moselle)

Ouidade BOOG BOOG

Direction des Services Techniques

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 37 : CONVENTION 2025 – 2026 AVEC LES PIEDS SUR TERRE – AVENANT N° 1

Par délibération n° 16 du 17 décembre 2025, le Conseil municipal a approuvé la convention d'objectifs avec l'association « Les Pieds sur Terre » afin de sensibiliser les habitants, et notamment les plus jeunes au Développement Durable et à la Nature de proximité en favorisant une véritable réflexion éco-citoyenne.

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le prix unitaire d'une intervention de cent quatre-vingt-quinze euros (195,00 €) à deux cent dix euros (210,00 €) afin de tenir compte de l'inflation et pour que la prestation soit au coût réel.

L'article 2.2 de la convention est modifié en conséquence selon l'avenant proposé.

Ce point a reçu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- **APPROUVER** les termes de l'avenant n° 1, annexé à la présente,
- **AUTORISER** le Maire à signer ledit avenant, à y apporter le cas échéant, toutes modifications d'ordre rédactionnel, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

L'Adjoint délégué,

COMMUNE DE YUTZ (MOSELLE)

Guy MÉLÉO

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025/2026

AVENANT N° 1

Entre :

La Ville de Yutz, représentée par Clémence POUGET, Maire, Hôtel de Ville, 107 Grand'rue à Yutz, ***d'une part***,

Ci-dessous désignée : « la Ville »

Et :

L'association Les Pieds sur Terre, représentée par Marthe L'HUILLIER, Présidente, dont le siège social est situé 53 rue de la République à Yutz, ***d'autre part***,

Ci-dessous désignée : « l'association »

PROJET

Préambule

Par convention en date du 12 février 2026, la Ville a conclu un partenariat avec l'association « Les Pieds sur Terre » afin de sensibiliser les habitants et notamment les plus jeunes au Développement Durable et à la Nature de proximité en favorisant une véritable réflexion éco-citoyenne.

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le prix unitaire d'une intervention de 195,00 € à 210,00 € afin de tenir compte de l'inflation et que la prestation soit au coût réel.

Article 1er

L'article 2.2 de la convention initiale est modifié comme suit :

Dotation d'une enveloppe budgétaire dans le cadre des actions scolaires :

La dotation annuelle pour 2025 - 2026 est fixée à six mille neuf cent trente euros (6 930,00 €). Elle représente trente-trois (33) interventions de l'association auprès des scolaires, le prix unitaire d'une intervention est de deux cent dix euros (210,00 €).

En début d'année scolaire, l'association s'engage à fournir à la Ville un tableau récapitulant le programme des interventions auprès des écoles.

Le paiement de cette dotation s'effectuera sur présentation de trois factures : en mars, juin et décembre 2026 (avec un paiement pour le 15 décembre 2026 maximum). L'association y détaillera ses interventions en laissant apparaître le nombre de classes, le nom de l'école concernée et des enseignants, l'objet et le lieu d'intervention.

Le montant de la facture doit correspondre à la réalité du terrain (nombre réel d'interventions x 210,00 €).

L’association transmettra tous les justificatifs nécessaires demandés par la Ville aux fins de versement par virement de ladite dotation.

Article 2
Les autres dispositions de la convention du 12 février 2026 demeurent inchangées.

Article 3

Le présent avenant entre en vigueur dès validation et signature par les deux parties.

À Yutz, le

Pour la Ville de Yutz,

Le Maire,

Clémence POUGET

Pour l’association « Les Pieds sur Terre »

La Présidente,

Marthe L’HUILLIER

PROJET

Direction des Services Techniques

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2026

RAPPORT

Point n° 38 : CONVENTIONS DE SERVITUDE DE PASSAGE DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES ÉNÉDIS - PARCELLES CADASTRÉES SECTIONS 3 N° 193, 4 N° 693 ET 18 N° 30

Afin d'assurer la qualité de la desserte et de l'alimentation électrique de distribution publique d'énergie, ÉNÉDIS envisage :

- la pose de deux canalisations souterraines et de leurs accessoires sur une longueur d'environ cinquante-cinq (55) ml rue Jean MERMOZ,
- la pose d'une canalisation souterraine et de ses accessoires sur une longueur d'environ un (1) ml rue de la Moselle,
- la pose des bornes de repérage, si besoin,
- la pose d'un ou plusieurs coffrets avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade.

Le réseau électrique faisant l'objet de conventions relève de la propriété de la société ÉNÉDIS.

Les deux conventions référencées CS06 définissent les modalités juridiques et financières de ces opérations.

Ce point a obtenu l'avis favorable du Bureau municipal.

L'Assemblée délibérante est appelée à :

- APPROUVER les termes des deux conventions annexées à la présente,
- AUTORISER le Maire à signer lesdites conventions, à y apporter, le cas échéant, toutes modifications d'ordre rédactionnel, ainsi qu'à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

L'Adjoint délégué,

Guy MELÉO

CONVENTION CS06

Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains

(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)

LOCALISATION

Commune de : Yutz

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-24-2CUCG169VS RENFO - YUTZ - POSTE LAVOIR

Chargé de projet Enedis : GUERIN Christophe

PROJET

PARTIES

Cette convention est signée entre :

Enedis,
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy,

Et

Nom *: **COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par son (sa) Mme le Maire, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....**
Demeurant à : **0107 GR GRAND RUE, 57970 YUTZ**
Téléphone : **03 82 82 26 82 mail: accueil@mairie-yutz.fr**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Yutz		18	0030	DE LA MOSELLE	

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

LES OUVRAGES

1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 1 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 1 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

PROJET

IMPLANTATION DES OUVRAGES

4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 20 (vingt euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

Ce qui est interdit :

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

Ce qui est autorisé :

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la réglementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la réglementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

PROJET

10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

AUTRES ARTICLES

12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

13) Les formalités

Enregistrement

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

Copie pour le propriétaire

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

Acte authentique

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertes@enedis.fr

PROJET

Si la signature est manuscrite, il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et approuvé ".

Si la signature est électronique, la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Enedis

Date :

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

PROJET

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par son (sa) Mme le Maire, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

Annexe : plan de tracé des ouvrages

PROJET

Plan de situation



Implantation piquet de terre
Parcelle 30 section 18

PROJET

Date :

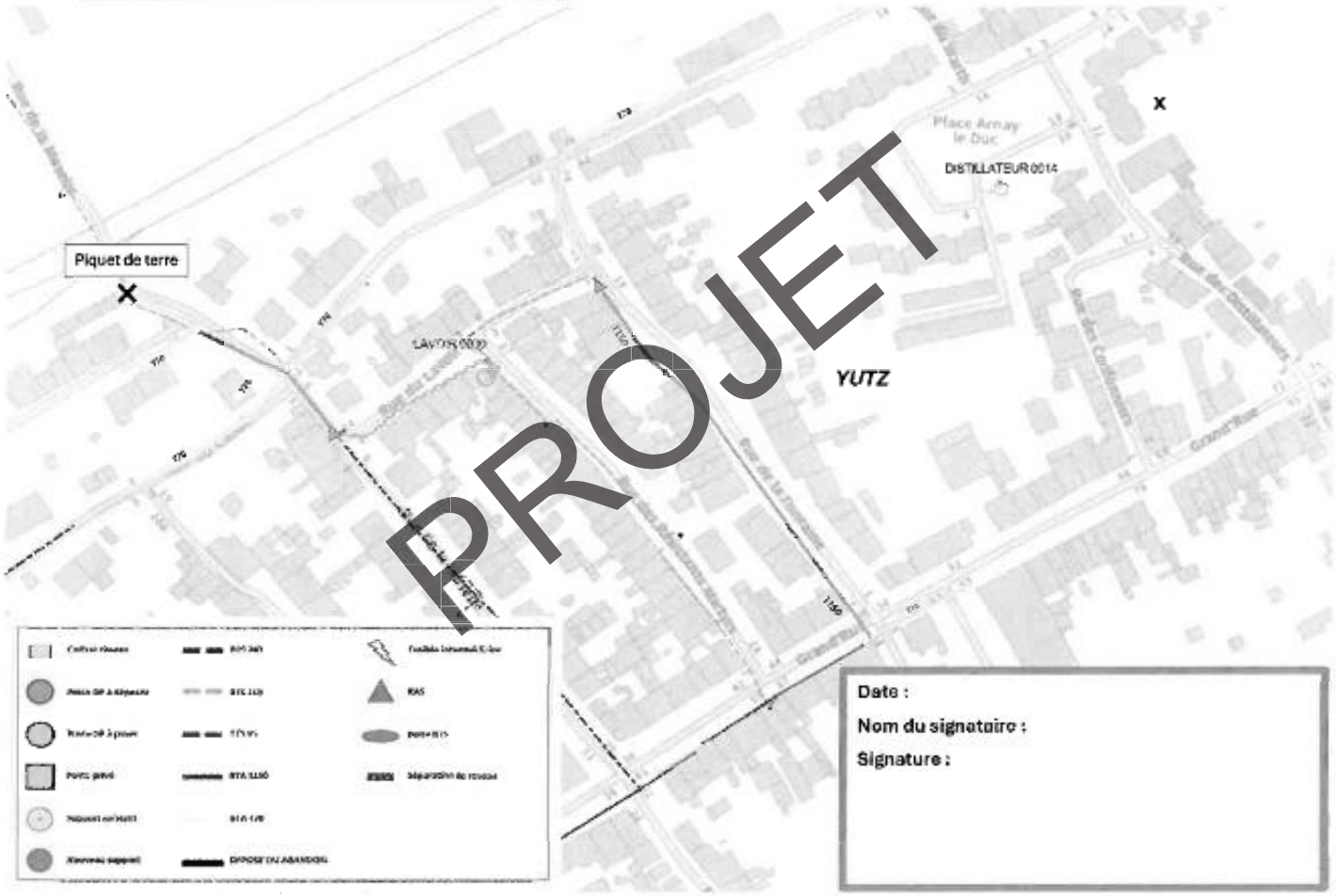
Nom du signataire :

Signature :

AVANT PROJET

RENFORCEMENT - YUTZ - Poste LAVOIR

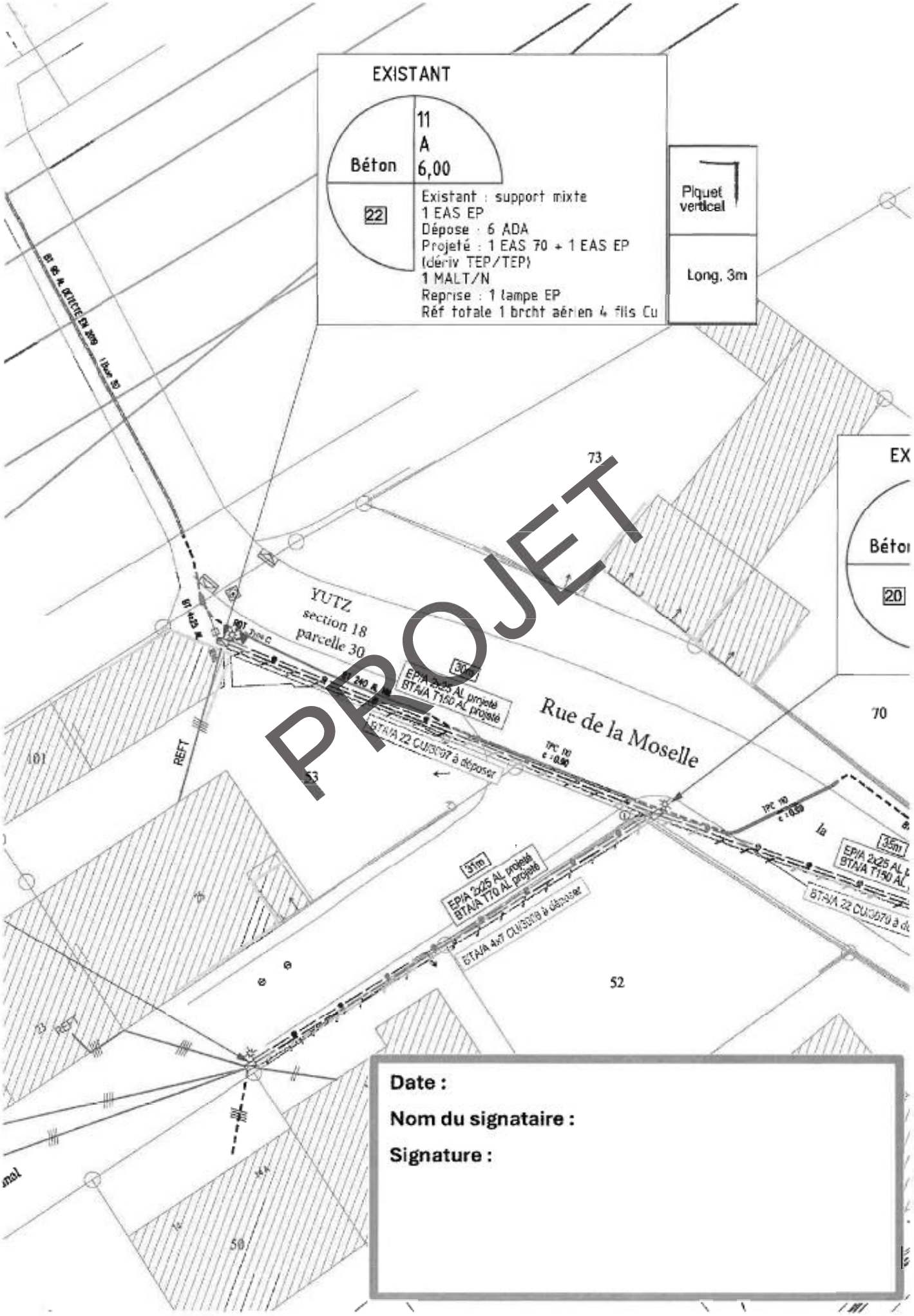
Renouvellement du réseau aérien



Date :

Nom du signataire :

Signature :



Date :

Nom du signataire :

Signature :

Département :
MOSELLE

Commune :
YUTZ

Section : 19
Feuille : 000 19 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 23/10/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Date :

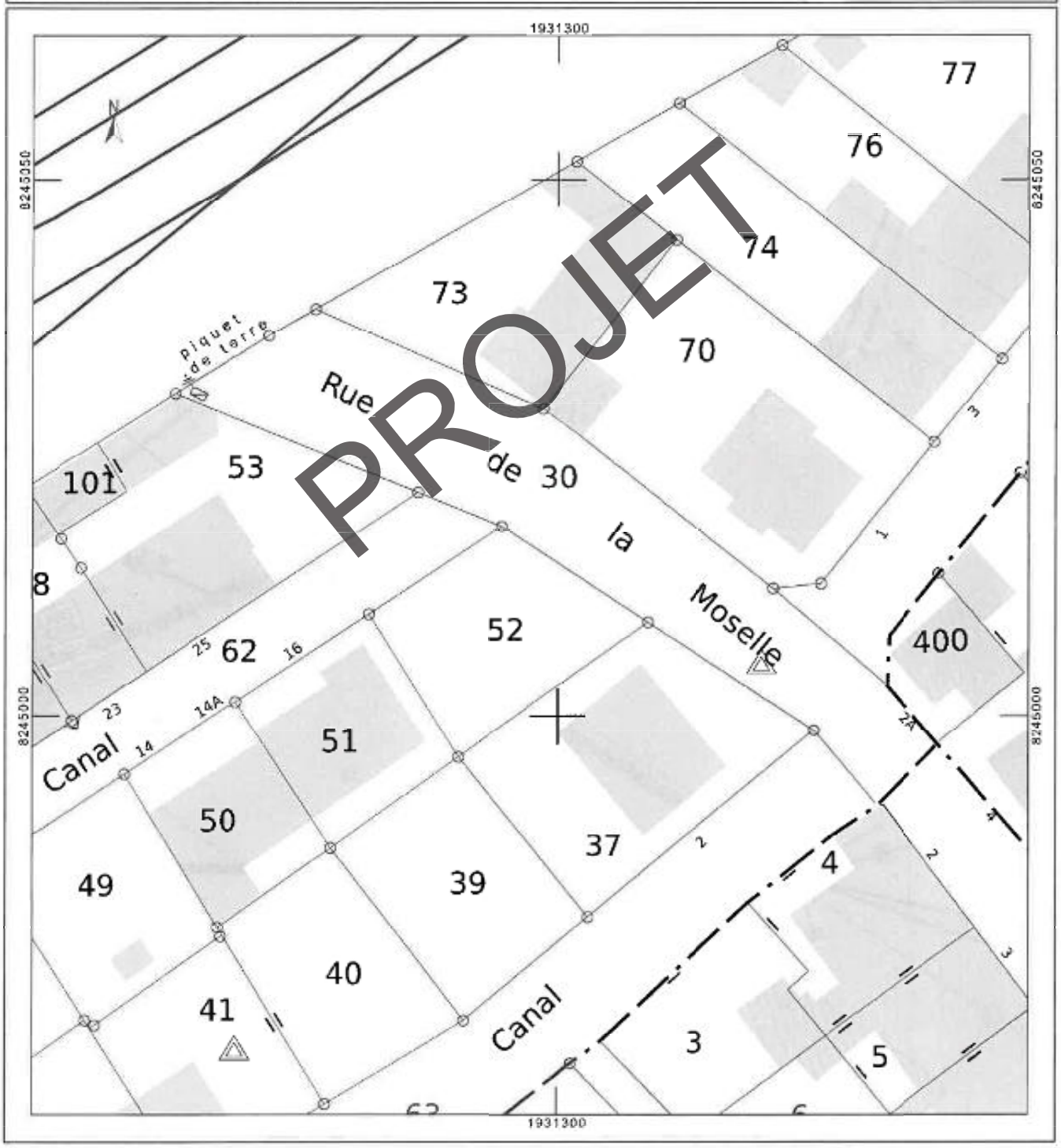
Nom du signataire :

Signature :

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF de la MOSELLE
Pôle topographique et de gestion cadastrale 4-8 rue des Clercs 57035
57035 METZ CEDEX 01
tél. 03 87 55 81 45 -fax
sdif57.ptgc@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



CONVENTION CS06

Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains

(Hors propriétés agricoles, boisées et forestières)

LOCALISATION

Commune de : Yutz

Département : MOSELLE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : RAC-LOR-25-004208 CM AJOUT 2 DI JSL

Chargé de projet Enedis : COLAS ENZO

PROJET

PARTIES

Cette convention est signée entre :

Enedis,
Ci-après «Enedis » dans cette convention
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à la tour Enedis, 4, place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX

Représentée par Le Directeur Régional ENEDIS M.Hervé LUTHRINGER en Lorraine, 2 boulevard Cattenoz à Villers-Les-Nancy,

Et

Nom *: **COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet**
Demeurant à : **0107 GR GRAND RUE, 57970 YUTZ**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués
Nom *: **COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet**
Demeurant à : **0107 GR GRAND RUE, 57970 YUTZ**
Téléphone : .....
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

Ci-après « le propriétaire » dans cette convention

Enedis et le propriétaire sont désignés individuellement la « Partie » et ensemble les « Parties ».

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières,prairies, pacage, bois,forêt ...)
Yutz		03	0193	JEAN MERMOZ	
Yutz		04	0693	JEAN MERMOZ	

Cette ou ces parcelles sont dénommées « propriété » dans cette convention.
Enedis est concessionnaire du service public de distribution d'électricité sur 95 % du territoire français. A ce titre, elle entretient, développe et exploite le réseau public de distribution d'électricité. Cette mission lui permet d'obtenir une déclaration d'utilité publique et/ou d'établir des servitudes l'autorisant à implanter des ouvrages électriques sur des propriétés, dans l'intérêt du service public (articles L.323-3 et suivants et R.323-1 et suivants du code de l'énergie).
Cette convention reconnait à Enedis les droits prévus par ces textes. Elle prévoit par ailleurs des droits sur lesquels les Parties se sont accordées.

LES OUVRAGES

1) Les ouvrages objet de cette convention

Dès la signature de cette convention, le propriétaire autorise Enedis à implanter sur sa propriété (close ou non, bâtie ou non) les ouvrages décrits ci-dessous :

- 2 canalisation(s) souterraines(s) et ses (leurs) accessoires dans une bande de 3 m de large sur une longueur totale d'environ 55 mètres ;
- Les bornes de repérage si besoin ;
- Un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de mètres.

Cette convention vise également tous les ouvrages qui pourraient se substituer aux ouvrages précités sur leurs emprises initiales ou le cas échéant, à proximité de l'emprise initiale.
Le terme « ouvrage » utilisé dans cette convention vise donc l'ensemble de ces ouvrages.

PROJET

2) L'emplacement de ces ouvrages sur la propriété

Les ouvrages décrits ci-dessus sont implantés sur la propriété aux emplacements décrits dans le plan de tracé des ouvrages annexé à cette convention.

3) La durée pendant laquelle les ouvrages restent implantés sur la propriété

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages visés au point 1).
Enedis pourra commencer les travaux dès la signature de la convention par le propriétaire.

IMPLANTATION DES OUVRAGES

4) Les conséquences sur la végétation à proximité de l'emplacement des ouvrages

Enedis est autorisée à effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages.
Ces travaux pourront être confiés au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (notamment art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution).

5) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser les travaux d'implantation des ouvrages.

Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

6) Les conditions financières de cette implantation

Au regard des droits reconnus par le propriétaire à Enedis en application de cette convention, Enedis s'engage à lui verser une indemnité forfaitaire, unique et définitive.
Son montant est de 20 (vingt euros) €.
Cette somme sera versée lors de la signature de l'acte notarié.

7) L'indemnisation en cas de dommages à l'occasion des travaux d'implantation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de l'implantation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

8) Les opérations liées à l'exploitation des ouvrages

Par cette convention, le propriétaire autorise Enedis à exploiter les ouvrages implantés sur sa propriété et à y réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité. Il s'agit de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages.

9) Les conditions dans lesquelles le propriétaire peut jouir de sa propriété

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la propriété.
Pour autant, il renonce à demander l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1) ci-dessus, peu importe les motifs de sa demande.
Cet enlèvement ou cette modification des ouvrages seront toutefois possibles si le propriétaire prend intégralement en charge tous les coûts associés.

Ce qui est interdit :

- **Le propriétaire s'interdit de porter atteinte à la sécurité des ouvrages d'Enedis ;**
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou faire réaliser des travaux ou d'édifier une construction** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de réaliser ou de laisser pousser des plantations** d'arbres ou arbustes, de toute culture sur ou sous le tracé et à proximité des ouvrages définis au 1 ;
- **Le propriétaire s'interdit de modifier le profil de son terrain,** dans l'emprise et à proximité des ouvrages définis au 1.

Ce qui est autorisé :

Le propriétaire pourra édifier des constructions et réaliser des plantations sur sa propriété dans les conditions suivantes :

- Le propriétaire pourra édifier des constructions ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages décrits à l'article 1) à condition de respecter les distances prévues par la règlementation en vigueur entre ces ouvrages et ces constructions ou implantations.
- Le propriétaire pourra planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs à condition de respecter les conditions suivantes : la distance entre le sommet de l'arbre et la nappe de conducteurs doit être supérieure à la distance prévue par la règlementation en vigueur. Cette distance est calculée en tenant compte d'une possible chute perpendiculaire de cet arbre en direction des nappes de conducteurs.

10) L'accès d'Enedis à la propriété

Enedis est autorisée à faire pénétrer ses agents ou ceux des entreprises qu'elle a accréditées afin de réaliser tous les travaux liés à l'exploitation des ouvrages.
Enedis informera préalablement le propriétaire de ses interventions, sauf en cas d'urgence.

11) L'indemnité en cas de dommage à l'occasion des opérations liées à l'exploitation

Si des dommages directs et certains sont causés aux biens à l'occasion de toutes les opérations liées à l'exploitation des ouvrages, le propriétaire aura droit à une indemnité. Son montant sera déterminé selon la nature et l'étendue des dommages. Il sera fixé à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

PROJET

AUTRES ARTICLES

12) Les effets de cette convention

Le propriétaire s'engage à porter cette convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la propriété, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.
De plus, le propriétaire s'engage à faire reporter les termes de la présente convention dans tout acte relatif à la propriété.

13) Les formalités

Enregistrement

Enedis pourra faire enregistrer cette convention auprès des services des impôts.

Copie pour le propriétaire

Enedis remet un exemplaire de la convention au propriétaire après accomplissement des formalités nécessaires.

Acte authentique

Cette convention sera formalisée par un acte authentique devant un notaire en vue de sa publication au service de la publicité foncière.
Enedis prendra à sa charge les frais liés à cet acte.

14) Les éventuels litiges

Si un litige survient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation de la propriété.

15) Les données à caractère personnel

Enedis recueille des données pour la bonne exécution de la présente convention (noms, prénoms, adresse, etc.). Ces données seront traitées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.
Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.
Le propriétaire dispose d'un droit d'accès à ses données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motif légitime. Il peut exercer son droit d'accès via l'adresse e-mail suivante : dct-informatiqueetlibertés@enedis.fr

PROJET

Si la signature est manuscrite, il convient de réaliser 4 (quatre) exemplaires de la convention et faire précéder la signature de la mention manuscrite " *Lu et approuvé* ".

Si la signature est électronique, la convention est signée dans les conditions prévues par les articles 1366 et 1367 du Code civil, d'un commun accord entre les Parties.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Enedis

Date :

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

PROJET

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet	
COMMUNE DE YUTZ représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet	

Annexe : plan de tracé des ouvrages

CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN CADASTRAL

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

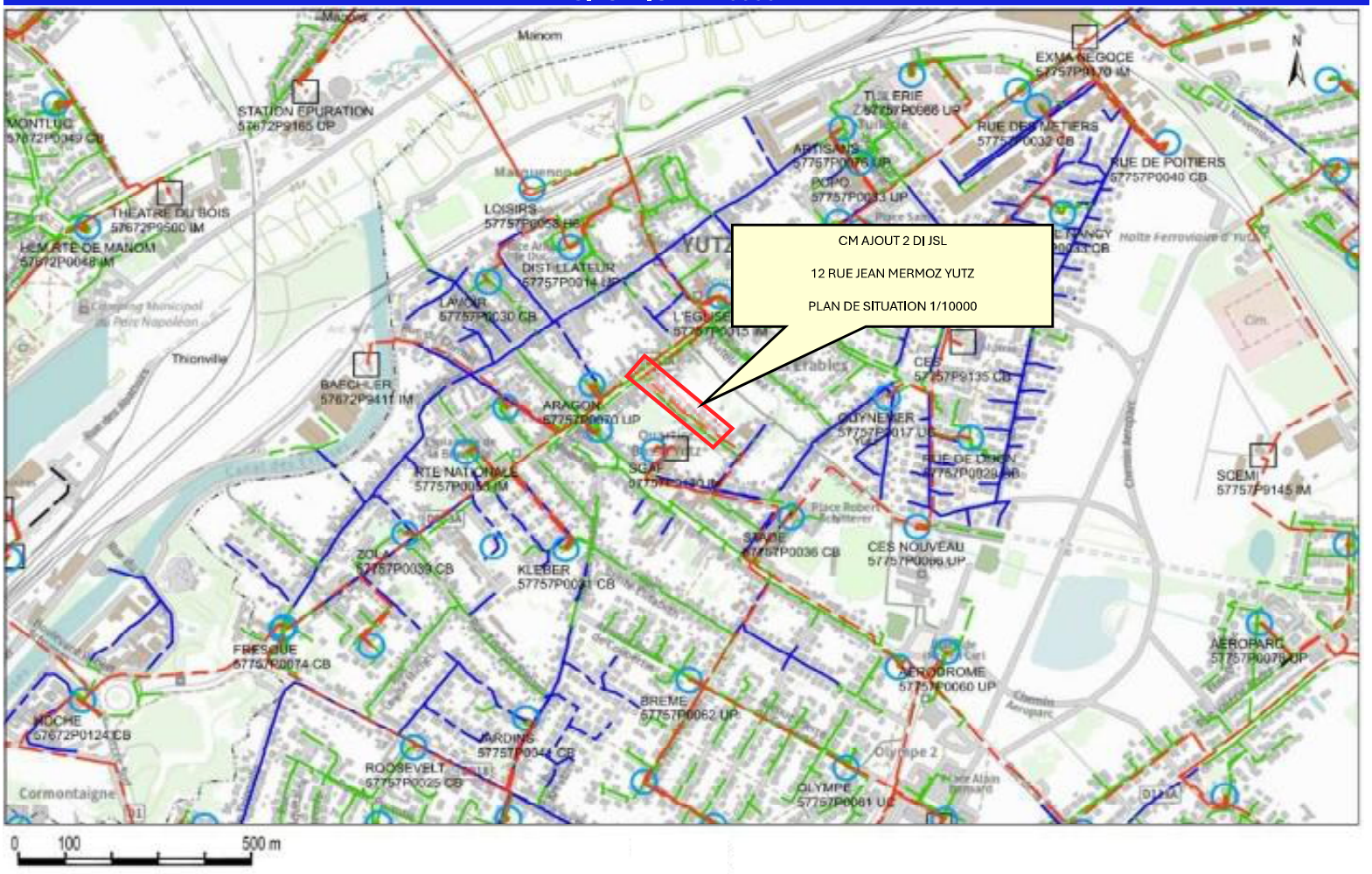
Interlocuteur : COLAS Enzo



CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE SITUATION 1/10000

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo



ENEDIS

CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE SITUATION 1/1000

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

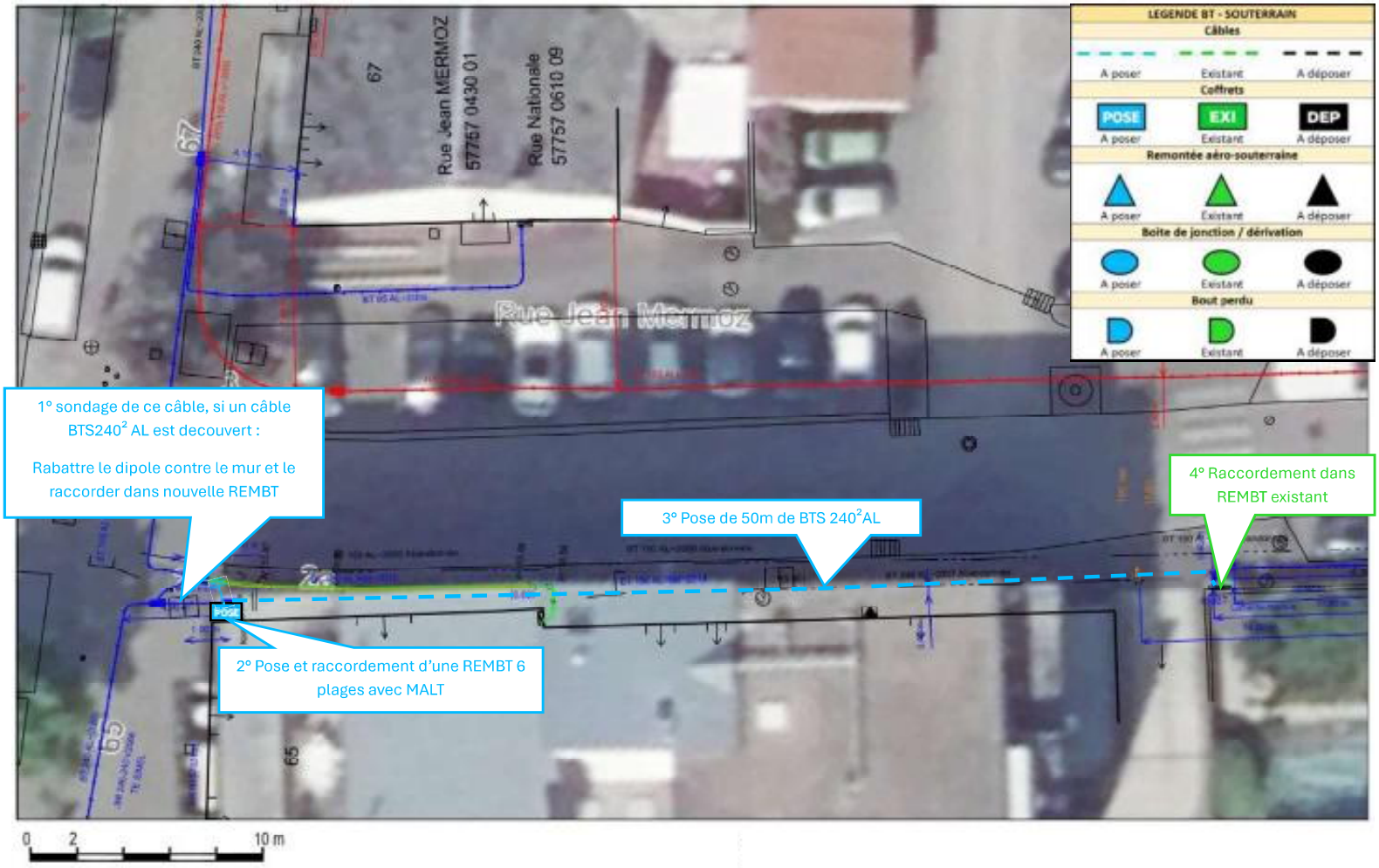
Interlocuteur : COLAS Enzo



CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET 1/200 (PARTIE A)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

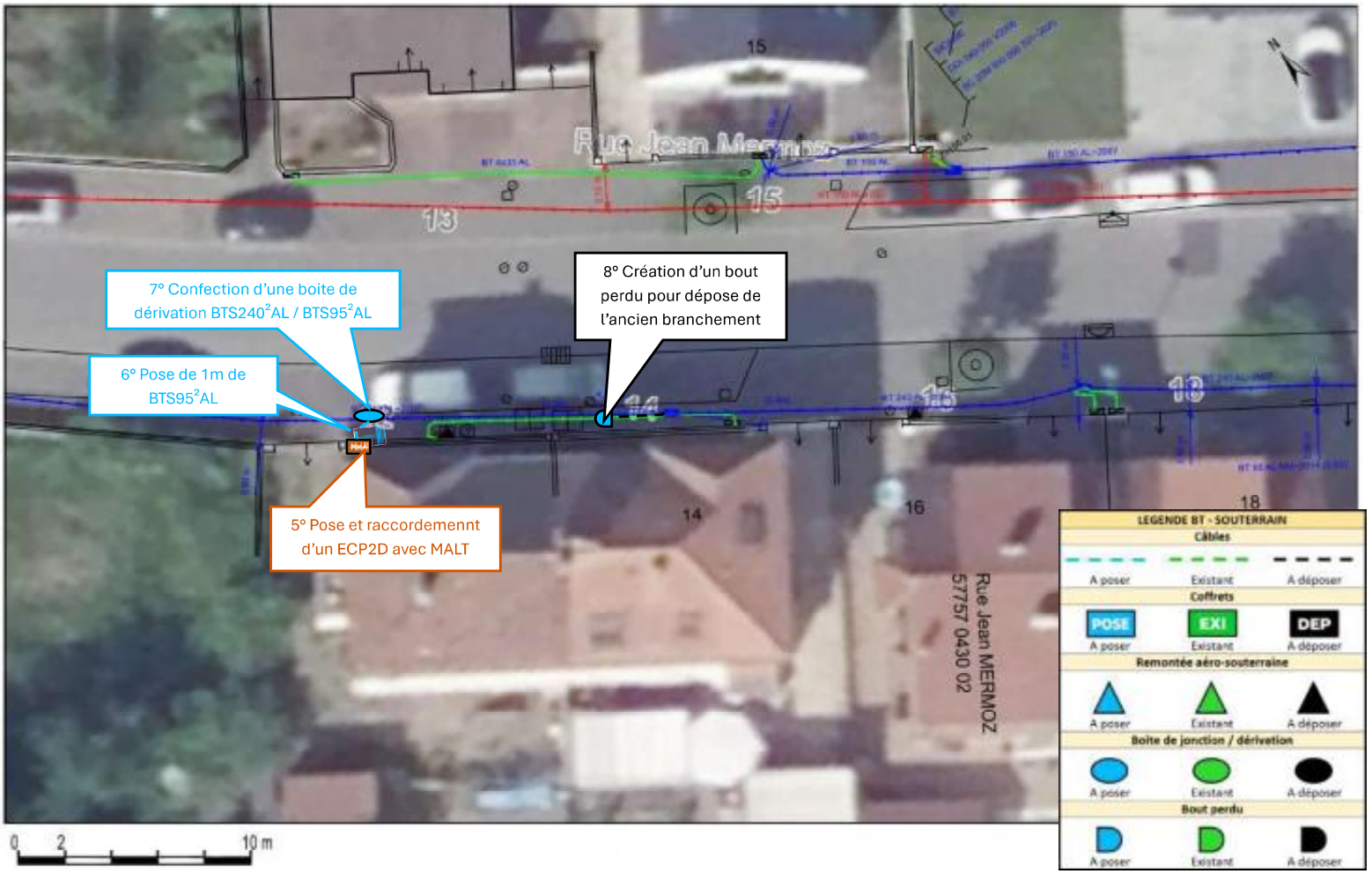
Interlocuteur : COLAS Enzo



CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET 1/200 (PARTIE B)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

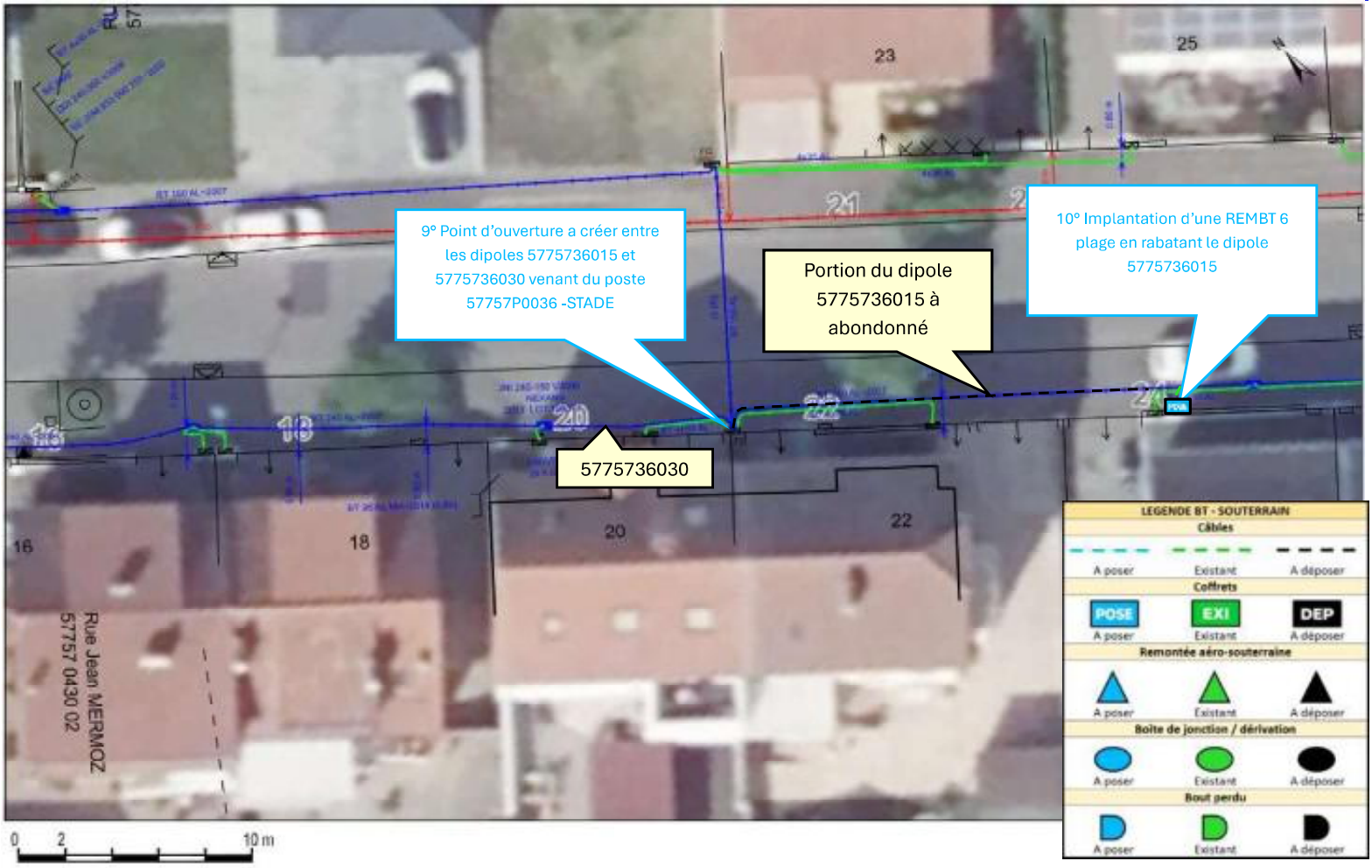
Interlocuteur : COLAS Enzo



CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET 1/200 (PARTIE C)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo

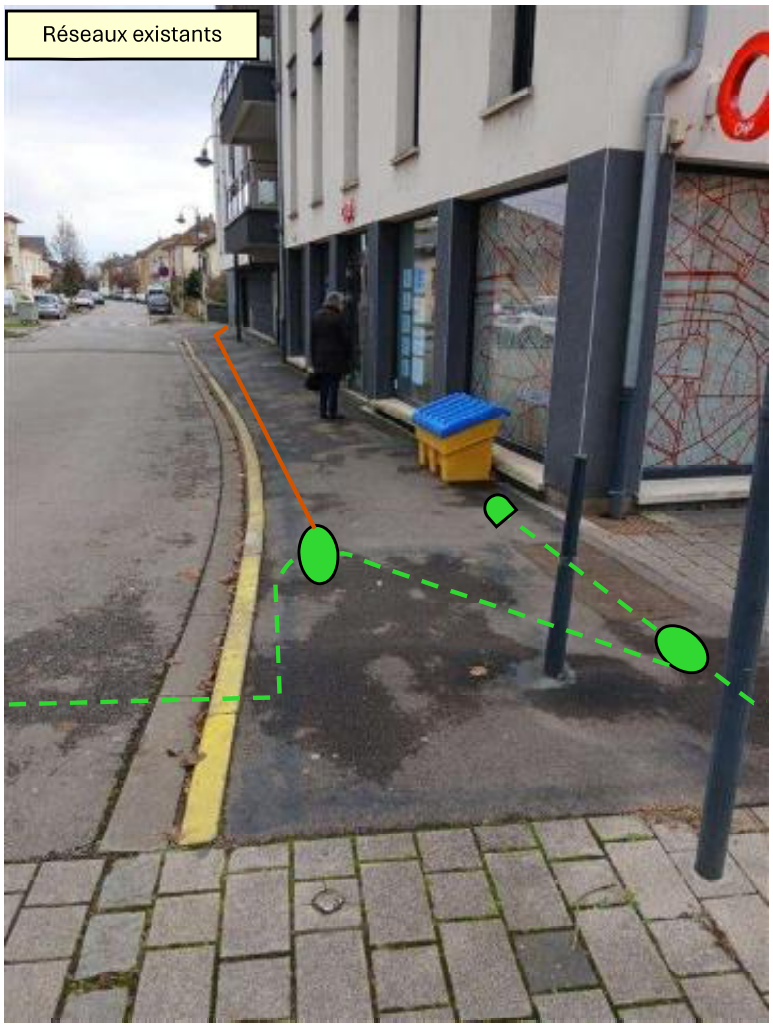


CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE A)

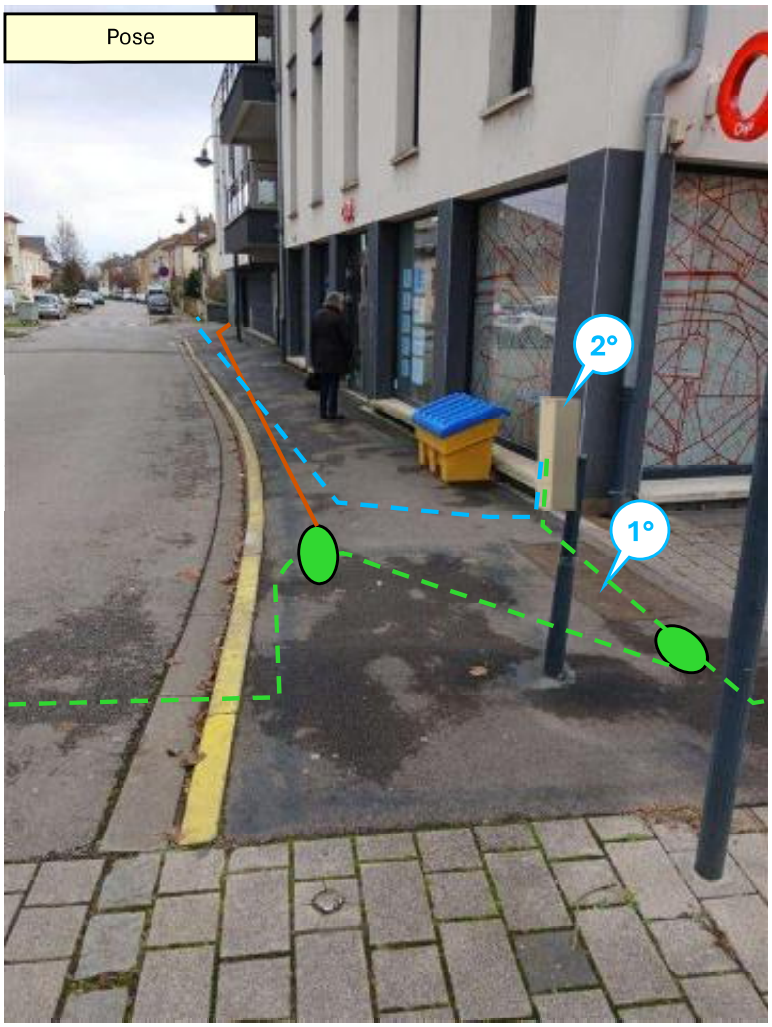
Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo

Réseaux existants



Pose

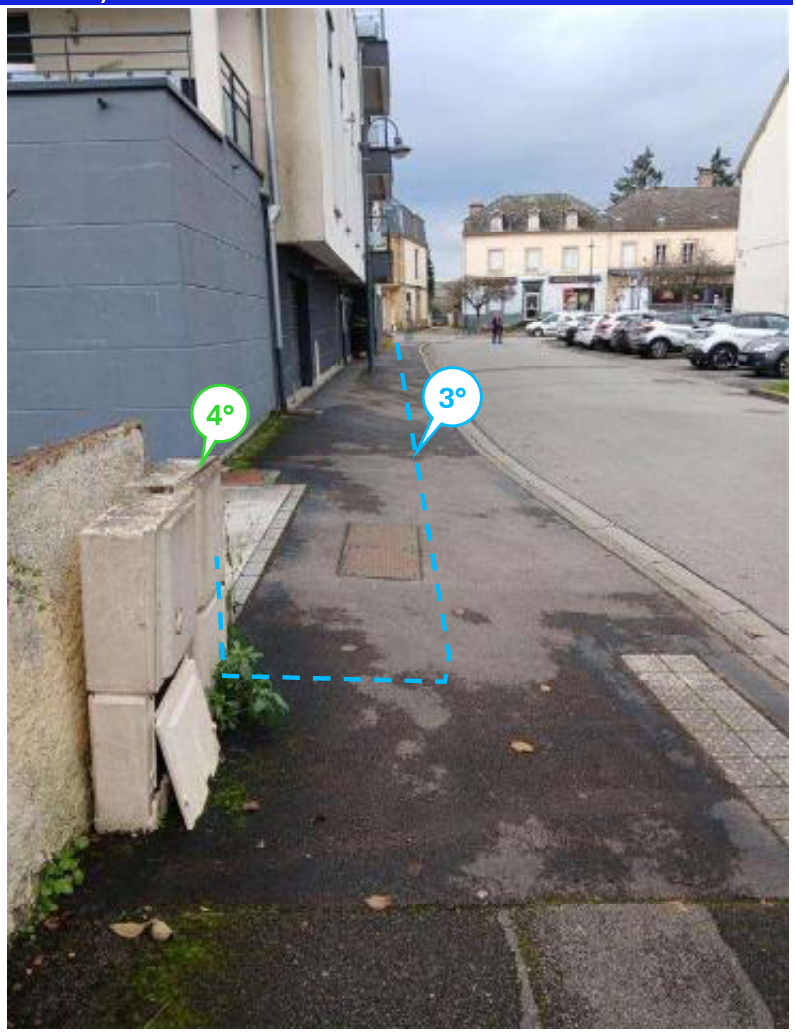


CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE A)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo



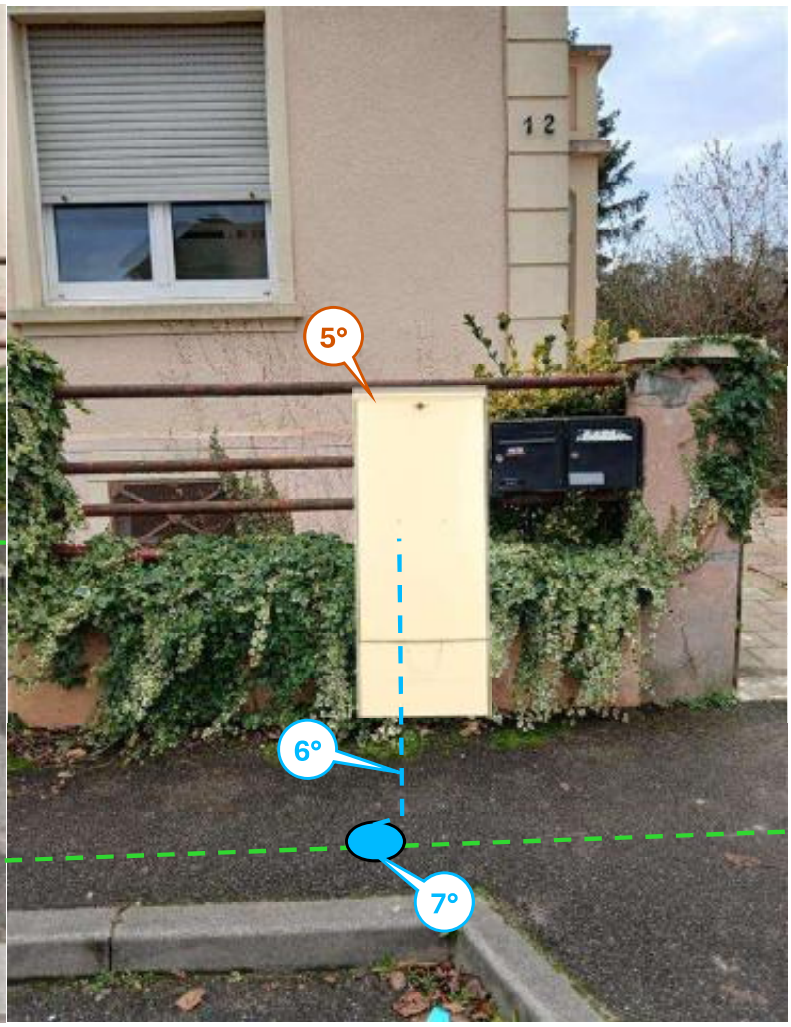


CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE B)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo

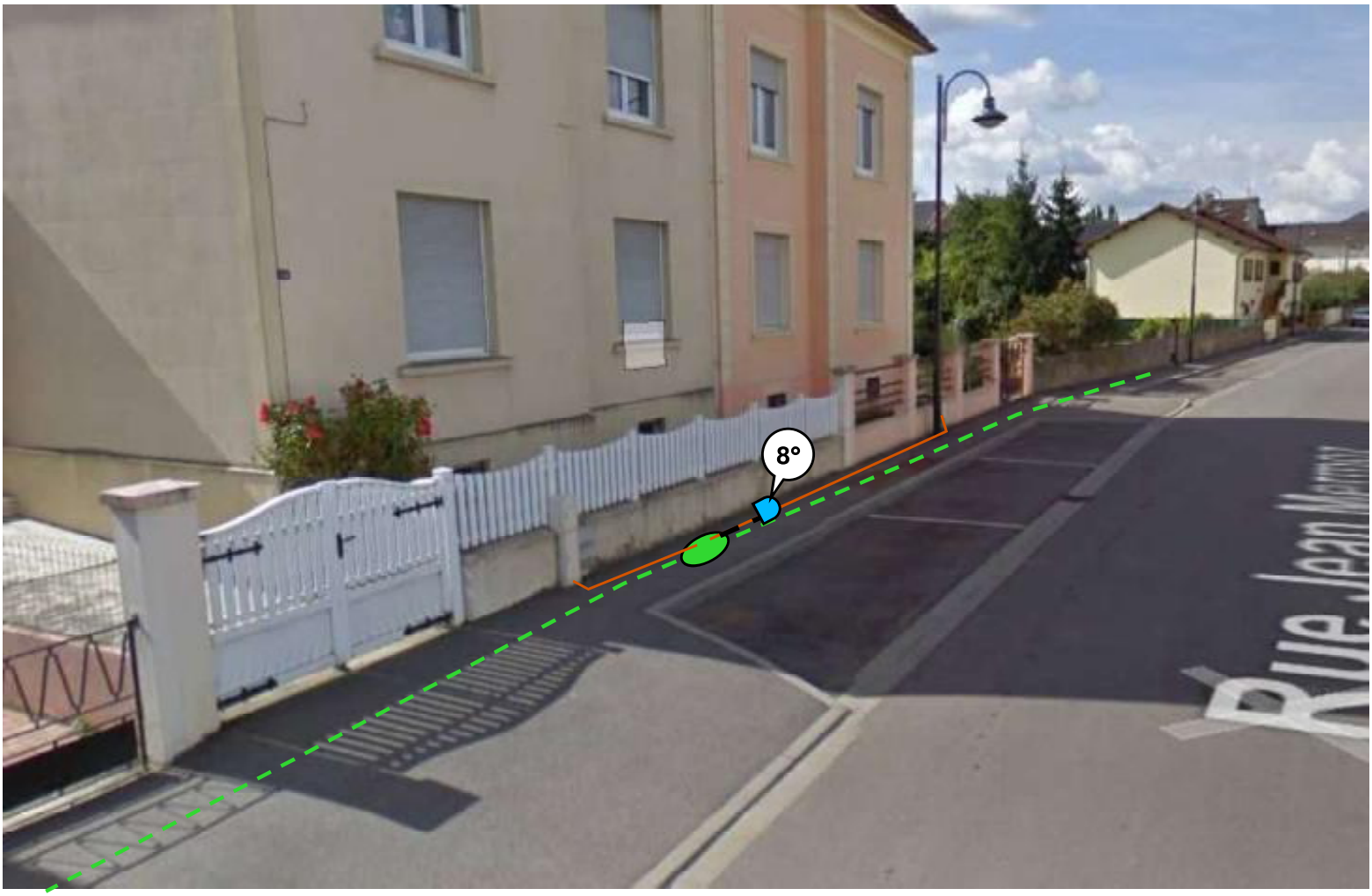




CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE B)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

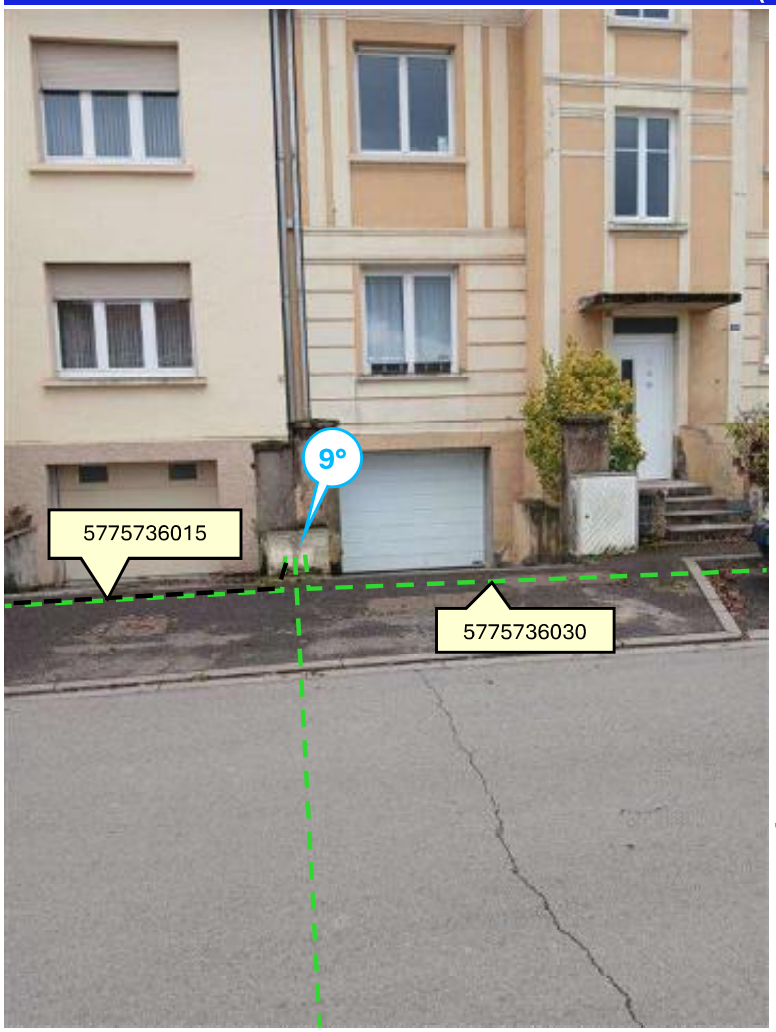
Interlocuteur : COLAS Enzo

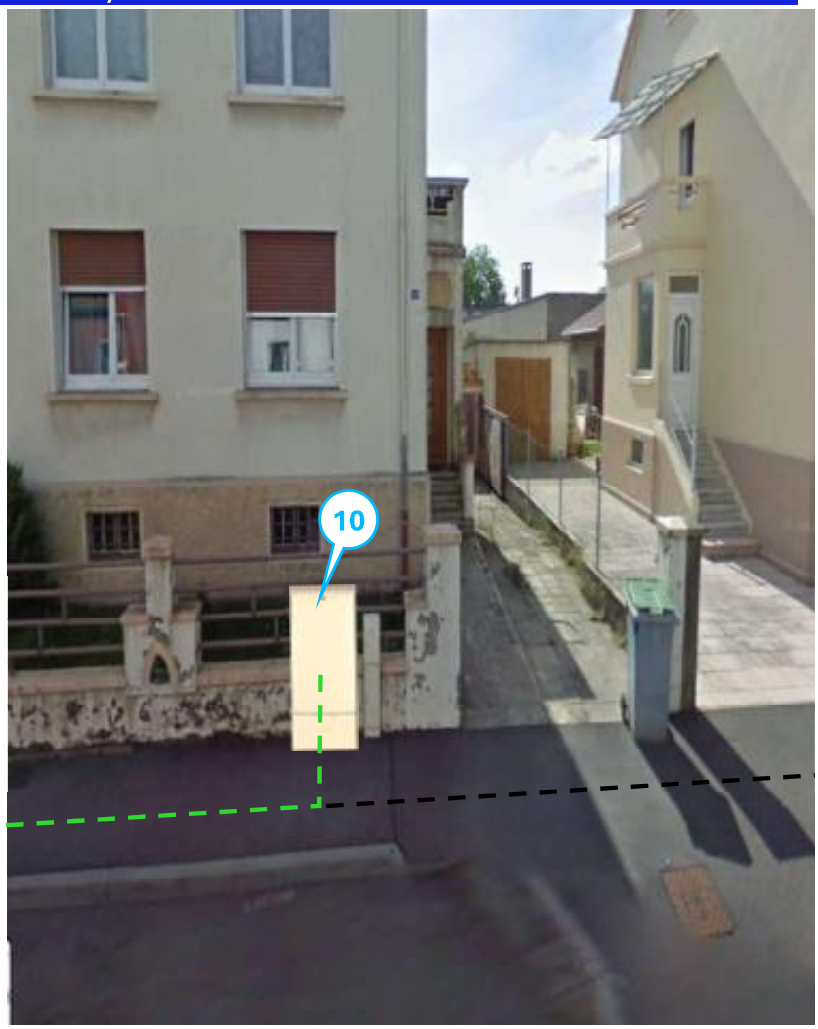


CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE C)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo





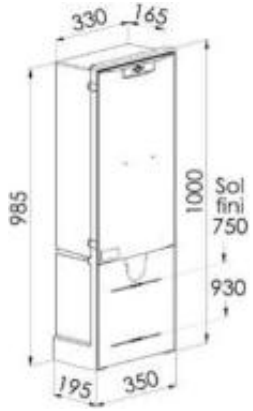
CM AJOUT 2 DI JSL
12 RUE JEAN MERMOZ YUTZ
PLAN DE PROJET (PARTIE C)

Référence ENEDIS : RAC-LOR-25-004208
Date d'édition : 04/12/2025

Interlocuteur : COLAS Enzo

Résistivité p en Ω m	Boucle à fond de fouille		Piquet vertical	Piquet incliné						
	Poteau périmètre 2 m	Poste HTA/BT périmètre 10 m	Long. 3 m	Long. 3 m	Grille en tranchée 2,5 m	Serpentin 1 tranchée de 5 m Conducteur 10 m	Serpentin 2 tranchées de 5 m Conducteur 2 x 10 m	Serpentin 2 tranchées de 5 m Conducteur 2 x 15 m	Patte d'oie 3 branches de 5 m + 1 piquet central 3 m.	Patte d'oie 3 branches de 10 m + 1 piquet central 5 m.
50 Ω m	30 Ω	8 Ω	17 Ω	19 Ω	10 Ω	12 Ω	7 Ω	5 Ω	5 Ω	3 Ω
100 Ω m	60 Ω	17 Ω	34 Ω	37 Ω	20 Ω	25 Ω	14 Ω	10 Ω	10 Ω	6 Ω
200 Ω m	120 Ω	34 Ω	66 Ω	75 Ω	40 Ω	50 Ω	28 Ω	20 Ω	20 Ω	12 Ω
300 Ω m		50 Ω	100 Ω	112 Ω	60 Ω	75 Ω	42 Ω	30 Ω	30 Ω	18 Ω
400 Ω m		66 Ω	133 Ω	149 Ω	80 Ω	100 Ω	56 Ω	40 Ω	40 Ω	24 Ω
500 Ω m					100 Ω	125 Ω	70 Ω	50 Ω	50 Ω	30 Ω
750 Ω m					150 Ω	180 Ω	105 Ω	75 Ω	75 Ω	45 Ω
1000 Ω m					300 Ω	240 Ω	140 Ω	100 Ω	100 Ω	60 Ω

Efficace vis-à-vis des courants de foudre et à 50 Hz — Efficace seulement à 50 Hz



ECP2D

